

La coalition ouest-allemande à l'épreuve

N'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur l'attitude à tenir face aux dernières propositions de M. Gorbatchev en matière d'armements, les membres du conseil ministériel restreint réuni le mardi 26 avril à Bonn par le chancelier Kohl ont décidé de ne rien décider. Le communiqué publié par la chancellerie indique que la RFA ne prendra position sur l'offre soviétique concernant les missiles de 500 à 1000 kilomètres de portée que lorsque cette offre aura été formulée par écrit. Il se félicite en revanche que se profile un accord américano-soviétique sur l'élimination des missiles à moyenne portée (1000 à 3000 kilomètres).

La réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union de l'Europe occidentale (les six membres fondateurs de l'Europe communautaire plus la Grande-Bretagne) qui se tient actuellement à Luxembourg n'entendait certes pas obéir aux injonctions américaines et se prononcer sur-le-champ ; les négociations allemandes ne faciliteront cependant pas l'émergence d'une position commune.

Le porte-parole de la chancellerie, M. Friedhelm Ost, a eu beau expliquer qu'il en allait du « destin de la nation » et qu'il importait donc de ne pas trancher dans la précipitation, ces arguments laissent apparaître un profond différend entre les partenaires de la coalition à Bonn. Le ministre libéral des affaires étrangères, M. Genscher, a d'ailleurs estimé que la situation était la plus difficile qu'il ait connue la coalition depuis sa formation en 1982 ; c'est dire que deux écoles s'affrontent plus durement encore aujourd'hui que l'année dernière à propos de l'IDS.

Régrouvés autour de M. Genscher, les uns souhaitent que la RFA se range à l'avis américain et accepte l'option zero élargie proposée par M. Gorbatchev. Les autres, dans la CDU de M. Kohl et dans la CSU, estiment qu'une telle décision affaiblirait unilatéralement la capacité de dissuasion des Occidentaux en Europe sans aucune garantie sur le résultat des négociations promises pour réduire le déséquilibre entre les forces conventionnelles en présence.

Les craintes de la CDU ne sont pas très éloignées de celles qui s'expriment à Paris ou à Londres : mais le gouvernement ouest-allemand se trouve devant un dilemme. La RFA n'ayant pas de force de dissuasion nationale, l'élimination des missiles de 500 à 1000 kilomètres de portée l'exposerait à la menace directe des engins soviétiques de portée inférieure sans possibilité de riposte en profondeur de l'OTAN à partir du sol allemand.

Si en revanche les Occidentaux optaient pour le maintien d'un nombre minimum de missiles, cela exigerait, compte tenu du rapport de forces actuel, le déploiement de nouvelles armes occidentales à courte portée, avec toutes les conséquences qui en découleraient pour la RFA.

Le chancelier Kohl n'a jamais aimé se décider sous la pression, et les injonctions du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, sont psychologiquement maladroites. Elles n'ont réussi jusqu'à présent qu'à fournir des arguments à l'opposition social-démocrate ; celle-ci, qui avait observé jusque-là une prudente réserve, vient de réclamer un débat extraordinaire au Bundestag sur la question. Ainsi l'opinion ouest-allemande, dont la sensibilité sur ces questions est extrême se trouve-t-elle à nouveau coupée en deux. Ni les Américains ni leurs alliés n'ont lieu de s'en réjouir.

(Lire nos informations page 2.)

Un entretien avec le premier ministre israélien M. Shamir combat le projet de conférence sur la paix

M. Shamir poursuit son combat contre le projet de conférence sur le Proche-Orient. Il l'a dénoncé, à Paris, le lundi 27 avril, devant M. Chirac, et devait en parler mercredi avec M. Mitterrand. Dans un entretien avec « le Monde », le premier ministre israélien n'exclut pas des élections anticipées si son ministre des affaires étrangères, M. Pérès, poursuit ses efforts en faveur d'une telle conférence.

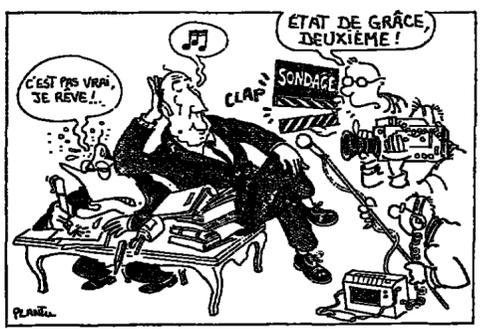
M. Shamir est venu à Paris avec l'intention, tout à fait naturelle, de constater et de confirmer le bon état des relations franco-israéliennes. Il a d'ailleurs profité de son premier entretien, lundi, avec M. Chirac pour inviter celui-ci à se rendre en Israël ; la visite doit avoir lieu en octobre et sera préparée par un séjour à Jérusalem dans quelques semaines du ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Jusque-là, les conversations parisiennes de M. Shamir relèvent de la pratique diplomatique la plus normale. Mais leur véritable objectif est plus inattendu : le chef du gouvernement israélien entend convaincre ses interlocuteurs qu'il ne faut surtout pas écouter - encore moins appuyer - son ministre des affaires étrangères, le travailliste Shimon Pérès, dont les initiatives, pense

M. Shamir, sont nuisibles aux intérêts d'Israël. M. Shamir a entamé une véritable croisade pour s'opposer aux efforts déployés par M. Pérès en vue de la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient qui préparerait un dialogue direct entre Israël et ses voisins arabes. Lors du discours qu'il a prononcé à l'occasion du dîner de lundi soir, le chef du gouvernement israélien a observé, à titre d'exemple, que ce n'était pas ce type de conférence « qui avait permis de réaliser l'Europe d'aujourd'hui mais la volonté des Européens de se réunir ensemble maintes fois pour réaliser cette union ».

JACQUES AMALRIC et ALAIN FRACHON. (Lire la suite ainsi que l'article de JEAN-PIERRE LANGELLIER page 3.)

L'opinion un an avant l'élection présidentielle Les divisions de la majorité favorisent M. Mitterrand

A un an de l'élection présidentielle, M. Mitterrand est au plus haut dans les sondages, face à une majorité divisée. Une enquête BYA, que publie « Paris-Match », donne le président de la République réélu aussi bien face à M. Barre qu'à M. Chirac, tandis que ces derniers continuent de s'affronter par personnes interposées au sein de la majorité et autour d'une UDF qui n'en peut mais.



La maison du père et la « maison de fous », par J.-Y. Lhonnau. L'irrésistible ascension du Front national à Marseille, par Ph. Boggio. Le point de vue de Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T. Pages 7 et 8

L'offensive contre la guérilla à Sri-Lanka Colombo face au bastion tamoul

Les raids aériens effectués depuis le milieu de la semaine dernière par les forces sri-lankaises contre les bases de la guérilla tamoule ont fait environ quatre cents morts (150 dans la péninsule de Jaffna et 250 dans le nord-est du pays), ont annoncé, mardi 27 avril, les autorités de Colombo. De source séparatiste tamoule, on qualifie toutefois ce bilan d'exagéré.

COLOMBO de notre envoyé spécial

Le suspense continue. On ne sait toujours pas si l'offensive

aérienne lancée sur le bastion tamoul de Jaffna le 22 avril constitue ou non le prélude à l'« assaut final » réclamé par une grande part de l'opinion cinghalaise. « Ce n'est pas, pour l'instant, notre stratégie », déclarait, le vendredi 24 avril, M. Lalith Athulathmudali, le ministre de la sécurité nationale.

Politiquement, le climat n'a pourtant jamais été aussi propice », dit-on dans les chancelleries occidentales de Colombo. « Retournée » par l'attentat du 21 avril dans le centre de la capitale (cent six morts) et la « tierce du vendredi saint », près de Trin-

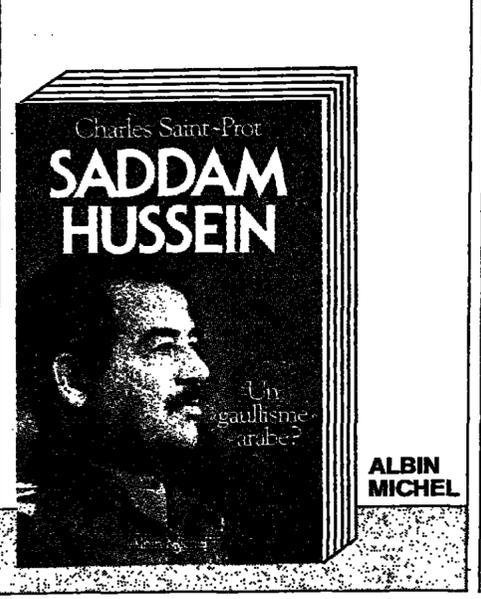
combrée quatre jours plus tôt (cent vingt-sept morts), l'opinion publique internationale serait en effet désormais « du côté du gouvernement ». Le vieux président Janius Jayewardene (quatre-vingt ans), que l'on dit « atterré de tristesse » à l'idée de terminer sa carrière dans un bain de sang généralisé (son mandat expire en principe fin 1988), retient-il, délibérément ses soldats ? Craint-il, comme on l'affirme, une éventuelle et brutale réaction indienne en cas de massacre ?

« C'est possible », répond un expert étranger, mais le problème n'est pas seulement politique. Il est également militaire. » Con-

trairement à ce que tout le monde a l'air de croire, poursuit-il, il n'est pas du tout prouvé que l'armée cinghalaise a la capacité de reprendre aux rebelles le contrôle de Jaffna et de le conserver. « Les raids aériens qui, chaque jour, font la « une » des journaux locaux et dont l'objectif tactique devrait être « de préparer le terrain à un engagement des forces terrestres » ne seraient, selon les spécialistes, « ni assez massifs ni assez précis » pour détruire les arsenaux et les fortifications des séparatistes, et ainsi désorganiser leur défense.

PATRICE CLAUDE. (Lire la suite page 4.)

Pour comprendre enfin la guerre Iran-Irak



(Lire nos informations page 2.)

Vingt-cinq ans de recherche spatiale La France dans les étoiles

L'espace français a vingt-cinq ans. L'âge de la maturité et de la réflexion pour les responsables du Centre national d'études spatiales (CNES), créé en 1962. Beaucoup d'entre eux n'ont pas connu les angoisses et les satisfactions de ces pionniers qui, au début des années 60, dans le désert algérien, priaient les dieux de la technique pour que leurs fusées-sondes viennent bien s'élever au-dessus de la base d'Hammaguir.

A cette époque, le simple lancement d'une charge utile d'une trentaine de kilos à 200 kilomètres d'altitude, sans espoir de la satelliser faute de fusées suffisamment puissantes, était le summum des ambitions françaises. A peine un saut de puce, comparé aux exploits des Soviétiques qui, dès 1957, avaient lancé le premier satellite artificiel de la Terre : Spoutnik-1. Une performance que la France réalisait sept ans plus tard avec la mise en orbite du satellite français (Asterix) par la fusée Diamant, devenant ainsi la troisième puissance spatiale du monde.

C'est déjà de la préhistoire... L'espace français se conjugue maintenant en termes de budget, de rentabilité et de programmes européens prestigieux qui ont nom Ariane, Columbus et Hermès. Comment s'étonner dans ces conditions que le Centre national

d'études spatiales désire célébrer avec faste à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette ces vingt-cinq ans de dur apprentissage qui ont permis à la France, et avec elle à l'Europe, de se tailler une place aux côtés des Deux Grands ?

Certes, on peut objecter que la fusée Ariane, fer de lance de l'Europe, est clouée au sol depuis près de onze mois et que, pour cette raison, la date des festivités est mal choisie. Mais qu'importe. Le carnet de commandes de la fusée n'en finit pas de grossir en dépit de ce contretemps et chacun espère que juillet ou août seront favorables au prochain lancement. Car, en dépit de ses quatre échecs en dix-huit vols - pas plus nombreux que ceux essayés pendant leurs premiers tirs par des fusées aussi fiables que les Titan américains et les Proton soviétiques - Ariane témoigne de la maturité des industriels français et de leurs partenaires européens.

Une maturité bien nécessaire à l'heure où commencent à poindre des concurrents sur le marché des services de lancements de satellites. La Chine, même si elle n'est pas tout à fait prête, vient d'afficher clairement ses prétentions et démarche activement dans les pays occidentaux. Le Japon affûte ses armes pour la fin du siècle.

Quant aux Etats-Unis, toujours présents, ils se relèvent lentement de leurs échecs tandis que l'Union soviétique peut, quand elle le souhaitera, investir le marché des lanceurs en proposant des prix largement compétitifs.

Le niveau technique atteint par l'Europe, et notamment par la France dont l'effort spatial est de loin le plus important parmi les Douze, lui permet désormais de discuter d'égal à égal avec les Américains pour la construction et l'utilisation de la future station spatiale américaine.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU. (Lire nos informations page 15.)

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE
■ Grandir sur ordonnance.
■ Le chant des tortue-luths.
■ Les drogues aux soins de la justice.
■ Témoignage : huit saisons en enfer.
■ Secteurs de pointe : parlez-vous l'Ada ?
Pages 13 à 15

Etranger

A la réunion de l'UEO

Profond embarras des Européens face aux propositions de M. Gorbatchev

L'URSS a formellement présenté lundi 27 avril, à Genève, un projet de traité sur l'élimination des missiles à moyenne portée (FNT) en Europe et leur réduction en Asie soviétique et aux Etats-Unis, a-t-on confirmé de source soviétique.

De même source, on indique que ce projet constitue un « texte de compromis » et tient compte de certaines des vues exprimées par les Etats-Unis dans le document soumis à leurs interlocuteurs soviétiques, le 4 mars dernier. On espère, toujours de même source, que les propositions ainsi formulées pourront servir de base à la rédaction d'un traité commun. Le chef de la délégation soviétique, M. Alexei Oboukhov, devait tenir une conférence de presse, ce mardi à Genève.

A Washington, le gouvernement américain a répondu lundi à l'article rédigé conjointement par l'ancien président Richard Nixon et l'ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger, et publié dimanche par plusieurs journaux américains (le Monde du 28 avril). Il se dit, dans un communiqué, « préoccupé » par le déséquilibre des forces

conventionnelles en Europe, mais affirme qu'il ne cherche pas à lier cette question à un éventuel accord sur les missiles nucléaires de portée intermédiaire avec Moscou.

Commentant la position des Etats-Unis, le directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armements (ACDA), M. Kenneth Adelman, a réaffirmé que Washington « s'efforce d'obtenir l'option zéro, même si cela donne aux Européens la chair de poule ». Dans un entretien au magazine ouest-allemand, *Stern*, à paraître jeudi, M. Adelman souligne l'actuel mécontentement américain à l'égard des Européens (« Ils se plaignent quand nous parlons de nos missiles, ils se plaignent quand nous parlons de nos missiles ») et avertit que de nouvelles fusées nucléaires seront stationnées en RFA au cas où les Européens refuseraient une double option zéro sur les missiles intermédiaires à plus longue et plus courte portée: « Le même nombre de missiles devra alors être installé en RFA que ce qui est accordé aux Soviétiques », a-t-il dit.

LUXEMBOURG de notre envoyé spécial

Les ministres des affaires étrangères et leurs collègues de la défense des sept pays de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), réunis mardi 28 avril, à Luxembourg, devaient essayer de rapprocher leurs points de vue, voire de définir une position commune, sur les initiatives prises en matière de désarmement par l'Union soviétique.

La réunion du conseil de l'UEO, seule enceinte où la France et ses principaux partenaires européens peuvent se concerter de manière multilatérale sur les questions de défense, intervient à un moment particulièrement intéressant. L'attitude de plusieurs gouvernements du Vieux Continent à l'égard des propositions de M. Gorbatchev, en effet, est encore imprécise, cependant que les réunions de consultations au sein des groupes *ad hoc* de l'OTAN (groupes auxquels la France ne participe pas) se multiplient, et que M. Jean-Bernard Raimond s'apprête à se rendre à Washington afin d'exposer la position française.

A ses degrés divers, les gouvernements des sept sont partagés entre le souci de ne pas entraver le bon déroulement d'un processus de désarmement qui est accueilli favorablement par une large partie de l'opinion, et leur inquiétude devant

les conséquences négatives que ce processus, tel qu'il est actuellement proposé par Moscou — l'option zéro pour les missiles à moyenne portée, puis également pour les missiles à courte portée — peut comporter pour la sécurité de l'Europe.

Dans ce contexte, les ministres délibéreront de la proposition faite en décembre par M. Chirac d'adopter une charte de la sécurité européenne. Il semble que les Britanniques soient décidés à se rallier au projet, auquel, en revanche, les Italiens, particulièrement soucieux de ne pas gêner les Etats-Unis, demeurent réticents.

La réunion du conseil a été précédée, lundi, par un dîner des ministres de la défense des Sept. M. Giraud est ressorti plutôt optimiste, presque surpris d'avoir trouvé ses collègues décidés à ne pas se laisser trop bousculer par M. Shultz.

C'est sur ce point, à savoir, le souci d'échapper à la précipitation actuelle des Américains, qui préoccupe les Européens de prendre position très rapidement, si possible dès la réunion du Conseil de l'OTAN du 4 mai, que pourrait se manifester le plus clairement la convergence des positions des Sept. Tous considèrent, apparemment, qu'il n'est pas raisonnable de tout faire si vite et que, sur un problème aussi grave pour la sécurité de l'Europe, un peu de temps est nécessaire, d'autant plus

que le débat est loin d'être clos dans plusieurs pays, dont la RFA.

Les Sept marqueront-ils autrement que par ce souci de gagner du temps les réserves que leur inspirent les solutions — la double option zéro — qui semblent avoir la préférence de M. Shultz ?

Du côté français, tout en se montrant très prudent sur ce que pourrait être l'issue de la réunion, on considère, avant son ouverture, que les partenaires européens avaient une analyse voisine sur deux points. Le premier est que la présence, au sol, d'armements nucléaires américains en Europe reste nécessaire pour continuer à disposer des moyens d'une riposte flexible. En second lieu, les propositions soviétiques, selon les Sept, constituent un scénario qui aboutirait à la démantèlement des forces américaines en Europe.

Quelle que soit leur opinion sur les intérêts réels de l'Europe en matière de sécurité, les ministres de la défense ont également le souci de ne pas se dissocier du jeu diplomatique en cours, de ne pas heurter de front une initiative spectaculaire qui, si elle était complétée « vers le haut » (réduction des arsenaux stratégiques) et « vers le bas » (réduction des forces conventionnelles), pourrait conduire à un véritable désarmement.

Ce scrupule est particulièrement vrai pour la France, qui n'est pas partie prenante dans cette négociation et ne veut pas l'être. Paris se constitue un scénario qui aboutirait à la démantèlement des forces américaines en Europe.

Quelle que soit leur opinion sur les intérêts réels de l'Europe en matière de sécurité, les ministres de la défense ont également le souci de ne pas se dissocier du jeu diplomatique en cours, de ne pas heurter de front une initiative spectaculaire qui, si elle était complétée « vers le haut » (réduction des arsenaux stratégiques) et « vers le bas » (réduction des forces conventionnelles), pourrait conduire à un véritable désarmement.

Ce scrupule est particulièrement vrai pour la France, qui n'est pas partie prenante dans cette négociation et ne veut pas l'être. Paris se constitue un scénario qui aboutirait à la démantèlement des forces américaines en Europe.

PHILIPPE LEMAITRE

L'Agence Tass accuse MM. Chirac et Giraud d'être « à la tête de l'offensive contre le désarmement en Europe »

Moscou (AFP) — L'Agence Tass a accusé, lundi 27 avril, « certains membres du gouvernement français actuel », en particulier le premier ministre Jacques Chirac et le ministre de la défense André Giraud, d'être « à la tête de l'offensive des cercles conservateurs de l'OTAN contre le désarmement en Europe ».

Sous le titre « La solidarité atlantique, obstacle au désarmement », l'agence officielle soviétique souligne que, selon « les observateurs occidentaux eux-mêmes », la position française à l'égard des récentes propositions soviétiques est « encore plus dure que celle des autres capitales de l'OTAN ».

Ce commentaire a été diffusé alors qu'un haut fonctionnaire du ministère français des affaires étrangères, M. Jacques Blot, directeur d'Europe au Quai d'Orsay, négocie depuis lundi matin à Moscou les modalités d'une éventuelle visite de M. Chirac en URSS, en principe prévue pour le mi-mai, mais dont les dates n'ont toujours pas été annoncées. Les relations franco-soviétiques traversent une phase délicate depuis le chassé-croisé d'expulsions — six de chaque côté — annoncé il y a un mois à la suite de la découverte d'un réseau d'espionnage sur la fusée Ariane.

« Le gouvernement soviétique s'est déclaré prêt à ne pas prendre en compte les forces de frappe britannique et française dans l'équilibre global des forces dans un éventuel accord sur les euromissiles », rappelle Tass. « Ceci constituait une concession importante, dans la mesure où les militaires français mesurent ouvertement la puissance de leurs forces nucléaires par le nombre de villes soviétiques qu'elles peuvent détruire ».

« Mais les hauts fonctionnaires parisiens, qu'il soit la vue courte, craignent qu'il soit encore plus difficile à la France de justifier l'existence de ses forces nucléaires une fois que l'URSS aura retiré d'Europe ses missiles de théâtre », poursuit Tass.

Le commentaire de Tass s'en prend à M. Chirac pour « avoir déclaré dimanche que le retrait d'Europe des missiles à plus courte portée pourrait être dangereux », et à M. Giraud pour avoir parlé d'un « Munich nucléaire » à propos des offres soviétiques de désarmement.

L'agence soviétique accuse également la France de renforcer son programme d'armement nucléaire. « Paris étend sa zone de responsabilité en Europe et remplace les missiles Pluton d'une portée de 120 kilomètres par des missiles Hades, capables d'atteindre des cibles en Tchecoslovaquie et en RFA. Les nombreux « ogives nucléaires dont sont équipés les missiles français basés à terre et en mer atteindra six cents unités en 1992. Comme l'a dit un journaliste américain, si la force de frappe française est une blague, elle est de moins en moins drôle ».

« Le commentaire de l'Agence Tass, qui est signé Vladimir Bogdanov, ne peut pas constituer un signe encourageant pour le projet de visite de M. Chirac en URSS, voyage pour lequel la partie française a proposé les dates des 14, 15 et 16 mai. L'agence officielle soviétique a, en effet, choisi de s'en prendre au premier ministre alors que M. Jacques Blot, directeur d'Europe au Quai d'Orsay, était encore à Moscou pour tenter d'obtenir des assurances sur la qualité du traitement et des entretiens qui seraient réservés éventuellement à M. Chirac. On voudrait, du côté français, obtenir un traitement un peu semblable à celui qui a été récemment réservé à M. Thatcher : interview non censurée à la télévision, accès « couverture » de télévision dans la presse, au moins deux entretiens avec M. Gorbatchev, etc. Mardi matin, on se refusait à tout commentaire dans les milieux officiels français en attendant d'avoir pris connaissance du rapport que M. Blot doit rédiger à l'issue de sa mission. C'est mercredi 29 avril que M. Chirac pourrait prendre sa décision. Selon M. Adelman, vice-ministre soviétique des affaires étrangères qui était la semaine dernière à Paris, la partie soviétique aurait finalement accepté les dates proposées par Paris et ce serait, en effet, au premier ministre français de se décider ».

La mesure d'interdiction américaine envers M. Waldheim

M. Kurt Waldheim, président de la République autrichienne, a exprimé, lundi 27 avril devant des parlementaires, son « profond regret » à la suite de la décision du gouvernement américain de le placer sur une « liste d'observation », visant de la sorte à lui inter-

dire, en tant que personne privée, l'entrée aux Etats-Unis. Qualifiant cette mesure de « grotesque », il a indiqué son intention de convoquer le gouvernement autrichien dès mardi pour discuter de cette affaire, qui risque d'assombrir les relations entre Vienne et Washington.

Les dirigeants autrichiens ne cachent pas leur consternation

VIENNE de notre correspondant

La décision du gouvernement américain d'interdire à M. Kurt Waldheim l'entrée aux Etats-Unis en raison de crimes de guerre auxquels il aurait participé a provoqué un véritable choc à Vienne. Le chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, et le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, ont exprimé leur « profonde consternation ». Le gouvernement autrichien a, dans une première réaction, rappelé en consultation l'ambassadeur d'Autriche à Washington, M. Thomas Kliestil.

Tout en exprimant l'espoir que « les forces de la raison l'emportent », le chancelier Vranitzky a rappelé que la procédure américaine est « en contradiction avec la conception autrichienne du droit qui garantit à tout accusé une procédure équitable, un droit qui doit être également valable pour un chef d'Etat ». M. Vranitzky a estimé que la décision du gouvernement américain, intervenue presque un an après

l'élection de M. Waldheim, « ne sera guère comprise par les Autrichiens ».

Le chancelier, qui devrait se rendre en visite officielle aux Etats-Unis à la mi-mai et être reçu le 21 mai par le président Reagan, s'est refusé à dire si ce voyage sera maintenu ou non, tout en laissant entendre que le gouvernement en discutera dans le cadre des mesures à prendre.

Pour M. Mock, qui est aussi président du Parti populiste, la décision américaine est « d'autant plus déplorable que les relations austro-américaines ont été excellentes pendant des décennies et ont été marquées, du côté autrichien, par une profonde reconnaissance et une sympathie envers le peuple américain ». « L'Autriche n'accepte de chanter de la part de personne », a ajouté M. Mock, en soulignant que M. Waldheim accède à ses fonctions à la suite d'élections démocratiques.

Les assurances données par M. Reagan, qui a reçu M. Kliestil avant son départ de Washington —

celui-ci a été nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères et son retour à Vienne devait de toute façon intervenir prochainement, — selon lesquelles la mesure prise contre M. Waldheim concerne celui-ci en tant qu'individu et n'est pas dirigée contre l'Autriche ne sont guère de nature à apaiser les émotions. A Vienne, on s'inquiète à la fois des effets psychologiques de la décision américaine à l'étranger et d'éventuelles réactions embarrassantes du côté des milieux de droite en Autriche.

M. Haider, chef du Parti libéral (droite nationaliste), qui a déjà tiré profit de la campagne anti-Waldheim à l'occasion des dernières élections législatives de novembre en renforçant sensiblement le poids politique de son parti, a qualifié lundi la décision américaine d'« insulte envers un chef d'Etat démocratiquement élu ». Cette décision constituerait, selon lui, « un reproche collectif inadmissible contre toute une génération de soldats autrichiens ».

WALTRAUD BARYLL

Les organisations juives américaines expriment leur satisfaction

Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, le chef d'Etat d'un pays ami a été inscrit sur la liste des « indésirables » établie par le ministère de la justice. L'interdiction d'entrer aux Etats-Unis qui en découle ne concerne toutefois que l'individu Kurt Waldheim. En sa qualité de président de l'Autriche, M. Waldheim pourrait venir aux Etats-Unis à l'invitation du président américain ou pour participer aux travaux des Nations unies, précisent les officiels.

Le ministre de la justice, M. Edwin Meese, a fini par céder aux nombreuses pressions venant de divers groupes et notamment des organisations juives américaines. Les services du ministère chargés d'enquêter sur les crimes de guerre avaient, il y a plus d'un an, recommandé que M. Waldheim soit inscrit sur une « liste d'observation ».

M. Meese a tardé à prendre une décision évidemment embarrassante étant données « les bonnes relations entre les Etats-Unis et l'Autriche ». Il a agi après avoir reçu du service juridique du département d'Etat la confirmation que M. Waldheim tombait sous le coup de la loi interdisant l'entrée aux Etats-Unis de toute personne ayant aidé à des persécutions ou participé à des ac-

tivités de cet ordre pendant la seconde guerre mondiale ».

« La liste d'observation » du ministère de la justice contient les noms d'environ quarante mille personnes considérées comme indésirables pour plus de trente raisons, allant de la participation à des crimes de guerre à une maladie contagieuse. Le ministre précise qu'un individu peut être porté sur cette liste sur la base d'une simple suspicion et non pas forcément après une condamnation. La personne concernée a la possibilité de faire appel et d'obtenir une exemption, mais il lui appartiendra alors de faire la preuve de son innocence.

Ne jamais oublier

Les grandes organisations juives ont exprimé leur satisfaction. Le Congrès juif mondial, qui avait lancé l'enquête sur M. Waldheim, a déclaré : « M. Meese a agi courageusement et son message est clair : les nazis sont indésirables ici ». M. Abram, président de la Conférence des grandes organisations juives américaines, a estimé, quant à lui, que la décision soulignait « la détermination du gouvernement

américain de faire en sorte que l'holocauste ne soit jamais oublié ».

Allant au-delà des critiques de ceux qui seraient tentés de dénigrer l'influence érudite des associations juives dans la politique américaine, le *Washington Post* souligne, dans un éditorial, qu'il aurait été inconcevable de ne pas observer la loi en faisant une exception pour M. Waldheim. « La décision est sans doute gênante sur le plan diplomatique, mais elle n'est pas injustifiée. Le gouvernement a observé ce qu'il y a de meilleur dans la tradition américaine », écrit le journal.

En fait, la loi en question a été souvent critiquée par le passé dans la mesure où elle permettait aux services de l'immigration de prendre des décisions arbitraires — contre lesquelles un recours est très difficile, voire impossible — qui visent à interdire l'entrée aux Etats-Unis d'étrangers ayant des opinions jugées subversives. Le *Washington Post* remarque, au demeurant, qu'une révision de la loi est nécessaire, mais que, en tout état de cause, elle ne devrait pas tomber la catégorie des criminels de guerre nazis.

HENRI PIERRE

Selon les déclarations du docteur Koriaguine à Berne

Les pratiques psychiatriques « honteuses » n'ont pas cessé en URSS

BERNE de notre correspondant

Symbole de la lutte contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en Union soviétique, le docteur Anatoli Koriaguine n'a rien perdu de sa pugnacité. Délibérément circonspéct à son arrivée, vendredi dernier à Zurich, le psychiatre soviétique dissident n'a, en revanche, pas mâché ses mots lors de sa première conférence de presse, le lundi 27 avril, à Berne. Entouré de sa femme et de son fils aîné, qui l'ont accompagné dans son exil forcé avec sa mère et ses deux autres fils, il a d'emblée donné le ton : « Ma libération, je la dois non pas à la « reconstruction » de mon pays, mais à la solidarité internationale de tous ceux qui m'ont défendu et soutenu ».

Libéré en février dernier à condition de s'exiler avec sa famille, M. Koriaguine avait été condamné, en 1981, à sept ans de camp de travail, suivis de cinq ans de rélegation pour « agitation et propagande antisoviétiques ». Il se voyait sanctionné pour son refus d'interner dans des hôpitaux psychiatriques, pour des raisons politiques ou religieuses, des personnes saines d'esprit. Devenu l'un des principaux animateurs de la commission d'enquête sur l'application de la psychiatrie à des fins politiques, il avait subi toutes sortes d'humiliations et de vexations avant d'être arrêté en février 1981.

Ni les sévères conditions d'internement, d'abord au camp numéro 37 de Perm, ni les punitions à la prison

de Tchistopol, pas plus que ses longues grèves de la faim, n'ont réussi à briser sa détermination. Sa femme, Galina, devait perdre son emploi de bibliothécaire, tandis que son fils Ivan, encore mineur, était chassé de l'école, puis condamné à trois ans de camp pour hooliganisme.

Impossible de démocratiser un tout petit peu

Fort de ses expériences, M. Koriaguine considère d'un air dubitatif les changements actuellement en cours à Moscou : « Rien à redire à la libération de détenus politiques, à la libération de détenus politiques, jusqu'ici interdits. C'est très bien, mais à la limite de libération ou de démocratisation, c'est aller un peu vite en besogne. Si c'était vraiment cela, alors pourquoi ne pas libérer tous les prisonniers d'opinion ? Pourquoi n'en laisser sortir que quelques-uns, au compte-gouttes ? Pourquoi les uns et pas les autres ? A quand la publication de l'Archipel du Goulag, de Soljenitsyne, ou des œuvres de Berdyaev ? A quand les expositions de peintres d'avant-garde présentées à Paris et interdites à Moscou ? »

« Ce qui se fait actuellement se fait à petites doses pour créer l'impression qu'on se passe quelque chose, alors qu'on est encore bien loin du compte. Je ne crois pas qu'il soit possible de démocratiser un tout petit peu. Ce qui oui ou non est non. Pas en demi-mesure. La démocratie, cela veut dire un « peuple

libre. Tel n'est pas le cas, aujourd'hui, en URSS. »

M. Koriaguine dénonce vivement les abus de la psychiatrie, notamment l'emploi de neuroleptiques, de sulfazine et de dérivés d'insuline pour mater les plus récalcitrants. Et de citer le cas du syndicaliste Alexei Nikitine, qui avait emmené, en 1980, des journalistes étrangers voir de leurs propres yeux les conditions de vie des mineurs du Donbass. Il avait aussitôt été arrêté, conduit de force à l'hôpital, et maintenu ligoté deux mois durant sur un lit, tandis qu'on lui injectait des neuroleptiques à haute dose. Nikitine est mort quatre ans plus tard à l'hôpital de Dniepropetrovsk.

Pour le médecin dissident, ce cas n'est pas isolé, et il a lancé un appel en faveur de quelques détenus : l'historien Nicolai Serebriankov, Vladimir Tior, un ancien du KGB appréhendé pour refus d'arrêter des dissidents religieux, Alexandre Riga, Nicolai Pavlov, Victor Rafalaki, le Lituane Jonas Bagdonas, le prêtre Alexei Kotov, et plusieurs jeunes soldats internés pour avoir critiqué la politique soviétique en Afghanistan.

M. Koriaguine va plus loin, en proposant la création d'un tribunal international afin de juger les « crimes contre l'humanité » commis par la psychiatrie soviétique : « La souffrance de ceux qui sont soumis à ces traitements est indicible. Ils en restent mutilés à vie, affectivement et mentalement. Beaucoup en sont morts. » Et d'ajouter : « En dépit de la dénonciation de ces méthodes depuis le congrès d'Honolulu et le départ des psychiatres soviétiques de l'Association mondiale de psychiatrie, rien n'indique pour l'instant qu'il est question de mettre un terme à ces pratiques honteuses. »

Quant à l'avenir, M. Koriaguine se déclare sceptique : « Je ne crois pas le système, en tant que tel, capable de s'humaniser. Il ne peut le faire que contracté et forcé. C'est dans son essence même qu'il est pervers. Les méthodes utilisées jusqu'ici sont simplement mises en veilleuse. Elles restent en réserve. »

Le fils de M. Koriaguine, âgé de dix-huit ans, et libéré seulement le 23 mars, a jeté une lumière peu connue sur les pensionnaires des prisons soviétiques et des camps de redressement où il a séjourné, en indiquant qu'une bonne partie d'entre eux étaient des adolescents condamnés pour trafic et consommation de drogue.

JEAN-CLAUDE BUHNER.

● Libération du dissident géorgien Tengiz Gudava. — Le dissident géorgien Tengiz Gudava, a été libéré de prison, lundi 27 avril, après avoir observé pendant un mois une grève de la faim, comme il l'a indiqué lui-même par téléphone à des journalistes occidentaux. M. Gudava a ajouté que son frère Edouard, toujours en prison, lui avait déclaré qu'il serait libéré « cette semaine ».

M. Gudava, arrêté en juin 1985, purgé une peine de sept ans de prison pour « agitation et propagande antisoviétiques ». Cette peine devait être suivie de trois ans d'exil intérieur.

سازمان چاپ و نشر

Le Monde PUBLICITE

Proche-Orient

Les suites de la réunion du Conseil national palestinien

L'Egypte a ordonné la fermeture des bureaux de l'OLP

Les dissidents du Fath, dirigés par le colonel Abou Moussa, et le FPLP-Commandement général de M. Ahmed Jibril ont violemment critiqué, lundi 27 avril à Damas, la 18^e session du Conseil national palestinien, qui selon eux a « donné une nouvelle impulsion à la politique d'Arafat et à son programme capitalard, qui vise à liquider la question palestinienne ». En outre, Abou Moussa a qualifié le gel des relations avec le régime égyptien et la réaction de colère du Caire de « comédie destinée à sauver la face des organisations qui se sont jointes à Arafat ».

LE CAIRE de notre correspondant

L'Egypte n'a pas tardé à réagir aux résolutions du Conseil national palestinien qui vient de se terminer à Alger. Elle a décidé, lundi 27 avril, la fermeture sur son territoire de tous les bureaux de l'OLP. La mesure frappe quatorze bureaux et annexes de l'organisation palestinienne au Caire et à Alexandrie. Toutefois, cette décision ne devrait pas affecter les quelques dizaines de milliers de Palestiniens résidents en Egypte. Actifs surtout dans le domaine des affaires et du commerce, ils n'ont pratiquement pas d'activités politiques.

Jamais depuis l'arrivée au pouvoir du président Mubarak, qui passe pour être un homme de compromis, l'Egypte n'avait adopté de mesure aussi radicale. C'est dire le mécontentement des responsables égyptiens et notamment du raïs à l'égard des résolutions du CNP qualifiées par un communiqué officiel de « gratuitement hostiles à l'Egypte ». La déception de M. Mubarak a été d'autant plus vive que c'est lui-même qui avait

ordonné la réouverture de ces mêmes bureaux en 1985, huit ans après leur fermeture au lendemain du voyage du président Sadate à Jérusalem, en 1977.

Le chef de l'Etat égyptien est d'autant plus dépité qu'il comptait sur M. Yasser Arafat pour relancer le processus de paix au Proche-Orient et pour amorcer une réintégration de l'Egypte dans la famille arabe. Aujourd'hui, tous les progrès accomplis dans cette voie ont été remis en question. Le Caire, qui favorisait la ligne modérée au sein de l'OLP au détriment de ses relations avec Washington, un instant perturbées par l'affaire de l'Achille Lauro en 1985, voit maintenant « les éléments qui ont porté préjudice à la lutte du peuple palestinien » revenir en force. Première conséquence : la conférence internationale de paix au Proche-Orient devient plus hypothétique que jamais.

Le communiqué estime que « l'Egypte, qui a joué le rôle que les chefs de l'OLP n'ont pas pu ou n'ont pas voulu jouer, a été vendue pour satisfaire certains Etats (...), alors que le CNP a fermé les yeux en ce qui concerne le génocide dont est victime le peuple palestinien ». Une allusion à peine voilée à la Syrie. On estime en effet, dans les milieux officiels égyptiens, que l'OLP s'est jeté dans les bras de la Syrie, sacrifiant les relations avec l'Egypte et la Jordanie, en vue de parvenir à la réunification des différentes factions. En choisissant Damas, ajoute-t-on au Caire, le CNP a encore fait perdre aux Palestiniens une nouvelle opportunité pour amorcer une solution de leur problème.

Le communiqué officiel invoque, par ailleurs, l'atteinte portée à « l'honneur national » comme une des causes de la fermeture des bureaux de l'OLP. Les autorités égyptiennes ont en effet noté que le CNP a adopté ces résolutions sur l'Egypte le jour même où celle-ci célébrait la commémoration de la libération du Sinaï, après le retrait final des troupes israéliennes de la Péninsule.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Deux dirigeants travaillistes, MM. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, et Itzhak Rabin, ministre de la défense, auraient récemment rencontré secrètement le roi Hussein et se seraient mis d'accord avec lui sur une formule de négociation dans le cadre d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient, annonçant, mardi 28 avril, trois journaux israéliens, *Haaretz*, *Yedioth Aharonot* et *Al Hamishmar*.

La rencontre israélo-jordanienne aurait duré sept heures dans un lieu non précisé. Le souverain hachémite se serait engagé auprès de ses deux interlocuteurs à ouvrir, sous l'égide d'une conférence internationale, une négociation avec l'Etat hébreu dont l'OLP de M. Arafat serait totalement exclu. Le roi aurait assuré qu'il était en mesure de « trouver » pour représenter la partie palestinienne, des dirigeants locaux des ter-

Après avoir rencontré le roi Hussein

M. Pérès aurait mis au point une formule de négociation avec la Jordanie

ritoires occupés non membres de l'OLP, et, de ce fait, acceptables à la fois par Jérusalem et Amman. Il se serait également déclaré persuadé que la Syrie ne ferait pas obstacle à une telle négociation.

S'agissant des pouvoirs de la conférence internationale, le monarque aurait fait une concession en acceptant que, en cas d'impasse prolongée dans le cadre des commissions de travail bilatérales, un litige se serait pas automatiquement renvoyé en séance plénière, c'est-à-dire devant une instance où Israël, en minorité, risquerait de se faire forcer la main. Cette importante concession de procédure aurait convaincu les deux ministres israéliens du « sérieux » du roi Hussein et de son réel désir de négocier.

M. Pérès n'a cependant pas surmonté les réticences à l'égard d'une conférence internationale du premier ministre, M. Itzhak Shamir. Cela n'empêcherait pas le chef travailliste d'aller de l'avant en soumettant dans les prochaines semaines au

vote du cabinet le document de travail qu'il a élaboré avec le roi Hussein et porté à la connaissance de l'administration Reagan.

Cet épisode de la longue histoire des rencontres secrètes entre le souverain hachémite et les dirigeants travaillistes, s'il se confirmait, expliquerait pourquoi M. Pérès arborait, ces derniers temps et contre toute logique, un optimisme imperturbable et pourquoi M. Rabin, démentant sa réputation de « faucon », rappelait récemment, contre toute attente, qu'il demeurerait favorable à la politique traditionnelle du « compromis territorial » en Cisjordanie. Les leaders travaillistes ne peuvent, en effet, avoir obtenu l'accord du roi Hussein à l'ouverture de pourparlers qu'en lui réaffirmant qu'ils restaient prêts à faire des concessions territoriales.

MM. Pérès et Rabin semblent aussi avoir trouvé certains appuis à Washington. Ainsi, on vient de confirmer à Jérusalem que le président Reagan avait adressé ces der-

niers jours un message à M. Shamir, lui demandant de tout faire pour favoriser l'ouverture de négociations israélo-jordanaises, fit-ce dans un cadre international. C'est pour contrer cette démarche que le premier ministre aurait dépêché d'urgence à Washington l'un de ses fidèles, M. Moshe Arens. L'ambassadeur américain itinérant au Proche-Orient, M. Watt Cleverius, qui circule beaucoup dans la région, aurait largement contribué au rapprochement israélo-jordanien.

Cette nouvelle morture de l'option jordanienne « mise au point par les travaillistes devrait buter sur de solides obstacles. Le premier émanera sans doute de Moscou. Car on voit mal l'Union soviétique cautionner une négociation excluant l'OLP au moment même où ses efforts patients visent à ressouder l'unité de la centrale palestinienne et à renforcer la position de celle-ci dans la perspective d'une conférence internationale viennent d'être couronnés de succès à Alger.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

M. Shamir combat le projet de conférence sur la paix

(Suite de la première page.)

M. Chirac a fait savoir, de son côté, qu'une conférence internationale serait souhaitable « pourvu qu'elle soit sérieusement préparée, restreinte aux parties directement concernées et aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et pourvu aussi qu'elle ne se substitue pas aux parties palestinienne et israélienne ». Telle est la position que défend la France depuis plusieurs mois, même si M. Chirac est très sceptique sur les chances de voir se réunir un jour cette conférence. C'est du moins ce que M. Shamir a expliqué au *Monde* dans un entretien accordé peu après ses conversations à Matignon.

« M. Chirac, selon le chef du gouvernement israélien, a une approche tout à fait originale ; il ne croit pas qu'une telle conférence aura lieu, en dépit du fait que tout le monde s'en préoccupe. Alors pourquoi s'y opposer puisque cela n'aura pas lieu, c'est à peu près son raisonnement ! »

M. Shamir ajoute, aussitôt, qu'il n'a pas été convaincu, « car, dit-il, je ne suis pas sûr que si tout le monde travaille à la convocation de cette conférence, elle ne finira pas par devenir un fait. Je ne veux pas prendre ce risque (...), cela mettrait Israël dans une position très dangereuse ». Pour M. Shamir, le « danger » est double. D'une part, explique-t-il, « offrir aux pays arabes cette option de la conférence ne les oblige à rien, même pas à reconnaître le fait de l'existence d'Israël ; cela les éloignera des négociations bilatérales avec Israël, qui restent la meilleure voie pour arriver à la paix », comme ce fut le cas avec l'Egypte. D'autre part, poursuit le premier ministre, si la conférence



SCARF/REX/AV

devait se solder par un « échec », elle « aggraverait encore la situation », étant source de « frustrations et d'espérances déçues ».

« Peut-être des élections »

Mais Israël peut-il continuer longtemps à défendre ainsi deux projets de politique étrangère totalement antinomiques, l'un émanant du premier ministre, l'autre du ministre des affaires étrangères ? N'y a-t-il pas risque imminent d'éclatement de la coalition travailliste-Likoud au pouvoir depuis septembre 1984 ? M. Shamir en convient : « Vous avez raison, c'est une situation qui n'est pas normale. Elle s'explique par la composition spéciale de notre gouvernement, qui comprend deux partis ayant des vues contradictoires. Alors, il faut bien arriver à une décision. Eh bien, on va voir... »

Autrement dit, cette « décision », c'est aux électeurs de la prendre à l'occasion d'élections anticipées (en principe, le mandat du gouvernement de coalition ne

nelle, explique-t-il, nous savons que nous sommes responsables devant nos électeurs ».

Le ton est plus amer lorsque le premier ministre évoque les relations soviéto-israéliennes (rompues depuis 1967). On avait pu les croire en voie d'amélioration après les informations laissant entendre que Moscou était disposé à ouvrir plus grandes les portes à l'émigration des juifs soviétiques et à envoyer en Israël une délégation consulaire. Mais M. Gorbatchev, recevant il y a quelques jours le président syrien, M. Hafez el Assad, a qualifié tout cela d'« inventions ». Pour M. Shamir, c'est évidemment une « déclaration négative qui montre que M. Gorbatchev n'a pas changé la politique soviétique à l'égard d'Israël et n'envisage pas de la faire ».

Pour sa part, poursuit-il, Israël est toujours disposé à accueillir une délégation consulaire soviétique sans même exiger, en retour, que Moscou renvoie à son tour une délégation israélienne du même type. « Cette question de la réciprocité, ce n'est pas une condition préalable, c'est un détail mineur ».

M. Shamir affirme encore que l'URSS a « joué un rôle très important » dans la réunification des rangs de l'OLP à laquelle on vient d'assister à Alger, lors de la réunion du Conseil national palestinien. Mais il se refuse à commenter l'affaire en détail, assurant qu'on « a exagéré en Europe l'importance de cette réunion », que l'OLP n'est ni un « vrai danger pour Israël ni un facteur très puissant au Proche-Orient », qu'elle reste une « organisation terroriste » qui n'a nullement « changé » dans sa « haine » à l'égard d'Israël.

JACQUES AMALRIC et ALAIN FRACHON.

L'agitation dans les territoires occupés

Expulsion du président du conseil des étudiants de l'université de Bir-Zeit

JÉRUSALEM de notre correspondant

L'université palestinienne de Bir-Zeit, bien que fermée d'office pour quatre mois depuis deux semaines, reste dans le collimateur de l'administration militaire israélienne en Cisjordanie. Le général Elad Barghouti, vingt-huit ans, est accusé d'avoir « incité à la violence » et « établi des contacts avec des éléments hostiles » à l'Etat juif. Originaire d'un petit village proche de Ramallah — où il dirigea la branche locale du Parti communiste — Barghouti avait été condamné en 1978 à quatre ans de prison pour avoir préparé des explosifs. Placé en août 1985 en détention administrative pendant six mois, il fut relâché en janvier dernier à la tête d'une liste

étudiants favorable au courant majoritaire du Fath.

Incarcéré lundi à la prison de Jneid, près de Naplouse, il a quarante-huit heures pour interjeter appel devant une commission militaire, puis devant la Haute Cour de justice. La plus récente expulsion remonte à janvier, lorsque M. Mohamed Yousef Dahlan, responsable d'un mouvement de jeunesse du Fath, avait été exilé sans saisir la Haute Cour. En deux ans, Israël a expulsé quarante-six résidents des territoires occupés.

Le Conseil arabe de l'enseignement supérieur a dressé lundi un sombre bilan des perturbations consécutives aux fermetures des principaux établissements. Depuis le début de l'année universitaire, Bir-Zeit a été close pendant cent quarante-huit jours (compte tenu de la fermeture en cours). Trois de ses étudiants ont été tués par l'armée et vingt-cinq ont été emprisonnés. L'université An-Najah de Naplouse a perdu cent deux jours ouvrables et celle de Bethléem trente-neuf jours.

J.-P. L.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
TÉLEX MONDPAR 65972 F
Téléphone : (1) 45-23-06-81
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Faivet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef : Daniel Verneil.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
TÉL. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
TÉLEX MONDPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 705-910) is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde c/o Speedipex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedipex U.S.A., P.O.C., 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 484 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Asie

L'offensive contre la guérilla à Sri-Lanka

Colombo face au bastion tamoul

(Suite de la première page.)

L'armée de l'air sri-lankaise ne dispose ni de B-52, ni de napalm, ni même d'assez de pilotes expérimentés pour sa maigre flottille. Six avions légers SIA-Marchetti d'origine italienne, trois Avro de cinq places pour le transport de troupes, une vingtaine d'hélicoptères américains Bell achetés d'occasion à Singapour et sur lesquels on a placé mitrailleuses et lance-roquettes: voilà, avec les deux vieux Dauphin français qui ne participent pas aux combats et les deux appareils chinois de transport de dix-huit places, l'inventaire complet de l'armée sri-lankaise.

Ce sont les SIA-Marchetti qui bombardent Jaffna à partir de l'aéroport de Trincomalee, dans l'Est. Cinq seulement de ces petits avions d'entraînement sont opérationnels. « Ils sont très légers et ils ne peuvent emporter chacun que quatre bombettes de 20 kilos », note un expert. « Faites le compte, suggère-t-il, l'aviation déverse sans doute au grand maximum 1 tonne d'explosifs par jour sur les rebelles ». On est loin, de toute façon, du « tapis de bombes » dont parlent, à Colombo, la presse et les « faucons » cinghalais.

La marine également sous-équipée

Ces « bases terroristes, ces arsenaux, ces usines d'armement, ces quartiers généraux rebelles » que l'armée de l'air a pour ordre de « détruire jusqu'au dernier », que sont-ils exactement ? Ici, une grande ville désertée par ses résidents légitimes et occupée par quinze ou vingt militants; là, un bungalow où l'on a entassé des fusils, des pistolets-mitrailleurs, des caisses de grenades; là encore un garage, où une dizaine d'hommes s'affairent à couler de l'aluminium pour fabriquer des munitions et des obus de mortier.

Rien, en tout cas, qui ne puisse être chargé sur un camion et transporté en lieu sûr à la moindre alerte...

La tâche de la marine gouvernementale n'est pas plus simple. Comment pourrait-elle, avec six vedettes israéliennes Dvoras (plus six qui devraient être livrées d'ici à juillet) et une cinquantaine d'embarcations civiles plus ou

ministre de la sécurité a, d'ailleurs, lui-même avoué que les rebelles avaient reçu, le mois dernier, de nouvelles armes « flamboyantes ». D'où venaient-elles, sinon de l'Inde ?

Reste l'infanterie. Forte d'environ onze mille hommes à l'automne 1985, elle en comptait aujourd'hui, avec le génie, plus du double. Selon de bonnes

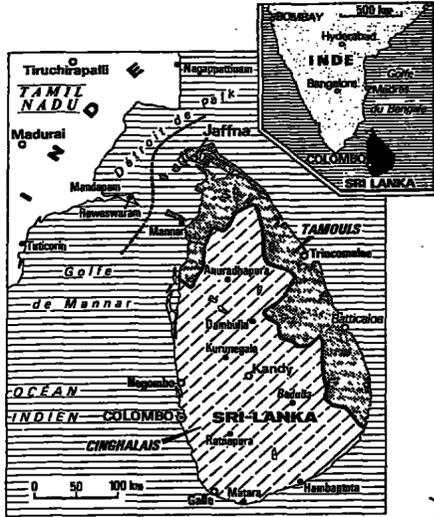
fabrications sous la licence française Panhard - leur ont été livrés l'an dernier. Depuis, l'industrie locale en aurait copié un nombre à peu près équivalent. La plus grande faiblesse de la troupe, selon les experts militaires occidentaux, est de plusieurs ordres : « inexpérience au feu, motivation insuffisante face à des rebelles prêts à mourir pour leur cause et, surtout, effectifs trop limités ». Même s'ils parviennent à prendre la péninsule tamoule, on doute beaucoup à Colombo que les soldats soient en mesure d'en garder longtemps le contrôle.

Enfin, outre vingt-six mille policiers, les forces de l'ordre comprennent aussi vingt mille « home guards », sortes de miliciens armés, indisciplinés, peu ou pas du tout entraînés, et qui se font les meilleurs agents recruteurs des séparatistes en faisant régner une véritable terreur, surtout dans les régions tamoules de l'Est...

Les « tigres » sont chez eux et ils connaissent leur terrain. De plus, toutes les recrues de l'armée infime est capable de comprendre la langue tamoule. Même si les services de renseignements ont été formés par les experts israéliens du Shin Bet, comme s'en vante le ministre de la sécurité, l'ignorance de la langue de l'ennemi ne facilite guère les tâches de police. Il y a, dans la péninsule de Jaffna, entre huit et neuf cent mille Tamouls, dont cent cinquante mille à Jaffna-Ville. Les autres sont disséminés dans les localités côtières et dans les zones rurales.

Même s'il est vrai que les rebelles en armes ne sont pas plus de trois ou quatre mille, ils disposent de la sympathie, voire de la complicité d'une majorité des populations qui n'ont, de l'armée nationale, que les souvenirs des atrocités commises contre eux en 1983 et 1984. « Pour prendre Jaffna et la tenir, conclut un attaché militaire, il faudrait déporter l'Est et l'Ouest, ou alors se livrer à un génocide en règle ». La reprise des négociations pour une solution politique acceptable par tous est décidément plus urgente que jamais.

PATRICE CLAUDE.



Amériques

ÉTATS-UNIS

Le « justicier du métro new-yorkais » devient la justice

New-York (AFP). — Le procès de Bernard Goetz, le « justicier du métro new-yorkais », s'est véritablement ouvert lundi 27 avril devant le tribunal de Manhattan, à l'issue du long processus de sélection du jury, qui avait duré pendant cinq semaines à l'issue de discussions entre l'accusation et la défense.

Goetz est accusé de tentatives de meurtres pour avoir tiré, le 22 décembre 1984, dans une rame du métro new-yorkais, sur quatre jeunes Noirs qu'il soupçonnait de vouloir l'agresser. Une de ses victimes est restée paralysée.

Le procureur a qualifié le geste de l'accusé, un ingénieur en électronique âgé de trente-

neuf ans, d'acte de violence vicieuse et même sadique. Il a estimé que Goetz était « un individu émotionnellement troublé », qui, « au nom de l'autodéfense, a tiré sur quatre personnes dans le dos ».

Cette affaire, exacerbée par son aspect raciste - Goetz est Blanc - a provoqué aux États-Unis un débat sur l'insécurité et l'autodéfense, et elle divise les Américains. Pour les uns, l'accusé est à la fois une victime et un héros qui a osé se défendre contre de petits délinquants. Pour les autres, il est un danger public qui a agi avec le désir de tuer.

Bernhard Goetz risque de finir ses jours en prison s'il est reconnu coupable.

EN BRIEF

● Tournée de M. Phillip Habib en Amérique centrale. — M. Phillip Habib, envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, a rencontré, lundi 27 avril, à Tegucigalpa (Honduras), le président José Azcona et le chef des forces armées, le général Humberto Rojas. Auparavant, le même jour, M. Habib s'était entretenu, à San José du Costa-Rica, avec le président Arias du plan de paix sur l'Amérique centrale proposé par ce dernier. — (AFP.)

● Voyage de M. Raymond Barre en Amérique du Sud. — M. Raymond Barre est arrivé, lundi 27 avril, en Argentine, pour une visite privée de quatre jours au cours de laquelle il doit s'entretenir avec le président Raúl Alfonsín et de nombreuses personnalités politiques et économiques. L'ancien premier ministre se rendra ensuite en Uruguay, où il sera reçu par le président Sarquini, avant d'aller au Brésil, où le recevra le président José Sarney. — (AFP.)

● Manifestation devant le siège de la CIA. — Plus de cinq cents personnes ont été interpellées lundi 27 avril lors d'une manifestation organisée à l'entrée du siège de la CIA à Langley (Virginie). Le rassemblement a provoqué d'importants embouteillages, dans la région, mais s'est défilé sans violence. Les manifestants entendaient protester contre la politique des États-Unis en Amérique centrale et en Afrique du Sud. La plupart des personnes interpellées ont été rapidement relâchées, mais une centaine de manifestants qui refusaient de déclarer leur identité ont été gardés à vue. — (AFP.)

● La Croix-Rouge au Pérou. — Le Comité international de la Croix-Rouge vient d'être autorisé à reprendre ses activités dans la région d'Ayacucho, au Pérou, considérée par les militaires péruviens comme « zone d'urgence ». Les quatre délégués et l'infirmerie formant la sous-délégation du CICR qui était restée sur place ont pu reprendre leurs visites aux lieux de détention, venir en aide aux populations civiles et apporter une aide alimentaire à environ six cents orphelins. Le CICR avait été interrompu ses activités dans la région d'Ayacucho le 19 janvier dernier. — (Corresp.)

Afrique

Après la construction du sixième mur marocain au Sahara occidental

Le président Bendjedid Chadli s'est rendu en Mauritanie pour exprimer la « solidarité totale » de l'Algérie

Le président algérien, M. Bendjedid Chadli, a quitté Nouadhibou lundi après-midi pour Alger au terme d'une visite de travail de deux jours en Mauritanie. M. Chadli a inauguré, lundi matin, en compagnie de son homologue mauritanien, le colonel Maouya Ould Sid'Hamed Taya, une raffinerie de pétrole à Nouadhibou, remise en marche par l'Algérie. Il a déclaré, à son départ, que sa visite en Mauritanie entrait dans le cadre du « traité de fraternité et de concorde » (liant l'Algérie, la Mauritanie et la Tunisie) et qu'il était venu apporter le soutien de l'Algérie au peuple mauritanien.

Sur le terrain, cent trente-sept soldats marocains auraient été tués et une centaine d'autres blessés par les forces du Front Polisario, qui auraient également fait trente et un prisonniers lors d'une « violente attaque » lancée le 20 avril à El-Aydiat, dans la région de Guelat-Zammour (Sahara occidental), au cours de laquelle un avion marocain de type F 5 E aurait été détruit, selon un communiqué sahraoui publié lundi soir à Alger.

(Publié)

California, Florida, Nord-Est, par Importation organisation U.S.

ETUDES EN USA

UNIVERSITÉ

● L'année américaine après le bac (17 à 24 ans).
● Diplôme de Business en 12 mois (18 à 35 ans).
● Stages linguistiques : anglais, espagnol, français (18 à 35 ans).
● Préparation aux concours : EA, MBA, MASTER, Ph. D.
● Spécialisation des formules et des délais. Doc. contre 3 livres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.08.18.

TUNISIE

Nouveaux incidents à l'université de Tunis

Tunis (AFP). — De nouveaux incidents ont opposé, lundi 27 avril, les forces de l'ordre aux étudiants sur le campus universitaire, au nord de Tunis. La situation y est très tendue depuis la manifestation organisée, jeudi, dans les rues de la capitale par les étudiants islamistes, qui s'était terminée par des heurts violents avec les policiers. A-t-on appris, lundi, de sources universitaires, les étudiants ont lancé des pierres en direction des forces de l'ordre et de leurs véhicules stationnés aux alentours du campus universitaire qui groupe les facultés de droit, des sciences et des sciences économiques et de l'Ecole des ingénieurs.

Scandant des slogans hostiles à la présence des forces de l'ordre dans les facultés et stigmatisant la « répression menée contre leurs collègues », arrêtés, les étudiants ont été poursuivis et dispersés par les policiers qui ont fait usage de gaz lacrymogènes. Une grève des cours - qui sont assurés à moins de 30 % depuis la rentrée des vacances du printemps, le 6 avril, selon les estimations d'enseignants de l'université, - a été ensuite observée dans les grandes facultés de Tunis.

D'autre part, une douzaine de syndicalistes, limogés en 1986 des instances dirigeantes de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), ont été appréhendés, dimanche, au domicile de l'un d'entre eux, dans le banlieue de Tunis, a-t-on appris de bonnes sources, lundi, dans la capitale tunisienne. Il s'agit de MM. Teieb Baouchech, Ali Ben Roumane et Kamel Saad, tous trois anciens membres du bureau exécutif de l'UGTT, et d'une dizaine d'autres anciens membres de la commission administrative de la centrale syndicale.

Enfin, le Mouvement de la tendance islamique (MTI, non reconnu), dont nombre de militants ont été appréhendés lors d'une vague d'arrestations sans précédent

depuis fin février, a réitéré les accusations portées contre lui par le régime, affirmant qu'il continuait à « accomplir sa mission » en dépit des « provocations pour le déclenchement de la violence ». Dans un communiqué manuscrit de six pages en français daté du 22 avril et parvenu à l'AFP à Tunis, le MTI déclare que son action s'inscrit « dans le cadre du réveil islamique glorieux qui éclaire actuellement le monde ». Il réitére l'accusation de « connivence » avec l'étranger et notamment avec l'Iran - accusé d'avoir mis en place des « réseaux khoménistes » en Tunisie pour renverser le régime - avec lequel Tunis a rompu ses relations diplomatiques le 26 mars. Rédigé avant la manifestation de étudiants islamistes du 23 avril à Tunis, qu'il évoque pas, il accuse le régime de « pousser le MTI vers la violence par toutes formes de persécution et d'intimidations ». Il affirme ne pas avoir « cédé » sur ce point et ne pas avoir recouru à la brutalité par principe.

CORRESPONDANCE

A propos de la nièce du président Bourguiba

L'ambassadeur de Tunisie en France, M. Zaouani, nous a fait parvenir la lettre suivante :

À la suite de la publication, dans le Monde du 16 avril 1987, d'informations sur le dernier renouveau de gouvernement et du bureau politique tunisien, j'aimerais faire savoir que les rumeurs sur le rôle attribué à M^{me} Saida Sassi dans la vie politique tunisienne sont dénuées de fondement; cette dernière n'est proche que du président Bourguiba, après lequel elle remplit avec abnégation les devoirs d'une fille envers son père.

MAROC

Le sort des enfants d'oukif est l'objet de pourparlers avec les autorités, affirme leur avocat

Quatre des enfants du général Oukif, qui se sont évadés de leur lieu de détention, le 19 avril, avant d'être repris, le 24 avril, par les services de sécurité marocains (le Monde du 28 avril), ont vainement tenté d'obtenir l'asile politique auprès de plusieurs chancelleries occidentales à Rabat, a-t-on appris, lundi 27 avril, de source diplomatique dans la capitale marocaine. Ce n'est qu'après avoir essuyé ces refus qu'ils ont contacté M^{me} Georges Kijman, avocat parisien, qui a dépêché sur place l'un de ses collaborateurs, M^{me} Bernard Dartevelle, qui les a rencontrés à Tanger.

M^{me} Dartevelle, qui les a rencontrés à deux reprises, affirme les avoir trouvés « dans un état de détresse physique et morale absolue » : « L'état de santé d'au moins deux de ces enfants ne paraît inquiétant », a-t-il déclaré à Radio-France internationale. Il a ajouté que Malika Oukif, l'une des filles du général mort dans des circonstances mystérieuses en 1972, peu après un attentat manqué contre le roi Hassan II, lui a affirmé, « avec une très grande force », qu'elle avait la conviction que le roi n'était pas informé de leur situation. « Tout permet aujourd'hui de considérer que cela est effectivement vrai », a estimé l'avocat, en ajoutant : « Je crois qu'il y a des pourparlers avec Sa Majesté qui devraient, je l'espère en tout cas, permettre de voir un aboutissement rapide et que les droits de ces enfants soient respectés ».

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Affrontements entre la police et des étudiants au Cap

Le Cap (Reuters). — Deux étudiants ont été blessés, lundi 27 avril, sur le campus de l'université du Cap par la police, qui avait ouvert le feu pour disperser une manifestation de protestation contre le rôle joué par un commando sud-africain en Zambie au cours du week-end, a annoncé la direction de l'établissement. Selon des témoins, les forces de l'ordre sont intervenues en tirant des petits plombs, des gaz lacrymogènes et en utilisant des foudres après l'attaque à coups de pierres d'une voiture de police par quelques-uns des trois cents manifestants.

Des tentatives de police ont rapidement été déployées sur le campus, où ils ont également reçu des pierres, et deux heures d'affrontements ont suivi entre étudiants de toutes races et forces de l'ordre. La direction de l'université a indiqué que l'un des étudiants blessés avait été atteint au visage et l'autre à l'estomac. Le bureau gouvernemental d'information a confirmé les incidents, mais a dit tout ignorer de blessés éventuels. La presse a pu couvrir la manifestation en raison de l'invalidation, la semaine passée, par la Cour suprême du Natal, de plusieurs dispositions de la censure imposée aux médias depuis l'imposition de l'état d'urgence, en juin 1986. — (Reuters.)

● Le chef Butheledi à Paris. — M. Mangosuthu « Butheledi » Butheledi, ministre principal du KwaZulu, l'un des bastions sud-africains, est arrivé le dimanche 26 avril à Paris pour une visite privée au cours de laquelle il doit en principe être reçu, jeudi, par le premier ministre, M. Jacques Chirac. M. Butheledi devrait aussi rencontrer le président du Sénat, M. Alain Poirer. Le chef zoulo, dont le mouvement anti-apartheid modéré Inkatha, toléré par Pretoria, est le rival de l'ANC et du Front démocratique uni, a déjà rencontré M. Chirac quand ce dernier n'était que maire de Paris.

BOUQUE CLASSIQUE DE L'INDE

Cours de Tabla et de Sitar

et

enseignement de l'Hindî

11 43-40-26-66 (après 22 h)

1501

150

Asie

PHILIPPINES : les milices anticommunistes à Mindanao

« Debout, les masses... »

DAVAO
correspondance

« Hiler est mon modèle, mais au lieu de répéter des messages, je ne dis que la vérité... » Adeptes déclarés des méthodes de propagande de Goebbels, le commentateur Jun Purras Pala de la station de radio DXOW prend le micro et lit un cours sur le marxisme dont le texte lui a été fourni par une organisation liée à la secte Moon. « Croisé » controversé de l'anticommunisme, Pala est aujourd'hui une célébrité nationale. Ancien sympathisant de gauche, il dit avoir été scandalisé par un attentat à la bombe commis par la guérilla communiste. Depuis, il est devenu la « voix » de la « contre-révolution ».

Pala dirige la milice Alsa Masa (Debout, les masses) de Davao-City, dans l'île méridionale de Mindanao. C'est le domaine de ces organisations anticommunistes mises sur pied au lendemain de la chute de Ferdinand Marcos avec l'appui des autorités militaires et civiles locales, et dont la présidente Cory Aquino a ordonné la dissolution depuis la mi-mars.

Depuis la reprise des combats avec les communistes, le 8 février, les autorités de Davao-City et de Davao-del-Sur obéissent à la tentation d'exploiter les inquiétudes de la population et ne dissimulent guère leur soutien aux milices anticommunistes. Bien plus que de simples organisations de « vigiles », ces armées parallèles se veulent le fer de lance de la lutte antiguérilla, chargées d'un véritable travail de sape dont l'objectif est l'« anéantissement total » de la guérilla communiste.

On ne peut leur dénier certains succès. A Agdao, vaste bidonville aux portes de Davao-City, qui avait la réputation de servir de « laboratoire urbain » au Parti communiste insurgé, la population s'est organisée en groupes de vigiles et a chassé les cadres communistes et ceux qu'on appelle les « moineaux », les terroristes urbains de la guérilla, chargés de liquider les « ennemis du peuple ». Ces commandos se seraient réfugiés à Manille et seraient responsables d'une vague d'assassinats qui a coûté la vie à onze policiers depuis le début du mois de mars.

Face à l'insurrection, les milices ne reculent pas devant des méthodes discutables. Ainsi, Pala admet avoir menacé, sur les ondes, de « marquer d'une croix les maisons où les familles n'auraient pas rejoint l'Alsa Masa » pour les désigner à la vindicte des Tadtad, ces fanatiques religieux qui ont la réputation de découper leurs victimes à l'arme blanche.

● **Attentats.** — Des inconnus circulant à bord de deux véhicules ont lancé, lundi 27 avril en début de soirée, des grenades à l'intérieur d'un camp militaire américain à Quezon City dans la banlieue de Manille, et se sont enfuis après une brève fusillade avec les soldats philippins en faction devant le camp. L'attentat n'a pas fait de victimes. D'autre part, Mgr Antonio Fortich, évêque de Bacolod (Iles de Negros), qui avait participé, l'an dernier, à la négociation d'une trêve avec les communistes, a échappé de peu, mardi, à un attentat à la grenade à son domicile. L'engin a explosé à quelques mètres de sa chambre. — (AFP.)

● **Réfugiés vietnamiens.** — Quatre-vingt-quatorze réfugiés vietnamiens recueillis les 11 et 12 avril en mer de Chine par le navire Rose Schierling, affrété par Médecins du monde et la comité allemand Cap-Ansamur, ont été débarqués à Puerto-Princesa, dans l'île philippine de Palawan, pour y attendre, dans un camp du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, leur transfert dans un pays tiers. Médecins du monde a précisé, le lundi 27 avril, que les réfugiés resteront en principe six mois à Palawan avant d'être envoyés dans le pays qui leur ont accordé des visas d'installation : trois cents pour la France, trente et un pour la République fédérale et dix pour l'Autriche.

Les responsables de l'Alsa Masa assurent que le recrutement est « absolument volontaire » et se fait sans contrainte. Ils se déclarent gênés par l'« enthousiasme verbal » de Pala et refusent l'épithète d'« extrême droite ». Pour le lieutenant-colonel Franco Calida, chef militaire de Davao-City et « parrain » reconnu du groupe, il suffirait d'exposer les « atrocités » commises par les communistes pour mobiliser les citoyens.

Exemple : sur la pelouse de sa caserne, à deux pas de son bureau, Calida a fait entasser les squelettes de quelque soixante-dix personnes qui auraient été tués par les communistes et dont les restes ont été exhumés par l'Alsa Masa. L'officier, qui dit ne disposer que de trois cent cinquante soldats pour 1,4 million d'habitants, déclare se reposer principalement sur sa stratégie sur les transfuges communistes. L'Alsa Masa serait ainsi composée, pour une bonne part, de ces transfuges, et les garanties de sécurité qui leur sont données visent à inciter d'autres maquisards à prendre le chemin de la légalité.

Calida disposerait aujourd'hui de neuf cents hommes armés et d'une réserve de cinq cents autres, tous formés et rompus à la discipline après un stage avec un corps paramilitaire officiel, le CHDF (Forces d'autodéfense), créé par l'ancien président Marcos et dont la dissolution avait été longtemps réclamée

par les mouvements philippins de défense des droits de l'homme. Le risque de voir déléguer l'expérience de l'Alsa Masa, qui, de notoriété publique, était liée, à ses débuts, aux gangs criminels des bas-

Le lieutenant-colonel Magno estime qu'il a pu ainsi couper les communistes de bon nombre de leurs bases de ravitaillement. Confiant, il affirme aujourd'hui que les maquisards « crèvent de faim

changeants » de Manille et sont plus préoccupés par leurs propres rivalités.

Ainsi, le lieutenant-colonel Magno voit-il d'un œil critique le débordement qui se dessine à Davao-City, où Jun Purras Pala se targue d'avoir d'ores et déjà mis sur pied un « front anticommuniste » sous son commandement, dans lequel seraient intégrés Alsa Masa, Tadtad et différents autres groupes farouchement hostiles au gauchisme. De son côté, Franco Calida est convaincu que la Nakasaka est « vouée à l'échec » : « On ne peut lutter contre les communistes que les armes à la main, il est insensé de récupérer un village isolé et de le laisser ensuite à la merci de la NAF ». Il est vrai que les villageois que nous avons pu rencontrer se plaignaient du refus des autorités de les armer.

l'alerte sonne la nuit « de peur de tomber dans une embuscade ».

Le caractère passif du Nakasaka fait douter certains de son efficacité. Pour l'ancien gouverneur de Davao-del-Sur, l'avocat Leonardo Saario, le système revient à laisser les « basses œuvres » aux fanatiques du Tadtad.

De même, la « débandade » qui aurait frappé les insurgés n'est pas prouvée. Selon la gauche, si les communistes se sont retirés d'Agdao, il ne s'agit que d'un repli stratégique. Enfin, on s'interroge sur la sincérité des transfuges et même sur leur nombre. Le lieutenant-colonel Calida déclare en avoir récupéré plus de deux mille, alors que les statistiques des services de renseignement américains n'en dénombrent que cinq cent dix-huit pour l'ensemble du pays. Force est aussi de constater que le nombre d'armes rendues par les transfuges est décevant : cinq fusils et pistolets dont quatre sont de fabrication artisanale.

Pourtant, le maquis communiste juge la situation suffisamment inquiétante pour faire des Alsa Masa et Nakasaka une « priorité » dans sa lutte. Tito de La Paz, membre de l'état-major général de la guérilla, nous a ainsi confié qu'« il était fou de croire que nous allons laisser ces gens qui ont commis des crimes contre le peuple se développer impunément... ».

KIM GORDON-BATES.

Objectif de ces armées parallèles : l'« anéantissement total » de la guérilla...

fonds d'Agdao, n'est pas imaginaire. Pour cette raison, dans la province voisine de Savao-del-Sur, le lieutenant-colonel Jésus Magno, cousin et rival de Calida, applique un système qu'il dit avoir introduit avec succès, il y a cinq ans, dans l'île de Bohol : la « Nakasaka », sigle du tagalog pour « peuple uni pour la paix ».

Il s'agit, dit-il, de constituer « un réseau de renseignement destiné à décourager les incursions des communistes » dans les villages, en tablant sur la grogne des paysans envers les « impôts révolutionnaires » prélevés par les maquisards. Le refus de distribuer des armes à feu aux civils. Ceux-ci doivent se contenter, pour se défendre, de leur bolo, la machette traditionnelle. On leur a fait adopter une sorte de gong rudimentaire, le karatong, creusé dans du bambou, sur lequel ils sont priés de frapper selon un code précis dès qu'un peloton de communistes a été repéré et ce, jusqu'à l'arrivée de l'armée.

dans les collines ». Le système permet aux militaires de suivre les mouvements des insurgés et de les intercepter le moment choisi.

Outre le clergé local, qui le soutient, ce système a, dans un premier temps, séduit le gouvernement de Manille. Venu se rendre compte de son application sur place, le ministre de l'Administration locale, Jaime Ferrer, avait été jusqu'à se déclarer en faveur de son extension dans toutes ces provinces touchées par l'insurrection.

Mais, subitement, M^{re} Aquino ordonna la dissolution de toutes ces bandes, CHDF, Alsa Masa et Nakasaka compris. Puis, tout aussi subitement, le gouvernement « clarifia » ses intentions en précisant que les dissolutions n'étaient pas prévues dans l'avenir immédiat. Au lieu de « clarifier » les choses, la politique gouvernementale, par ailleurs, au contraire, ambiguë : les intéressés ne se préoccupent guère, en effet, de ce qu'ils appellent les « états d'âme

Combien de transfuges ?

Mais le lieutenant-colonel Magno tient bon : « Distribuer des armes à feu à de simples villageois équivaut ni plus ni moins à les donner aux communistes, puisque ces villageois se feront désarmer un par un... » Le responsable militaire de Davao-del-Sur reconnaît toutefois que ses karatongs ne donnent pas toujours les résultats escomptés. Les villageois oublient le code et l'armée refuse de sortir des casernes lorsque

Rassurez-vous, nous avons dû beaucoup travailler pour réussir.

Le premier mutual fund en USD investi en valeurs européennes et géré par une institution européenne : The European Fund, en 1987, c'est le CCF.

La première banque à avoir signé un contrat de cash synthétique en option avec Salomon Brothers, en 1987, c'est encore le CCF.

La première banque française à avoir acheté un Broker à Londres (Laurence Pruis), en 1986, c'est le CCF.

La première émission en euro-francs français à taux revivable annuel (Caisse Nationale des Télécommunications), en 1986, c'est encore le CCF.

La première émission en euro-francs à atteindre un montant d'un milliard de francs (C.G.E.), en 1986, c'est toujours le CCF.

La première émission d'actions lancée de Paris sur le marché international avec prise ferme par un syndicat international (Lafarge Coppée), en 1986, c'est encore le CCF.

La première émission en euro-francs français à taux flottant sur base Libor (Caisse Centrale de Coopération Economique), en 1986, c'est le CCF.

La première Sicav investie en valeurs européennes libellées en ECU ; Europe Prestige Fund, en 1986, c'est à nouveau le CCF.

La première émission de bons de souscription d'actions avec prime d'émission (Asystel) en 1986, 1987, c'est encore le CCF.

Conseil du Gouvernement pour la première Privatisation en France (Saint-Gobain), en 1986, c'est toujours le CCF.

La première Cotation de bons de souscription d'une société étrangère en France (Nestlé), en 1986, c'est à nouveau le CCF.

Le premier swap contingent de taux d'intérêt en francs français, en 1986, c'est le CCF.

Les premiers crédits syndiqués en francs français d'un montant supérieur à 1 milliard de francs (EDF 2 milliards, CNT 4 milliards), en 1986, c'est encore le CCF.

Le premier swap ECU/francs français (index variable), en 1986, c'est à nouveau le CCF.

Le culte de l'innovation. Le premier crédit international par acceptation ? Ne cherchez pas dans votre mémoire, c'était le CCF, à New York, en 1915. La première introduction sur le second marché ? Le CCF en 1983. Le premier crédit personnel télématique, la première émission à taux flottant en ECU ? En 1982, encore le CCF. Ce ne sont là que quelques exemples choisis sur la longue liste des « premières » que le CCF peut

afficher à son palmarès. Le CCF aime faire la course en tête. Il y est d'ailleurs encouragé par ses clients, sans cesse mieux informés, et légitimement plus exigeants. Cette volonté de se placer toujours à l'avant-garde du métier de banquier, de mettre au point des formules financières originales, des services bancaires nouveaux, explique dans une large mesure la réussite du Crédit Commercial de France.

Et c'est aussi ce qui favorise la réussite de ses clients qui disposent, au CCF, d'un outil bancaire chaque jour amélioré, et qui se veut à la pointe de l'innovation.

Une note d'information (via CCF) n° 87-100 du 21 mars 1987 et n° 87-132 du 24 avril 1987, R.L.L.O du 27 avril 1987) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

Prix de l'action : 107 F



MUSIQUE CLASSIQUE DE L'INDE
Cours de Tabla et enseignement de l'Hindi
Tél. : (1) 43-40-25-66 (après 22 h)

UN ENJEU CAPITAL



Pour votre enfant vous souhaitez :

- le développement maximum de ses capacités,
- une orientation positive vers des professions d'avenir,
- une formation de citoyen plus responsable.

BIOLOGIE GÉOLOGIE

Un enseignement obligatoire effectif pour tous, de la 6^e à la Terminale.

Un enseignement expérimental avec des travaux pratiques en groupes restreints.

**ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE BIOLOGIE ET GÉOLOGIE**

12, rue Beccaria 75012 PARIS
Tél. 16 78.76.11.71



صحة من الامن

La maison du
30
VC
SAM
À

سوراء بنت الحارث

Politique

Le Monde • Mercredi 29 avril 1987 7

M. Mitterrand au plus haut face à la majorité divisée

L'écart entre la gauche et la droite se resserre, tandis que M. Mitterrand sort vainqueur de la compétition présidentielle dans tous les cas de figure : tels sont les enseignements du sondage BVA que publie mercredi 29 avril l'hebdomadaire Paris-Match.

En cas d'élections législatives, cette enquête crédite la gauche de 46 % des intentions de vote (dont PS : 31,5 % ; PC : 9 %), la majorité recueillant 51 % (dont RPR : 24 % ; UDF : 12 % ; Front national : 9 %) ; les écologistes 3 %.

Si une élection présidentielle avait lieu, cette même gauche serait majoritaire au premier tour avec un seul candidat socialiste en lice (avec 51 %, dont 45 % pour M. Mitterrand). Elle le serait davantage avec deux

candidats socialistes (52 %, dont 31 % pour M. Mitterrand et 15 % pour M. Rocard).

A droite, toujours au premier tour, M. Jacques Chirac, selon BVA, devancerait M. Barre (21 % contre 20 %).

Au second tour, M. Mitterrand serait vainqueur dans tous les cas de figure : avec 55 % des suffrages face à M. Barre, avec 57 % face à M. Chirac. De son côté, M. Rocard battrait également l'actuel premier ministre avec 54 % des suffrages, mais il ne ferait que jeu égal avec M. Barre (50 %). Le mois dernier, c'est M. Barre qui l'emportait aussi bien face à M. Rocard (53 %) que face à M. Mitterrand (51 %).

Pour un rendez-vous constitutionnel en 1989

Par Gérard Longuet
ministre délégué
chargé de la Poste
et des Télécommunications

LES Français ont mûri socialement, économiquement et politiquement. C'est sans doute la conclusion la plus positive que l'on puisse tirer de l'alternance d'abord, de la cohabitation ensuite. Les signes de cette maturité démocratique sont nombreux : refus clairement exprimé par une majorité de Français de la « langue de bois » dans les discours politiques, multiplication des thèmes politiques consensuels, marginalisation des partis politiques « extrêmes » et bien sûr... attrait pour la cohabitation.

L'adaptation de nos institutions politiques à cette nouvelle donne est une nécessité.

Pourquoi dans ces conditions ne pas lancer un vaste débat d'idées sur la modernisation des institutions dont l'aboutissement se traduirait par une réforme constitutionnelle en 1989 ? Il y a des débats qui méritent qu'on prenne le temps d'adopter la démarche de tortue. 1989, deux siècles après la Révolution française et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, c'est une belle date pour réviser un rendez-vous constitutionnel.

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de changer de régime. Il s'agit ni de retourner au parlementarisme de la vieille quatrième République, ni de renforcer le présidentialisme de la cinquième.

Il s'agit d'équilibrer la vie politique entre les deux pôles de notre Constitution : un pôle de stabilité, incarné par l'autorité du président de la République, et un pôle de dialogue avec les citoyens, assuré par le Parlement.

L'idée du quinquennat est intéressante. Mais elle n'est pas suffisante. La réduction du mandat présidentiel doit s'accompagner d'une rénovation plus large des institutions. En 1988, les élections présidentielles lanceront le débat. En 1989, le rendez-vous constitutionnel doit être tenu.

Le président n'est pas un monarque. Conformément aux vœux du

général de Gaulle, il doit « être en charge de l'essentiel ». Je pense profondément qu'il n'entre pas dans les prérogatives du chef de l'Etat d'intervenir sans cesse, par l'intermédiaire des conseillers du prince, dans tous les domaines que l'article 20 de la Constitution réserve au gouvernement. Doit-il y avoir des « Grands chantiers du président » ? Non, mais des « Grands chantiers des Français », oui. Attention à ce qu'après la cohabitation, les mauvaises habitudes ne reviennent au galop.

Pour démocratiser la République, il faut aussi moderniser les procédures de désignation des candidats à l'élection présidentielle. L'autodésignation individuelle reste conforme au modèle du mandat républicain. Par contre, les primaires correspondent mieux au fonctionnement d'une démocratie moderne. Sachons les jouer.

Affirmer la fonction parlementaire

On a beaucoup entendu parler ces jours derniers du « dialogue social ». Mais quel dialogue politique ? Le dialogue politique peut et doit être relancé à tous les échelons de la société.

Au Parlement d'abord, dont c'est le rôle principal. Mais pour s'acquiescer pleinement de ce rôle, celui-ci doit bénéficier d'une plus large maîtrise de son ordre du jour. Mon expérience parlementaire me l'a très tôt confirmé : si la proposition de loi déposée par Alain Madelin, moi-même et quelques autres en 1978 sur la création de radios libres avait été inscrite à l'ordre du jour, nous aurions gagné quatre ans. L'usage répété du 49.3 face au blocage systématique de l'opposition n'est pas non plus pour favoriser l'émergence d'un tel dialogue à l'Assemblée.

En dehors du Parlement, le dialogue politique peut emprunter d'autres voies. Mon credo, c'est parfois le référendum, souvent les médias et toujours les partis politiques.

Parfois le référendum : il faut l'élargir dans son initiative et surtout dans son champ d'application aux

grands sujets de société. Ce que ne permet pas aujourd'hui l'article 11 de la Constitution. Mais non au plébiscite : Pétafin aurait certainement été plébiscité en 1940 si on avait consulté les Français sur l'armistice. Et qui peut dire s'il ne l'aurait pas été à la veille du débarquement ?

Souvent les médias et, au-delà, toutes les instances qui impulsent le débat. Je suis pour l'effervescence de la vie associative. Car les clubs qui marchent aujourd'hui ne sont plus des creusets d'idéologie, mais des réseaux d'idées.

Toujours les partis politiques : pour paraphraser Churchill, ils sont à l'image du régime démocratique, les pres de toutes les organisations politiques, à l'exception de toutes les autres. Leur rôle est reconnu dans la Constitution. Laissons-les vivre. Car personne, à l'exception des tyrans, n'a jamais su les remplacer.

Il y a à mes yeux au moins trois raisons d'élargir le dialogue politique. La première, c'est de redonner aux Français un usage de leur démocratie, le goût de la politique et la confiance dans leurs hommes politiques. La politique doit donner confiance, elle doit faire rêver.

La deuxième raison, c'est l'Europe. En 1992, les Français se trouveront plongés dans un grand marché européen unifié. Cette immersion européenne ne sera pas sans conséquences sur la vie politique de notre pays.

La troisième raison, la plus cruciale à mes yeux, c'est que jamais peut-être la désaffection des jeunes à l'égard de la politique n'a été aussi manifeste qu'aujourd'hui. Les jeunes ne sentent mal - voire ne se sentent pas - représentés dans la société politique, alors que, paradoxalement, ils ne se situent pas à contrecoeur et ressentent, plus que les générations qui les ont juste précédés, le besoin d'être intégrés dans la société. En descendant dans la rue pour demander le retrait de projet de loi Devaquet, ils ont tiré une sonnette d'alarme. En lançant un débat sur les institutions, leurs institutions, donnons leur les moyens de s'exprimer. Et surtout donnons nous les moyens de les écouter.

La maison du père et la « maison de fous »

Pourquoi M. Mitterrand préparait-il sa retraite à Venise, dans un petit palais installé au bord de la lagune (1), alors que, un an avant l'élection présidentielle, il dispose, selon l'identité de son adversaire au second tour de 1988, de 55 % ou 57 % des intentions de vote ? Le sondage BVA publié cette semaine par Paris-Match déroule le tapis rouge pour une élection triomphale.

Il ne s'agit là, pourtant, que d'un instantané dont la pérennité est douteuse. De Gaulle, que M. Mitterrand mit en ballottage à la surprise générale, et M. Giscard d'Estaing, « candidat-citoyen », battu au second tour, paraissent, un an avant les élections présidentielles de 1985 et de 1981, assurés de victoires faciles.

Il n'empêche qu'une partie de la droite s'inquiète, avec quelques réserves douteuses. L'éditorial du Figaro du mardi 28 avril traduit bien cette angoisse et exprime le colère de quelques-uns des partisans de l'actuelle majorité. « La maison de fous », écrit Xavier Marchetti.

Il est vrai que M. Chirac utilise un euphémisme lorsqu'il parle des « chameailleries » au sein de sa majorité. Il suffit d'un rien pour mettre le feu aux poudres, d'un petit caillou dans un soulier, pour faire boiter la troupe majoritaire, comme dirait M. Gérard Longuet, responsable du feu d'artifice. Baristes et léotardiens dansent encore la gigue autour du cadavre du général Boulanger, dix jours après que M. Lon-

guet ait comparé M. Barre à ce héros mégalomane de l'histoire de France. Cette méchante plaisanterie de potache vaudrait tout juste dix minutes de piquet.

La candidature fantomatique de M. Léotard hante les nuits des baristes. Le ministre de la culture persiste à afficher d'hypothétiques ambitions présidentielles alors même qu'un privé ses plus chauds partisans officiels doutent qu'il ira au bout de ses intentions. Trois candidats au premier tour, c'est trop : chacun dans la majorité en est convaincu. Or, il sont déjà trois à droite. Deux probables, MM. Chirac et Barre, un officiel, M. Le Pen. M. Léotard ferait donc le quatrième, ce qui réduirait d'autant la part électorale de chacun.

Les partisans de la majorité observent aussi que, pendant que chez eux règne la confusion, les socialistes cheminent tranquillement et en bon ordre. M. Mitterrand parcourt les provinces et se régale des enthousiasmes populaires. M. Rocard mène campagne, au cas où... avec la bénédiction du président en place, sans faire de vagues. Et quand M. Fabius rappelle discrètement qu'il existe, cela ne dérange plus personne. Bref, tout va bien dans la maison du père.

On imagine même, sans que nul ne s'en étonne, un ticket Mitterrand-Rocard, hypothèse retenue par les enquêtes d'opinion et que les deux hommes ont évoquée au cours de leurs conversations. A deux, ils raisonnent plus large au premier tour, à condition de mener,

tels de vieux complices, une campagne totalement pacifique.

Mais il est extrêmement difficile de s'en tenir à un tel schéma qui avait aussi été élaboré par certains esprits au bénéfice du couple Chirac-Léotard. On ne se présente pas au premier tour d'une élection présidentielle en demandant aux Français de voter pour un autre. Les enquêtes d'opinion qui prennent en compte cette hypothèse ne livrent alors que des résultats théoriques, trompeurs, car ils ne font aucun cas des réalités d'une campagne électorale et des aléas des reports de voix au second tour.

En attendant, la lutte pour une cohabitation bien comprise continue. Le couple exécutif fait campagne, évidemment en ordre dispersé. Quand M. Chirac est aux Etats-Unis, M. Mitterrand rassemble ses ouailles en Franche-Comté. Lorsque le président voyage au Maroc, le premier ministre se penche sur le triste sort des sidérurgistes lorrains. Dernier épisode : M. Mitterrand avait annoncé qu'il recevrait jeudi Michel Platini parce qu'il s'est engagé dans la lutte contre la toxicomanie ; in extremis, M. Chirac a tiré le capitaine de l'équipe de France par le maillot pour l'entretenir du même sujet, trois jours avant, à Matignon.

JEAN-YVES LHOMEAU.

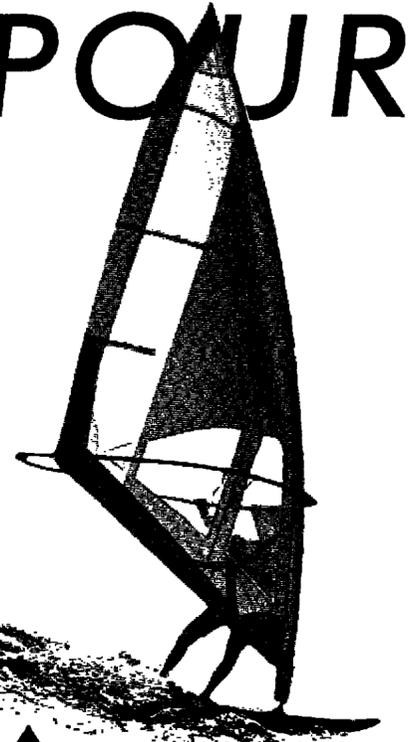
(1) Selon le quotidien Italien La Repubblica, M. Mitterrand combattrait aménager un petit palais, à Venise, sur la lagune. Il serait, à cette fin, en négociation avec la municipalité. Cette information n'est pas confirmée à l'Elysée.

ME GIE

LA RETRAITE : 30 MINUTES POUR VOIR CLAIR.

2° souffle... 2° vie... 2° salaire...
30 minutes, le temps qu'il faudra à Philippe GILDAS et aux représentants de l'ARRCO, pour exposer simplement, objectivement, le principe, le système, l'environnement, les perspectives de la retraite en France.
30 minutes pour savoir.

**SUR FR3
SAMEDI 2 MAI
À 11H30**



ARRCO
Association des Régimes de Retraites Complémentaires
44, bd de la Bastille 75012 PARIS



CHIRAC - © INAGI BARRI ZAO - GIBBERIO

Politique

L'extrême droite s'enracine à Marseille

L'irrésistible ascension de Pascal Arrighi

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

« Je serais à la place de Jean-Claude Gaudin, je m'inquiéterais. » Michel Pezet, tête de file des socialistes marseillais, ne se trompait pas l'autre jour. Sa réflexion, livrée dans un sourire, était peu fraternelle, mais juste : le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'inquiète.

Pour cinq cents voix, Cinq cents marseillais vont qui valent au Front national phocaen de Jean-Claude Gaudin dans l'esprit tourmenté d'une ville riche en fantasmes. Cinq cents voix de rien du tout, enlevées à la majorité aux dernières élections législatives par Maurice Genovès, « un industriel prétendument barbare », dit Jean-Claude Gaudin. Pas de quoi faire un siège de député, mais assez pour faire douter le prétendant UDF à la mairie de Marseille. « Un chouïa », comme il le dit lui-même, à peu près ce qui lui avait déjà manqué lors de l'élection municipale de 1983. Jean-Claude Gaudin s'inquiète car, de chouïa en chouïa, on peut gâcher « vingt années passées à Marseille à se laver la peau ».

La déception, la blessure d'amour propre, aurait pu se cicatriser là. Après tout, Jean-Claude Gaudin a la haute main sur l'institution régionale. Ses troupes marseillaises sont bien les seules à ne pas connaître de crises internes et beaucoup d'observateurs parlent encore sur ses chances de conquérir l'hôtel de ville en 1989.

Mais, il le sait, à un prix désormais de plus en plus fort. Celui que

le Front national marseillais est en train de faire payer à l'UDF pour ces cinq cents malheureuses voix. Le « chouïa » qui distingue depuis les législatives les 24 % de l'UDF des 24 % du Front national.

Ce qui paraissait incroyable il y a encore deux ans s'est aujourd'hui produit : le Front national, sans coup férir, a conquis droit de cité à Marseille. Et, comme, dans cette ville de rumeurs, on prête à ceux qu'on croit riches, cette présence lepenienne ramasse toutes les fausses nouvelles : ragots sur l'achat par Jean-Marie Le Pen d'un appartement sur le Prado ; sondage donnant 34 % d'intentions de vote à cette droite nationale. Sondage faux, jamais commandé, il les entendit, ni par le PS ni par le FN, mais auquel la ville s'est surprise à croire. « J'ai saisi la commission nationale des sondages », explique Jean-Claude Gaudin, je sais que c'est une intox. « Juste, à tous les coups, mais l'effet de ces 34 % a fait mouche et le président du conseil régional rendra aussi cette amertume, qu'il impute, au-delà des coups bas - « Ce sont les socialistes qui ont lancé cette histoire », - à l'inconstance d'une ville qu'il dit « changeante ».

Certains observateurs marseillais considèrent aujourd'hui que l'UDF a commis l'erreur de passer contrat avec le Front national au conseil régional. Mais qui aurait pu parler sur la sagesse, la respectabilité de ce Front national-là ? M. Pascal Arrighi, député des Bouches-du-Rhône, prêt aux Marseillais pour ce qu'un socialiste appelle « sa parfaite honnêteté » (lire notre encadré).

Les quatuorze-présidents, les douze élus de Jean-Marie Le Pen, gèrent

les affaires très convenablement. Le Front national cache de plus en plus ses nerfs musclés. Ses faits divers se font plus rares, il crée des clubs de boules, dirige des clubs de tennis et s'occupe des vieux.

Les images durs de la manifestation du 7 avril, les bagarres avec des immigrés à l'approche du cours Belzunce, n'ont pas suffi à modifier l'honorabilité dont jouit actuellement la « droite nationale » sur la Canebière. Inquantifiable, tout à fait respectable, cette ascension est le dernier croûte à la mode des Marseillais.

Troisième larron

Car celle-ci constitue le seul événement en termes de dynamique, dans une vie politique, une vie morale paralysées par une crise profonde. A la mort de Gaston Defferre, les jeux paraissent faits, enfin, pour Jean-Claude Gaudin, éternel prétendant à la succession de l'ancien maire. Les socialistes divisés, déchirés par des guerres testamentaires, paraissent devoir céder la place à la plateforme UDF-RPR conduite par le président du conseil régional. Il allait suffire d'attendre la fin de l'intervalle ministériel de Robert Vigouroux pour remettre les pendules majoritaires à l'heure. Mais les scores euphoriques depuis deux ans - autour de 24 % - du Front national redonnent espoir au camp socialiste, qui crée désormais à « la mode de Paris fascistes ». Devant « le danger » Le Pen », il y a assurément des voix démocrates à gagner, à droite, par la gauche.

Et du côté du Front national, on a bien évidemment tout intérêt à lutter contre un adversaire fort à gauche, protecteur des immigrés du centre-ville, héraut de la « gauche nouvelle », des déferriens en matière d'insécurité. Voilà pourquoi Michel Pezet et Pascal Arrighi se décident mutuellement des brevets de candidature.

A ce jeu-là, depuis quelques mois, Jean-Claude Gaudin, dans le pastis marseillais, ne paraît plus passer que pour le troisième larron, gentil cousin qui s'attache à gauche comme à l'extrême droite, à banaliser. « M. Arrighi, se plaint le président du conseil régional, a repris à son compte la vieille critique de Gaston Defferre à mon égard : il m'accuse d'être un mauvais gestionnaire ». L'ennui pour Jean-Claude Gaudin, c'est qu'il éprouve des difficultés à contre-attaquer, voire à se défendre. Son alliance régionale avec le Front national lui interdit toute critique trop voyante du parti de Jean-Marie Le Pen. Du coup, ses amis parisiens, comme lors de la récente diatribe de Claude Malhuret, le soupçonnent de trop de complaisance, de trop de mollesse à l'égard du Front national.

C'est, disent ses amis marseillais, parce qu'il sait trop bien ce que les futures victoires majoritaires dans le Sud-Est, « de Nice à Perpignan, dans le delta jusqu'aux marches de l'Andalous », devront à la « droite nationale ». « C'est un homme politique, explique-t-il, ne pourra dans le Sud faire l'impression sur les électeurs de Jean-Marie Le Pen. C'est absurde de l'ignorer ».

A Marseille encore plus qu'ailleurs. Car même animé par des responsables plus équilibrés qu'au national, même plus courtois, le Front national a pour l'instant rallié à sa cause le quart des électeurs de la cité méditerranéenne. Non par le talent de ses hommes : les nouveaux venus étaient inconnus ou marginaux voilà entre quelques années. Mais par cette façon assoiffée, entière, déconcertante qu'ont les Marseillais d'épouser étroitement les deux idées-forces, les deux idées simples du Front national : l'immigration et l'insécurité.

Hommes neufs

« Cela fait des années que nous mettons l'accent sur ces deux problèmes », dit Ronald Perdomo, député et véritable fondateur du parti de Jean-Marie Le Pen à Marseille. « Nous ne finitions pas une voix ». Jusqu'à 1983, lors de la campagne d'un groupuscule aux hymnes xénophobes, Marseille-Sécurité. Somme, la ville a compris ces semaines-là qu'elle était en proie aux démons de l'insécurité, du rackets-bol. Or elle ne supportait plus sa violence et son trop-plein d'étrangers.

Depuis, tous les partis politiques, même le PS, ont admis que l'immigration et l'insécurité étaient dans Marseille des problèmes réels. Chacun avec ses mots, chacun avec sa philosophie, Gaston Defferre, puis Michel Pezet, Jean-Claude Gaudin, puis le chef de file du RPR, Maurice Toga, ont appris à aborder ces questions, à donner raison au rackets-bol populaire. A proposer des solutions.

Le Front national était toutefois parti bon premier, en tout cas bien avant les autres, et il a mieux que les autres capitalisé les exaspérations marseillaises. Les fondements de ce rackets-bol sont bien cernés et, de

l'UDF au PS, les explications sont voisines. La crise, le chômage, la surpopulation des quartiers nord ont réveillés l'anxiété du populisme marseillais que le « clientélisme » local, des déferriens aux amis de Jean-Claude Gaudin, n'arrivait plus, par usure du temps, à rassurer.

Les partis ayant failli dans l'inconscient « populiste », il était normal que « des hommes neufs », peu ou pas rattachables à l'âge d'or disparu, rallient ces nouvelles mises. « En 1980, nous n'étions rien, se souvient Ronald Perdomo, à peine une centaine de militants. Notre seule force, c'est d'avoir attendu notre heure en refusant les propositions d'alliance, notamment avec les amis de Jean-Claude Gaudin ». Depuis, le Front national local a vu les rangs de ses électeurs très marginaux grossir d'abord par des départs du RPR - notamment des Corcés et des rapatriés en désaccord avec la communauté gaulliste - puis, plus massivement, par les « petits Blancs », cette clientèle populiste, essentiellement venue des quartiers où le Parti communiste avait longtemps exercé une forte influence.

« Que beaucoup de nos électeurs soient d'anciens électeurs communistes ne nous gêne pas », explique Ronald Perdomo. Comme nous, ils sont pour l'ordre, la loi, les principes. » Le député du Front national, qui se rappelle avoir failli partager autrefois un cabinet d'avocats avec Michel Pezet, n'ignore pourtant pas que « ces électeurs de la droite nationale à 24 % par réflexe de survie. Mal dans leur peau. Mal dans la ville ».

« Peut-être en reviendront-ils », note Claude Bertrand. La seule recette, pour le directeur de cabinet de Jean-Claude Gaudin, passe par une chute de la tension sociale, un calme dans la crise. « Le président du conseil régional s'y emploie », explique M. Bertrand. Avec les moyens réduits de notre assemblée. Tous les gens sérieux savent parfaitement que le problème immigré ne cessera qu'avec le temps, par une insertion progressive ».

Mais c'est justement le temps qui fait défaut à Marseille, pour tous ceux qui s'effraient l'ascension du Front national. Michel Pezet, sur l'autre rive de la Canebière, aimerait aussi que la municipalité - avec ou sans M. Vigouroux - accélère les réformes sociales, déboussonne le centre-ville et le libère un peu de sa marque magistrale. 1988 sera-t-il à la fois peu de chances que la campagne municipale échappe aux surenchères, aux polémiques qu'imposent, ces temps-ci, les deux idées-forces du Front national.

Alors, par peur que le temps du redoux fasse défaut, les partis marseillais tentent de définir leur attitude à l'avenir face aux amis de M. Arrighi.

Tombé sous la barre des 10 %, affaibli par des départs et des dissensions internes, le RPR, autour du professeur Toga, veut se carrer sur une position modérée. Il s'est déjà prononcé pour une alliance sans défaut avec l'UDF, mais redoute une droite « populiste » de son parzenaire.

« Danger fasciste »

Du côté des socialistes, on se prépare à se présenter comme « le seul rempart contre le Front national ». Michel Pezet court aux quatre coins de la fédération en proposant des meetings, des colloques, ayant pour thème principal « le danger fasciste ». On parlera de Jean-Marie Le Pen le 10 mai prochain, à la fête de la Rose. Dans les cent onze quartiers de la ville, des réunions seront organisées pour prouver que voter Front national n'est pas innocent. Michel Pezet s'en va partout répétant que, si l'on n'y prend garde, « si Marseille bascule, c'est toute la façade méditerranéenne qui basculera dans une droite dure ». Inquiétude ? Tactique ?

Jean-Claude Gaudin se pose, lui aussi, en « rempart ». Il aligne les chiffres des circonscriptions prouvant que le Front national est faible lorsque son parti, et plus directement lui-même, sont forts. Il mise aussi sur la présidentielle de l'an prochain, d'éventuelles élections législatives et le retour au scrutin majoritaire pour voir réduit l'effet Front national sur la Canebière. Mais il se dit lui-même « prudent ».

« Même au scrutin majoritaire, il faudra bien tenir compte de cet électoral ». Cette présence des amis de Le Pen à Marseille n'a pas fini de le gêner. Pour diminuer tout risque, il lui faut coûte que coûte arriver en tête lors d'un premier tour. Gagné d'avance, il y a encore quelques mois, cette hypothèse n'est plus avancée dans son entourage qu'avec circonspection. « C'est pour banaliser le Front national, explique-t-on au conseil général, le rendre moins attractif, moins magique. En parler trop, c'est diriger peut-être d'autres exclus, d'autres victimes de la crise vers un parti paravent ».

PHILIPPE BOGGIO.

L'art des nuances

L'ennui avec Pascal Arrighi, c'est qu'il est - presque - toujours d'accord avec vous. Pas moyen de lui faire exprimer l'une de ces pensées « ras du sol », chères à la « droite nationale ». Le chef de file marseillais du Front national pousse loin l'art de la souplesse d'esprit, de cette philosophie adaptée qui rappelle, au-delà de la ressemblance physique, l'intelligence camédon du président Edgar Faure.

Inutile, par exemple, de chercher à l'attaquer, sous la ceinture, sur les travers de l'extrême droite, ses démonstrations de rue ou ses faits divers. Tout cela n'est vraiment pas, assure-t-il, de son goût. Désobligement de cité dont les dérangements ne dépassent pas le cadre politique de son parti. L'air déprimenté peiné, étonné de devoir répéter qu'il a voulu sa vie conjointement à l'enseignement du droit et au Conseil d'Etat, Pascal Arrighi égrène des réponses de démocrates sourcilieux.

L'affaire d'Auréli, ce massacre fin de siècle pour le SAC, en 1981 ? « Je ne comprends toujours pas comment de telles choses ont pu se produire. » Les anciens « commandos » qui défilent à ses côtés, bérat vert vissé sur ses têtes épaissies, le long de la Canebière ? « Gardiens de la loi », pour les cérémonies du 11 novembre. « Je souhaite qu'il n'y ait pas de paras en bérat dans les manifestations du Front national. Ces garçons peuvent acheter s'ils le désirent au cercle de Roger Holoindre ou à notre service d'ordre « Protection-sécurité », mais je ne tiens pas à les voir dans la rue ».

D'ailleurs, si cela ne tait qu'à lui, la vie politique, dans son parti comme dans les autres, pourrait être plus épurée qu'elle ne l'est. Pascal Arrighi affirme avoir une sainte horreur des « voyous ». Il a même quelques soupçons sur la parfaite moralité de l'un ou l'autre des élus du Front national au conseil régional. « On aurait pu faire mieux », dit-il. « Meux se renseigner. On ne se renseigne jamais assez sur les hommes. Je le répète souvent à Jean-Marie Le Pen : nos élus doivent être irréprochables ».

C'est comme les truands, rare éternelle de la vie politique marseillaise, qui, après avoir cherché à s'attrier les bonnes grâces du PS ou du RPR, se tournent, d'un coup, volontiers vers le Front national. « Je me suis fixé comme règle de ne jamais intervenir dans ces affaires de voyous, même pour la fermeture ou l'ouverture d'un bar. A Marseille, il faut savoir flairer très vite l'aventurier ou l'affairiste. L'homme public doit s'interdire de côtoyer ce monde-là. Croyez-moi, les truands, je les tiendrai toujours à portée de gaffe ».

Voilà Pascal Arrighi, tel qu'il aime à se présenter. Aussi peu extrémiste que possible. Aussi équilibré de ce qu'expriment d'autres responsables ou des militants du Front national. Même sur l'immigration, il confesse, il est vrai en privé, des idées plus nuancées que celles des discours de Jean-Marie Le Pen. Pour avoir enseigné longtemps le droit à la faculté de

Caire, il ne peut être accusé de xénophobie forcenée. Quand d'autres rêvent de jeter tous les Arabes à la mer, lui préfère parler d'« incompatibilité de culture entre communautés ».

Ces nuances interdisent à ses adversaires marseillais de traiter Pascal Arrighi d'« ultra ». Comment le pourraient-ils ? Ce Corse de sobriété-quaatre ans signe les diplômes universitaires et le cursus d'un parfait républicain. Diplômé de Sciences-po, agrégé de droit, ce conseiller d'Etat - aujourd'hui honoraire - a préféré le droit public et la magistrature d'Etat jusqu'en 1981. Il est vrai que ce fort en thème, docteur à vingt et un ans, avait commencé une carrière politique en Corse, par un mandat local à Vico, son village natal, et un mandat de député, carrière interrompue brutalement par la « question algérienne ».

Une seule faiblesse

Médusé de la Résistance, actif défenseur de l'Algérie française, en souvenir post-hoc de quelques blessures reçues en 1944 sur le sol algérien, il se fait oublier en 1958 de l'Assemblée nationale. Réintégré, il est battu « comme tous les députés PRO-QAS », dit-il, en 1962. L'enseignement et la création de l'université de Corta lui serviront alors d'oubli, le Conseil d'Etat de justification à son « devoir de réserve ». « Je suis toujours étonné, dit-il, de voir les conseillers d'Etat trop s'engager dans les partis ».

Pascal Arrighi, lui, a attendu l'arrivée de la gauche, se fatigue « du trop grand nombre de réunions envisagées par ce nouveau pouvoir » pour prendre son congé du Conseil d'Etat et se laisser pousser par Jean-Marie Le Pen de reprendre du service actif en politique. D'abord en Corse, à la vice-présidence de l'Assemblée régionale, puis à Marseille.

Marseille, justement, pourrait constituer la faiblesse de cette honorabilité sans faille. Pascal Arrighi a beau être corse, il a beau attirer à lui la communauté corse du Vieux-Port, il n'est pas marseillais.

Il connaît mal la ville

« C'est faux, répond-il, je l'ai souvent traversée entre la Corse et Paris. J'y ai vécu lors de la première année de droit à Aix. Il m'est même arrivé de voyager en avion avec Gaston Defferre ».

Maigre bilan, malgré tout, lorsqu'on brigue la magistrature suprême de la Canebière. Jean-Claude Gaudin ne se fait pas faute de rappeler ce travers, d'insister sur ses propres racines marseillaises.

« L'origine, dit le président du conseil régional, c'est ce qui fait quand même par pays. Et là, M. Arrighi ne peut pas se mentir. Faites-moi descendre la Canebière avec le candidat du Front national. Chacun sur un trottoir. Vous verrez qui les gens salueront ».

Ph. Bg.

La communication audiovisuelle: radiographie d'une loi

Le commentaire des 110 articles qui ont changé le Paysage Audiovisuel Français.

La première publication de la CNCL.

238 p. 150 F

Diffusion: LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire - Paris 7^e - Tél. (1) 40.15.70.00.

Le Monde sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Terrorisme : le point sur les arrestations.

36.15 TAPEZ LEMONDE

LES CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES

Analyse d'une pratique

Pierre Grandjeat et Yves Destrainne

LES COMMANDES PUBLIQUES

Stratégies et politiques

Christian Dillemann

Collection Notes et études documentaires

Le volume 48 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire - 75007 Paris - Tél. (1) 40.15.70.00

L'ANNEE STRATÉGIQUE

Pour comprendre les crises internationales

Un bilan des faits géostratégiques et politiques des deux dernières années.

Une présentation de l'équilibre des forces militaires.

Un atlas stratégique avec une cartographie originale.

Une publication de la Fondation pour les études de défense nationale, sous la direction de Pascal Bonifant.

195 F.

Diffusion: LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire - 75007 Paris - Tél. (1) 40.15.70.00

1500

501

Politique

En Nouvelle Calédonie

Un gendarme tué par un jeune Canaque

Regain de tension en Nouvelle-Calédonie au moment où le Sénat doit débattre à son tour, à partir du mercredi 29 avril, du projet de référendum d'autodétermination : un gendarme a été tué, mardi, par un jeune délinquant mélanésien, au cours d'une opération de police judiciaire menée dans la tribu canaque de Koné, au nord de la côte ouest du territoire.

NOUMÉA de notre correspondant

Selon la gendarmerie, la victime, le gendarme Rémy Maréchal, âgé de vingt-huit ans, a été atteint d'un coup de feu tiré à bout portant par Antoine Poadja, alors que celui-ci allait être interpellé, au lever du jour, à son domicile de la tribu de Noémi. Antoine Poadja, âgé de vingt-deux ans, qui était recherché pour une trentaine de vols commis dans la région, dont des vols d'armes, a été blessé au pied et à la jambe par des tirs de riposte d'un deuxième gendarme. Un de ses complices, Jacob Poya, a également été appréhendé, tandis que deux autres personnes hébergées à son domicile ont pris la fuite dans la chaîne montagneuse. Elles seraient en possession d'armes.

Rémy Maréchal, atteint au thorax, a succombé peu de temps après. Célibataire, affecté en Nouvelle-Calédonie il y a tout juste six semaines, il appartenait à l'escadron 8-15 de Bourgoin-Jallieu stationné à Koné.

Le FLNKS : le résultat du quadrillage militaire

Ce drame est survenu quelques heures à peine avant la cérémonie de prise de commandement, à la caserne Meunier, à Nouméa, du nouveau commandant du groupement de gendarmerie de Nouvelle-Calédonie, le colonel Jean-François Allès, qui remplace le colonel Jacques Riquet. Le colonel Allès a réaffirmé « la détermination sans faille de la gendarmerie dans ce territoire » pour « la sauvegarde de la paix publique ». Le nouveau patron de la gendarmerie dans l'archipel a également souligné que « le drame de Koné relève du droit commun et n'a provoqué « rien d'alarmant en matière d'ordre public ».

EN BREF

● M. Michel Pozet, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, a été élu lundi 27 avril, président du groupe socialiste du conseil municipal de Marseille par trente voix en sa faveur et cinq contre. Cette élection a été rendue possible grâce au ralliement, jeudi, de quatre des sept conseillers municipaux du GAMES, un groupe de la majorité municipale composé de socio-professionnels. Les dix-neuf défermistes qui avaient porté le 17 mai 1986 M. Vigouroux au fauteuil de maire de Marseille, ne sont plus désormais que dix-huit après que M. Danièle di Scala ait annoncé sa décision de quitter le PS. Les « épéistes », jusqu'alors au nombre de seize, détiennent désormais la majorité du groupe socialiste avec vingt voix.

● M. FITERMAN : « Il faut arracher le masque de M. Le Pen ». — « Nous sommes décidés, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, à combattre la politique et l'action détestable de ce personnage », a déclaré M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, le lundi 27 avril sur Europe 1, en parlant de M. Jean-Marie Le Pen. Pour l'ancien ministre des transports, le président du Front national « route pour l'austérité, le chômage, la course aux armements (...) ». « Il faut arracher le masque de ce démagogue, et, croyez-moi, nous ne négligerons rien pour le faire », a affirmé le dirigeant communiste.

● M. SOISSON « souhaite un accord entre M. Léotard et M. Barre ». — Dans une interview sur Radio-France Bourgogne, le lundi 27 avril, à Dijon, M. Jean-Pierre Soisson, député (UDF-PR) et maire de la ville, a souhaité « un accord » entre M. Léotard et M. Barre à l'occasion de l'élection présidentielle. Alors que le ministre de la culture et de la communication était en visite dans sa ville, M. Soisson a déclaré : « Je souhaite que Raymond Barre soit élu, et qu'il puisse s'appuyer sur un PR fort et renoué, autour de François Léotard, pour conduire une action de redressement du pays. »

Le FLNKS a réagi en mettant en cause la pression exercée en brousse par les forces de l'ordre. Tout en regrettant la mort du gendarme, M. Yeiwéné Yeiwéné, le numéro deux du mouvement indépendantiste, a estimé qu'« un tel événement était non seulement prévisible, mais inévitable ». « Nous voyons là, a-t-il ajouté, le résultat d'un intense quadrillage militaire qui donne aux Canaques le sentiment d'être traqués, poussés à bout. » M. Yeiwéné a contesté, en outre, la version officielle des événements, précisant que « les gendarmes ont investi la tribu dès 4 heures du matin, soit avant le lever du soleil, en tirant des coups de feu intempestifs destinés à intimider les habitants, et ils ont obtenu ce qu'ils voulaient : une réaction de panique qui a mal tourné ». Le porte-parole du FLNKS a conclu : « Combien de morts faudra-t-il pour que le peuple de France comprenne l'impasse dans laquelle le gouvernement Chirac est en train de s'enfermer ? »

F. B.

La quête des métis d'Ouégoa

NOUMÉA de notre correspondant

« Ça me fait mal au ventre quand j'entends les socialistes et les communistes à l'Assemblée nationale », Eddy, le boulanger de Ouégoa, le dit dans un haut-le-cœur. Avec lui, tout Ouégoa, ce village métis du grand nord calédonien, serre les poings en branchant le radio sur les débats parlementaires relatifs au référendum. Teint cuivré, regard charbonné, silhouette rugueuse : le télescope entre les mondes européen et canaque, dans la solitude de ces vallées encaissées, n'en finit pas, depuis un siècle, de colorer les peaux. C'est ici, aussi, que l'on se proclame le plus agressivement « Français » et que l'on prétend le mieux connaître « les indigènes », « paresseux et alcooliques ».

Poste avancé du pays caldoche, à la frontière de la côte est canaque, Ouégoa est, avec Thio, l'un des « points chauds » de l'archipel : les trois premiers morts des trou-

bles de 1984-1985 — deux Mélanésiens et un Européen — tombèrent là, dans un paroxysme de haine et de frayeur. Alors, bien sûr, quand on leur parle « des injustices dont sont victimes les Canaques », les habitants du village sortent de leurs gonds. Les « donneurs de leçons » sont indésirables dans le secteur.

Bien loin des éclats d'hémicycle, Ouégoa somme dans son indolence séculaire, rythmée de « coups de pêche » et de « coups de chasse ». Oubliés les affrontements avec la tribu voisine de Bondé, qui surplombe le village ? « Les indigènes descendent ici pour aller à la mairie, à la poste et à l'épicerie », poursuit Eddy, le boulanger métis. « On nous dit bonjour, mais ce n'est plus comme avant. Il y a un froid maintenant. »

Les contacts, c'est sûr, se sont relâchés : les Canaques de Bondé hésitent à venir louer leurs services chez les fermiers de la vallée ; les rencontres sportives entre le village et la tribu se font plus rares. La cohabitation est devenue grinçante, ombrageuse.

L'épreuve du référendum ? « On ne s'attend pas à de nouveaux troubles, il y a maintenant l'armée », dit ce pêcheur au visage brûlé par le soleil. « Mais si les Canaques viennent nous agresser, ajoute-t-il, on réagira et ce sera autre chose que la dernière fois. »

En fait, l'« événement » à Ouégoa, ce n'est ni la future « loi Pons », ni le référendum : c'est un étonnant tohu-bohu culturel. Voilà que tout le monde s'affaire autour d'un projet de musée et se prend de passion pour une Histoire jusque-là soigneusement occultée, car sentant un peu trop le souffre.

« Il est temps de faire une ouverture sur le passé », explique la postière du village, membre du groupe qui mène le travail de recherche. Fouilles dans les registres d'état-civil de la mairie, visites dans les mines désaffectées de la région : on exhume ainsi les biographies mouvementées de ces bagnards « envoyés en Nouvelle-Calédonie pour des bricoles », reconvertis ensuite dans l'extraction du cuivre et qui « sont allés chercher des femmes indigènes dans les tribus

car il n'y avait pas de blanches ». Finis les silences gênés sur ces origines « taboues ». « Les événements nous ont amenés à nous interroger sur nous-mêmes, avouent ces muséologues amateurs. Puisque les Canaques veulent nous foutre dehors, nous démontrons que nous sommes des enfants du pays et que nos ancêtres ont construit la Calédonie. » Mais la recherche reste résolument sélective : si on valorise son ascendance européenne, on ne s'attarde pas trop sur les liens avec les tribus voisines.

Impensables il y a quelques années, également, ces mystérieuses réunions regroupant les métis du nord de l'île et qui participent de la même quête d'identité. Que s'y disent-ils ? Quel est l'objectif poursuivi ? Les visages se ferment : « C'est secret ». Décidément, il se passe de drôles de choses dans les consciences métisses de la région d'Ouégoa.

FRÉDÉRIC BOBIN.

COMMENT LES INGENIEURS DE MOTOROLA ONT RESOLU UN VIEUX PROBLEME DE MARKETING A L'AIDE D'UNE TECHNOLOGIE NOUVELLE.

Le problème se pose depuis des années. Chaque pays européen a ses propres exigences techniques en matière de postes émetteurs-récepteurs. C'est pourquoi les fabricants d'électronique ont cherché depuis longtemps à utiliser les avantages de la production de série pour ce type d'appareils.

Il n'était pas facile d'arriver à une solution. Ce qu'il fallait, c'était fabriquer sur commande des émetteurs-récepteurs adaptés à chaque marché mais les produire en série sur une chaîne — ce qui, a priori, est totalement contradictoire!

Pourtant les ingénieurs de Motorola en Europe ont réalisé un tel exploit. Et les émetteurs-récepteurs MC micro y sont maintenant produits en série. Les installations ne sont ni plus ni moins qu'une chaîne de montage qui adapte automatiquement le produit aux diverses normes et exigences des marchés auxquels il est destiné, sans interrompre la production ni même la ralentir.

Presque tous les composants figurant sur les circuits imprimés relativement complexes de ces radios, sont envoyés en production sur une bande continue. Nos automates insèrent chaque heure des milliers de ces dispositifs miniatures dans toutes les configurations requises par des clients différents répartis à travers toute l'Europe, et tout cela avec une précision d'horloger.

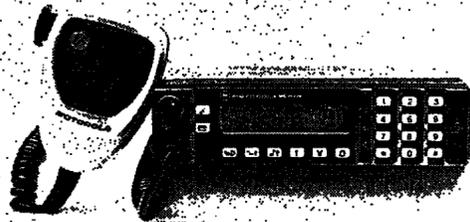
Ce procédé permet non seulement de produire des émetteurs-récepteurs sur commande en grande série, mais donne également des appareils d'une excellente qualité tout en faisant des économies substantielles sur les coûts de fabrication.

Ces installations et l'émetteur-récepteur MC micro sont une synthèse des nouvelles technologies de Motorola en matière de fabrication et de communication. Ceci n'est qu'un exemple de ce que notre société a réalisé pour servir la clientèle européenne.

En France, les installations de Motorola d'Angers et de Toulouse apportent une contribution importante au développement de l'industrie électronique en plein essor. En plus de ces usines, nous avons 15 agences commerciales au service de notre clientèle française.

Motorola est une des sociétés internationales de l'électronique les plus grandes du monde. Nous sommes actifs sur les cinq continents.

Notre objectif commun : le service auprès de nos clients dans le domaine des radiocommunications (parole et données), des ordinateurs, des semi-conducteurs et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel.

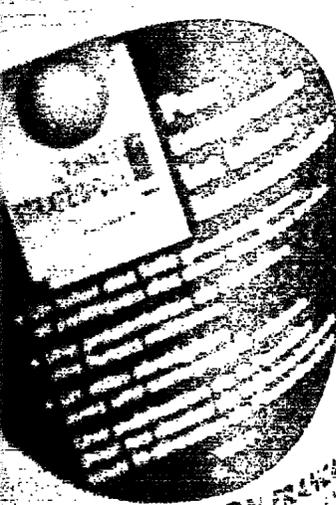


Un produit peut-il être fabriqué à la fois sur commande et en série? Pour le poste MC micro de Motorola, la réponse est "oui".



MOTOROLA Un leader mondial en électronique de pointe

art des nuances



DOCUMENTATION FRANÇAISE

Société

« L'exposition de l'horrible » de M. Charles Pasqua

Sado-maso-dodo

La quatre-pièces la plus torride de Paris somnait doucement. On avait fait le tour des cuisines de boucheries et des érections d'étagère, du pseudo-esthétique, des porte-jarretelles ringards et du vrai ment dégoutant. Les inspecteurs s'étaient lassés de surveiller les revues exposées, que nul visiteur ne songeait à emporter sous le manteau. Les journalistes, voyeurs salariés, guettaient vainement la France profonde révisée, qui se faisait attendre. On s'en voulait de perturber le travail des secrétaires de la sous-direction de la circulation routière restées dans leurs bureaux. Bref, c'était sado-maso-dodo.

Inlassable, M. Dominique Latornerie, directeur des libertés publiques au ministère de l'Intérieur, faisait et refaisait les honneurs des « éléments objectifs de la question », selon l'expression audacieuse du ministre de l'Intérieur. Fines plaisanteries à l'appui : « On a souvent reproché à l'administration d'être un maison closa... Sourires polis dans l'assistance. « Oh pardon ! »

Quatre salles, donc. Au début, la photo d'un étalage de kiosques, prise dans un hypermarché de la petite couronne parisienne, où ? on ne saura pas. Où les revues pornos se mélangent sans façon aux jouets. M. Latornerie : « Dépuce-lée et enroulée par son père, vous trouvez ça bien ? Peut-être que les mères de famille qui vont acheter un kilo de porceux apprennent quelque chose, moi je veux bien... »

Première salle, tapissée de photos prélevées dans des magazines du style Aboko, Penthouse, Photo ou New-Look mises à l'index ou menacées de l'être par le ministre de l'Intérieur. Félicitations, exhibitions, scènes de groupe. L'ordonnaire des salons de coiffure. Un policier : « Photo, moi je la ti, ce n'est pas toujours comme ça. » et Feuilletiez, n'hésitez pas à ouvrir », lance M. Latornerie.

Dans la deuxième salle, on passait aux bandes dessinées, dont « Dodo, 13 ans » publiées en feuilleton dans le magazine l'Echo des Savanes. « Vous trouvez ça bien, une jeune fille de treize ans qui travaille dans un bordel et qui a des officiers nazis pour clients ? », demandait M. Latornerie. « Dans l'épisode suivant, ce sont des résistants », précisait un journa-

liste, connaissait. Le tour des accessoires fantasmagiques était vite fait : chaînes, fouets, chèvres (Blanchette qui n'aime pas les étreintes trop brusques), chimpanzés, anneaux pincés tétons, appareils de levants, sans parler des variations sur l'uro-scato-zoo.

L'interdit et le licite

Et sans transition, dans la dernière salle, on tombait dans le cliché noir et blanc de contrebande, photos de pédophilie prises à l'in-

tains kiosques changent leur devanture. On y trouve ces revues, en soldes sans cataphone », expliquait M. Latornerie. « Pas à Saint-Germain-des-Prés tout de même ! »

Prudence ou attendisme ? Les trois mille « militants familiaux » professionnels, et les parlementaires invités ne s'étaient pas déplacés en masse en ce premier jour. En tout et pour tout, une mère de cinq enfants lyonnaise exhibait furieusement une copie du RPR et demandait « ça n'a pas le regard des jeunes ». Et M. Georges Tranchant, député (RPR) des Hauts-de-Seine - département de M. Pasqua - venait raconter com-

me, on ne le trouve pas en kiosque », s'étrangla-t-il devant Lolita Sex. Ou à cela ne tient, M. Lang en a vu assez pour dénoncer lui aussi l'« amalgame » entre « pornographie et atteinte à la dignité de l'homme », entre « revues autorisées et clandestines ». Une conférence de presse est improvisée ; les fonctionnaires du ministère battent en retraite.

La contribution de Jack Lang

Ils commencent à peine à ressortir lorsque Jack Lang revient. Trop tard, M. Michel Haigne est obligé d'accepter la gravure érotique de Picasso que l'ancien ministre de la culture promène depuis deux jours dans Paris en attendant de la remettre à M. Pasqua. C'est le chef du service des relations publiques du ministère de l'Intérieur « scotch » la contribution de M. Lang à l'entrée du « musée » au-dessous de la Déclaration des droits de l'homme. « Cela montre bien que l'équilibre entre la liberté et l'abus de liberté est toujours difficile à trouver », conclut-il. S'étant trouvé un guide, M. Lang annonce une seconde visite. M. Pasqua s'est-il songé aux frustrations de l'horrible ? « Vous faites une publicité formidable à ces publications », reproche M. Lang. « Ce soir, en rentrant, laissez Rabah », supplie-t-il. Jamais choqué M. Lang ? « J'ai moi-même interdit plusieurs films aux moins de treize ans, et sans pour les gros bras. Dans le nu aussi, il y a des spectacles qui donnent la nausée. » Et l'ancien ministre est reparti non sans adresser ses « remerciements » à M. Pasqua pour « ce divertissement ».

Le policier à l'entrée s'épongeait le front après cette dure journée. Encore trois jours d'horreur. Et ensuite, que faire de cette exposition ? Un préjudice à sanctions ou à un entêtement ? Nul ne semble très bien savoir jusqu'ou mener le « débat ». A moins d'organiser une tournée en province ? « La collection est permanente, nous avons toujours ces publications en dépôt au ministère », souligne M. Latornerie. Après l'expo, l'enter continue.

CORINE LESNES et DANIEL SCHNEIDERMAN.

M. Jacques Delebois poursuit plusieurs journaux en diffamation

M. Yves Chaliat et le serment des témoins

Rien ne vaut la procédure pour anesthésier un débat judiciaire. Et lundi 27 avril c'est bien le procureur qui a occupé pratiquement toute l'audience de la dix-septième chambre du tribunal de Paris. Sur fond d'affaire du Carrefour du développement, M. Jacques Delebois, ancien chef du service de coopération technique internationale de police (SCITIP), avait assigné cinq journaux en diffamation. Il reproche à ces cinq journaux : le *Matin*, le *Nouvel Observateur*, *Libération*, *l'Evénement du jeudi* et le *Monde*, d'avoir publié, en novembre 1986, des articles qui, chacun à sa manière, employant ou non le conditionnel, exposaient que M. Delebois aurait reçu en liquide 5 millions de francs de M. Yves Chaliat, ancien chef de cabinet de M. Christian Nuoci au ministère de la coopération, pour assurer le défraîchement d'une vingtaine de fonctionnaires de son service chargés d'assurer la sécurité des personnalités considérées, en décembre 1984, au sommet franco-africain de Bujumbura.

Vrai ou faux ? Faux, assure évidemment M. Delebois, pour qui cette imputation a été « insupportable, tant sur le plan professionnel que sur le plan familial ».

Mais si le *Matin* et le *Nouvel Observateur* n'avaient pas fait citer de témoins pour rapporter la preuve de la vérité des faits diffamatoires, tel n'était pas le cas de *l'Evénement du jeudi*, de *Libération* et du *Monde*. Ces trois journaux en avaient appelé, entre autres, à M. Yves Chaliat, inculpé et détenu dans l'affaire du Carrefour du développement, ainsi qu'à un autre inculpé de cette affaire, le colonel Victor Tio. C'est à leur sujet que la procédure fut à l'ordre du jour.

La situation d'inculpé interdit à celui qui l'est d'être entendu sous la foi du serment. Comment, dès lors, déposer de manière utile quand il s'agit d'établir une preuve ? C'est pourquoi M. Jean-Yves Dupont, Henri Leclerc et Yves Baudouin, avocats respectifs de *l'Evénement du jeudi*, de *Libération* et du *Monde*, demandaient au tribunal avec un bel ensemble de solliciter à statuer, c'est-à-dire de décider que le procès ne pourrait s'engager qu'à partir du moment où les témoins inculpés dans l'affaire du Carrefour du développement seraient délivrés de l'empêchement de déposer sous serment. En d'autres termes, il convenait d'attendre la fin judiciaire de l'affaire instruite actuellement par M. Jean-Pierre Michau, moyen dilatoire, argument inad-

missible, devaient rétorquer en substance M^{rs} Pascal Devinter et Sylvain Garant en dénonçant « une porte ouverte à tous les abus, une manière d'empêcher que soit rendu rapidement justice à celui qui avait été lésé, diffamé, qu'on a essayé de faire passer pour un coupable rompu par une campagne de dénigrement tendant à faire oublier une affaire de détournement de fonds publics en faison passer M. Delebois au premier rang des coupables ».

Cependant, pour le substitut, M. Marc Domingo, il se trouve qu'un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation rendu le 18 décembre 1978 commande le sursis à statuer. Cette décision a bien spécifié que « le principe selon lequel un inculpé ne peut être entendu sous la foi du serment sur des faits relevés à sa charge s'oppose à son audition en qualité de témoin aux fins de preuves de la vérité des faits diffamatoires » et les juges sont tenus de sursis à statuer sur la poursuite en diffamation jusqu'à disparition de cet empêchement. Le même arrêt ajoute qu'un prévenu de diffamation ne peut être privé d'un moyen de preuve prévu par la loi et intéressant sa défense.

C'est là évidemment, devait dire M. Domingo, « une caution merveilleuse pour le diffamateur, mais c'est la jurisprudence... »

Manipulation et notation

Cependant, la présidente, M^{me} Jacqueline Clavery, après suspension, tenta de forcer le destin. Elle exprima le désir que l'on amène M. Chaliat, que le parquet n'avait pas fait extraire de sa cellule de la Santé afin qu'il dise s'il entendait ou non déposer sous serment. Les 11 heures après, on apprenait que M. Chaliat n'entendait pas venir et qu'il n'exposait les raisons dans un petit billet griffonné à la hâte : « Je ne désire pas témoigner dans le procès qui oppose M. Delebois à plusieurs journaux parisiens. En effet, étant inculpé, je ne peux pas prêter serment des témoins. » M. Chaliat avait montré ainsi qu'il connaissait, lui aussi, la procédure. C'est finalement le 25 mai que le tribunal dira s'il accorde ou non le sursis à statuer sollicité par la défense.

A cette même date, il rendra aussi son jugement pour la partie du procès qui oppose M. Delebois au *Matin* de Paris et au *Nouvel Observateur*, puisque, en ce qui les concernent, il n'y avait pas d'obstacle au débat. Au nom de M. Delebois, M^{rs} Devinter et Garant ont donc, sur ce même chapitre, demandé « une condamnation sévère en réparation du mal causé à un homme présenté comme un manipulateur et un tripoteur dans le cadre d'une opération de déstabilisation de lui-même et du corps qu'il représente ». A quoi M^{rs} Isabelle Mathysseus devait rétorquer : « Les fonctions qu'occupait M. Delebois au service de coopération technique internationale de police impliquent que la manipulation entrait dans ses activités. Dire cela de lui, c'est donc comme si l'on disait d'un maître nageur qu'il a du goût pour la natation. »

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

Impliqué dans une tentative d'escroquerie

Un avocat marseillais est écorné à Paris

Un avocat marseillais, M^{re} Philippe Bartoli, qui a été suspendu par le conseil de l'Ordre de Marseille « de toutes activités professionnelles » le 28 octobre 1986, est soupçonné d'avoir participé à une tentative d'escroquerie visant à se faire payer un bon de caisse provenant d'un lot de bons vierges volés en

1973 à la Barclays Bank de Marseille et sur lequel avait été portée la somme de 150 millions de francs.

Le vendredi 24 avril, MM. Marcel Pedone et Bernard Clero-Renaud se présentent dans une agence parisienne de la Barclays Bank avec le bon de caisse au porteur et indiquent que le montant très élevé devra leur être versé, une partie en chèque, l'autre en espèces. Ils sont attendus, car, quelques jours avant, une certaine Lilliane Johnson avait téléphoné pour informer l'agence de cette opération et les banquiers avaient demandé à ce qu'une photocopie du bon leur soit adressée, ce qui avait été fait dès la veille au soir. Mais l'argent n'est pas là. Il faudra revenir plus tard.

A leur sortie de l'agence, des policiers, alertés par les banquiers, qui ont rapidement découvert la supercherie, interpellent les deux hommes. Ceux-ci expliquent qu'ils agissent pour un avocat, lequel d'ailleurs les attend à proximité, et M^{re} Bartoli est interpellé à son tour. Selon ses informations, c'est un de ses clients souhaitant rester anonyme qui l'a chargé de négocier un bon et il avait fait des vérifications avant de confier les démarches à deux de ses relations.

M^{re} Johnson, MM. Pedone et Clero-Renaud déclarent avoir agi en toute bonne foi, mis en confiance par l'avocat. Ils ont cependant été écornés dimanche avec M^{re} Bartoli par M^{re} Marie-Paule Moracchini, juge d'instruction à Paris, sous les inculpations de recel de vol, recel de faux en écritures de banque et tentative d'escroquerie. La procédure disciplinaire engagée par le conseil de l'Ordre contre M^{re} Bartoli et pouvant conduire à sa radiation « suit son cours » indique-t-on à Marseille.

MARC PORTEY.

A Paris (18^e)

Deux morts dans l'incendie d'un hôtel

Un enfant est mort carbonisé, une femme est décédée après avoir sauté par la fenêtre et dix personnes ont été légèrement blessées, le lundi 27 avril, 46, rue des Poissonniers, à Paris (18^e), dans un hôtel dont les locataires sont en majorité des Africains. Le feu s'est déclaré, peu avant 19 h 30, dans une chambre où quadruple étage et s'est rapidement propagé dans la cage d'escalier, provoquant une panique parmi les occupants.

Le corps de l'enfant carbonisé a été découvert par les sapeurs-pompiers à leur arrivée. La plupart des blessés ont été intoxiqués par les émanations de fumée. Selon les pompiers qui ont rapidement éteint l'incendie, deux chambres et la cage d'escalier ont été détruites.

M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, porte-parole du gouvernement, s'est rendu sur place ainsi que M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, adjoint au maire de Paris.

Au tribunal de Paris

Jean-Pierre Léaud, « délinquant primaire »

Raid, les pieds joints, les mains derrière le dos, Jean-Pierre Léaud livre aux photographes un regard halluciné, sans ciller sous les flashes, le visage figé dans une sorte de fureur permanente. A ses côtés, Jeanna Moreau, affreusement mutilée les sourcils et les poignées de cheveux, il ne s'agit pourtant pas d'un soir de première, mais de l'arrivée d'un prévenu, que la première chambre pénale du tribunal de grande instance de Paris doit juger le lundi 27 avril pour coups et blessures volontaires, violation de domicile, rébellion et outrages à agents de la force publique, délits pour lesquels il a été détenu du 15 au 26 août 1986.

Le 14 août, Jean-Pierre Léaud, réveillé par les coups d'une voisine, frappe sur le mur, se précipite chez elle, défonce la porte, lui jette un pot de fleurs au visage et la frappe, persuadé que cette femme de quatre-vingts ans le persécute. Lorsque les gardiens de la paix surviennent, le comédien, dans un grand état d'excitation, se débat et leur adresse des injures.

Méthodiquement, le président, M. Jean-Marie Coulon, rappelle ces faits, comme il a l'habitude de

procéder avec n'importe quel prévenu. Chaque jour, les tribunaux jugent des gens qui ne sont pas des malfaiteurs, mais qui ont cédé à la colère, à l'ivresse ou au désespoir en frappant leur femme, un voisin ou un ami. Jean-Pierre Léaud est de ceux-là, avec cette circonstance que le public connaît le déroulement du comédien, et alors que la plupart de ceux qui, comme lui, compareraient pour la première fois devant les juges, sont sommés d'expliquer leur angoisse et d'étaler leurs douleurs.

Depuis la mort de François Truffaut, le 22 octobre 1984, Jean-Pierre Léaud semble ne pas supporter la perte de celui qui l'a pétri dès l'âge de quatorze ans, et les voisins du 4, boulevard Edgar-Caïn ont déjà assisté à d'autres « crises de rage ». La dernière est qualifiée par les psychiatres de « crise d'alarme impatiente », mais le président remarque que le comédien l'a entendu en manifestant le désir de se soigner.

« Je regrette, je regrette de l'avoir malmené », déclare l'artiste d'une voix à peine audible, les mains crispées sur le barre, avant d'indiquer qu'il est

« sous la vigilance médicale » de son psychiatre, M. Félix Guertari.

Les policiers défilent ensuite en expliquant leurs difficultés à maîtriser le comédien. Alors seulement celui-ci conteste : non, il ne leur a pas porté de coups, c'est plutôt eux qui... mais le président lui rappelle ce qu'il lui a dit que l'on juge. Indemnié, la victime, M^{me} Yvonne Pradé, s'est déstabilisée de sa constitution de partie civile, curateur de la République, M^{rs} Laurence La Vart-Croathwaite, demande une sanction de six mois de prison avec sursis contre Jean-Pierre Léaud, « délinquant primaire ». Si pour M^{rs} Thierry Levy, le comportement de son client est « inadmissible », il l'explique par les contraintes imposées aux artistes dans leur vie quotidienne et pas la sensibilité exacerbée de Jean-Pierre Léaud, qui fait à la fois son talent et sa faiblesse.

Le président Coulon s'est donné jusqu'au 18 mai pour rendre son jugement, après avoir souligné, au cours des débats : « L'important maintenant, c'est l'avenir. »

MARC PORTEY.

Bernard COHEN Luc ROSENZWEIG Le mystère Waldheim Un reportage et un essai, associant la rigueur des faits à la subtilité des analyses. au Vif du Sujet GALLIMARD nrf

Handwritten scribble at the bottom of the page.

150

1. Jacques Delors poursuit
sieurs journaux en diffamation

[Faded, illegible text from the left margin of the page]

LE VIDÉO-MONDE DE MONDINO. P. 48

BARCELONE 92.
LES VERTIGES DE BABEL.
P. 42

LA RUMEUR FOLLE QUI VIENT
DE MOSCOU. P. 20

PARFUMS ET FLAONS.
TROUBLANTS REFLETS DE LEURS CRÉATEURS.
P. 88

KUNDERA ET LES REPLIS
DE L'INTIME. P. 97

L'ART CANNIBALE
DE DOROTHÉE SELZ.
P. 56

TOUS LES SENS SONT EN ÉMOIS.

ÉMOIS DÉBUSQUE LES NOUVEAUX
COURANTS EUROPÉENS, LES ARTISTES
ET LES HOMMES QUI SAVENT RÉCON-
CILIER NOS SENS ET NOS ESPRITS.
DANS ÉMOIS, L'EUROPE S'ANIME
D'UN SOUFFLE INSOLITE ET INSOLENT;
ELLE EST L'ESPACE TOUJOURS
RENOUVELÉ DE NOTRE CURIOSITÉ.



Doyle Dane Bernbach

ÉMOIS

LE PREMIER MAGAZINE CULTUREL À SENSATIONS.

Société

Des magistrats critiquent le projet de loi sur l'autorité parentale conjointe

« Rédigé dans la précipitation », le projet de loi sur l'autorité parentale conjointe que le gouvernement s'apprête à présenter au Parlement comporte - de grandes lacunes - aux yeux du Syndicat des avocats de France, de l'Association père-mère-enfant, de la Fédération des mouvements de la condition paternelle et du Mouvement pour l'égalité parentale, qui ont organisé une conférence de presse, le lundi 27 avril à Paris.

Deux conceptions s'affrontent, en effet. Pour M. Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, l'urgence était de permettre aux parents qui s'entendent de continuer à exercer ensemble leur autorité parentale même après la séparation, et son texte introduit cette possibilité. Mais pour les organisations réunies lundi, cette disposition devrait être systématique, sauf cas très particuliers. Si le père et la mère sont en désaccord sur les modalités

d'application, il sera fait appel à un médiateur, choisi de préférence « en dehors du cadre de la justice ».

Un second point important de divergence concerne la discrimination faite entre les enfants naturels et les enfants légitimes. Le projet de M. Malhuret facilite la procédure permettant au père d'un enfant naturel d'exercer conjointement avec la mère l'autorité parentale lorsque cette dernière est d'accord. « Une situation insupportable », jugent les cinq organisations - qui subordonnent les droits du père au bon vouloir de la mère et à l'aval de la justice ». Elles proposent que l'autorité parentale conjointe soit automatique quand les deux parents ont reconnu l'enfant dans un délai de six mois à compter de la naissance ou si les deux parents en font conjointement la déclaration devant l'officier d'état civil.

Ch. Ch.

REPÈRES

Environnement

Accord à l'étude sur le couche d'ozone

Les experts d'une quarantaine de pays sont réunis à Genève (Suisse), depuis le lundi 27 avril, en vue de parvenir à un accord international visant à limiter les émissions de produits chimiques qui menacent la couche d'ozone de la haute atmosphère. Le directeur du programme de l'environnement des Nations unies (UNEP), M. Mostafa Tolba, a appelé les délégués à convenir d'un protocole international qui pourrait être ratifié par les ministres des différents pays, en septembre prochain, lors d'une réunion prévue à Montréal. - (Reuters).

Bactéries « manipulées » sur des framboisiers

La firme américaine Advanced Genetic Sciences vient, pour la première fois, de « lâcher » des bactéries au patrimoine génétique modifié sur un champ expérimental de framboisiers situés près de Brentwood, non loin de San-Francisco. L'entreprise a reçu les autorisations nécessaires à la mise en œuvre de ces tests de la part de l'agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et du Californian Department of Food and Agriculture et signés, le jeudi 23 avril, le dernier d'une série de procès que lui avait intentés des mouvements écologistes. Si les essais sont concluants, ces premières bactéries « antigènes » pourraient être commercialisées dans trois ans.

Le Marais sauvegardé

Le plan de sauvegarde du Marais, à l'étude depuis vingt-trois ans, a été enfin adopté par le Conseil de Paris le lundi 27 avril. Il prévoit non seulement la protection des hôtels particuliers du dix-septième siècle, mais également celle des façades des immeubles haussmanniens. Environ trois cents bâtiments encombrant les cours sont voués à la démolition mais trois cents autres occupés par des ateliers d'artisans ne seront abattus qu'en cas de cessation des activités. Deux espaces verts de 8 500 mètres carrés seront ouverts et deux cheminements piétonniers, l'un du Centre Pompidou à la place des Vosges, l'autre du square du

● **NUCLÉAIRE** : ouverture de l'enquête d'utilité publique pour le centrale du Carnet. - M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, a annoncé, le lundi 27 avril à Nantes, l'ouverture de l'enquête d'utilité publique de la centrale nucléaire du Carnet. Le projet concerne deux tranches nucléaires à eau pressurisée de 1 400 mégawatts chacune sur la rive gauche de la Loire, à une quinzaine de kilomètres en aval de Nantes. - (AFP.)

● La centrale de Fessenheim à pleine puissance. - La tranche numéro deux de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), qui avait été arrêtée du 19 au 21 avril à la suite d'une fuite de vapeur non radioactive, fonctionne à nouveau à pleine puissance depuis le lundi 27 avril.

● **RECTIFICATIF**. - Le titre de l'interview de l'académicien Valeri Legassov sur l'anniversaire de Tchernobyl, paru dans le Monde du 24 avril, était erroné. Le renforcement de la sécurité des centrales nucléaires soviétiques coûtera « plusieurs millions de roubles » par tranche, soit plusieurs dizaines de millions de francs par réacteur, comme il était dit dans le texte, et non plusieurs milliards.

L'enquête sur les attentats de septembre à Paris

Quatre Libanais, un Sénégalais et un Algérien ont été inculpés

L'identité des six nouveaux inculpés dans l'enquête commémorée avec l'arrestation, en mars dernier, du Tunisien Foued Ali Saleh, soupçonné d'avoir animé un réseau logistique ayant servi lors des attentats de 1986, a été divulguée, le lundi 27 avril. Il s'agit de quatre Libanais (Alas Alseddine, vingt-six ans ; Anwar Jomaa, vingt-quatre ans ; Hussein Tahsin Saad, vingt-six ans ; Sami Slim, vingt-cinq ans), d'un Sénégalais d'origine libanaise (Nasser Reda Hachem, vingt-trois ans, né à Tyr au Liban), d'un Algérien (Farouk Roumi, vingt-sept ans, né à Neully).

Un communiqué du procureur de la République de Paris, M. Michel Raynaud, faisant le point sur l'ensemble de l'enquête en cours, annoncé pour mardi matin, ne devait finalement être diffusé qu'en fin de journée.

D'autre part, dans les jours qui ont suivi les arrestations de Saleh et de ses complices, le Quai d'Orsay a mis en garde le personnel de l'ambassade de France à Téhéran, lui suggérant de faire preuve d'une prudence accrue, et fait savoir à différents Français présents à Téhéran, notamment aux hommes d'affaires, qu'il serait préférable de quitter le pays.

En Savoie

Accident de télécabine : neuf personnes blessées

Neuf personnes ont été blessées, dont huit légèrement, le lundi 27 avril, vers 16 heures, à la suite du détachement d'un câble d'une télécabine à Tignes (Savoie) à environ 2 200 mètres d'altitude. La personne atteinte le plus gravement souffre d'une fracture de l'épaule, mais, a pu être soignée sur place, ainsi que les huit autres blessés, qui sont rentrés chez eux en fin d'après-midi.

L'accident est dû à la rupture d'un boulon de l'axe du balancier sur le pylône, qui a entraîné le détachement du câble de ses galets, et une télécabine a heurté le sol après une chute d'une dizaine de mètres. Une centaine de personnes au total sont restées bloquées pendant une demi-heure sur les 3 100 mètres du trajet de la remontée qui part de 2 100 mètres d'altitude pour arriver au lieu-dit La Grande-Motte, à 3 000 mètres d'altitude.

PARIS

Mesures de sécurité à l'Hôtel de Ville

Le bunker de M. Chirac

Les conseillers de Paris redoutent-ils le pire ? Le lundi 27 avril, ils ont voté une subvention de plus de 1 million de francs pour renforcer la sécurité de l'Hôtel de Ville. Il est vrai que ce quadrilatère de 1,5 hectare percé de sept portes n'est pas facile à protéger.

Il y a quelques années, les autonomistes corses n'avaient en guise de peine à s'introduire pour déposer un explosif sur l'un des ascenseurs. Le 8 septembre dernier, c'est le bureau de poste inclus dans le rez-de-chaussée de la mairie qui sautait.

Depuis, la maison des Parisiens que M. Jacques Chirac avait voulu ouvrir largement au public s'est refermée comme une huître. Les hautes portes donnant sur la place de l'Hôtel-de-Ville sont désormais closes et la façade va être truffée de caméras reliées à une salle de télésurveillance.

Les issues de la poste et de la salle d'exposition donnant sur la rue de Rivoli sont sévèrement gardées, les guichetières retranchées derrière des triples vitres et les deux locaux sont rigoureusement isolés du reste de la maison. Côté Seine, les jardins et les appartements privés du maire sont gardés jour et nuit par des patrouilles armées. Après avoir longtemps rechigné, M. Jacques Chirac a accepté de troquer sa CX habituelle pour une Renault 25 à l'épreuve des projectiles.

Mais la partie faible de la mairie, ce sont évidemment les « entrées en service » situées sur la rue Lobau, par où transitent quotidiennement le maire et sa famille, les élus de la capitale, les 800 employés municipaux et des centaines de visiteurs. Déjà des barrières électroniques et des herbes anti-voitures-suicides ont été installées et des équipes de portiers musclés fouillent les inconnus.

Ce n'était apparemment pas suffisant. Des portiques détecteurs d'armes et des appareils capables de découvrir des explosifs dissimulés sous les véhicules vont être mis en service. Bien entendu, l'électronique sophistiquée n'empêche pas le piquet de sapeur-pompier, le poste de police et les cinquante hommes du service de sécurité intérieure de redoubler de vigilance. Mais leur plus grande difficulté consiste à convaincre M. Chirac lui-même d'accepter ces mesures tatillonnes et de transformer la maison des Parisiens en bunker.

M. A.-R.

Médecine

Une campagne nationale d'information

« Il court, il court, le SIDA... »

M^{me} Michèle Barzach, ministre délégué chargée de la santé et de la famille, a lancé, le lundi 27 avril, la campagne nationale d'information sur le SIDA. Fondée sur une série de messages destinés au grand public, et plus particulièrement aux jeunes, cette campagne utilisera durant les prochaines semaines la totalité des médias. Son coût est estimé à 12,5 millions de francs. Son slogan : « Le SIDA, il ne passera pas par moi... »

Au départ, une voix féminine chante : « Il court, il court, le SIDA... ». Puis un visage jeune, féminin ou masculin, apparaît. Le SIDA, ce n'est pas une épidémie. C'est une maladie qu'on peut éviter. Il se transmet seulement par les relations sexuelles et par le sang. Alors, c'est facile de se protéger, de protéger ceux qu'on aime. Il suffit de s'informer... La chanson reprend : « Il est passé par ici... »

L'acteur, qui brise alors une ligne montante rouge représentant la progression de la maladie : « Il ne passera pas par moi ! »

Produit par l'agence CFRP et réalisé par Jean-Jacques Beineix (37, 2^e le matin, la Lune dans le ciel, Diva), ancien étudiant en médecine, le spot télévisé ne dure que vingt secondes. Il sera dans un premier temps diffusé à soixante-douze reprises, du 29 avril au 25 mai, sur quatre chaînes de télévision (TF 1, Antenne 2, FR 3 et M 6). Le même message sera diffusé sur trois cents radios libres, dans les salles de cinéma, puis repris sur trois cents grammes minitel (codé d'accès 36-15 T santé) est également mis à la disposition du public. Il permet d'avoir accès à une série d'informations très précises sur les différents aspects du SIDA et sur les moyens de prévention. Une brochure tirée à 10 millions d'exemplaires sera, par ailleurs, mise à la disposition de tous, et en particulier des jeunes. Il n'est toutefois pas encore prévu de

l'adresser par voie postale à domicile. Chaque médecin recevra en outre, dans les prochains jours un fascicule rédigé à son attention par un groupe d'experts du Comité français d'éducation pour la santé (1).

Cette campagne d'information sera suivie fin mai d'une autre campagne, menée par la Fondation pour la recherche médicale, et destinée à récolter des fonds privés pour la recherche sur le SIDA. Les différentes associations spécialisées dans la lutte contre cette maladie (celle des artistes présidée par Line Renaud, Aïdes, et l'association du professeur Luc Montagnier) reverseront les fonds qu'elles auront reçus à la Fondation pour la recherche médicale, qui gèrera la totalité des crédits par l'intermédiaire d'un comité scientifique SIDA.

(1) Ce fascicule est disponible pour tous les professionnels de santé qui en formuleraient la demande au Comité français d'éducation pour la santé (22-24, rue Lecourbe, 75015 Paris. Tél. : 45-67-99-16).

Un virus politique

SOBRE, inquietant, et au total parfaitement réussi, le spot télévisé de Jean-Jacques Beineix devrait être entendu des jeunes à qui il s'adresse. Restera ensuite à mesurer ses conséquences sur leur comportement sexuel puisque toute cette campagne d'information peut se résumer en deux conseils : réduisez le nombre de vos partenaires et utilisez de manière systématique les préservatifs masculins.

Mais au-delà du discours médical et des impératifs de santé publique, l'action anti-SIDA du gouvernement a un caractère directement politique. M^{me} Barzach l'a bien souligné le lundi 27 avril : « Maladie très hautement symbolique puisqu'il s'agit du sang et des contacts sexuels, le SIDA va servir à tout le monde et pour tous les prétextes ». Chef d'orchestre de la lutte anti-SIDA, le ministre RPR de la santé estime « qu'il est de son devoir de mettre en garde contre les utilisations politiques » qui pourraient être faites de cette nouvelle maladie.

Allusion on ne peut plus claire aux récentes propositions maximalistes du Front national (le Monde du 18 avril).

Tout se passe comme si le SIDA devenait l'un des thèmes les plus concrets d'opposition entre Front national et RPR, ce dernier prenant soin par le biais de M^{me} Barzach de se démarquer de toute position de caractère xénophobe et de toute

action visant à accuser les minorités d'être responsables de la maladie. C'est ainsi que le gouvernement entend ne pas créer de « sidatorium ». Il n'y aura pas non plus de contrôle aux frontières, ni de dépistage systématique de la population française. Le secret médical sera maintenu et on ne recherchera pas les traces d'une contamination par le virus du SIDA lors de l'examen médical préalable à l'embauche dans une entreprise.

De manière plus générale, M^{me} Barzach qui a déjà eu connais- sance « de quelques dérapages » dans ce domaine a annoncé « qu'elle entendait tout mettre en œuvre pour que l'on ne réalise pas un dépistage

du SIDA à l'insu des gens ». Cette attitude sera sans doute d'autant plus difficile à tenir pour le ministre de la santé qu'elle ne fait pas l'unanimité au sein de sa famille politique.

JEAN-YVES NAU.

Selon l'OMS

50 à 100 millions de porteurs du virus en 1991

L'Organisation mondiale de la santé a annoncé le lundi 27 avril à Genève qu'environ cinquante et cent millions de personnes dans le monde pourraient être infectées par le virus du SIDA d'ici à 1991. On estime aujourd'hui que cinq à dix millions de personnes sont porteuses du virus. Cette estimation pourrait toutefois se révéler optimiste si le SIDA se propageait en Asie et en Amérique du Sud. L'OMS juge, en effet, que la menace du SIDA a été dramatiquement sous-estimée. Selon de récentes découvertes en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine, la propagation d'une nouvelle génération de virus pourrait représenter un danger encore plus redoutable.

« Le gouvernement joue le mandarinat à la hausse »

déclare le Parti socialiste

Le Parti socialiste a pris position, le lundi 27 avril, sur la réforme hospitalière et celle du troisième cycle des études médicales.

« L'actualité réalise parfois des rapprochements troublants. Au moment où le gouvernement veut rétablir les privilèges des chefs de service par l'adoption d'un projet de réforme hospitalière par l'Assemblée nationale, les étudiants en médecine descendent dans la rue pour défendre la médecine générale à travers le maintien de l'internet pour tous, a déclaré M. Claude Figeant, délégué national à la santé du PS.

« A la hausse des valeurs médicales, le gouvernement joue le mandarinat à la hausse et la médecine générale à la baisse ».

Un ton en dessous en Belgique

Les autorités belges ont donné, le lundi 27 avril à Bruxelles le coup d'envoi d'une campagne d'information sur le thème « Duvrez les yeux pour que le SIDA ne vous les ferme pas ». Cette campagne tient compte des sentiments conservateurs de nombreux Belges, a expliqué M^{me} Wilma Demeester, secrétaire d'Etat à la santé publique. « Je veux éviter que le père fasse passer la brochure à la poule ou que la mère se contente de la glisser sur la table de nuit du fils », a-t-elle dit.

Selon M^{me} Demeester, la campagne ne sera pas aussi agressive que dans les autres pays européens. « Tout le monde doit pouvoir lire la brochure », a-t-elle dit.

La Belgique détient le troisième taux de cas de SIDA par nombre d'habitants en Europe, après la Suisse et le Danemark.

Le Monde

PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

loterie nationale
TRANCHE N°43 DU **SUSPENSE**

TIRAGE DU LUNDI 27 AVRIL 1987

LE NUMÉRO **045223** GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR **117** GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale
TRANCHE N°43 DU **SUSPENSE**

TIRAGE DU MARDI 28 AVRIL 1987

LE NUMÉRO **290410** GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR **986** GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

Challenge

L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais.

L'apprendre, le pratiquer, le vivre en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis.

GRANDE-BRETAGNE 9-17 ANS D.S.A. 14-19 ANS Sports, excursions, Activités sportives à volonté Sports, excursions

34-36 South Street - Lancing West - Sussex (Angleterre) Tél. de France : composer le 19-44-902-767-878 - A Paris 43-42-48-84

LENTILLES DE CONTACT

Lentilles souples ultra-minces, et toutes les autres lentilles (flexibles, pour astigmatés, pour presbytes, à port permanent...).

ADAPTATION PAR SPÉCIALISTES. Prendre rendez-vous.

VOUS LENTILLES LE JOUR MÊME.

Le leader français des lentilles

OSIRIS

Paris 1^{er} 44^e Chatelet: 20, av. de la Mitoyenne - 42 33 00 20
Paris 5^e 14^e Luxembourg: 127, bd Saint-Michel - 43 26 27 97
Paris 8^e 14^e Etienne: 21, av. de Friedland - 45 63 55 99
Paris 9^e 10^e Gare du Nord: 85, rue La Fayette - 42 46 31 87

Handwritten text in Arabic script: "سواء في الدنيا أو الآخرة"

150

decine

court, le SIDA...

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Grandir sur ordonnance

Plusieurs pays autorisent la vente d'une hormone synthétique de croissance. De grandes manœuvres commerciales sont en cours.

DANS quelques jours, le groupe pharmaceutique SANOFI (Elf-Aquitaine) va déposer, auprès des autorités sanitaires françaises, une demande d'autorisation de mise sur le marché pour une hormone de croissance humaine, exacte copie de l'hormone naturelle et produite par génie génétique. Il y a quelques semaines, la multinationale suédoise Kabi-Vitrum obtenait, en Suède, une autorisation de commercialisation pour un produit similaire. Enfin, aux Etats-Unis, la mise sur le marché de cette même hormone par la multinationale Eli-Lilly vient de déclencher un conflit opposant la firme Genentech, spécialisée dans les manipulations génétiques, à la Food and Drug Administration (1).

Pour la première fois dans l'histoire, l'homme commence à savoir maîtriser les mécanismes qui régissent sa croissance et son apparence corporelle. C'est l'un des chapitres les plus passionnants de la biologie moléculaire, en même temps qu'un marché pharmaceutique aux dimensions considérables. C'est aussi l'amorce d'une série de questions éthiques sans précédent. On assiste déjà aux premiers « dérapages » dans l'utilisation de ces produits, qui, administrés à des enfants, leur permettent d'acquiescer une taille plus grande que celle qui aurait dû être la leur.

La croissance chez l'homme est sous la dépendance d'un ensemble complexe de méca-

nismes hormonaux dans lequel le GH (growth hormone, ou hormone de croissance) joue un rôle central. Il s'agit d'une molécule protéique, composée de 191 acides aminés, synthétisée dans l'hypophyse, petite glande située à la base du cerveau. La première utilisation thérapeutique de cette molécule bénéficia, dans les années 60, aux enfants atteints d'une forme particulière de nanisme, due à un dysfonctionnement de la glande hypophysaire.

L'exacte réplique de l'hormone humaine

Le coût de cette hormone et les grandes difficultés d'approvisionnement (elle était produite en quantités infimes après extraction d'hypophysées prélevées sur des cadavres humains) amenèrent les autorités françaises à mettre en place un système original de distribution, sous l'autorité de l'Association France-Transplant, par la pharmacie centrale des Hôpitaux. L'hormone de croissance n'a donc pas le statut d'un médicament comme les autres, et son utilisation est strictement limitée, en France du moins, aux enfants atteints de nanisme hypophysaire.

Mais la production industrielle d'hormones de croissance obtenues *in vitro* par génie génétique et les grandes manœuvres commerciales auxquelles elles donnent lieu risquent fort de bouleverser ce système de contrôle et de distribution.

Il y a d'abord eu, en 1985, la décision de la firme suédoise

KabiVitrum d'arrêter sa production d'hormone de croissance naturelle dans des circonstances curieuses, tout se passant comme si, sous couvert d'impératifs de santé publique, la firme préparait le terrain à son nouveau produit obtenu par manipulations génétiques (Le Monde du 8 juin 1985). Ce nouveau produit n'était pas l'exacte réplique de l'hormone humaine : les difficultés de fabrication ne permettaient pas alors d'ôter un acide aminé supplémentaire (la

méthionine) qui n'existait pas dans l'hormone naturelle. Ce produit fut pourtant commercialisé dans de nombreux pays. Les difficultés techniques de fabrication aujourd'hui vaincues, c'est l'exacte réplique de l'hormone humaine qui commence à être proposée. A qui ?

« Nous déposerons très prochainement notre demande d'autorisation de mise sur le marché », explique M. Michel

Morre, chef de la recherche sur les peptides à la SANOFI (Toulouse). Notre produit est proposé pour le traitement des nanismes d'origine hypophysaire dont on compte mille à mille cinq cents cas en France ; un

marché réduit, même s'il n'est pas négligeable à l'échelle mondiale.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 14.)



Les Maasai du Kenya, géants de l'Afrique.

Mots de carabins

L'AGITATION qui règne depuis quelques semaines dans les facultés de médecine parisiennes et qui semble depuis peu gagner les CHU de province trouve-t-elle son origine dans une simple querelle de mots ?

La gauche, qui souhaitait revaloriser la médecine générale, avait, en 1982, modifié le vocabulaire traditionnel des carabins en instituant un « internat » pour tous. Tous les étudiants en médecine de troisième cycle étaient, en d'autres termes, baptisés internes, qu'ils soient futurs spécialistes (hospitaliers ou libéraux) ou futurs généralistes. C'était, du même coup, banaliser à l'extrême le prestigieux titre d'interna traditionnellement décerné à ceux qui réussissent le difficile concours de l'internat des hôpitaux des villes universitaires, et qui voyaient dans le même temps s'ouvrir à eux les portes menant à une carrière hospitalo-universitaire prestigieuse ou à une pratique spécialisée rémunératrice, la première n'excluant pas la seconde.

Rapidement freinée, côté médical, dans son ardeur réformatrice, la gauche en était pour l'essentiel restée aux mots : on n'avait pas touché au concours de l'internat hospitalo-universitaire — clé de voûte du système hospitalier français, — pas plus qu'à ses débouchés.

Le gouvernement de M. Chirac entend aujourd'hui

débaptiser les futurs généralistes en les privant du titre de « résident ». Une mesure dictée par la seule logique, explique-t-on : pourquoi qualifier d'internes des étudiants qui n'ont pas été reçus à l'internat ? Mesure symbolique aussi, destinée à satisfaire une partie importante du lobby hospitalo-universitaire qui n'a pas trouvé dans les projets de réforme hospitalière de M^{me} Michèle Barzach tout ce qu'il pensait pouvoir attendre d'un gouvernement de droite.

Restent les étudiants. Destinés en majorité à devenir généralistes, ils sont majoritairement opposés à la disparition de l'internat pour tous. Moins, il est vrai, pour des raisons politiques que parce qu'ils voyaient dans cette égalité de titre une amorce de reconnaissance de la valeur et de la fonction du médecin généraliste. Or, si le monde médical et politique s'accorde depuis longtemps déjà sur l'urgence nécessaire de donner au médecin généraliste le rang social qui doit être le sien, la revalorisation de l'image de la médecine générale passerait, dans le système actuel, par une revalorisation des actes médicaux du généraliste. Une mesure difficilement compatible avec la priorité que l'on accorde aujourd'hui aux équilibres financiers de la Sécurité sociale.

J.-Y. N.

Le chant des tortues-luths

Elles seraient cinquante mille à la surface du globe. Pour tenter de suivre à la trace ces promeneuses nocturnes, les chercheurs font même appel aux satellites.

HATTES (Guyane) de notre envoyé spécial

Marée haute, la nuit, on les voit émerger lentement puis, péniblement, se hisser sur le sable. Prenant appui sur leurs pattes avant, en forme de nageoires, elles progressent par à-coups, sans même pouvoir faire balancier de leur corps comme les phoques. Au bout d'une trentaine de mètres, à bout de forces, elles s'immobilisent. De leurs pattes arrière, elles se mettent alors à creuser le sable, une poignée à gauche une poignée à droite, jusqu'à ce que le trou atteigne 60 à 70 cm de profondeur. C'est aussitôt la ponte, avec des chapelets de cinq ou six œufs à chaque contraction qui tombent au fond du trou comme de grosses balles de ping-pong, lourdes et molles.

Après avoir refermé le nid, chaque pondueuse s'en retourne à l'océan, laissant au sable chaud et humide le soin de couvrir sa progéniture. Au bout de deux mois, si tout va bien, quelques dizaines de petites tortues pesant moins de 50 grammes vont surgir du sable et tenter à leur tour de gagner la mer. La majorité seront dévorées par des urubus (petits vautours), des lérons et des crabes, sans parler des chiens errants. La plupart des rescapées de la plage seront à leur tour la proie des poissons qui rôdent le long du littoral, comme requins et silures. Les plus chanceuses grandiront en mer et

atteindront près de 2 mètres de long, pour un poids variant entre 400 et 800 kilogrammes ! On les retrouvera sur tous les océans du globe. Certaines viendront s'échouer accidentellement sur le littoral charentais, où des malins les présenteront au public (Jornalisées) contre monnaie sonnante et trébuchante...

Ces « monstres marins » sont des tortues-luths (*Dermochelys coriacea*), ainsi appelées parce que leur carapace, ou dossière, a la forme convexe et striée de l'instrument de musique en beaucoup plus gros ! Les Anglais l'appellent leatherback (dos de cuir), car sa carapace ne comporte pas d'écaillés mais présente une fine peau grise, tendue sur des nodules osseux, qui rappelle la consistance du cuir.

L'écloserie du muséum

Cet animal à l'allure préhistorique, comme beaucoup de reptiles, compterait environ cinquante mille représentants à la surface du globe. Ses trois grands lieux de ponte sont aujourd'hui la côte pacifique du Mexique, la Malaisie et la Guyane française, où l'on estime à environ cinq mille le nombre de femelles venant pondre chaque année. Les mâles ne viennent jamais à terre. La plage de Hattes, en Guyane, située au confluent de deux fleuves

(Maroni et Mana), est considérée comme le deuxième lieu de ponte au monde et, à ce titre, protégée depuis 1977 par le ministère français de l'Environnement, avec l'aide du World Wildlife Fund (30 000 F par an), de Greenpeace (qui envoie des volontaires pour compter, marquer et protéger les pondueuses) et du Muséum national d'histoire naturelle.

Depuis 1981, une écloserie a été créée dans les anciens locaux abandonnés de l'administration pénitentiaire — un observatoire pour les évadés du bague ! — où chercheurs et protecteurs fraternisent en parfaite symbiose. Elle est animée par deux chercheurs du Muséum, Jacques Freyte et Jean Lescure, qui se relaient sur place pour assurer le suivi des pontes.

Il se trouve en effet qu'environ 4 % seulement des œufs, dans la nature, arrivent à maturité. Beaucoup sont « clairs » (non fécondés) ou dépourvus de vitellus (le jaune). Mais surtout, la plupart des œufs sont détruits avant l'éclosion, soit par les chiens qui déterreraient les nids, soit par les tortues elles-mêmes qui se bousculent pour pondre au même endroit. Certaines nuits, on compte jusqu'à cinq cents tortues sur les quelques kilomètres de plage disponibles (car le littoral est ailleurs mangé par la mangrove ou recouvert d'un véritable mur de boue venu de l'Amazonie). Il n'est donc pas rare qu'une pondueuse détruise le nid d'une autre en creusant le sien !

Devant l'hécatombe, il a été décidé de prélever les œufs à la source, c'est-à-dire pendant la ponte, puis de les placer en coque dans des boîtes de polystyrène, entre deux couches de sable chauffées artificiellement. Dès

leur naissance, les tortillons sont déposés dans des bacs à sable, avant d'être relâchés sur la plage où ils rejoignent aussitôt la mer. De 4 %, le taux d'éclosion est passé à 60 %, après bien des tâtonnements.

C'est à cette occasion que des chercheurs (Mirosovsky en 1984 et Rimblot en 1985) ont découvert que la température d'incubation déterminait le sexe des futures tortues. Les œufs incubés à 29,5 °C donnent des tortues des deux sexes, mais tous ceux incubés à une température supérieure donnent 100 % de femelles, et ceux incubés à une température inférieure donnent 100 % de mâles !

Bagues et balises

Depuis 1977, les équipes du Muséum essaient toutes les formules pour tenter de suivre à la trace la tortue luth. Après les bagues métalliques, qui s'oxydaient trop vite, on a placé des bagues en plastique dans la nageoire avant. Mais les bagues s'arrachent vite au fil des péripéties — du reptile marin. En 1983, on a tenté d'implanter sous le derme du cou des bâtonnets magnétiques composés d'un fil d'alliage enrobé de résine. Chaque élément permettant quatorze combinaisons, il a fallu placer quatre implants par animal pour obtenir une mémorisation de près de quarante mille informations. Mais la formule a été abandonnée, car l'appareil de lecture était d'un coût prohibitif.

En 1985, on a adopté des bagues d'un type nouveau en titane, de conception australienne, qui permettent d'indiquer l'immaturité de l'animal et l'adresse

du laboratoire d'herpétologie du Muséum. Chaque tortue marquée fait l'objet d'une fiche, stockée dans une banque de données. A ce jour, quelque treize mille tortues-luths ont été marquées.

Une expérience a aussi été tentée en 1983 : placer sur quelques femelles une balise Argos, dont les émissions sont recueillies par satellite toutes les cent minutes.

Mais les données recueillies jusqu'à présent sont encore trop partielles pour en tirer des conclusions fiables.

Une difficulté demeure : comment marquer les jeunes tortillons après leur naissance pour suivre leur développement et connaître, par exemple, le temps mis à passer de 50 grammes à 500 kilos ?

ROGER CANS.

AU SOMMAIRE DE MAI

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les Quillères une famille d'artistes
- Hugo, Lamartine, Vigny : la naissance du romantisme
- Portugal : la première émission
- Planche d'un timbre de l'Empire.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Les drogués aux soins de la justice

L'injonction thérapeutique, prévue par la loi de 1970, nécessite une répartition des rôles respectifs du juge et du médecin.

Au moment où le garde des sceaux propose aux députés un projet concernant les toxicomanes, il semble opportun d'examiner la notion d'injonction thérapeutique... à la fois pièce maîtresse et maillon faible de l'arsenal judiciaire français de lutte contre la toxicomanie.

Que dit le législateur ? La loi du 31 décembre 1970 se fonde sur deux principes : le refus de toute distinction entre les drogues et la distinction entre le trafiquant et l'usager.

D'une part, on fait la discrimination entre l'usage de haschisch et l'usage d'héroïne. Une circulaire de la Chancellerie du 17 mai 1978 fait d'ailleurs officiellement cette discrimination (1). D'autre part, on prend en compte chez le sujet les deux qualités concomitantes d'usager et de revendeur ; il est à la fois le toxicomane pour lequel la législation prévoit une attitude thérapeutique et le trafiquant pour lequel elle prévoit de très lourdes sanctions.

C'est comme trafiquant d'abord que depuis quelques années le sujet est jugé par les tribunaux, et les récentes déclarations du garde des

Dans les faits, les autorités s'inquiètent de « l'importance de la déperdition entre le nombre de cas signalés et le nombre de toxicomanes réellement suivis ensuite par l'autorité judiciaire, dans la but d'améliorer son efficacité ».

Il va de soi que cette redéfinition, cette séparation des pouvoirs, visent à débarrasser la collaboration médico-judiciaire de ses malentendus et à rendre à chacun des corps sa logique de fonctionnement.

En fait, hormis les aspects purement subjectifs, il existe des critères objectifs qui, dans la plupart des statistiques de résultats, apportent la preuve du succès ou de l'échec.

Il apparaît donc qu'indépendamment de la cessation de la consommation de drogue, toujours difficile à affirmer, les médecins se fondent sur des éléments accessibles également aux magistrats.

Témoignage

HUIT SAISONS EN ENFER

Ly a cinquante ans, un accident me mena aux avant-postes de la mort. Après un mois, je quittais l'hôpital, passablement disloqué, étubant sur mes béquilles et... littéralement gavé de morphine. En ce mois crucial, on ne m'avait pas fait moins de cent cinquante piqûres.

C'est un véritable enfer que fut un véritable enfer à l'abîme. Mon mauvais état physique, l'accoutumance et, surtout, la chute de la volonté aidant, ce régime de facilités invariables me conduisit allégrement à la consommation quotidienne de vingt-cinq à vingt-sept ampoules de 2 centimètres, dans lesquelles s'intercalaient de mémorables overdoses.

Mon sang, appauvri, n'acceptait plus l'aiguille malgré les précautions d'asepsie. Les phlegmons se succédaient, toujours plus rapprochés. Mes cuisses gardent les cicatrices de vingt-cinq coup de bistouri.

La préfecture du Var, mise en alerte par la consommation anormale de morphine à Saint-Tropez, dépêcha un médecin aux fins d'enquête. Il émit un jugement sévère à l'égard du chirurgien qui m'avait mis dans cet état.

La cure en guerre
C'est le docteur Boutin — dont je vénère la mémoire — qui se mit dans la tête de me sortir de la mortelle spirale.

Je suis resté six semaines dans cet établissement, car on ne fit subir préalablement une désintoxication progressive partielle. Je garde, aujourd'hui encore, un souvenir cauchemardesque de ce séjour.

ROGER CODOU.
(1) Ce traitement a été abandonné parce que « trop cruel » selon la propre expression du docteur Olivevenstein, de l'hôpital Marmottan.
(2) Que j'ai quitté en 1936, après les événements de Hongrie, que j'ai vécus « sur le tas ».

Grandir sur ordonnance

(Suite de la page 13.)
Compte tenu de l'efficacité du produit (qui, chez les naîs hypophysaires, permet de gagner plus de dix centimètres), tout laisse à penser que de puissants arguments financiers et la très vive concurrence commerciale qui les oppose amèneront les multinationales concurrencées à faire pression pour élargir au plus vite leurs marchés, c'est-à-dire les indications offi-

cielles d'utilisation. Déjà, la firme suédoise s'est lancée dans une intense campagne de relations publiques. « De nouvelles indications médicales pour l'hormone de croissance produite par recombinaison génétique vont probablement apparaître, explique-t-on à KabiVitrum. La découverte la plus récente indique, par exemple, que l'hormone de croissance biosynthétique de KabiVitrum est

active chez certains enfants ayant des troubles de la croissance, qui auraient précédemment été considérés comme normaux sur le plan endocrinologique. Il apparaît que des enfants de petite taille peuvent en effet avoir une sécrétion de l'hormone de croissance variable et irrégulière. D'autres nouvelles données, résultats de recherches qui continuent à se développer, indiquent que si des adultes atteints d'un déficit en hormones de croissance continuent à être traités par celle-ci, ils se sentent mieux, ils améliorent leurs performances physiques et leur masse musculaire augmente ».

La principale question est donc de savoir si l'on pourra, à terme, trouver dans ce produit une action anabolisante efficace, autant qu'indétectable. Les milieux du basket-ball aux Etats-Unis et ceux de l'haltérophilie dans les pays de l'Est sont particulièrement intéressés, et si l'on en croit les spécialistes, des dérapages ont déjà, ici ou là, été observés.

L'intérêt des basketteurs
Déjà, en France, des demandes ont été formulées, émanant notamment de sportifs, pensant pouvoir trouver dans ce produit une action anabolisante efficace, autant qu'indétectable.

LA MALADIE DES PYGMÉES

En dépit de ce que pourrait laisser croire son nom, l'hormone de croissance n'est pas la seule hormone à agir sur la croissance humaine. Celle-ci est sous la dépendance de nombreux facteurs génétiques, psychologiques ou nutritionnels. Les hormones elles-mêmes constituent un véritable puzzle.



Catherine Deneuve pendant le tournage de l'Africain.

thésée par l'hypophyse est sous la dépendance d'une autre hormone (le GRF, ou Growth Releasing Factor), une protéine de quarante-quatre acides aminés synthétisée dans une zone très précise du cerveau (l'hypothalamus).

Le groupe SANOFI, grâce à une collaboration avec le Pr Roger Guillemin, prix Nobel de médecine, fabriqua, depuis 1983, le GRF à l'échelle industrielle. Produit initialement destiné aux seuls usages diagnostiques, le GRF est actuellement expérimenté en thérapeutique chez des enfants affectés d'une petite taille.

« Hormone-panacée », en d'autres termes, dont on sait qu'elle n'a aucune action sur la croissance après la puberté, mais pour laquelle, fantasmes aidant, on murmure qu'elle pourrait « avoir une action de type jouvence pour la soixantaine fatiguée... ».

Tout laisse donc penser que, faute d'un contrôle sévère des fabricants, des prescripteurs et des circuits de distribution, un fructueux marché noir aura vite tendance à s'installer, un marché

le SIDA

Clair et pratique, facile à lire, entièrement à jour, le livre qui fait déjà l'unanimité du corps médical et pharmaceutique.

Pour tout connaître sur le SIDA et répondre à toutes les questions que l'on vous pose...

M. JOSSAY et Y. DONADIEU
LE SIDA 15 x 21, 230 pages, 98 FF

LEBARD Maloine
27, rue de l'École-de-Médecine
75006 PARIS

سكنا عن الامن

SCIENCES

Vingt-cinq années d'espace

Pour le CNES, que de chemin parcouru en un quart de siècle !

Le Centre national d'études spatiales (CNES) a vingt-cinq ans. Un anniversaire qu'il doit fêter en grandes pompes le 29 avril, en présence du président François Mitterrand et de plusieurs ministres.

Le Centre national d'études spatiales (CNES) a vingt-cinq ans. Un anniversaire qu'il doit fêter en grandes pompes le 29 avril, en présence du président François Mitterrand et de plusieurs ministres.



Préparation du premier étage d'Ariane L-6 par l'Aérospatiale.

tiale décidée en 1973 à Bruxelles. C'est le départ du programme L-III S (Ariane), prévu par la France pour l'indépendance de l'Europe et accepté du bout des lèvres par le reste de ses partenaires...

lancés en vingt-cinq ans, voit ses moyens financiers augmenter substantiellement. On ne peut guère espérer maintenir ses activités à un bon niveau dans tous les domaines sans investir.

L'Europe s'organise. En mars 1962, elle signe une convention créant une organisation européenne pour la construction de lanceurs lourds (CELCES-ELDO) et, deux mois et demi plus tard, une autre pour mettre en place un organisme européen responsable de la recherche et de la technique spatiale à des fins pacifiques (CERS-ESRO).

Durant les cinq ans qui suivent, les programmes se succèdent, leurs succès, comme le tir réussi, en novembre 1965, de la fusée Diamant-A depuis Hammaguir, et leurs échecs diplomatiques au niveau européen, qui préfigurent la triste série noire des lanceurs lourds européens Europa, gros consommateurs de crédits.

L'ESRO, qui n'a pas démérité, et l'ELDO, qui ne fait plus guère l'unité, perdent leur identité au profit, heureusement, d'une relance de l'Europe spa-

lancés en vingt-cinq ans, voit ses moyens financiers augmenter substantiellement. On ne peut guère espérer maintenir ses activités à un bon niveau dans tous les domaines sans investir.

Le département américain de la défense, qui accordait des dérogations à l'emploi d'Ada parce que les compilateurs adéquats étaient peu répandus, est devenu beaucoup plus rigoureux à la mi-1986. Des directives ont imposé l'emploi du langage, créant un marché et apportant un ballon d'oxygène à des sociétés comme Alys.

Il y a un an, précise M. Ichbiah, « les grandes sociétés achetaient des compilateurs pour évaluation ». Maintenant, certaines sont engagées dans de gros projets.

SECTEUR DE POINTE

Parlez-vous l'Ada ?

Choisi par le Pentagone, le langage informatique de haut niveau mis au point par une équipe française est en train de s'imposer.

En mai 1979, un téléfranchisé de l'Atlantique : Green is Ada. Il annonçait à l'équipe d'informaticiens rassemblée autour de Jean Ichbiah au centre de recherches de CII-Honeywell-Bull que c'était son projet de langage informatique qui était retenu par le département américain de la défense et qu'il portait donc le nom d'Ada.

qu'il y aura de plus en plus de programmes à bord des avions du futur. Cette société a donc aussi adopté Ada pour son secteur civil, pour des raisons d'unité, mais aussi comme parade à l'explosion des coûts du logiciel.

Réticences en France. M. Ichbiah a estimé dès l'origine que le succès d'Ada passerait par la possibilité d'utiliser ce langage sur de petites machines, et c'est pourquoi Alys a fait valider en 1986 des compilateurs Ada pour IBM PC/AT et autres micro-ordinateurs de niveau analogue.

que Jean Ichbiah, de disposer d'Ada (hard plus soft) pour moins de 4000 dollars. Le père du langage attend beaucoup de ce contrat.

Hors des Etats-Unis, Ada prend bien en Suède, en Finlande, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale... et moins bien en France. Le ministère de la défense s'en tient à son LTR (langage temps réel).

Maurice Arvonny. (1) Un compilateur est un programme particulier qui sert à traduire des données de manière « digérable » par la machine.



6e JOURNEES TECHNIQUES DE LA R.D.A. EN FRANCE DU 4 AU 7 MAI 1987 A PARIS, LILLE ET STRASBOURG

ORGANISEES PAR LA CHAMBRE DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA R.D.A.

LISTE DES THEMES DES CONFERENCES

- 1. Les tours CNC NILES : un usage performant des pièces à symétrie de rotation.
2. Dans la gamme du Combinat « Fritz Heckert » : oléuses et centres d'usinage à commande numérique.
3. Efficience et qualité grâce à la nouvelle plieuse à pèches assistée ordinateur MULTI EFFEKT 5073 électronique de chez LBW.

Islande pour les Amoureux de la Nature. séjour à la ferme, pêche, ornithologie, randonnées à cheval, géologie, trekking, en voyages individuels ou en groupes. Ce n'est qu'un aperçu du programme que vous propose l'Islande pour vos prochaines vacances.

Au départ, le Pentagone n'imposait Ada que pour les systèmes embarqués. L'armée de terre américaine a pris l'initiative de traduire dans ce langage une trentaine de logiciels de gestion.

IT SAISONS EN ENFER

SIA logo and promotional text.

SECTEURS DE POINTE



Donnez libre cours à votre Créativité Industrielle

2^{ème} Pôle français en communication d'Entreprise (5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A. déjà très présents sur les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la **RADIOTELEPHONIE** (Téléphone de voiture et Réseau d'Entreprise), de la **COMMUNICATION PRIVEE** (Intercoms et Autocomms électroniques) et de la **TELEMATIQUE** (Terminals télématiques, systèmes bureautiques).
La Direction Etude et Développement pour les produits terminaux, télématiques et téléphoniques crée des postes (H/F) à **QUIMPER**

Ingénieur Electronicien

pour une nouvelle génération de postes téléphoniques électroniques

A partir d'une définition « Marketing » du produit, vous participez à de nouveaux projets, de la phase conception, développement jusqu'à la qualification industrielle des produits.

Votre fonction vous amène à entretenir un dialogue permanent avec d'autres Directions de l'Entreprise (marketing, design, industrielle...).

Vous pouvez donner libre cours à votre créativité tout en mesurant les « enjeux industriels » de vos idées (produits de grandes séries, normes de qualification P et T...).

Ingénieur de formation (ESE, ISEN, ISEP...) votre compétence technique en électronique analogique/numérique, votre esprit industriel et votre exigence en fiabilité/qualité de produit s'appuie sur une expérience de 2 à 4 ans en conception de produits industriels, si possible en téléphonie. **REF.NK 3031**

2 Ingénieurs Logiciels Temps Réel

Dans un premier temps vous vous formez sur nos produits terminaux, télématiques et téléphoniques et vous participez au développement logiciel sur de nouveaux projets. Vous pourrez évoluer rapidement et prendre la responsabilité de projets logiciels et à ce titre, vous pilotez une équipe et vous organisez l'activité en sous-traitance.

Ingénieur de formation, votre compétence technique en mini ou micro-informatique s'appuie sur 2 à 4 ans d'expérience acquise sur des produits informatiques (SSCI, constructeurs...).

Vous êtes reconnu pour votre rigueur et votre créativité et vous savez créer autour de vous un climat participatif de travail en équipe. **REF.NK 3032**

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence à Nicole KAMERZAC
D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 76392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION



INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(débutants ou expérimentés)

connaissant :

- les langages assembleur Solar, C/Unix, Pascal, Fortran
- les matériels Solar, Motorola 68000/10/20, 6809, Intel 8086, 80286, HP1000
- les automates programmables

Vous êtes dynamiques, ouverts, vous aimez le travail en équipe. Vous souhaitez appliquer vos acquis techniques ou développement de projets importants.

AVEC VOS COMPÉTENCES ET NOTRE SAVOIR-FAIRE, ENSEMBLE, RÉUSSISSONS EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Un candidat particulièrement expérimenté et compétent dans ces domaines pourra se voir confier à court terme la responsabilité des activités "Informatique Industrielle" d'une agence régionale.

Merci d'adresser votre dossier, sous référence TI, à :
GECI
Tour Winterthur - Cedex 18
92085 PARIS - LA DÉFENSE

Nous sommes une SSII en rapide expansion, solidement implantée dans l'ingénierie et le conseil auprès de grandes sociétés industrielles de pointe. Nous recherchons pour notre activité "Informatique Industrielle"

OPIC - UNE OPPORTUNITÉ POUR UN CHEF DE PROJETS

Nous sommes l'un des grands opérateurs en Aménagement, Construction et Gestion immobilière situé en Région Parisienne, à Saint-Maur. Nous mettons en œuvre un nouveau système d'information. Pour seconder la Direction Informatique, nous souhaitons vous confier la responsabilité de nos développements et de nos applications.

A la tête du Service Études de huit personnes que vous organiserez et développerez, vous détaillerez le nouveau Plan Informatique et conduirez la réalisation de l'ensemble des nouvelles applications de l'entreprise (implantation d'une BDD, choix et installation de logiciels de comptabilité, gestion de trésorerie, gestion de stocks...). Vous avez une formation supérieure, 5 ans d'expérience informatique et vous avez déjà conduit et animé des équipes de conception et de réalisation, dans un environnement DPS 7.

Vous souhaitez prendre des responsabilités élargies dans une entreprise préparant activement son évolution? Adressez lettre, CV et photo, sous référence 611, à notre Conseil

UNLOG
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS
MEMBRE DE SYSTEC - informatique

Developper l'informatique par les hommes

ECCO confirme sa vocation : la souplesse et la compétence des hommes pour la plus grande efficacité de ses clients. C'est en servant les besoins des Entreprises que nous sommes devenus N° 1 du Travail Temporaire.

INGENIEUR CONFIRME

Nous poursuivons notre expansion en vous confiant le développement du Département de "Délégation Informatique" sur PARIS. Vous avez acquis vos compétences informatiques et confirmé vos qualités relationnelles au cours d'une expérience probante. Par la justesse de vos recrutements et l'efficacité de vos placements en entreprises, vous permettrez la réussite de l'équipe que nous mettons en place. Avec la passion du service aux Entreprises, toutes les réussites sont permises, la votre aussi.

Envoyez votre dossier à Marc DEPINOIS
sous référence LM - ECCO -
4, rue Louis Guérin,
69626 VILLEURBANNE Cedex.

ECCO

débutants ou 1^{ère} expérience...

jeunes ingénieurs (Centrale, AM, ...)

décidez de votre voie...

Proche Océan

Ingénieur Projets à la Direction de Recherche et Développement (expérience souhaitée mais non indispensable), ou Ingénieur Industriels ou même Chef de Fabrication (1^{ère} expérience exigée) au sein d'une unité autonome de production... Vous avez le choix. Dans un cas vous conduirez entièrement un projet "produit" du stade recherche jusqu'à la mise en fabrication, dans l'autre vous définirez le processus industriel de nouveaux produits, dans le troisième vous serez le Responsable Fabrication "grande série" de l'une de nos 7 unités (350 personnes). Ingénieur généraliste ou mécanicien, débutant ou bénéficiant d'une première expérience dans l'industrie, nous vous offrons une fonction taillée "à votre dimension". Notre Entreprise (2000 personnes), filiale d'un Groupe international, s'est acquise une grande réputation grâce à la qualité de ses produits (Biens d'Équipement Grand Public aux marques renommées), la rigueur de son organisation et de sa gestion, l'innovation de sa politique sociale orientée vers le développement individuel, la jeunesse et le dynamisme de ses Ingénieurs et Cadres.

ORION à qui nous avons confié cette recherche vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser sous référence 704.530/M votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant le poste choisi.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

INGENIEURS MOTEURS

Nous sommes l'un des premiers groupes automobiles européens. Pour poursuivre le développement de nos nouveaux produits nous recherchons des ingénieurs passionnés par le développement technique et prêts à rejoindre des équipes qui s'investissent totalement dans la compétition technologique.

X, MINES, ENSTA, Centrale, Ponts, Arts et Métiers, ENSPM...

Vous êtes débutant ou avez déjà exercé au cours de stages ou d'une première expérience de réelles responsabilités dans le domaine des Etudes ou des Essais Moteurs. Nous vous proposons de vous intégrer, dans un premier temps, dans l'un des secteurs suivants :

Etude et développement

Assistent d'un responsable de programmes, vous intervenez sur tous les aspects de la technologie moteur en relation avec les équipes de calcul scientifique, de dessin dont CAO et d'essais. Votre champ de compétence s'étendra aux domaines acoustique, thermique, aérodynamique...

vous avez la responsabilité :

- d'essais en endurance - fiabilité par la mise en œuvre de plans d'expériences. Expertise des moteurs après essais. Proposition de solutions.
- d'essais de mise au point en carburateur/antipollution par la réalisation de mesures et par des essais subjectifs sur véhicules roulants ou sur banc.
- d'essais généraux sur banc visant à préciser les définitions des cahiers des charges par des moyens d'acquisition et de traitement de la mesure sophistiqués.

Essais

En relation avec les bureaux d'études

Travaux neufs/Maintenance/Exploitation des installations

Dans le cadre de l'expansion de nos installations, ingénieurs mécaniciens, automaticiens, ou spécialistes de la mesure, vous avez un parcours professionnel riche de responsabilités à assumer à la Direction des Etudes Moteurs.

Tous ces postes vous permettent d'exprimer votre potentiel technique et vos aptitudes à la communication : atouts de votre réussite dans une entreprise qui offre de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo, à l'agence ANNE PERRU CONSEIL, 3, rue de Liège 75009 Paris, en mentionnant la référence 1042 sur l'enveloppe.

DOLPHIN INTÉGRATION

CENTRE DE CONCEPTION DE VLSI recherche

Ingénieur Electronicien et informaticien

pour ligne de produits CAO. Actives en marketing et MANAGERMENTS

INGÉNIEURS.

de conception de circuits intégrés spécialisés avec 3 à 5 a. d'expériences en télégraphie et débutants en ZIFST. 8, chemin des Clos 36240 MEYLAN.

Filiale pétrolière d'un grand groupe industriel français recherche pour ses chantiers en France et à l'étranger plusieurs

INGENIEURS OU TECHNICIENS SUPERIEURS DE MAINTENANCE

En mécanique, machines tournantes, électricité, électronique, instrumentation, méthodes, préparation.

Ayant une dizaine d'années d'expérience en exploitation d'usine à feu continu, de préférence en milieu pétrolier.

Les postes à pourvoir nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et l'acceptation de l'expatriation.

Merci d'adresser votre CV détaillé, photo et prétentions s/réf. 24155 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

سكنى بنى الامم

سدا انا انا

REPRODUCTION INTERDITE

La Monde Mercredi 29 avril 1987 17

SECTEURS DE POINTE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE SPÉCIALISÉE DANS LA CONCEPTION, L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS FAISANT APPEL À DES TECHNOLOGIES DE POINTE, recherche des

Ingénieurs grandes écoles

parlant anglais et acceptant des déplacements de courte ou moyenne durée.

Pour la Région Parisienne

UN INGENIEUR GENERALISTE confirmé pour un poste de CHEF de PROJET

Il aura en charge la coordination tous corps d'état de projets industriels à dominante électromécanique à leurs différents stades d'avancement, avec la responsabilité technique et financière des affaires. Une bonne expérience de l'élaboration et de l'utilisation des plannings est nécessaire. Il pourra être amené à traiter simultanément plusieurs projets et fera preuve de rigueur et de dynamisme.

Réf. 87-15

UN INGENIEUR MECANICIEN

Pour avoir la responsabilité technique de la conception, de l'étude et de la réalisation d'ensembles mécaniques automatisés. De bonnes connaissances en robotique et productique seront appréciées.

Réf. 87-18

UN INGENIEUR MECANICIEN

Pour diriger une équipe d'ingénieurs et de projeteurs pour la conception d'équipements mécaniques automatisés. Ce poste exige une bonne formation générale en mécanique et en calcul de résistance des matériaux, quelques années d'expérience et une aptitude certaine au commandement.

Réf. 87-19

UN INGENIEUR EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Il concevra et réalisera des systèmes informatiques de conduite de processus industriels continus et discontinus, en France ou à l'étranger. Il devra avoir quelques années d'expérience dans l'analyse de processus industriels.

Réf. 87-20

UN INGENIEUR ELECTRICIEN

Pour concevoir et réaliser des installations électriques mettant en œuvre des systèmes à base d'électronique de puissance rapide.

Réf. 87-21

UN INGENIEUR ELECTRICIEN

Pour étudier et suivre la réalisation de réseaux électriques (production et distribution). De formation électrotechnique, il aura une spécialisation en réseaux électriques et l'expérience du dimensionnement des sources de production et des réseaux.

Réf. 87-22

UN INGENIEUR DE PROCÉDÉ GENIE CHIMIQUE ET VENTILATION

Il aura en charge les études de conception de circuits de fluides, l'analyse de conduite et l'élaboration des spécifications d'essais en coordination avec les autres spécialités. Il devra avoir 5 à 6 ans d'expérience en génie chimique et thermique. Il sera apte à diriger une équipe d'ingénieurs et de techniciens travaillant sur plusieurs projets.

Réf. 87-24

Pour le Sud-Est

avec affectation ultérieure sur d'autres chantiers.

TROIS INGENIEURS D'ESSAIS

Débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la mise en service d'installations industrielles importantes :

Un spécialiste en génie chimique

Il conduira des essais de mise en service de circuits procédés dans le domaine nucléaire. Une bonne connaissance de la mécanique des fluides et du génie thermique est indispensable.

Réf. 87-25

Un spécialiste des essais sur ensembles mécaniques

A une formation de base en mécanique, devra s'ajouter une solide connaissance des automatismes industriels et de bonnes notions en mécanique des fluides et si possible en robotique.

Réf. 87-26

Un spécialiste en conduite d'installations industrielles

Il conduira les essais d'installations de contrôle commande et de contrôle de radioprotection au sein d'ensembles industriels complexes dans le domaine nucléaire. Il devra avoir une formation de base en automatismes et en informatique industrielle.

Réf. 87-28

LE SUCCES... PASSIONNEMENT.

Chez Goupil, réussir est un état d'esprit. La performance incontestée de nos produits résulte du travail passionné des hommes de l'entreprise. Chaque nouveau succès est une part d'eux-mêmes. Pour assurer le développement de nos agences régionales, et en particulier celles de PARIS, LYON et STRASBOURG, nous recherchons plusieurs

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

En collaboration avec les ingénieurs commerciaux, vous assurez les contacts "avant-vente", analysez le cahier des charges, proposez les solutions techniques et mettez en œuvre les démonstrations de haut niveau. Interlocuteur privilégié de notre client, vous supervisez les premières implantations et assurez le suivi technique des installations. De formation ingénieur ou équivalent, vous possédez une expérience significative dans les domaines de la communication d'entreprise et de la micro ou mini-informatique. Merci d'adresser CV, lettre et photo en précisant la ville de votre choix à Pascale DESVALLEES, SMT GOUPIL, 3, rue des Archives - 94000 CRETEIL.



2 Jeunes ingénieurs pour le B.E. et l'assistance aux clients

• Leader mondial du pylône métallique pour l'éclairage public, les lignes électriques et les bobennes... nous sommes présent dans le monde entier (1 200 personnes).
• Nous voulons intégrer 2 Ingénieurs Etudes et Devis, pour procéder aux calculs de résistance des matériaux, d'étude des structures et établir les devis pour le service métas fixes et le service métas mobiles. Ils seront également amenés à assister nos responsables commerciaux sur le terrain, en France et à l'étranger.
• Jeune ingénieur mécanicien, vous avez acquis votre première expérience (même courte) en BE.
• Ces postes situés à notre siège à Troyes, nécessitent de pouvoir travailler en anglais.
Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un profil de poste détaillé. Envoyez, sous réf. C/239, à notre conseil en recrutement Concordances, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris ou 129 rue Servient, 69003 Lyon. Tél. 78.63.65.80.

Concordances

Raychem

Groupe international spécialisé dans les sciences des matériaux, nous consacrons 10 % de notre chiffre d'affaires en recherche et développement afin de maintenir notre leadership en complétant notre portefeuille de technologies, et en développant de nouvelles applications pour des secteurs porteurs à l'aide de polymères conducteurs, thermorétractables, adhésifs spéciaux, réseaux à mémoire de forme...

Jeune, ingénieur, et créatif ? Prenez une dimension internationale !

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT, si votre curiosité, votre enthousiasme et votre ingéniosité vous donnent le goût de concevoir des produits originaux et leur industrialisation : nous vous proposons une collaboration qui commencera dans notre centre de recherche international près de Bruxelles, pendant 2 à 3 ans, et qui se prolongera au sein de notre équipe Télécom en France.

Jeune ingénieur de grande école, généraliste, option électricité (Contrôle, Supélec...), vous avez 2 à 3 ans d'expérience et êtes capable de travailler à plein temps en langue anglaise. Autonome et adaptable, vous souhaitez profiter de l'expérience des membres d'un groupe pour optimiser votre contribution.

Si vos talents correspondent à nos exigences, envoyez lettre manuscrite et CV, avec photo et prétentions, sous réf. 612 M, à Raychem, Anne de Combray, BP 738, 95004 Cergy-Pontoise Cedex.

Choisissez l'Europe des Télécoms

2^{ème} Pôle Français en communication d'entreprise (5.000 personnes, 2,5 milliards de Francs de CA) déjà très présents sur les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la RADIO TELEPHONE (Téléphone de voiture et Réseau d'entreprise), de la COMMUTATION PRIVEE (Interscom et Autocomms électroniques) et de la TELEMATIQUE (Terminals télématiques, systèmes bureautiques). Nous renforçons notre département Affaires

Ingénieur Responsable d'Affaires pour des systèmes de communication d'entreprise et de radiotéléphonie

Vous avez la responsabilité globale de négocier et de mener à terme des affaires spécifiques pour des clients grands comptes France et étranger. Vous êtes directement impliqué dans :
- la négociation commerciale des affaires : réponses aux appels d'offres - négociations contractuelles ...
- la conduite des affaires sur un plan technique et industriel en collaboration avec les différents services impliqués (Directions techniques - programmes - industrielles ...)
- l'organisation des projets : planning, budget ...
Ingénieur Généraliste de formation (ENST - ESE - ECP - ENSI ...), votre compétence technique et de gestion d'affaires s'appuie sur une expérience d'environ 5 ans acquise de préférence en milieu informatique, télécommunication ou ingénierie de systèmes. Vous souhaitez élargir votre champ d'action et prendre des responsabilités à la fois commerciales et de maîtrise technique d'affaires impliquant de réelles qualités de contact, d'organisation et d'autonomie. Anglais indispensable. Espagnol souhaité. Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence NK 3030 à Nicole KAMERZAC D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

SECTEURS DE POINTE



MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transport automatiques (VAL, ARAMIS). Son développement rapide l'amène à rechercher un (H/F)

Jeune Ingénieur Génie Civil

Associé au responsable de la conception voie, il participe à l'élaboration des équipements d'interface de la voie et de l'infrastructure de génie civil des différents projets en cours en France et à l'étranger, ainsi qu'à la conception de produits nouveaux et il coordonne les études et les programmes d'essais correspondants.

Ingénieur grande école (Ponts, Centrale, IDN...) ayant impérativement une spécialisation en calcul de structures (CHEBAP, ISBA), il est débutant ou possède une première expérience de 3 ans au plus.

Les qualités d'organisation et de rigueur et la capacité d'autonomie dont il fera preuve lui permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer avec nous.

Ce poste basé à LILLE pourra exiger quelques déplacements en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



PARTICIPEZ A LA RÉALISATION DE GRANDS PROJETS

Filiale de THOMSON-CSF, au tout premier rang de la compétition internationale, nous concevons et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine pour la plupart des pays occidentaux et d'Extrême-Orient.

Dans le cadre de grands programmes nationaux et export qui nous sont confiés, nous recherchons des ingénieurs expérimentés dans les domaines suivants :

- TRAITEMENT DU SIGNAL,
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE,
- INFORMATIQUE TEMPS RÉEL,
- LOGICIELS,
- MACHINES.

Ingénieurs grandes écoles (X, ENS, ENST...), vous possédez au minimum 3 ans d'expérience et vous parlez couramment l'anglais.

Des perspectives d'évolution à la mesure de vos ambitions vous seront offertes au sein de notre société.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. 91679/M à Nathalie HUILLE - THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES - 1, avenue Aristide-Briand - 94117 ARCUEIL



AÉRONAUTIQUE ET INFORMATIQUE TEMPS RÉEL

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants ou première expérience

Au sein du département Systèmes de Simulation, vous renforcerez une équipe logicielle et vous prendrez en charge l'analyse, la modélisation et la réalisation de systèmes temps réel, dans le domaine de l'Aéronautique. Selon votre expérience, vous pourrez encadrer une petite équipe de réalisation. ■ Réf. A

INGÉNIEUR GÉNIE LOGICIEL

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, une première expérience sur de grands projets informatiques vous a convaincu de la nécessité de méthodes de développement de logiciels. Vous souhaitez mettre en pratique vos connaissances lors de la mise en place d'un atelier logiciel dans un environnement de stations de travail. Vous serez responsable de son utilisation et de ses développements ultérieurs. La connaissance d'Unix, du langage C et des réseaux serait appréciée. ■ Réf. B

INGÉNIEUR SYSTÈME EXPÉRIMENTÉ

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience de 3 à 5 ans sur un "Operating system" temps réel. Une connaissance de GOULD sous MPX serait appréciée. Dans tous les cas, vous bénéficierez d'une formation complémentaire. Vous assurerez la gestion des centres de calcul, l'interface avec le constructeur, la formation et l'assistance des équipes de réalisation. L'importance de la communication associée à ce poste nécessite de la part des candidats une grande facilité dans les contacts humains. ■ Réf. C

CHEF DE PROJET ESE - SUP AERO - TÉLÉCOM - CENTRALE...

Vous justifiez d'une première expérience réussie en Logiciel temps réel ou chez un équipementier du secteur aéronautique ou dans une industrie de systèmes de pointe. Rendant compte au Directeur du Département, vous coordonnez les actions des différents services qui réalisent les logiciels, les études et l'intégration des sous-ensembles complexes qui constituent un simulateur. Vous recherchez aussi les meilleures conditions de sous-traitance externe. Vous êtes donc confronté à des disciplines très variées et vous intervenez sur :

- les propositions techniques et les devis ;
- les plannings et les coûts ;
- la mise en œuvre de technologies de pointe : électronique, informatique, optique, mécanique.

Personnalité, autonomie, goût du challenge technique, force de proposition, aisance de communication, feront la différence entre des candidats d'une trentaine d'années. ■ Réf. D

Le développement rapide des activités de SOGITEC, l'un des grands de la simulation temps réel, ouvrira d'intéressantes perspectives de carrière à des candidats de haut niveau attirés par l'innovation et disposant de qualités de contact et de pédagogie.

Merci d'adresser votre dossier à : SOGITEC, 46, av. Édouard-Vaillant, BP 127, 92106 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX




SYSECA, 350 MF de CA - 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs - est une importante SSII, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Notre activité SYSTEMES DE COMMUNICATION, comprend plusieurs domaines :

- Télécommunications
- Gestion technique de réseaux
- Réseaux de données
- Télématique

Ingénieurs débutants ou possédant une première expérience (5 ans environ).

Merci d'adresser votre candidature sous référence 248 à SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud cedex.

Dans le cadre de son expansion, nous recherchons des



INGENIEURS

DEBUTANTS OU 1^{RE} EXP

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS avec plusieurs usines en France et aux États-Unis, nous connaissons un développement et un taux de croissance constant.

Aujourd'hui, vous avez dans votre spécialité, la rigueur, l'ambition et la mobilité pour prendre très rapidement - après une période d'adaptation et d'intégration - des RESPONSABILITES OPERATIONNELLES.

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

De formation ingénieur grande école, vous souhaitez vous investir et évoluer au sein d'un bureau d'études spécialisé en industrie lourde très automatisée et robotisée ainsi qu'en travaux neufs.

Basé à Paris, vous effectuerez des déplacements dans nos différentes unités.

A moyen terme, votre fort potentiel vous permettra d'intégrer notre Direction Technique.

INGENIEUR ELECTRICIEN/ELECTRONICIEN

Issu d'une grande école d'électricité, vous recherchez l'opportunité de carrière qui vous permettra de prendre très vite des responsabilités dans une usine d'industrie lourde très automatisée.

A moyen terme, nous vous confierons un poste d'Ingénieur Spécialiste dans le Groupe.

Si vous êtes dynamique, impliqué et entreprenant, rejoignez un Groupe tourné vers l'avenir, qui a toujours su optimiser et mettre en avant le potentiel de ses collaborateurs, en adressant votre lettre manuscrite, C.V. et photo avec l'intitulé du poste choisi, sous la référence 4764/LM, à

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

AMIENS

DUNLOP FRANCE
3800 personnes - 8 usines - C.A. 1,8 milliard de F.

Notre Division Industrielle d'AMIENS crée un poste de

JEUNE INGENIEUR

Rattaché au Directeur de la Division, votre rôle essentiel consiste en l'étude, la mise au point et le suivi du développement des pièces de précision.

En collaboration étroite avec le bureau d'étude, la production et - bien sûr - avec nos clients, vous êtes responsable de la conception et de la promotion de nouvelles pièces à haute technicité.

De formation type Génie Mécanique, vous possédez de solides connaissances en chimie du caoutchouc et vous maîtrisez obligatoirement l'anglais.

Appréciée, une première expérience n'est pourtant pas indispensable. Car nous comptons avant tout sur votre motivation et exigeons trois qualités essentielles : sens de la communication, adaptabilité et disponibilité pour de courts mais fréquents déplacements.

Extrêmement enrichissant, ce poste vous ouvre des perspectives d'évolution au sein de la Division et du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et photographies) s/réf. 8000 à : DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel - 62, rue Camille-Desmoulins, B.P. 41, 92133 Issy-les-Moulineaux cedex.




PRODUIRE MIEUX ET PLUS

Leader du marché de la Pile (MAZDA, WONDER), le Groupe CIPEL met en œuvre une stratégie de développement industriel. Nous recherchons, dans ce cadre, un

RESPONSABLE TECHNOLOGIES DE PRODUCTION

INGÉNIEUR A & M, INSA...

pour notre principal établissement de Caudebec-les-Ébeuf, près de Rouen.

Votre première mission dans notre Groupe sera d'organiser l'exploitation et la maintenance des lignes de fabrication d'un de nos secteurs d'activité en mettant en œuvre les méthodes modernes de gestion de production (Groupes de Progrès, Total Productive Maintenance, micro-informatique...).

Vous avez une première expérience industrielle et vous pratiquez couramment l'Anglais.

Le développement du Groupe et ses projets en France et en Europe offrent de réelles perspectives de carrière à un Ingénieur véritablement Entrepreneur.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 5285, à

CIPEL Direction des Relations Humaines
125, Rue du Président Wilson - 92302 LEVALLOIS-PERRET Cedex

INGENIEUR ELECTRONICIEN « GRANDES ECOLES »

REGION TOURS

Votre expérience de 1 à 5 ans dans l'informatique industrielle vous a permis de n'avoir (presque) plus rien à apprendre en automatisme, microprocesseur, électronique analogique et numérique. Les logiciels industriels vous sont familiers. Si vous êtes FONCEUR, imaginatif, créatif, méthodique et rigoureux, si vous possédez un excellent sens des responsabilités, venez nous rejoindre en Touraine pour animer une équipe d'ingénieurs et techniciens supérieurs. Vous serez accueilli, comme il convient, en fonction de vos compétences.

Envoyez curriculum vitae, lettre manuscrite et photo, sous la référence 5/013/047, à notre Conseil en recrutement, M. Jacques HEIM - B.P. 45 - 37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.



TEXA DIVISION

CHEF E SOYEZ DE NO

JEUNES D ECOLE D'1 CONNAISSEZ

GRAC

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

سازمان هواپیمایی

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 29 avril 1987 19

SECTEURS DE POINTE

TEXAS INSTRUMENTS DIVISION SEMI-CONDUCTEURS

INGENIEURS DES VENTES Première expérience et débutants

Responsables du développement et du suivi d'un portefeuille de clients sur un segment de marché précis - Télécom, Spatial, Informatique, Grand Public, Industriel, Automobile... vous commercialisez l'ensemble de nos produits : micro-processors, circuits personnalisés... Vous disposez pour cela d'un support technologique exceptionnel.

Diplômés d'une Ecole d'ingénieurs, vous êtes débutants ou possédez 1 à 2 ans d'expérience de la vente de produits de haute technologie. Vous souhaitez rejoindre une société dans laquelle la vente est un tremplin d'évolution reconnu (vers des responsabilités commerciales, de produits...). Notre structure Marketing en Europe vous en laisse toutes possibilités.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature à : TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Moane Sabinier, 78141 Villay-Villacoublay Cedex. Tél. : 30.78.11.83.

TEXAS INSTRUMENTS

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Vous possédez une solide expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques. Vous souhaitez affirmer et développer vos compétences techniques, humaines et commerciales dans les domaines de la Télématique, des Télécommunications, de la Défense, de l'Industrie et de l'Espace.

Nous recherchons des ingénieurs de formation grande école ayant une bonne connaissance de l'informatique.

Venez collaborer à la réussite de nos projets et prendre des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1500 personnes, 1048 millions de francs de chiffre d'affaires en 1986, une implantation nationale et internationale.

SESA - Direction des Ressources Humaines, 30, Chai de Dion Bouron 92806 Puteaux Cedex Réf. 36 LM

Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, concepteurs, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise.

Nous avons développé des technologies et un savoir-faire exceptionnels dans le

domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et monétiques, des systèmes d'automatisation : annuaire électronique, pages de menu, systèmes de commandement pour les forces armées, Transpac... Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

SESA

COMPOSANTS ELECTRONIQUES DE TRES HAUTE TECHNICITE

INGENIEUR MARKETING VENTES EXPORT U.S.A.

Cette entreprise de plus de 1000 personnes, intégrée dans un groupe français leader mondial en électronique professionnelle, est spécialisée dans la conception de composants électroniques ultra sophistiqués et notamment hyperfréquences.

Basé en proche banlieue Sud de Paris, cet ingénieur en étroite relation avec les bureaux d'études et pour l'ensemble des produits, prendra en charge les études marketing et les ventes propres au marché U.S.A. dans le secteur de l'avionique et des télécom. Il sera secondé dans cette mission par deux ingénieurs commerciaux américains.

Ce poste, très évolutif, s'adresse à un ingénieur diplômé de préférence en électronique et ayant acquis une première expérience d'au moins cinq ans dans la vente de composants ou systèmes électroniques. Une expérience complémentaire en marketing serait un précieux atout. Une expatriation aux U.S.A. à moyen terme pourra être envisagée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1407 K à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, av. des Champs Elysees - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

RESPONSABLE SERVICE DEVELOPPEMENT

Notre Société, filiale d'un grand groupe industriel, conçoit et réalise, en proche banlieue parisienne, des équipements complexes de traitement du signal utilisant mécanique et électronique. Les contraintes de fiabilité et d'environnement que subissent nos produits nous conduisent à développer des moyens d'études et d'essais sophistiqués.

Au sein de notre direction technique (250 personnes), le service développement a pour vocation d'assurer l'interface entre les services de conception et de fabrication, de promouvoir de nouvelles technologies et de développer des produits en utilisant son propre savoir faire de bureau d'études.

Le responsable qui nous recherchons aura à encadrer une équipe pluridisciplinaire (environ 60 personnes). Généraliste, il est compétent en développement mécanique et électronique ; il a, si possible, des connaissances en CAO et en essais.

Diplômé d'une école d'ingénieurs (Centrale, ENSAM...) il a acquis environ 10 ans d'expérience professionnelle. La réussite dans la fonction suppose de réelles aptitudes d'encadrement et d'animation. Le responsable recherché aura également de nombreuses relations dans l'entreprise, mais aussi avec les clients. Il pourra ensuite avoir de réelles opportunités de carrière au sein de la société et du Groupe. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence M 34/2086 C à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, av. des Champs Elysees - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

des technologies toujours plus performantes!

Transmission, Commutation, téléinformatique, aéronautique sont les domaines où nous avons acquis une place de leader. Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ESE - ENSEEIHT - ENSEERG - ISEN - ISEP...

débutants ou ayant quelques années d'expérience pour les secteurs d'activité suivants :

BRANCHE OPTRONIQUE ET AERONAUTIQUE :

- Etude et développement de matériels militaires embarqués, plusieurs postes à pourvoir dans les domaines : - Radiofréquence, Hyperfréquence ou Optoélectronique. - Connaissance en informatique et microprocesseurs souhaitées. - Attrait pour le travail d'équipe en Laboratoire. Lieu de travail : PARIS (réf. B1)

BRANCHE TRANSMISSIONS ET RESEAUX :

- Conception et développement de matériels dans le domaine des transmissions numériques par faisceaux hertziens et sur fibres optiques. Ces postes nécessitent : - Des connaissances dans le traitement du signal. - L'utilisation et le développement de technologies avancées (LSI). - L'utilisation d'outils CAO (simulateur). - Le développement de logiciels sur microprocesseurs (protocoles de hauts niveaux, logiciels d'exploitation et de maintenance). Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS et à LANNION. (réf. B2)

CENTRE DES INSTALLATIONS ET DE LA MAINTENANCE

- Information avec une première expérience d'environ 2 ans en Computer-Vision. Lieu de travail : MASSY (réf. B3) Envoyer lettre manuscrite, C.V., en indiquant la référence choisie au Service Central du Personnel - SAT - 41, rue Cantagrel, 75631 PARIS Cedex 13.

CHEF DE PROJET, SOYEZ L'UN DES PILOTES DE NOTRE CROISSANCE

EN REJOIGNANT NOTRE DEPARTEMENT CONSEIL ET INGENIERIE EN MONETIQUE BANCAIRE

- Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole et avez 3 à 5 ans d'expérience dans un environnement Grands Systèmes.
- Vous avez déjà conduit avec succès des projets informatiques.

Vous aurez la responsabilité de projets monétiques que vous réaliserez après avoir rassemblé, au sein d'une équipe, les compétences techniques nécessaires.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. PHH/AS à Anna STAROSWIECKI - Responsable du Service Recrutement - Direction des Ressources Humaines - SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

JEUNES DIPLOMES D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEUR OU DE GESTION... CONNAISSEZ-VOUS SOLVAY ?

Savez-vous que ce groupe international est l'une des premières puissances chimiques européennes avec un CA de 35 milliards de FF ? Savez-vous qu'en France, SOLVAY c'est 10 000 personnes, 22 usines, 8,5 milliards de CA, de considérables investissements dans la recherche ? Notre puissance... nous en sommes jaloux. Et soucieux de la préserver, voire de l'étendre, nous nous assurons le concours des meilleurs. Confirmés ou débutants, ils ont en commun la compétence, le dynamisme, le potentiel. Dans l'immédiat, 2 postes sont à pourvoir. Ils concernent des débutants.

Pour l'informatique (Paris), nous recherchons un ECP, Mines, ENSAM ou encore un HEC, un ESSEC... Nous le formerons (méthodologie, langage 4^{ème} génération) pour que, très vite, il puisse maîtriser des projets en informatique de gestion ; depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'au suivi de la réalisation.

En automatisme (Franche-Comté), le cursus idéal est l'IDN ou l'ENSEM, option automatisme, car c'est celui qui prépare le mieux à prendre - après formation - la responsabilité de la conception et de la mise en oeuvre (voire de la simple amélioration) de systèmes numériques de contrôle et de commande de procédés chimiques.

L'un de ces postes est dans vos cordes ? Adressez-nous lettre manuscrite, CV et prétentions. Aucun ne correspond à vos aspirations ? Revenez-vous ! D'autres opportunités sont ouvertes. Alors... pourquoi ne vous porteriez-vous pas tout de suite candidat ? La démarche est la même... l'adresse aussi : SOLVAY, Direction du Personnel, 12 cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS.

SOLVAY

GRACE

Un grand groupe chimique international fortement implanté industriellement dans toute l'Europe (8000 personnes).

Une des unités françaises GRACE Sàrl (1000 personnes) - 1 milliard de CA - située près de Rambouillet, fabrique et commercialise des produits leaders sur les marchés de l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE.

Notre Service Engineering, chargé de l'étude et de la réalisation des nouveaux équipements de production fortement automatisés, recherche

Ingénieur d'études "automatisme"

DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE (AM, SUPELEC, INSA...)

Vous prendrez en charge l'étude et la réalisation des automatismes liés à nos équipements (robots de manutention, pesages automatiques, etc.).

Nous souhaitons rencontrer des candidats justifiant d'une première expérience, mais nous examinerons favorablement toute candidature de débutant à fort potentiel. De réelles capacités de communication tant en français qu'en anglais sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

La réussite dans cette première mission vous permettra une évolution rapide vers des fonctions à responsabilités tant à l'intérieur de la société que dans notre organisation. Si ce poste vous intéresse, adressez votre dossier de candidature sous la référence MO 709 à André GUERRE - GRACE Sàrl - B.P. 9 - 28231 EPERNON.

LA REALISATION DE GRANDS PROJETS

- TRAVAUX DE CONCEPTION
- TRAVAUX DE REALISATION
- TRAVAUX DE MAINTENANCE

THOMSON SINTRA

SYSECA

INGENIEURS INFORMATIENS

SYSECA

JEUNE INGENIEUR

DUNLOP FRANCE

INGENIEUR

الاسم: ليدو

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE DEMAIN

Les SCTF (SERVICES COMMUNS DE TECHNOLOGIE ET DE FIABILITE) de THOMSON-CSF participent à la définition des orientations technologiques du Groupe. Ils recherchent des professionnels désirant évoluer dans un domaine de pointe:

INGENIEUR DE LABORATOIRE

Electronicien, il concevra des méthodologies de tests pour composants nouveaux haute(s) fréquence(s) et animera une équipe de techniciens. Réf.91692/LM

INGENIEUR ELECTRONICIEN OU PHYSICO-CHIMISTE

Confirmé dans le domaine du "packaging" et des technologies pour microassemblage, homme de communication, animé d'un esprit curieux et de synthèse, il sera responsable de la définition et du suivi des programmes d'évaluation en relation avec les unités du Groupe THOMSON-CSF. Réf.91693/LM

Pratique de l'anglais indispensable. Lieu de travail : banlieue Sud-Ouest de Paris

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Mme BOUIC - SCTF - Domaine de Corbeville - BP 10 - 91401 ORSAY.



Rejoignez le Leader du Radiotéléphone

2^{ème} Pôle français en communication d'Entreprise (5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A.) déjà très présents sur les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la RADIOTELEPHONIE (Téléphone de voiture et Réseau d'Entreprise), de la COMMUNICATION PRIVÉE (Intercoms et Autocomms électroniques) et de la TELEMATIQUE (Terminals télématiques, systèmes bureautiques).

La Direction de nos activités radio-téléphonie réussit son expansion et recherche : (M/F)

Ingénieur Electronicien Confirmé en radio-communication

Vous avez la responsabilité globale de l'étude et du développement des produits radio. Vous participez aux études amont, à la définition des produits et des systèmes. Vous organisez l'activité d'une équipe de développement et vous collaborez avec d'autres équipes internes (labo de sous-ensembles, services logiciels, qualité industrielle...).

Ingénieur électronicien radio (ESE, ENST, ENSERG...), vous apportez une expérience de 3 à 5 ans de développement d'équipements en HF et VHF (radio, radar...) et vous aurez des connaissances en traitement du signal.

Vous avez entraîné une équipe à la fois par vos idées sur les technologies nouvelles, votre sens de l'organisation et votre capacité à mener à terme des projets techniques à finalité industrielle.

Anglais courant compte tenu des relations avec nos partenaires industriels Européens.

Réf. ENK 3033

Ingénieurs Génie Logiciel

Vous serez chargé de mettre en place et de développer des outils logiciels pour assister les groupes projets dans leur méthodologie.

A partir de l'analyse des besoins des équipes développement, vous participez à l'analyse et la mise en place des outils adaptés.

Ingénieur de formation, votre expérience de 3 à 5 ans de développement de logiciel temps réel vous apporte une bonne crédibilité technique et, une réelle motivation pour promouvoir des méthodes de développement (SAUT - ASA - LDS - MOS - MERISE...). La pratique des systèmes VAX/VMS est souhaitée.

Pour l'un des postes, nous apprécions une expérience en développement d'applications à l'aide de bases de données relationnelles (INGRES - ORACLE...).

Une expérience acquise en milieu informatique ou télécommunication favorisera une intégration rapide dans les groupes Projets.

Anglais souhaités.

Réf. ENK 3034

Ingénieurs Architectes de Systèmes

En collaboration avec la Direction Marketing et les services études et développement, vous êtes responsable des études de faisabilité des systèmes et de l'élaboration complète des réponses aux appels d'offres.

Vous coordonnez et vous animez les Groupes Projets chargés de définir les spécifications fonctionnelles des architectures - matériel et logiciel - des systèmes de radiotéléphonie et vous suivez les nouveaux projets jusqu'à la phase intégration, en relation étroite avec les clients.

Ingénieurs Grandes Ecoles (X - ENST - ECP - ESE...) votre approche « système » s'appuie sur une expérience de 6 à 8 ans acquise dans le développement logiciel et si possible matériel de systèmes de commutation ou de radiotéléphonie. Des compétences en transmission de données seraient appréciées.

Dans cette fonction vous pourrez exprimer votre sens de l'innovation, votre esprit de synthèse et vos qualités de dialogue et d'animation favorisant un travail créatif en équipe.

Anglais courant.

Réf. ENK 3035

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Nicole KAMERZAC D.P.R.H. rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

Raychem

Vos études d'ingénieur... c'était pour satisfaire votre intérêt pour les technologies d'aujourd'hui, mais votre véritable passion : c'est vendre... Vendre une technologie à des professionnels, étudier les problèmes de nos clients et les résoudre ; le faire de façon originale ; réaliser du chiffre d'affaires !

Ingénieur par vocation et commercial par passion !

Issue de la Silicon Valley, Raychem, 9000 personnes, société de sciences des matériaux, est devenue, grâce à un gros investissement en R & D, leader en matière de polymères thermorétractables, polymères conducteurs, métaux à mémoire de forme appliqués aux marchés de l'électronique, du militaire, de la chimie, de l'énergie, des télécommunications...

jeunes ingénieurs de vente

Marché construction réf. 613 M

Sur Paris et sa région, votre action à la fois technique et commerciale auprès des prescripteurs (Engineering, B.E., Ingénieurs conseils) vous permettra d'imposer la solution Raychem.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (IP, Arts et Métiers...), nous vous donnerons l'occasion d'épanouir votre personnalité d'entrepreneur en comptant sur votre enthousiasme, votre autonomie et votre ouverture.

La pratique de l'anglais vous permettra d'évoluer sans problème dans un contexte international. Postes basés en Région Parisienne. Si vous voulez développer votre goût de la vente au sein d'équipes jeunes et très motivées, envoyez lettre manuscrite et CV avec photo et prétentions à Raychem, Anne de Combré, BP 738, 95004 Cergy-Pontoise Cedex.

Marché industriel réf. 614 M

Sur votre secteur géographique, vous serez responsable (recrutement, formation, marketing...) de l'action des 4 à 6 Agences Commerciales multicartes et de leurs distributeurs, qui représentent l'ensemble des produits de la division. Vous suivrez vous-mêmes les projets importants et les relations à haut niveau. Après une grande école d'ingénieurs et une expérience de 2 ans ou une formation complémentaire en gestion, vous êtes un passionné du business et savez communiquer votre enthousiasme.

jeune ingénieur électricien chef de projets

ESE, ENSIEG... Sud de Nantes

Débuter (ou presque...) sa carrière en prenant immédiatement la responsabilité de conduire et de mener à bien des projets "Produits" à caractère dominant "Essais Electriques" du stade recherche jusqu'à la mise en fabrication, tel est le challenge que nous proposons à un jeune ingénieur électricien débutant ou bénéficiant d'une première expérience. Au sein de la Direction Recherches et Développement, il animera le service électrique (6 personnes) du Labo Essais et assurera la coordination avec les autres services de la DRD et de l'Entreprise. Notre Société (2000 personnes), filiale d'un Groupe International, s'est acquise une grande réputation grâce à la qualité de ses produits (Biens d'Equipement Grand Public aux marques renommées), la rigueur de son organisation et de sa gestion, l'innovation de sa politique sociale orientée vers le développement individuel, la jeunesse et le dynamisme de ses ingénieurs et Cadres.

ORION à qui nous avons confié cette recherche vous garantit une discrétion absolue et vous remerciera de lui adresser sous réf. 704.535/M votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions).

35, rue du Rocher 75008 Paris



ingénieur grande école généraliste PARIS

Une Société d'INGENIERIE et RECHERCHE-DEVELOPPEMENT spécialisée dans l'industrie sucrière souhaite intégrer à son équipe un

INGENIEUR DE PROJETS

ISSU D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS ses options ou ses stages lui ont donné une première orientation vers les Industries de transformation de la matière. Il possède une bonne maîtrise de l'anglais ; de bonnes connaissances en allemand seront très appréciées.

Il participera à des projets d'investissement et d'amélioration des processus dans les domaines du GENIE CHIMIQUE, de l'ENERGETIQUE et de l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE et en suivra la réalisation ainsi qu'à des assistances techniques d'exploitation.

Un développement de carrière vers des postes d'encadrement en production sera possible.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 2511-M seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALBAIS-LOFFRANE 9200 AVICOURT

Une société française, leader MONDIAL dans sa spécialité, filiale d'un grand groupe industriel recherche un :

Ingénieur Commercial Responsable de zone en Europe de l'Est

Sa mission :

Assurer la vente de biens d'équipement (gros tonnage et haute technicité) auprès des centrales d'achats en développant les contacts avec les industries utilisatrices dans le respect des objectifs décidés avec le Directeur des Ventes.

Son profil :

- environ 35/45 ans.
Ingénieur (Arts et Métiers, ECP, Mines...)
5 ans minimum d'expérience dans la vente de biens d'équipement aux industries de l'Europe de l'Est.
Mobile (base RP + 70% déplacements)
Parlant russe, allemand, anglais, français impérativement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, sous référence PSG 04/2 à CNPG Ressources Humaines, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.

Vous avez les potentialités...

Nous avons les postes.

Qui sommes-nous ? Notre activité est du domaine de la MICRO-ELECTRONIQUE. Nous sommes implantés dans le Sud-Est de la France. Nous avons des objectifs ambitieux, des structures d'accueil et les moyens de notre challenge. Notre développement, soutenu par des technologies de pointe, vous offrira d'importantes perspectives d'évolution.

- INGENIEURS PRODUIT
INGENIEURS PLANNING
INGENIEURS PRODUCTION
INGENIEURS MARKETING PRODUIT
INGENIEURS CONCEPTION C.A.O.

Pour tous ces postes, nous recherchons des profils d'ingénieurs diplômés possédant nécessairement quelques années d'expérience dans la compétence désignée. Merci d'adresser votre lettre de candidature, en précisant le poste choisi, sous référence 7044, avec CV, photo et prétentions, au Monde Publicité, 5 rue de Montessuy, 75007 Paris, qui transmettra.

L'AIR LIQUIDE

DE PROJET ORMATIQUE

30 ANNEES D'EXPERIENCE EN MITES

Responsable Qualité en Extrême-Orient

gsi lecsi

CHEFS DE PROJETS INGENIEUR

47.73.453

SECTEURS DE POINTE

Valeo L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
27500 personnes - C.A. 12,1 Milliards de Francs 46% réalisés à l'étranger
recherche pour

sa Branche Valeo Thermique (Nogent Le Rotrou — 28)

Jeunes Ingénieurs Informaticiens
Diplômés Grande Ecole - Option Informatique

Ingénieur Etudes et Développement Informatique Production
En étroite collaboration avec les utilisateurs (méthodes, production, qualité...), vous procéderez à l'analyse des besoins, établirez les cahiers des charges et aurez la responsabilité de la réalisation des solutions, tant internes que faisant appel à la sous-traitance, choisies. Pour ce faire, vous animerez une équipe de 2 ou 3 analystes-programmeurs. Expérience de 1 ou 2 ans en environnement de production appréciée. R4L2001/TH/M

Ingénieur Concepteur Chargé Application GPAO
En liaison avec les utilisateurs, vous ferez évoluer le système de gestion de la Production Assistée par Ordinateur (de la Division France en mettant en place les nouveaux développements imposés par l'évolution des process (suivi de moyens automatisés) et des techniques logistiques (télétransmission avec clients et fournisseurs, méthode KANBAN, codes à barre). R4L2002/TH/M

À partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de sa carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à Valeo Thermique 8 rue Louis Lormand - La Verrière - 78330 LE MESNIL SAINT-DENIS

Responsable secteur études ♦
micro-informatique / micro-électronique

■ **Responsable opérationnel**, vous serez chargé de la gestion du budget, de l'élaboration et du suivi de la stratégie commerciale, de l'encadrement technique et humain d'une équipe (30 personnes), de l'optimisation des structures existantes.

De **solides compétences** techniques (conception, réalisation de systèmes informatiques et de systèmes électroniques, mais aussi des qualités de gestionnaire et de meneur d'hommes seront vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste et devenir rapidement le responsable du département (50 personnes). Rejoindre CERCI, filiale de SEMA+METRA, réputée pour ses grandes réalisations en Informatique Technique, c'est donner à votre carrière la dimension de l'un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique.

Pour plus de renseignements, vous pouvez prendre contact au 48.75.23.42 de 11 h à 13 h et de 16 h à 18 h, ou envoyer votre dossier de candidature à Patricia Pancheri - CERCI, 56, rue Roger Salengro - 94126 Fontenay-sous-Bois.

SEMA + METRA

ASSURANCE ET BANQUE
Filiale Assurance d'un des premiers Groupes bancaires français, nous souhaitons renforcer notre Département Informatique, en intégrant deux

JEUNES INFORMATICIENS
Diplômés MIAGE, ENSI...

débutants ayant déjà participé, au cours de stages, à des développements d'applications (si possible, sur HP 3000).
Leurs premières missions leur permettront de participer activement à la mise en œuvre d'applications pour de nouveaux produits d'Assurance, de la demande des utilisateurs jusqu'à la réalisation.
Elles ouvriront d'intéressantes opportunités d'évolution à des candidats disposant d'un réel potentiel technique et de bonnes qualités de contact.
Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 612, à notre Conseil

UNLOG
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTec informatique

PROMODATA
DIVISION INFORMATIQUE DU GROUPE LOCAFRANCE

Des références prestigieuses pour valoriser votre action commerciale

PROMODATA, filiale du groupe LOCAFRANCE, joue un rôle majeur dans le financement des biens informatiques ou bureautiques. Notre politique commerciale privilégie les relations à long terme avec nos clients, engendrant ainsi confiance réciproque et fidélité de collaboration.

Nos objectifs de développement nous conduisent à renforcer notre équipe de vente Grands Comptes : diplômés de l'enseignement supérieur commercial ou technique, vous négociez, depuis 5 ans au moins, des affaires d'envergure, chez un grand constructeur (ordinateurs ou compatibles) ou dans une SSII renommée. Votre réussite est basée sur la rigueur de vos analyses, la clarté de vos rapports avec vos clients et partenaires, bref la crédibilité de vos propositions et de vos engagements.
Vous souhaitez travailler dans un cadre professionnel encourageant systématiquement la prise de responsabilités et favorisant l'épanouissement personnel.

Comme nous, vous êtes ambitieux et vous songez à votre évolution de carrière.
Nous avons alors de solides raisons de nous rencontrer et de rechercher, d'une manière ouverte, les conditions d'une future collaboration (postes à pourvoir sur Paris, région parisienne).

La rémunération proposée ne décevra pas des cadres commerciaux de haut niveau, qui gèrent leur carrière dans la durée et le sérieux.

Dans un premier temps, merci d'adresser un dossier complet sous réf. 6041M à notre conseil SERIFO, 47 bis, avenue Boesquet, 75007 Paris.

SERIFO
Membre de Syntec

Informatique temps réel.

Participez au développement d'un système de contrôle de processus industriel.

Attachés à l'un des plus grands groupes industriels mondiaux, très orientés vers les nouvelles technologies, nous avons conçu un Système de Contrôle de Processus Industriel de haute performance. Notre objectif est de développer la nouvelle génération. Ces ambitions nous incitent à renforcer nos équipes études et de développement.

Ingénieur Grande Ecole : SUPELEC, TELECOM, INPG...

Nos services équipés de systèmes de développement modernes (VAX, Ethernet, PC...) vous offrent pour développer le Contrôle de Processus de demain. La nature du projet est particulièrement stimulante... Notre assise, notre notoriété et notre croissance sont les garants de bonnes perspectives d'évolution pour les candidats de valeur.

Adresser votre dossier de candidature sous référence 5045 à l'agence DESSEN, 45 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

LASER TÉLÉMATIQUE
Société d'Ingénierie Télématique Grand Public et Professionnel, filiale du groupe HAVAS, confirme sa progression et renforce ses positions de leader en complétant son équipe par des

COMMERCIAUX TÉLÉMATIQUE (CT)
Vous avez une expérience réussie de 4 à 5 ans en SSII. Vous avez le goût des négociations aux niveaux les plus élevés pour vendre les services et les produits de Communication Télématique. Vénérables ambassadeurs de notre Société auprès des grandes entreprises, vous serez les vecteurs de notre essor et de nos développements réalisables de services, conseil, hébergement sur notre centre serveur, installations clés en main.
Intéressement attractif, fondé sur nos objectifs d'expansion.

COMMUNICANTIS CONFIRMÉS (CP)
Hommes ou femmes de Communication, votre maîtrise des développements d'applications télématiques repose sur une expérience de 4 à 5 ans. Vous concluez l'œuvre intellectuelle et créative.
De formation supérieure, disponible, vous souhaitez vous impliquer dans une équipe créative, dynamique, en pleine croissance.
Comme Chef de Projet, vous conduirez l'étude de faisabilité et l'analyse fonctionnelle de l'application. Vous participerez à la description du cahier des charges avec le client. Vous aurez la responsabilité de la réalisation de la mise en place et du suivi des services.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + prétentions) sous référence choisie à :
HAVAS, Service du Recrutement - 136, avenue Charles de Gaulle
92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

HERMES DU VIDEOTEX 86

INGENIEURS
GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU 1^{ère} EXPERIENCE

Nos résultats :
- une position dominante en Europe dans le domaine de l'informatique graphique,
- une croissance annuelle qui se situe entre 25 et 30 %,
- 70 % de la production réalisée à l'étranger,
- une grande diversification des produits et des services,
- enfin, des activités de pointe notamment dans les secteurs de l'aéronautique, de la gestion documentaire, de l'informatique textuelle et de l'électronique.

Ces résultats sont le fruit d'une politique basée sur la recherche, l'innovation, le développement du potentiel humain.

Les postes que nous offrons s'adressent à de jeunes diplômés (Centrales, Supélec, Sup-Télécom...) débutants ou ayant déjà une première expérience.

Vos responsabilités :
Sur matériel PC interactif grands systèmes, sous DOS, UNIX, Langage C, vous participerez au développement de nouveaux produits (Archivage électronique, gestion et consultation de bases de données documentaires et graphiques) ainsi qu'aux études de spécification de systèmes. Mais vous savez déjà que votre potentiel vous permet d'évoluer rapidement vers un poste de Responsable de Projets. Si ces perspectives vous intéressent et si vous souhaitez en savoir plus, un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V., appelez du lundi au le 11 45.02.15.74 (en précisant la réf. 538) ou adressez votre dossier de candidature, sous réf. 538/LM, à ALLO-CARrières - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Sogitec **1145.02.15.74**

DIRECTEUR
Sud-Est

SCHEMATA INTER
INGENIEURS

Ingénieur
Ingénieur
Ingénieur

SUP ELEC. SUP ENSEE

TOULON

INGENI

صكنا في العمل

150

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

ENTREPRISE FRANÇAISE DU MONDE DE L'AÉRONAUTIQUE Recherche DIRECTEUR RÉGIONAL Sud de la France

Nous sommes leader dans le Conditionnement lié aux activités : aéronautique, espace et armement. Nous créons le poste de Directeur Régional basé à TOULOUSE, chargé de :

• Piloter 300 personnes dans un ensemble à taille humaine. • Préparer un plan de développement. • Assurer la coordination avec le siège. • Améliorer le suivi clientèle.

Nous cherchons un diplômé Grande École, 35 ans minimum, ayant une première expérience confirmée. Mobile, manager, parlant l'anglais, et connaissant notre environnement.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 401 à PA. Service 9, rue Poquein-Mollère - 33000 Bordeaux qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE INDUSTRIE DU PÉTROLE RECHERCHE INGÉNIEURS LOGGING 1 à 2 ans d'expérience.

Adresser C.V. à/n° 8523 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Mesurez vous à l'univers de la high-tech.

INSTRUMENTS S.A. est la première Société Française d'Instrumentation Scientifique.

Notre Division RIBER, spécialiste de l'ultra-vidé est leader mondial des équipements de recherche pour la micro-électronique. Nous exportons 80% de notre chiffre d'affaires.

En vue de compléter nos équipes, nous recrutons des candidats pour nos Services. Nous pouvons leur apporter beaucoup, et nous leur demandons beaucoup.

L'enthousiasme, le sens de la communication, le dynamisme, la disponibilité, l'esprit d'initiative, l'anglais courant et une formation scientifique poussée sont des qualités indispensables pour réussir chez ISA RIBER. Le sens des réalités, l'implication, et la tenue des objectifs, seront de réels atouts pour une vraie carrière au sein de nos équipes. Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions), en précisant la référence à :

ISA RIBER, Service du Personnel B.P. N° 231 92503 Rueil-Malmaison Cedex.

Ingénieurs Commerciaux à l'exportation

Mission : Animer un réseau d'Agents. Réaliser les objectifs de vente et de profits sur sa zone géographique, en suivant et développant la clientèle.

Profil : Ingénieur, grandes écoles ou universitaire, avec une expérience commerciale réussie. Expérience souhaitée dans la vente d'instrumentation de haute technologie et de forte valeur.

Particularités : Nombreux déplacements, très bonne pratique de l'anglais. Réf. RK 210

Ingénieurs informaticiens

Mission : Assurer le développement de projets au sein d'une équipe informatique. Réaliser les objectifs fixés dans les délais et coûts prévus.

Profil : Spécialiste en mesure physique et informatique. Expérience de 3 à 5 ans sur systèmes d'exploitation variés (minis et micros).

Particularités : anglais courant (lu et écrit) indispensable. Réf. RK 220

Ingénieurs rédacteurs de manuels techniques

Mission : Rédiger, en étroite collaboration avec les Services Techniques, les manuels d'instruction et définir avec cette équipe les procédures d'utilisation des produits.

Profil : Ingénieur Physicien, ayant une solide expérience dans un poste similaire. Formation INSA ou équivalent.

Particularités : Goût de la rédaction écrite, de la communication. Très bonne connaissance de l'anglais (lu, écrit, parlé). Réf. RK 230

Ingénieurs de maintenance

Mission : Assurer l'installation et la maintenance de nos équipements auprès de notre clientèle dans le monde entier.

Profil : Ingénieur Electronicien, ayant 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'ultra-vidé ou similaire. Grande disponibilité pour les voyages et les contacts.

Particularités : Nombreux déplacements. Pratique courante de l'anglais. Réf. RK 240



1er CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE SYSTÈMES DE NAVIGATION INERTIELLE 1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEK A ÉCRAN

recherche pour ses 4 Centres d'Etudes et de Développement de la Région Parisienne (Argenteuil - Eragny - Fontaine - St Christophe)

Ingénieurs Electroniciens Ingénieurs Automaticiens Ingénieurs Informaticiens

Grandes écoles (SUP ELEC, SUP AERO, SUP TELECOM, ENSIMAG, ENSEKIHT, ENSAM, ENSEA...)

Débutants ou confirmés pour participer à la réalisation d'environnements de développement de systèmes embarqués et de systèmes télématiques. Le contexte est C, UNIX, ITRS, Pascal, ou l'Assembleur 68000. Tous ces postes sont à pourvoir rapidement.

Rejoignez une équipe dynamique et en pleine expansion en adressant CV manuscrit et photo à SAGEM Gestion des Ressources Humaines 25, bd des Bourvets - 92002 NANTERRE CEDEX.



TOULON SYSECA, 350 MF de CA - 900 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs - est une importante SSII, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale. Nous recherchons

INGENIEUR CONCEPTEUR SYSTEME TEMPS REEL

Ingénieur, diplômé Grandes Ecoles (X, Mines, ENST...), vous justifiez de 2 ans d'expérience. Intégré à une solide équipe, vous participerez à des travaux d'analyse/conception d'un grand système informatique temps réel, en vous appuyant sur des outils puissants d'aide à la conception et à la validation d'architecture de système. Merci d'adresser votre candidature sous références 247 à SYSECA SELECTION 315, Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud cedex.



MATRA DATASYSTEME étend son offre-solution dans l'informatique haut de gamme : acquisition en temps réel, simulation, gestion transactionnelle, CAO... autant de domaines où nous voulons imposer notre savoir-faire. Pour réussir ce challenge, il nous faut des battants passionnés par notre aventure de grands projets et décidés à donner une impulsion déterminante à leur carrière :

Ingénieurs Technico-Commerciaux

Au sein du département commercial, vous participerez à la vente de solutions complexes ; vous conseillerez nos clients et garantirez la validité technique des solutions proposées. Réf.709/21/M

Jeunes Ingénieurs Support-Logiciel

Rattachés au département support-services, votre première expérience vous a donné une assurance technique et le goût du contact-clients ; vous serez à votre place dans l'un des domaines : Maintenance Logiciel, Conseil, Formation auprès de nos clients. Réf.710/51/M

Pour ces postes, vous justifiez d'une formation supérieure, et vous avez une expérience constructeur ou SSII qui vous a familiarisé avec les principaux langages (PASCAL, C, ADA par exemple) et systèmes d'exploitation (notamment UNIX) ; vous avez pu orienter vos compétences dans le domaine de la communication (norme ISO, ETHERNET...) ou architectures de systèmes.

Vous serez formés à nos produits et deviendrez rapidement autonomes dans vos interventions ; nous saurons reconnaître vos performances. Si vous vous reconnaissez dans ces lignes, envoyez votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence choisie) à DRH MATRA DATASYSTEME - 1 avenue Nispece 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX



JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS HF

distiguez vous dans la presse professionnelle

Rejoignez le Groupe TESTS, le numéro un en France de la presse spécialisée en informatique (01 Informatique, Décision Informatique, Ressources / Temps Réel, L'Ordinateur Individuel...). Le groupe est filiale, comme LAROUSSE et NATHAN, de CEP COMMUNICATION qui a réalisé un chiffre d'affaires de plus de trois milliards de francs en 1986.

Vous faites partie, à Paris, de l'équipe des journalistes de 01 INFORMATIQUE et vous contribuez à la réalisation de cet hebdomadaire d'actualité. Vous êtes chargés, en particulier, de la rédaction de dossiers et d'études techniques concernant les applications et les tendances en informatique dans le domaine des grands systèmes. Vous trouvez les spécialistes susceptibles de vous apporter leur concours et vous participez aux salons professionnels français et étrangers. Nous savons ce que délégation veut dire et nous comptons sur vous pour assumer rapidement des responsabilités plus larges.

Vous êtes titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou équivalent et vous possédez, de préférence, une première expérience professionnelle en informatique technique, industrielle ou de gestion.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4055, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel. SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



«Patron» du département vidéo professionnel de l'audiovisuel

TELCIPRO Un des leaders dans le transfert et la duplication de films (CA. 72 MF - effectif : 140 personnes) s'adjoint le Patron de son Département Vidéo.

Dans un environnement neuf et chaleureux, avec du matériel moderne et des plus performant, vous serez : - Homme de développement commercial, introduit auprès des chaînes TV, vous augmenterez le C.A., optimiserez les relations avec la clientèle traditionnelle. - Force de proposition technique auprès de la Direction Générale, vous serez garant de la qualité, assurerez un service étap-niveau, suggérez les améliorations techniques et organisationnelles. - Manager confirmé, vous animerez et dirigerez une équipe de 30 professionnels. Ingénieur de formation grande école, option électronique, votre expérience dans le secteur Vidéo vous a permis de prouver vos compétences commerciales, techniques et de mener d'hommes. Introduit dans le milieu vidéo-broadcasting, vous parlez l'anglais. Sylvie Cathelain vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 8707.



CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Monceau 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

SECTEURS DE POINTE



ASSISTANCE PUBLIQUE
HÔPITAUX DE PARIS

**responsable de la planification
et des systèmes d'information**

adjoint au directeur de l'informatique **MF**

Notre Direction de l'Informatique, qui comprend plus de 200 personnes, dispose, sur le site central à Paris, de deux IBM 4381 et d'un 4341. Nous poursuivons la mise en œuvre d'une politique de décentralisation de l'informatique qui concerne l'ensemble des établissements hospitaliers dans le domaine de la gestion et des applications médicales. Nous orientons cette politique vers le développement d'un système d'information articulé autour de la communication avec emploi de techniques avancées. Vous contribuez très largement à la préparation et à la conduite de cette évolution, en relation avec une grande variété d'interlocuteurs. A la tête d'une équipe de 15 personnes, composée notamment d'organiseurs et de gestionnaires, vous avez pour mission principale de :

- planifier et suivre les objectifs et les moyens de la Direction de l'Informatique, en mettant l'accent sur la définition des méthodes et la mise en place d'un système de gestion de projets ;
- d'informer les utilisateurs de la politique en vigueur, de les aider à exprimer leurs besoins et aussi d'organiser, assister et coordonner les structures informatiques décentralisées.

Vous êtes âgé de 34 ans minimum et, de préférence, titulaire d'un diplôme d'une grande Ecole. Vous avez acquis, en informatique de gestion, une expérience de la conduite de projets importants, notamment comme Responsable des Etudes ou Ingénieur en Chef d'une S.S.I.L. La connaissance du secteur de l'Administration Publique serait appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/87010, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



Rejoignez...
MATRA COMMUNICATION

Deuxième pôle français de la Communication d'Entreprise : 5.000 personnes, 2,5 Milliards de C.A. Dans le cadre de notre fort développement, nous recrutons (H/F) pour l'une de nos filiales (235 personnes), proche banlieue Paris Sud.

Ingénieur Support Technique

Ingénieur électronicien de formation (ENSI, ISEP, ISEN, INSA...), vous êtes un professionnel des Télécoms et vous avez une expérience approfondie (mini. 5 ans) acquise chez un constructeur et/ou un installateur.

Au sein de la Direction Technique (150 personnes) de notre filiale de distribution, vous prenez en charge la fonction « Développement et Formation Technique ».

Vous appuyez la Direction Technique dans son approche « système » (réseaux multiservices, environnement informatique, etc...), la recherche de gains de productivité, les besoins en formation, l'augmentation des compétences, la prise en compte des nouveaux produits et des nouvelles technologies, etc...

Vous êtes précis, rigoureux, pragmatique, homme de terrain. Vous vous attachez à développer une démarche « qualité » tant sur les produits que dans le service au client.

Nous vous offrons une possibilité d'évoluer dans une entreprise de grande notoriété située sur des marchés très porteurs.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions sous référence DF 3025 à Nicole Kamerzac - MATRA COMMUNICATION Direction du Personnel (Service Recrutement) rue Jean Pierre Timbaud - BP 26 - 78392 BOIS D'ARCY

MATRA COMMUNICATION

Informatique + Banque

Gestion des produits bancaires
(dépôts, prêts, placements, assurances, ...)
Réf. B 206 M.

Applications marketing
(enrichissement de la base de données, outils de segmentation)
Réf. B 208 M.

Gestion des agences
(terminaux financiers, libre service bancaire, ...)
Réf. B 207 M.

Applications comptables
(comptabilité bancaire)
Réf. B 209 M.

Pour toute face ou développement de nos activités bancaires, nous renforçons notre service études et recherches

4 Chefs de Projet

Vous disposez sur un matériel BULL DPS 90-92T, de moyens techniques puissants et évolués qui vous sont familiers tels que les bases de données, le transactionnel, l'atelier de génie logiciel PAC BASE, une méthode de type MERSE, des outils de conduite de projets.

Pour les postes de gestion vous démontrerez votre expérience de l'informatique bancaire. Pour les applications commerciales, vous maîtrisez les LAG et les micros bien entendu. Pour les applications comptables, il faut absolument une formation en comptabilité.

Votre aptitude à communiquer sera un atout indispensable pour réussir dans ces postes en relation avec les utilisateurs. Vos qualités de gestionnaire vous permettront de maîtriser les projets qui vous seront confiés.

Ces postes à pourvoir dans une ville universitaire à 100 km de Paris comportent une dimension d'encadrement d'une équipe interne de 3 à 6 personnes et de moyens extérieurs éventuels. Ils peuvent intéresser des spécialistes souhaitant prendre des responsabilités importantes au sein de structures légères.

Ecrivez à notre Conseil.
Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite + CV et photo sous référence du poste choisi.



65, Avenue Kléber, 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

**Schémas directeurs
et grands projets bancaires**

SEMA+METRA développe des systèmes d'information en partenariat avec ses clients. Dans le cadre de ces grands projets, elle recherche des ingénieurs informaticiens.

Chefs de projets et consultants senior.
Vous piloterez des schémas directeurs et vous prendrez en charge des équipes de projets de 3 à 15 personnes. animateur des hommes et experts en technologie informatique, vous garantirez la réussite de vos missions grâce à votre bonne connaissance des mécanismes bancaires et à votre pratique des méthodes (RACINES, MERISE...). (Réf. AC/7).

Concepteurs de systèmes d'information.

Vous mènerez les études préliminaires et définirez les spécifications fonctionnelles générales en vous appuyant sur des méthodes rigoureuses (MERISE), sur des outils de génie logiciel et sur une solide formation. Vous avez une première expérience d'au moins 3 ans en développement de systèmes d'information dans un environnement de gestion (systèmes bancaires de préférence). (Réf. AC/8).

Nous rejoindre, c'est donner à votre carrière l'empreinte de notre méthode et la dynamique de notre approche.

Merci d'envoyer votre candidature en précisant la référence souhaitée à Agnès Chauvin - SEMA+METRA, 16-18, rue Barbès - 92126 Montrouge Cedex.



élysée

RESPONSABLE DE ZONE EUROPE

pour la France, l'Italie, l'Espagne, le Benelux et la Scandinavie. Rattaché au Directeur de notre filiale de Darmstadt (R.E.A.), votre mission consistera à développer et fidéliser notre clientèle et déterminer les nouvelles applications possibles de nos produits.

Physicien ou ingénieur de formation, vous avez 30 à 35 ans. Vous connaissez bien l'industrie des semi-conducteurs et ses marchés puisque vous êtes actuellement, de préférence, ingénieur d'affaires dans un secteur de pointe. Vous êtes bien entendu motivé par la vente des biens d'équipements « high-tech » et parfaitement rompu aux négociations de haut niveau. Vous êtes, en outre, bilingue français-anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous la référence LM/8770, à notre Conseil Philippe LEMEILLE

COPERS 1, RUE MONCEY - 75009 PARIS



SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, (91) MASSY

EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET ARMEMENTS
recherche pour sa
DIRECTION DES ETUDES

Ingénieurs-Analystes

DIPLOMES

- Débutants ou première expérience,
- Temps réel,
- Connaissances en automatique souhaitées.

Ecrire avec C.V., prétentions à
Direction des Affaires Sociales - 91344 Massy Cedex



MOTOROLA
ELECTRONIQUE AUTOMOBILE ANGERS

Implantée à ANGERS depuis 3 ans, MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE entreprise régionale à taille humaine de 220 personnes bénéficie d'une présence mondiale à travers l'ensemble du groupe MOTOROLA.

A ANGERS LA QUALITE N'EST PAS SEULEMENT UN SLOGAN, C'EST NOTRE METIER

En pleine expansion, nous proposons à des

INGENIEURS PROCEDES

possédant de préférence une formation en électronique (N7, ESEO, INSA...) de s'intégrer à une équipe chargée de développer et d'adapter les processus de fabrication de produits à haute technologie pour l'industrie automobile.

Une évolution vers de plus larges responsabilités sera possible après quelques années d'expérience concrète. Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant 2 années d'expérience ou débutants à fort potentiel. L'anglais est impératif.

Rejoignez une équipe dynamique tournée vers l'avenir, contactez-nous : Eliane SONNEVILLE (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. LM 0487 MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE BP 1028 - 49015 ANGERS Cedex.

Jeune Ing...
MATRA
RESPONS...
LOGISTI...
Une dou...
Market...
In...
Chefs...
M...
MOR...
PARIS - LYON

150

150

SECTEURS DE POINTE



MATRA TRANSPORT, conçoit et réalise des systèmes de transports automatiques (Val, Aramis). Son développement rapide l'amène à créer un poste de :(H/F)

Jeune Ingénieur Electricien MT - BT - TBT

Au sein du groupe projet, il participe à l'étude et au suivi d'installations électriques pour la réalisation de nouvelles lignes de Métro pour nos projets France et Export. Il lui sera confié plus particulièrement l'élaboration de logiciels de simulation nécessitant de solides compétences en électrotechnique.

Il travaille en liaison étroite avec le BE, et il contrôle les réalisations et l'avancement du chantier auprès des sous-traitants et participe aux essais fonctionnels et de mise sous tension des équipements dans les domaines MT, BT et automatismes.

Jeune ingénieur électrotechnicien, il est débutant ou possède une première expérience de 2 ans au plus en électricité (MT, BT, TBT) et a de bonnes notions d'Anglais.

Ce poste basé à LILLE, pourra éventuellement faire l'objet d'une mutation sur l'un de nos projets en Province.

Si vous souhaitez réussir et évoluer avec nous, merci de nous adresser votre dossier de candidature à MATRA TRANSPORT Direction du Personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE/ENTREPOT

Venez diriger et faire évoluer notre entrepôt central en Gatinais.

Notre maison-mère est l'un des grands noms mondiaux de l'agro-alimentaire. En France, nous employons 850 personnes et réalisons un CA voisin de 700 MF, ce qui fait de nous le leader européen. Nos 3 usines exportent 23000 tonnes de produits variés (soit 130 000 m3 par an 180 références) qu'il vous faudra gérer.

Agé d'au moins 32 ans, de formation supérieure «logistique/transport», vous êtes un homme de terrain et vous avez une solide expérience de la gestion d'un entrepôt excels dans une affaire industrielle, pharmaceutique, agro-alimentaire ou encore chez un transporteur international ou un transitaire.

Notre objectif : à partir de l'existant, qu'il vous faut faire tourner, vous modernisez notre entrepôt en y intégrant un système de gestion performant. Vous dirigez une équipe de 35 personnes, organisez le trafic de l'entrepôt en entrée-stockage-sortie, travaillez en liaison avec notre service transport. Bien sûr, vous n'avez aucun complexe face à l'informatique.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous réf. S17LM à notre Conseil :

SODERHU 22 RUE SAINT AUGUSTIN 75002 PARIS



Une double compétence Marketing - Technique

Ingénieurs Chefs de Produits

Vous êtes ingénieur avec une formation complémentaire commerciale. Vous souhaitez démarrer votre carrière dans un emploi où vous pourrez valoriser immédiatement cette double compétence.

Chez Colgate-Palmolive, nous vous proposons de gérer des lignes de matériels dans le domaine du nettoyage professionnel avec d'emblée autonomie, liberté d'action et responsabilité.

De plus, à chaque étape de votre carrière, nous saurons vous donner tous les moyens d'un réel enrichissement professionnel.

Si cette opportunité vous attire, écrivez à Colgate-Palmolive, Direction de l'Emploi, 55 bd de la Mission Marchand, 92041 Courbevoie Cedex, sous référence ICP.



Engineering Rhône Alpes Ingénieur d'Affaires

La trentaine environ, ingénieur de formation, bilingue anglais, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans confirmée dans une fonction similaire ou de Chef de Projet au sein de Sociétés d'ingénierie de taille moyenne ou d'un Constructeur d'équipements réalisant des installations complètes ou partielles, clés en mains liées aux industries agro-alimentaires, traitement des minéraux, du verre, mélange produits pulvérulents (broyage, séchage), transformation matières plastiques, etc... Vous connaissez bien les techniques de stockage, manutention, structures métalliques, production d'énergie, informatique industrielle, process automatisés, etc...

Au sein de notre Société française Engineering de renommée internationale, nous recherchons pour faire face à notre développement un INGENIEUR D'AFFAIRES, responsable de l'exécution de contrats, depuis la négociation jusqu'à la réception provisoire et définitive.

Merci d'adresser CV manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel, sous réf. 8890 CM à notre Conseil, 58 avenue de Wagram - 75017 Paris 17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT 888.8 MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON



Exercer vos compétences logiciel au carrefour de l'informatique et des télécommunications.

Le regroupement de l'activité informatique professionnelle de Philips et des télécommunications d'entreprise de TRT au sein de TRT-TI en fait l'une des rares sociétés en France dont les compétences et les produits répondent à la convergence actuelle des marchés et des techniques de l'informatique et des télécommunications. Dans le cadre de notre croissance, nous recherchons

JEUNES INGENIEURS ANALYSTES réf. 01/M

Titulaires d'une maîtrise ou diplômés d'écoles d'ingénieurs, option informatique, vous connaissez le cobol. Dans un premier temps, vous intégrerez nos équipes de développement de logiciels d'application de gestion pour nos clients.

A terme, vous assurerez l'intégralité de la conduite de projets. Postes en Région Parisienne.

INGENIEURS SYSTEME réf. 02/M

Ingénieurs grandes écoles option informatique système, ou universitaires, vous avez 2 à 3 ans d'expérience UNIX et connaissez les télécommunications et les réseaux. Vous assurez le support, l'évolution et le développement des logiciels systèmes pour notre nouvelle gamme de matériels. Postes basés en Région Parisienne.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX réf. 03/M

De formation supérieure scientifique, ENSI, INSA, MIAGE, vous êtes débutants ou avez une première expérience. Vous intervenez en clientèle auprès de nos équipes de vente pour assurer l'évolution des solutions en place, l'élaboration et le suivi des nouveaux projets, l'information et le suivi des SSII partenaires, la formation et l'installation de nos clients.



Philips en France, c'est 21,7 milliards de CA, 25900 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.

Postes à pourvoir à Paris (réf. 03/M), Lyon (réf. 04/M) et Strasbourg (réf. 05/M).

BANQUES - ASSURANCES

CHEFS DE PROJETS CONFIRMES réf. 06/M Région Parisienne

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX réf. 07/M Débutants/confirmés - Marseille

De formation supérieure, vous assurerez la gestion technico-commerciale de grands comptes (banques, assurances). Connaissance UNIX, télétraitement et Architecture de réseaux (SNA, DSA...) très fortement appréciée.

ASSISTANTS TECHNICO-COMMERCIAUX réf. 08/M

débutants ou première expérience.

De formation IUT informatique, vous intervenez en support client pour l'installation de progiciels de gestion.

Postes basés à Paris.

De fréquents déplacements sont à prévoir dans toute la France.

ANIMATEURS DE FORMATION réf. 09/M

Vous êtes actuellement professeur dans une discipline scientifique et passionné par l'informatique. Vous assurerez la formation de nos clients et de notre personnel dans les domaines bureautique, télématique et informatique. Postes à pourvoir en Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence choisie, à TRT-TI, Direction de personnel, 5 square Max Hymans, 75741 Paris Cedex 15.

ASSURER LA MAITRISE D'ŒUVRE DE RITA US : UN CHALLENGE QUI S'ADRESSE AUX MEILLEURS !

Ingénieurs grandes écoles (option électronique ou informatique), votre expérience confirmée (3 ans minimum) dans l'intégration de logiciels importants a démontré vos compétences top niveau dans ce domaine. Ambitieux, vous souhaitez aller plus loin et vous associer à la réalisation d'un projet d'envergure internationale. Nous vous proposons de participer au développement de RITA US et d'enrichir votre acquis au contact des techniques et méthodologies d'outre-Atlantique, en occupant l'une des fonctions suivantes :

INGENIEURS RESPONSABLES COORDINATION PROJETS LOGICIELS

Interface entre la maîtrise d'œuvre et le réalisateur, vous êtes responsable de la rédaction et de l'évolution des spécifications. Vous assurez le suivi et le contrôle du développement des logiciels (logiciel opérationnel, logiciel test, logiciel de maintenance). (Réf.501/LM)

Pour l'ensemble de ces postes, basés à Velizy, des déplacements aux U.S.A. de courte et moyenne durée sont à prévoir. La maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste souhaité à notre conseil qui traitera ces recrutements avec la plus grande confidentialité. JFD Conseil - 8 Rue St Philippe du Roule - 75008 PARIS.

INGENIEURS RESPONSABLES REALISATION PRODUITS LOGICIELS

Vous conduisez l'équipe de réalisation de produits logiciels et de leur documentation dans le cadre d'applications importantes. La connaissance des produits standard MITRA et DEC est souhaitable. Une expérience en calcul numérique sera appréciée pour l'un des postes. (Réf.502/LM)



INGENIEURS GRANDES ECOLES

POUR PARTIR GAGNANT, VOYEZ L'AVENIR EN GRAND

Grand groupe industriel français - comptant à ce jour, 11 usines en France et aux Etats-Unis - résolument tourné vers l'avenir, nous connaissons un taux de croissance élevé. Notre développement puise sa force dans notre diversification ainsi que dans nos investissements technologiques.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole - Centrale, Mines, Arts et Métiers, Ponts et Chaussées, ENSIC... - à 23-25 ans environ, vous êtes jeune

diplômé ou possédez déjà une première expérience.

Quoi qu'il en soit, vous recherchez, aujourd'hui, une entreprise d'envergure capable de vous former et de vous donner tous les atouts pour optimiser votre potentiel et votre professionnalisme.

Rigueur, implication, mobilité seront vos meilleurs atouts pour prendre des responsabilités opérationnelles au sein du Groupe après une première période d'intégration.

Tourné vers l'avenir, notre Groupe vous offrira à court et moyen terme de nombreuses opportunités de carrière en France comme à l'étranger.

Si vous êtes de ceux qui partent gagnant et qui voient l'avenir en grand, envoyez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo exigée), sous la référence 4718/LM, à

C.V. 71, av. Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

CAP GEMINI SOGETI
premier groupe européen de services informatiques

L'AGENCE
Aéronautique & Spatial
recherche pour
GRANDS PROJETS
INFORMATIQUES • SCIENTIFIQUES • TECHNIQUES

INGENIEURS GRANDES ECOLES

<p>2 à 3 ans d'expérience SGBD relationnels ORACLE — SQL / DS — DB2 Langages PASCAL — C — ADA</p>	<p>5 à 10 ans d'expérience CONCEPTION DE SYSTEMES D'INFORMATION MERISE — AXIAL DIRECTION DE GRANDS PROJETS étayée par de solides compétences techniques associées à ces domaines</p>
---	--

VOUS AVEZ LA VOLONTÉ D'ÉVOLUER.
CAP SOGETI INDUSTRIE EN A LA CAPACITÉ. VOUS Y TROUVEREZ VOTRE PLACE.

Serge Chiarini, Directeur de l'Agence, attend votre dossier de candidature
92 boulevard du Montparnasse 75682 Paris Cedex 14.

CAP SOGETI INDUSTRIE

**MOTOROLA N°1 MONDIAL
DES RADIOCOMMUNICATIONS**

Renforce ses équipes, dans le domaine des réseaux et systèmes de radio-téléphone, et transmission de données par voie radio, et recherche

INGENIEURS D'ETUDES DE SYSTEMES

chargés d'étudier les applications de nos Clients, de concevoir des Systèmes répondant à leurs besoins, et d'en assurer la responsabilité technique en cours de réalisation.

Ils seront donc en contact avec les Clients, les laboratoires d'études et les usines.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs électroniciens confirmés, intéressés par la conception et la réalisation de réseaux avancés de Radiocommunication.

Une expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants serait appréciée :
• Informatique temps réel, • Télécommunications, • Radio.
L'anglais courant est indispensable.

Ces postes offrent de réelles possibilités d'évolution de carrière pour des candidats de valeur.

Merci d'écrire à MOTOROLA DIVISION COMMUNICATIONS Direction du Personnel - 14, allée du Canal, Z.I. de la Petite Montagne Sud, 91020 Evry Cedex, sous réf. M 2804.

MOTOROLA SA
DIVISION COMMUNICATIONS

Calorstat

Importants P.M.E. à vocation internationale, sous contrôle américain, leader dans sa spécialité de haute technologie.

Dourdan - 91

**Ingénieur d'Affaires
de haut niveau**

Rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité d'exploiter et de développer les marchés à l'exportation des secteurs nucléaire, hydraulique, aéronautique, etc., en étroite collaboration avec la Direction Technique.

Expérience réussie de 5 à 10 ans à un poste similaire impliquant des négociations techniques de haut niveau et une excellente pratique de l'exportation. Ingénieur diplômé A & M. ECAM, ICAM ou équivalent spécialisation Mécanique. Parfaite maîtrise de l'anglais ou de l'allemand indispensable compte tenu des nombreux déplacements.

Rémunération liée à l'acquis professionnel et aux performances du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 27001 M à Danièle Chapuis

MRI conseil 13, rue Madeleine Michéls, 92522 Neuilly.

BOURSE DE PARIS

**responsable des produits
et du développement commercial
de la SSII que nous créons.**

Transformer une des unités de notre centre informatique en filiale, prestataire de services, faire progresser de façon significative l'activité de cette société, est le challenge auquel nous vous associons. Forts des compétences et du potentiel de plus de 70 collaborateurs, nous disposons d'atouts majeurs pour réaliser nos ambitions et renforcer notre position de numéro un, en France, dans le domaine de l'informatique des fonctions Bourse et Titres des charges d'Agents de change et des banques équipées de mini-ordinateurs de type VAX. Rattaché à la Direction de la future SSII, vous animez une équipe composée, pour le moment, de sept personnes, Ingénieurs d'Affaires et Chefs de Produits surtout. Vous avez pour mission d'analyser le marché, d'évaluer les besoins de la clientèle, de lui proposer des progiciels dont vous planifiez et coordonnez les développements. Vous assumez également la responsabilité complète de la promotion et de la commercialisation des produits dans un contexte en forte évolution.

Vous êtes âgé de 35 ans minimum, de préférence diplômé d'une grande Ecole, vous connaissez le secteur financier et vous êtes rompu au métier des SSII. Dans l'une de celles-ci, vous avez fait vos preuves comme Responsable Commercial et Marketing ou vous avez dirigé et développé un centre de profit orienté vers des activités d'ingénierie.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4046, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

**INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
(H. ou F.)**

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES
Proche banlieue Sud Paris

Une Société française, filiale d'un groupe américain (800 personnes - C.A. : 120 millions de dollars), et spécialisée dans la fabrication et dans la commercialisation de métaux purs et d'équipements destinés à l'industrie électronique, recherche un **INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL** pour sa Division "Matériaux". Sous l'autorité du Directeur du bureau de Paris, il sera chargé, sur les régions Parisienne, Nord et Est de la France de prospecter et suivre une clientèle d'industriels et de centres de recherches, développant leurs activités dans le secteur électronique et en particulier les semi-conducteurs en vue de promouvoir et développer les ventes des produits de sa division, et de la fixation des prix de vente. Il veillera au respect des contrats en matière de qualité et de délais de livraison. Il se tiendra au courant de l'évolution du marché en termes de besoins. Ce poste conviendrait à un candidat H. ou F. âgé d'environ 28 ans, de formation BTS, DUT ou ingénieur Option Physique ou Chimie, possédant une bonne connaissance de l'anglais ainsi qu'une première expérience de la vente de produits de haute technologie. La connaissance des semi-conducteurs constituerait un atout supplémentaire. Ce poste implique 50 % de temps en déplacement. Une évolution vers un poste de Chef d'Agence est envisageable pour un candidat de valeur. Ecrire sous référence 9117 M à :

GRH Conseils
3 Avenue de Segur - 75007 PARIS - Discrétion assurée.

Goal Systems
Software Solutions

**Avec nous,
un challenge à gagner !**

NOTRE VOCATION :
Créer des logiciels permettant d'améliorer les performances et la sécurité des grands systèmes IBM et d'en faciliter l'utilisation.
12 000 sites dans le monde nous ont déjà accordé leur confiance. Notre implantation en France est récente : nos 20 collaborateurs ont néanmoins réalisé un chiffre d'affaires de 20 millions de francs, réparti sur 1 000 clients.

Ingénieurs commerciaux

MISSION :
Vous êtes responsable de la commercialisation de nos produits sur votre «territoire». Du premier contact téléphonique à l'installation, vous savez développer et suivre votre clientèle. Vous bénéficiez pour cela d'un support international et d'une équipe technico-commerciale locale.

PROFIL :
Vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 2 ans, acquise dans la vente de services informatiques, de préférence dans un environnement IBM. La connaissance de la vente de logiciels serait un atout complémentaire. Vos succès s'expliquent par votre crédibilité, votre tenacité et votre optimisme. Ce poste est basé à Paris et impose la maîtrise de l'anglais.
Merci d'adresser votre candidature, sous référence GOALS/SPG, à notre conseil :

PSYCHE INFORMATIQUE - 14, RUE VIGNON, 75009 PARIS.

Enertec

recherche pour son département Fabrications Electroniques situé à Pont-Audemer (170 km de Paris par l'autoroute de Normandie et 25 km d'Honfleur-Decauville) un

Ingénieur Industrialisation

Au sein d'une équipe et en relation étroite avec les services techniques de nos clients (Télécommunications, systèmes électroniques de polymère...) vous êtes responsable du suivi technique de nouveaux produits et de leur industrialisation : développement des outils de test, définition du processus de fabrication.

Vous participez d'autre part à des projets dans le domaine du test et de la CAO (lié à l'adoption de la technologie des composants reportés à plat).

Electronicien de formation (ESE, ENST...) vous êtes très motivé par un environnement de production et vous désirez valoriser une première expérience d'études, d'industrialisation ou de fabrication. Votre forte aptitude à la prise de décisions et aux relations humaines vous ouvriront des possibilités d'évolution rapide au sein du groupe Schlumberger. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à P. MATON, Enertec Schlumberger, 21 Saint Ulfran, 27500 Pont-Audemer.

ENERTEC
Schlumberger

2014-04-29 15:50

SNECMA
 SOCIÉTÉ NATIONALE
 D'ÉLECTRONIQUE
 AÉRONAUTIQUE
 ET DE
 MÉCANIQUE
 DES
 HAUTES
 TECHNIQUES
 100, rue de la
 République
 92000 Nanterre
 Cedex
 Tél. (1) 47 33 33 33
 Telex 200 000
 SNECMA
 réda
 d'une
 07 info
 08 11 11 11
 09 11 11 11
 10 11 11 11
 11 11 11 11
 12 11 11 11
 13 11 11 11
 14 11 11 11
 15 11 11 11
 16 11 11 11
 17 11 11 11
 18 11 11 11
 19 11 11 11
 20 11 11 11
 21 11 11 11
 22 11 11 11
 23 11 11 11
 24 11 11 11
 25 11 11 11
 26 11 11 11
 27 11 11 11
 28 11 11 11
 29 11 11 11
 30 11 11 11
 31 11 11 11
 32 11 11 11
 33 11 11 11
 34 11 11 11
 35 11 11 11
 36 11 11 11
 37 11 11 11
 38 11 11 11
 39 11 11 11
 40 11 11 11
 41 11 11 11
 42 11 11 11
 43 11 11 11
 44 11 11 11
 45 11 11 11
 46 11 11 11
 47 11 11 11
 48 11 11 11
 49 11 11 11
 50 11 11 11
 51 11 11 11
 52 11 11 11
 53 11 11 11
 54 11 11 11
 55 11 11 11
 56 11 11 11
 57 11 11 11
 58 11 11 11
 59 11 11 11
 60 11 11 11
 61 11 11 11
 62 11 11 11
 63 11 11 11
 64 11 11 11
 65 11 11 11
 66 11 11 11
 67 11 11 11
 68 11 11 11
 69 11 11 11
 70 11 11 11
 71 11 11 11
 72 11 11 11
 73 11 11 11
 74 11 11 11
 75 11 11 11
 76 11 11 11
 77 11 11 11
 78 11 11 11
 79 11 11 11
 80 11 11 11
 81 11 11 11
 82 11 11 11
 83 11 11 11
 84 11 11 11
 85 11 11 11
 86 11 11 11
 87 11 11 11
 88 11 11 11
 89 11 11 11
 90 11 11 11
 91 11 11 11
 92 11 11 11
 93 11 11 11
 94 11 11 11
 95 11 11 11
 96 11 11 11
 97 11 11 11
 98 11 11 11
 99 11 11 11
 00 11 11 11
 MEDIA BA 71.4
 - Mer
 - CAO
 11 11 11 11
 12 11 11 11
 13 11 11 11
 14 11 11 11
 15 11 11 11
 16 11 11 11
 17 11 11 11
 18 11 11 11
 19 11 11 11
 20 11 11 11
 21 11 11 11
 22 11 11 11
 23 11 11 11
 24 11 11 11
 25 11 11 11
 26 11 11 11
 27 11 11 11
 28 11 11 11
 29 11 11 11
 30 11 11 11
 31 11 11 11
 32 11 11 11
 33 11 11 11
 34 11 11 11
 35 11 11 11
 36 11 11 11
 37 11 11 11
 38 11 11 11
 39 11 11 11
 40 11 11 11
 41 11 11 11
 42 11 11 11
 43 11 11 11
 44 11 11 11
 45 11 11 11
 46 11 11 11
 47 11 11 11
 48 11 11 11
 49 11 11 11
 50 11 11 11
 51 11 11 11
 52 11 11 11
 53 11 11 11
 54 11 11 11
 55 11 11 11
 56 11 11 11
 57 11 11 11
 58 11 11 11
 59 11 11 11
 60 11 11 11
 61 11 11 11
 62 11 11 11
 63 11 11 11
 64 11 11 11
 65 11 11 11
 66 11 11 11
 67 11 11 11
 68 11 11 11
 69 11 11 11
 70 11 11 11
 71 11 11 11
 72 11 11 11
 73 11 11 11
 74 11 11 11
 75 11 11 11
 76 11 11 11
 77 11 11 11
 78 11 11 11
 79 11 11 11
 80 11 11 11
 81 11 11 11
 82 11 11 11
 83 11 11 11
 84 11 11 11
 85 11 11 11
 86 11 11 11
 87 11 11 11
 88 11 11 11
 89 11 11 11
 90 11 11 11
 91 11 11 11
 92 11 11 11
 93 11 11 11
 94 11 11 11
 95 11 11 11
 96 11 11 11
 97 11 11 11
 98 11 11 11
 99 11 11 11
 00 11 11 11

150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Mercredi 29 avril 1987 27

SECTEURS DE POINTE



LE DEFI TECHNIQUE

INGENIEURS LOGICIELS

La Division Moyens Industriels recherche des INGENIEURS LOGICIELS. Au sein du service automatisation des mesures et des essais, ils devront analyser, réaliser et faire réaliser des logiciels industriels destinés à l'automatisation des moyens d'essais utilisés par la SNECMA et ses clients.

Nous recherchons des ingénieurs possédant déjà une expérience d'informatique industrielle sensible aux applications concrètes.

Les candidats seront diplômés d'une grande école d'ingénieurs. Lieu de travail : région parisienne (sud-est). Vous voudrez bien adresser CV et prétentions sous référence 58/87 à SNECMA - Département Encadrement - 2, Bd Victor 75724 PARIS Cedex 15.



SOCIÉTÉ NATIONALE nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions chûtes et avions. Les candidats doivent être diplômés d'une grande école d'ingénieurs. Vous voudrez bien adresser CV et prétentions sous référence 58/87 à SNECMA - Département Encadrement - 2, Bd Victor 75724 PARIS Cedex 15.

COURTESY TELEMATRIALE: (1) 02 16 19 15 ou 30 14 Date: CONTES

Le Monde CADRES

Equipement automobile

200 km Nord-Est Paris

Accroître et conduire la modernité de notre outil de production

Au sein d'un groupe industriel français doté d'une audience internationale, nous avons le privilège d'être des unités souples, évolutives de taille humaine. La Direction Générale de l'une d'elles (190 personnes - 22 % de progression annuelle), recherche un INGENIEUR DE PRODUCTION, responsable des moyens (équipements, Hommes, outillages) en intégrant des méthodes de gestion moderne, GPAO, CAO, etc...

Ce poste suppose un collaborateur de 32 ans environ, Ingénieur diplômé mécanicien ou équivalent, et ayant une expérience de 5 ans d'encadrement d'unités de fabrication de + de 50 personnes, au sein desquelles il s'est familiarisé au management participatif et à une gestion de production informatisée.

Vous résiderez en province à 200 km Nord-Est de Paris. Merci d'adresser CV manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 8905 MAM à notre Conseil - 17 rue Courmaux - 51054 Reims cedex 58 avenue de Wagram - 75017 Paris



MORENO CONSULTANTS Recrutement Structures et Communication

Directeur commercial adjoint PARIS

Société d'ingénierie et de construction d'équipements industriels de haute technologie en expansion constante recherche, pour son siège parisien, un Ingénieur diplômé grande école - Mines, Centrale, ENSTA - ses bases techniques seront celles d'un mécanicien et d'un thermicien. Il aura une expérience accomplie de la négociation avec les grands partenaires industriels du marché international et justifiera d'une stature personnelle évidente. Le candidat parlera couramment l'anglais, et une seconde langue est souhaitée. Le poste suppose de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger proche et lointain. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous référence 30-M à Bailly Conseil, 128, boulevard Haussmann - 75008 Paris



rédacteur en chef d'une revue de micro-informatique.

âgé de 30 ans minimum, diplômé d'une grande Ecole ou équivalent et fort d'une réelle expérience d'animation d'équipe.

Vous vous joignez, à Paris, au Groupe TESTS, le numéro un de la presse informatique en France

(01 Informatique, Ressources/Temps Réel, L'Ordinateur Individuel, Décision Informatique, Temps Micro, etc.) qui engage un nouveau développement de son pôle de micro-informatique professionnelle. Le Groupe TESTS est une filiale de CEP COMMUNICATION dont le chiffre d'affaires a dépassé trois milliards de francs en 1986.

Rattaché au Directeur de la Rédaction des trois publications spécialisées en micro-informatique professionnelle, édités par le groupe, vous prenez la rédaction en chef de l'une d'entre elles. Avec le concours de l'équipe que vous dirigez, vous assurez la conception et la réalisation du magazine qui vous est confié, dans le cadre des orientations arrêtées par la direction. Vos fonctions impliquent la définition des contenus, la coordination du recueil des informations, la conduite des études et leur traitement (mise en forme, maquette, iconographie, etc.), la gestion de la fabrication. Vous entretenez, bien sûr aussi, des relations permanentes avec les acteurs du milieu informatique concerné. Nous vous apportons l'appui et l'assistance nécessaires pour que vous assumiez rapidement et pleinement vos responsabilités.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4054, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



INGENIEURS CHIMISTES

Groupe industriel français de premier plan, à vocation internationale, nous recherchons des

REGION RHONE-ALPES

Débutant ou avec une première expérience, nous vous proposons, après une période de formation, d'intégrer notre laboratoire central doté de technologies de pointe : microscope électronique, appareillage de 3^e génération. Homme de sciences mais aussi de terrain, c'est en relation étroite avec les exploitants que vous procéderez à vos travaux de contrôle et de recherche. (Rél. 4741/RA)

EST DE LA FRANCE

Nous souhaitons vous confier la formulation de produits techniques pour le bâtiment au sein de notre SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - facteur clé de notre expansion.

Spécialiste des produits formulés, nous vous offrons aujourd'hui l'occasion de mettre en œuvre vos connaissances et votre expérience dans le domaine de la technologie des liants hydrauliques et des résines. (Rél. 4741/EF)

Si vous souhaitez vous investir dans une mission passionnante au sein d'un groupe dynamique et en forte expansion qui saura valoriser vos performances, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, en précisant la réf. du poste choisi, à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE. RESEAUX. TEMPS REEL.

Ces secteurs vous intéressent et vous êtes ambitieux, dynamique et compétent.

Rejoignez une SSI française performante qui connaît depuis 1978, un développement rapide et continu (700 collaborateurs) au sein de son :

Département Automatismes et Systèmes.

Vous êtes ingénieur ou universitaire et vous maîtrisez l'une des techniques suivantes :

- UNIX, C, 68000 - MS/DOS - Microprocesseur : 8, 16, 32 bits, en tranche - BULL SPS7, SPS9, Q 400 - CAO, informatique scientifique, FORTRAN - VAX, MINIS TEMPS REEL

Adressez votre candidature à : ISI/Département Automatismes et Systèmes 365, rue de Vaugrand, 75015 PARIS ou contactez Georges PEITE, Directeur du Département (45 30 07 02 Poste 136).



Crédit Mutuel

Poursuivant son développement, le Crédit Mutuel Océan recouvre les départements : Vendée, Charente-Maritime, Deux-Sèvres recherche le

Responsable de son Département Placements Financiers

Titres - Bourse - Fond commun de placements et produits collectifs - conseil aux réseaux et à la clientèle - gestion de portefeuilles privés... Ce poste, à pourvoir au Siège Social à la Roche-sur-Yon, s'adresse à une personnalité de formation supérieure, d'expérience confirmée dans la Bourse et les produits financiers, capable de manager un ensemble d'activités techniques et commerciales. Veuillez adresser lettre manuscrite + C.V. sous Réf. JO/PV à CURRICULUM 6, passage Lathuille - 75018 PARIS.

LYON

La Division Financière d'un important Groupe de distribution français (CA 25 milliards de F) recherche pour son Siège à Lyon, un

opérateur de trésorerie

Appuyé par un bureau de gestion de 5 personnes, il est l'interlocuteur habituel des Organismes bancaires et autres acteurs du marché. Sa mission essentielle est d'assurer la valorisation optimale d'une trésorerie importante en utilisant les méthodes sophistiquées déjà existantes qu'il saura faire évoluer en fonction des besoins. Ce poste s'adresse à un candidat brillant débutant (ou courte expérience) possédant une formation de gestion financière de haut niveau : ESSEC, HEC, Grandes Ecoles de Commerce et/ou Ecoles d'ingénieurs + MBA, ISA, ACTUARAT. Le candidat bénéficiera d'une formation interne de haute qualité et de points d'appui relationnels solides. Ce poste nécessite un profil de gagnant, la capacité de maîtriser rapidement tous les outils financiers du marché et les moyens informatiques correspondants, le sens de la décision rapide et efficace, l'aptitude au dialogue.

Merci d'adresser votre candidature et C.V. à notre Conseil, REALISE, sous référence 11.60-M, BP 3143, 69397 LYON Cedex 03 qui garantit toute discrétion nécessaire.

Le Monde
CADRES

Maintenir 45% de croissance annuelle moyenne depuis 10 ans implique un contrôle de gestion rigoureux et des liaisons efficaces entre le service financier et les différents départements de la Société. Au sein du Département Finances, le

Contrôleur de gestion

mettra en place le budget des Services Après-Vente et de la Logistique des Services, établira les prévisions mensuelles, assurera le contrôle des dépenses et des flux de stocks.

Homme ou femme de communication, vous travaillerez en étroite collaboration avec les départements opérationnels et administratifs, dont nos unités de fabrication à l'étranger.

Diplômé d'une école de commerce ou équivalent, vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience sur une fonction similaire, en environnement constructeur informatique ou électronique. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MON3825 à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société



Une affaire de spécialiste

Membre du réseau international d'audit et de conseil Ernst & Whinney (28 000 personnes dans le monde), nous avons développé notre activité conseil autour de 3 axes principaux : l'organisation informatique, comptable, générale et administrative. Le conseil en recrutement, spécialisé dans les postes de cadres comptables et financiers, a connu une forte expansion et nous souhaitons aujourd'hui élargir cette activité à l'informatique, tout en conservant notre image de cabinet spécialisé. Nous recherchons dans ce but

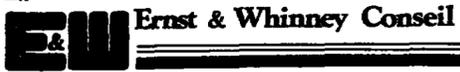
Un Consultant en Recrutement
Ingénieur de formation

Vous interviendrez pour le compte d'une clientèle prestigieuse que vous entendrez et développerez dans le respect des règles de déontologie et en conformité avec notre propre méthodologie. Vous bénéficierez d'une large autonomie dans la conduite de vos missions.

Environ 30/35 ans, Ingénieur Grande Ecole, vous êtes généraliste de l'informatique que vous avez pratiquée en SSII ou en entreprise, et avez si possible une première expérience de recrutement de cadres.

Capable d'évaluer les hommes et leur technique, vous serez pour nos clients un interlocuteur de qualité, sachant définir avec précision leurs besoins et les profils recherchés. Entrepreneux, dynamique et rigoureux, votre réussite sera aussi la nôtre.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man. CV, rémunération actuelle) s/réf. CO991 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Nous sommes un Cabinet de Conseil de Direction en forte croissance (+ 50 % par an, 30 Consultants, des clients prestigieux de toutes tailles). Pour contribuer à notre développement, nous recherchons des professionnels expérimentés, dotés d'une personnalité de tout premier plan et d'une grande capacité d'animation pour devenir des :

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

DEPARTEMENT INDUSTRIE (X, CENTRALE, A.M., + ISA, INSEAD,...)

Les missions de gestion industrielle du département portent notamment sur :

- La stratégie logistique
- L'optimisation des flux et l'amélioration de la productivité industrielle
- Les systèmes d'information et de gestion

Les consultants qui nous rejoindront devront impérativement avoir une expérience réussie de 4 à 6 ans dans ces domaines, en entreprise ou en Cabinet de Conseil.

DEPARTEMENT BANQUES ET ASSURANCES (HEC, ESSEC, ESCP, M.B.A.)

Nos interventions dans le secteur financier portent sur :

- La conception de systèmes d'information et de contrôle de gestion
- La gestion des risques liés aux salles des marchés
- Les schémas directeurs stratégiques

Nous examinerons avec attention les dossiers des candidats possédant une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le secteur financier ou en Cabinet d'audit ou de Conseil Anglo-Saxon.

Rejoignez le Cabinet de Conseil dynamique que nous sommes. Nous vous formerons à la conduite de nos missions à partir des méthodes originales qui contribuent à notre succès et qui favorisent toutes les initiatives pertinentes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo) à :

EUROGROUP



CONSULTANTS

Monsieur Paul Tubiana, 152 Bd Malesherbes - 75017 PARIS

Depuis 20 ans, le GROUPE CENTOR conseille et entreprend Pour développer la qualité de son partenariat avec sa clientèle d'entreprises, l'équipe du CENTOR RHÔNE-ALPES recherche :

UN CONSULTANT RECRUTEMENT

recherche par approche directe et par annonces de dirigeants, cadres, techniciens ; participation à la constitution d'équipes. RÉF. 683.LY.048 M

UN CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES

audit social, proposition et mise en place d'outils de gestion et de communication, formation... RÉF. 683.LY.041 M

- Votre formation supérieure, votre expérience acquise en Entreprise ou en Cabinet ;
- Votre sens commercial ;
- Votre personnalité : disponibilité, forte capacité de travail, rigueur, don de sympathie, humour ;
- Le mode de fonctionnement du CENTOR (en petites unités autonomes) ;
- Notre souci constant de reclutter et de développer ;

FACILITERONT VOTRE RÉUSSITE DANS CE MÉTIER DIFFICILE ET PASSIONNANT.

Si vous vous reconnaissez, écrivez à Joël MACAND, Directeur Associé, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

centor 17, rue Louis Galvani
69100 VILLEURBANNE

SECTEURS DE POINTE

LIMM SSII recrute INGÉNIEURS INFORMATIENS
ayant première expérience en réseaux Télécom ou système pour grands projets industriels. Disponibles rapidement.
Pratique : UNIX, VMS, C, 68000, appréciée.
Adressez CV + prétentions à LIMM, 22 Avenue Emile ZOLA - 75015 PARIS.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEEN

LA COMMUNICATION VOUS PASSIONNE

- Vous êtes diplômé d'une grande école d'INGÉNIEURS (ESE, INSA, ENSEIHT, ...).
- Vous avez 3 ans minimum d'expérience industrielle, électronique de formation, vous connaissez l'assembleur et le langage C.
- Vous voulez vous investir totalement dans les projets que l'on vous confie. Alors rejoignez une équipe jeune, très motivée, qui réussit, et au sein de laquelle votre évolution sera à la mesure de vos résultats et de votre ambition.

Pour un premier contact, envoyez lettre + C.V. s/n° 8540, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Florian Mantione Institut.

Entreprise réalisation de matériel électronique, 500 personnes - CA 150 Millions, recherche pour Montpellier
INGENIEUR DEVELOPPEMENT ASIC
Dans la conception des ASICS il devra savoir analyser le cahier des charges et maîtriser les études de faisabilité. Il disposera de stations de travail SIMULSCO-WAK. Il devra avoir une expérience de 5 ans d'expérience, il est ingénieur électronique confirmé, 5 ans d'expérience, il a entre 30 et 40 ans et possède de bonnes qualités relationnelles. Il créera le poste et animera une équipe de designers assistants.
Rémunération : 300 000 F environ.
Envoyer C.V. + photo, sous réf. LR 487 G, à Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, B.P. 2226 34050 Montpellier Cedex ou consulter le MINITEL 3615 code SOFTEL puis FRIL.
MONTPELLIER - NANTES - BORDEAUX - CLERMONT - PARIS - LA ROCHELLE - TOULOUSE

GROUPE DATAID

Auparavant reconnu comme l'une des entreprises les plus dynamiques et les plus solidement dotées du marché, recherche des

TRADUCTEURS TECHNIQUES H/F ANGLAIS - FRANÇAIS

Diplômés d'Enseignement Supérieur (Maîtrise d'anglais, ESIT, ISIT, ...)
- Vous avez une bonne culture informatique sur les produits HARD et SOFT.
- Vous avez des connaissances en micro-informatique.
- Vous avez d'excellentes qualités rédactionnelles et linguistiques.
- Votre capacité d'adaptation et le sens des relations avec nos clients sont des atouts importants.
Si vous êtes motivé, efficace, professionnel et si vous répondez à l'un de ces profils, nous sommes en mesure de vous proposer un poste attractif et évolutif qui vous permettra de développer votre carrière technique au sein d'une entreprise dynamique. Tous ces postes impliquent d'éventuels déplacements en province.
Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Suzanne BOREL.

48 av. Raymond Poincaré 75116 PARIS.
DATAID TRADUCTION

Notre organisme, 17 000 salariés C.A. 80 800 000 000 a progressé de 25 % par an depuis 5 ans. Pour poursuivre cette expansion, nous recherchons COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H, F, J) Pour Paris et ses agences périphériques. Tél. au 45-00-24-03.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

recrute

2 JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIEEN ET INFORMATIEN

(école d'ingénieur de préf.) entrés par le travail législatif au sein d'une petite équipe de développement dans les domaines suivants : MICRO-INFORMATIQUE, RÉSEAU, BASES DE DONNÉES.

Transmettre C.V., photo et prétentions à M. EVAIN, Ministère des Affaires Étrangères, Service des Communications, 37, quai d'Orsay, 75700 Paris.

ORGANISATION DE TOURISME

recherche pour poste à Paris

CADRE

doit avoir la gestion immobilière et l'entretien des équipements en province et au siège

- La préparation et réalisation des investissements annuels ;
- l'organisation et l'exploitation des services ;
- le suivi du service matériel du siège.

Expérience de tourisme en résidence et village de vacances indispensables.

Télé. cv, photo s/n° 8.538 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

STRUCTURE ACCUEILLANT JEUNES TRAVAILLEURS, FAMILLES EN DIFFICULTÉ

recherche

SON DIRECTEUR

Il devra avoir de sérieuses réf. en gestion, une bonne connaissance de ce type de population et une large capacité à mettre en œuvre les solutions nouvelles pour l'accès au logement.

Env. cv et lettre manuscrite à RELAIS ACCUEIL DU VALLOIS 14, rue Salvador-Allende 93000 NANTERRE.

bel **RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION**
Votre mission consistera à :
• Analyser les marchés internationaux concernant l'activité (famille cohérente de produits) dont vous êtes responsable, pour en dégager les segments porteurs,
• Analyser les positions stratégiques sur le plan mondial,
• Définir des axes stratégiques clairs permettant le développement des produits existants et des produits nouveaux,
• Promouvoir et stabiliser votre activité de façon optimale.
Votre responsabilité s'exercera sur une activité représentant 500 Millions de Francs par le volume total de la Division BEL INTERNATIONAL (2,3 Milliards de Francs), à travers des marques très fortement soutenues par de la publicité et des promotions de ventes.
L'importance du poste exige donc, à la fois, un très bon niveau d'études (HEC - ESSEC - SUP DE CO...), une expérience de 5 ans minimum dans le marketing et le développement des produits nouveaux, acquis, de préférence, dans la branche alimentaire. Le poste requiert, en outre, une grande disponibilité (déplacements fréquents) et une réelle aptitude commerciale assortie de qualités d'autonomie, de dynamisme et de rigueur avec un sens poussé de la rentabilité. Vos qualités de communication, nécessaires dans les contacts avec les autres Divisions du Groupe, les filiales étrangères, certains clients, seront facilitées par une excellente pratique de l'anglais et/ou de l'allemand en plus de français, quelle que soit votre nationalité.
Le poste est domicilié au Siège des Fromageries BEL à PARIS. Adressez C.V. détaillé, photo récente, rémunération actuelle et prétentions à Fromageries BEL - Direction du Personnel 4, rue d'Anjou, 75008 Paris.

FILIALE D'UN GROUPE BANCAIRE PRIVÉ.
nous recherchons un **CADRE IMMOBILIER DE DEVELOPPEMENT**
ayant une expérience de 10 ans dans un secteur opérationnel d'immobilier d'entreprise et d'habitation en Ile-de-France.
Votre mission : le développement d'activités de promotion et de marchand de biens.
Au sein d'une petite équipe, vous serez chargé des recherches foncières et du montage des opérations. Vous aurez ainsi l'opportunité de mettre en avant vos qualités de dynamisme et de négociation.
Le poste est à pourvoir à PARIS.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo étagée et prétentions), sous la référence 4732/LM, à **MEDIA PA**, 71, Avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

سكينة الزهراني

1501

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

innover communiquer réaliser

1er groupe industriel français en optique lunetterie, nous sommes leader dans notre domaine en Europe et en développement constant sur le plan international.

Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 9300 collaborateurs, qui participent à cette volonté générale et qui constituent notre potentiel pour continuer à progresser.

Ingénieur physico-chimiste Etude et développement de procédés

Ingénieur mécanicien Responsable étude et conception de moyens de production

Ingénieur physicien Chef de projet

Diplômé dans votre domaine, c'est lors de votre expérience d'environ 5 ans, dans un service de développement par exemple, que vous avez prouvé votre sens des réalisations concrètes.

Votre formation Grande Ecole et votre expérience significative dans un secteur d'études constituent vos atouts techniques.

Une expérience concrète de la conduite de projet, après votre formation de type ENSP Marseille, E.S.O., vous permettra d'animer une équipe de spécialistes.

Poste basé à ST MAUR (94).

Réf. 121 M

Poste basé à ST MAUR (94).

Réf. 120 M

Poste basé à PARIS 3ème.

Réf. 122 M



Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et présentations sous référence du poste choisi, à : OSSILOR INTERNATIONAL - Service Affectations 37, avenue de Condé 94106 SAINT-MAUR Cedex

LEV-TOURNAI/ASSCOA

France Loisirs le plus grand club de livres UN ATTACHE DE PRESSE confirmé H/F

Valeo L'Equipe Automobile 27 500 personnes - C.A. : 12,1 milliards de francs dont 46% à l'étranger JEUNES INGENIEURS H/F

Sauhier Duval eau chaude chauffage Le goût de la recherche.

ENSEIGNANT - CONSULTANT Trois ans après sa création, la compétence de SUP DE CO GRENOBLE est reconnue.

AVIS DE CONCOURS Le département d'Eure-et-Loir recrute un

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL A LA MUSIQUE ET A LA DANSE possédant un diplôme d'enseignement supérieur.

Renouveler l'idée du marketing bancaire Le GROUPE CREDIT MUTUEL D'ALSACE, DE LORRAINE ET DE FRANCHE-COMTÉ c'est d'abord bien sûr, une banque

Une affaire de spécialiste... Consultant en Recrutement... Erwin & Whitney Conseil... CONSULTANT RECRUTEMENT... CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES... RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION... CADRE IMMOBILIER DE DEVELOPPEMENT

Le Monde
CADRES

Nous sommes une des
GRANDES BANQUES ETRANGERES EN FRANCE.

Nous recherchons

Le responsable du Département Marketing Réf. 678

Profil du poste :

- formation supérieure, âge environ 35 ans ;
- connaissance concrète de l'exploitation, de la conception, de la mise au point du lancement des produits bancaires et financiers destinés à une clientèle d'entreprises et d'investisseurs institutionnels ;
- aptitude à l'animation et au travail de groupe ;
- maîtrise des problèmes de communication externe.

Le responsable des Relations Bancaires Réf. 679

Profil du poste : - formation supérieure.

Mission :

- gérer et développer le réseau de nos correspondants en liaison avec les différents responsables de produits (Trésorerie, Marché Financier) ;
- contribuer au développement de nos activités commerciales avec les partenaires bancaires (capacité de placement, syndications de crédits).

Les deux postes requièrent une certaine disponibilité pour des déplacements en France et à l'étranger et la pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand.

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
M. A. DANNENBERGER - CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 Paris

Organiser pour maîtriser la croissance

Notre société, très connue dans le domaine des machines automatiques de conditionnement, est solidement implantée en France et à l'étranger (70% du CA à l'export). Notre objectif est de poursuivre notre expansion tout en optimisant notre organisation. Pour nous y aider, nous créons le poste d'ingénieur coordination technique

INGENIEUR MECANICIEN
débutant ou 1^{re} expérience

Ce poste concilie les aspects technique, organisation et gestion. Après avoir analysé le fonctionnement de nos différents services, vous proposez puis mettez en place les moyens d'une organisation efficace. Ensuite, vous mettez en œuvre ces propositions dans nos filiales françaises et étrangères.

Jeune ingénieur (AM, ICAM, ENSM, CENTRALE, INSA...) débutant ou avec une première expérience dans l'organisation, la production... vous avez de bonnes connaissances en mécanique et en anglais. Cette mission, fortement impliquante, appelle les qualités indispensables à votre évolution : sens de la communication et du management, esprit d'analyse et bien sûr mobilité géographique.

Poste basé dans un premier temps à la Ferté-Bernard (72). Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 703137/M (à mentionner sur l'enveloppe).

BK&C BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

Jeune ingénieur chimiste, PPG vous attend aux Etats-Unis.

Vous êtes un jeune ingénieur chimiste débutant ou avec une courte expérience professionnelle. Vous souhaitez un travail varié et une carrière internationale. Dans le cadre de la mondialisation du Groupe, PPG, fabricant mondial de peinture, vous propose d'utiliser votre formation de base pour accéder à une fonction élargie. Après une période de formation complémentaire de 6 à 8 mois, vous serez affecté aux ETATS-UNIS avec une mission globale et diversifiée : logistique et production. Cette mission nécessite évidemment du potentiel, de l'adaptation et de la mobilité, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'Anglais. Une formation complémentaire en gestion serait un atout.

Si vous êtes prêt pour une carrière internationale évolutive, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Jacques Delille - PPG Corona - 168, avenue Paul Vaillant-Couturier, 93120 LA COURNEUVE.

ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSÉES

APPEL DE CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN

PROFESSEUR DE MÉCANIQUE

Une chaire de Mécanique est vacante à l'ENPC à partir de la rentrée scolaire 1988.

Le texte détaillé de l'appel de candidature est disponible au Secrétariat de la Direction de l'Enseignement.

Les candidats comportant notamment un projet de cours et un curriculum vitae devront parvenir au

Directeur de l'Enseignement de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, 26, rue des Saclay-Pères, 75007 PARIS, (42-60-34-13, poste 1208) avant le 1^{er} juin 1987.

PARTIPEZ A NOTRE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL EN REJOIGNANT UNE

JEUNE PMI Tournée vers LES TECHNOLOGIES INNOVANTES ET LE MANAGEMENT PARTICIPATIF

Nous désirons renforcer notre équipe commerciale France en y adaptant

DEUX INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Aptès à la négociation de bon niveau, capables de gérer de nombreuses interfaces, d'organiser le suivi technique et financier et de tenir compte de tous les paramètres liés à des affaires aussi importantes que la conception-réalisation d'usine clés en main (50 à 100 millions de Francs)

Vous avez un réel savoir faire en matière de négociation ?

Vous pouvez justifier d'une expérience commerciale dans le domaine industriel et de montage de projets pour démontrer votre sens des affaires ? Vous avez évolué dans les instances publiques décisionnelles ? Vous avez le goût pour les relations complexes ?

Merci d'adresser vos motivations, votre C.V., vos prétentions à l'agence HAVAS n° 198161 34063 MONTPELLIER CEDEX.

VOTRE EXPÉRIENCE "TITRES" VOUS MÈNERA LOIN

Creativité, souplesse, performances, sont les maîtres-mots de nos équipes et de nos réalisations "Titres". C'est dans cet état d'esprit que nous cherchons un

JEUNE CHEF DE PROJETS

Diplômé d'études supérieures, vous avez plusieurs années d'expérience dans le domaine des Titres sur IBM (MVS/OS, CICS, DL 1).

En première ligne face aux utilisateurs et aux autres informaticiens concernés par les applications nouvelles dont vous serez chargé, vous aurez l'opportunité d'exercer vos qualités d'analyse, de contact et d'animation d'équipes. Votre connaissance du domaine des Titres et votre réussite dans la réalisation des premiers projets qui vous seront confiés vous assureront un élargissement rapide de vos responsabilités. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre, CV, et photo, sous référence 606, à notre Conseil

UNILOG
9, rue Alfred de Vigny
75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC informatique

Radio France internationale

recrute pour ses émissions en langue serbo-croate et en langue roumaine

JEUNES JOURNALISTES DIPLOMÉS

PARFAITEMENT BILINGUES

Outre une excellente connaissance de la vie politique et culturelle de la France et des pays de l'Est et la pratique de la dactylographie, une expérience radio serait appréciée.

Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur. Disponibilité immédiate. Travail de nuit non exclu.

Adr. C.V. et prêt, au Service de Gestion du Personnel de R.F.I. - B.P. 9516, PARIS CEDEX 16.

BANQUE située Pont de Sèvres recherche un

ANALYSTE CREDIT

- Ecole supérieure de commerce,
- 1 à 2 ans d'expérience en analyse de crédit,
- ayant un goût prononcé pour la micro-informatique.

Il participera à l'informatisation des engagements.

- Possibilité d'évolution en tant que chargé de compte clientèle.

Envoyer lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous réf. 9886 à **VALENS CONSEIL - BP 359 75064 PARIS Cedex 02** qui transmettra.

L'AFPA RECRUTE

POUR SON CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE D'ADULTES A AURAY (56)

Un formateur tourisme-loisirs
180.000 F +

Expérience diversifiée du secteur donnant compétence sur les principaux axes du développement touristique : marketing, conception et animation de produits, gestion aménagement.

Formation supérieure. Anglais courant.

C.V. à CFPA, B.P. 44, 56406 AURAY CEDEX.

Le département du Val-de-Marne RECHERCHE

UN CHEF DE PROJET GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

pour son service informatique

Ayant une bonne maîtrise des Bases de données.

MATÉRIEL UTILISÉ :
BULL. DPS6/G COS6
DPS7/G COS7

RECRUTEMENT

- Soit par voie de détachement :
CONDITION : être fonctionnaire titulaire du grade d'ingénieur, Spécialité Informatique.
- Soit par voie de contrat :
CONDITION : être soit titulaire d'un diplôme d'ingénieur, Option Informatique, soit titulaire d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur et justifier d'une expérience professionnelle pour ce poste.

- Transmettre les dossiers de candidature comprenant :
- un curriculum vitae,
- la photocopie du dernier arrêté de promotion ou celle des diplômes,
- une photographie d'identité,
- deux enveloppes timbrées (format 17,5x25 cm) portant nom et adresse du candidat

au plus tard le **VENDREDI 15 MAI 1987**, délai de rigueur. Le cas échéant de la poste faisant foi, à :
L'HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du Personnel Départemental
Bureau du Recrutement - Pièces 404,
Avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRETEIL.

GRUPE DE PRESSE - PARIS

cherche pour siège social et filiales (200 personnes environ)

ASSISTANTE EN GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL

Ce poste requiert :

- de bonnes connaissances en législation du travail (contrats de travail, formation continue, l'hygiène et logement, médecine du travail) ;
- la pratique de la dactylo ;
- une expérience minimum de 3 ans dans la fonction ;
- niveau minimum DUT Gestion du Personnel.

La connaissance de la micro-informatique serait appréciée.

Salaires : 8 500 F x 13
Adressez lettre manuscrite + CV + photo à :
DIFCOM - 3, rue Roquapine - 25006 PARIS
sous réf. SP 4346

Ville banlieue parisienne

RECRUTE

selon conditions statutaires (par voie de mutation ou inscription sur liste d'aptitude) :

RÉDACTEURS & OPTION ANIMATION (H/F)

pour son service jeunesse afin d'assurer :

- la coordination des activités de loisirs et de vacances pour les jeunes de 15 à 25 ans environ ;
- l'impulsion et le suivi des activités de formation, d'emploi ;
- l'organisation de projets spécifiques dans les domaines suivants : solidarité, paix, musique et manifestations diverses.

Postes à pourvoir immédiatement.

Adressez candidature et C.V. s/n° 8542 M, **LE MONDE PUBLICITE**
5, rue de Montcaussy, 75007 PARIS.

Groupe pharmaceutique

recherche

ASSISTANT SERVICES FINANCIERS

PROFIL DE BASE :

- Un ou une collaborateur(trice) ayant une première expérience (2-3 ans) en comptabilité, contrôle de gestion, audit, finances (ces qualités pouvant être présentes en tout ou partie). Avoir complétement le cas échéant :
- maîtrise convenable de la langue anglaise ;
- bonnes connaissances juridiques et fiscales.

MISSION :

Assister les directions générale et financière pour la mise en œuvre de leurs projets d'organisation ou le suivi d'exécution de leurs décisions.

Les facteurs de réussite sont :

- un esprit non routinier ;
- bonne capacité de réaction face à un afflux momentané de travail ;
- aptitude aux relations humaines et excellentes présentations.

NIVEAU REQUIS :

Formation supérieure : Ecole de Commerce, Sciences Po, (Eco/Fl) ou universitaire (maîtrise de gestion par exemple).

Envoyez votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous n° 8.506 M, **LE MONDE PUBLICITE**
5, rue de Montcaussy, PARIS-7.

BANQUE située Pont de Sèvres

recherche un

ASSISTANT COMMERCIAL ENTREPRISE CLASSE IV

pour assister le responsable commercial dans ses relations avec les entreprises, suivi des comptes, contrôle des encours, analyse de rentabilité, relances téléphoniques.

- Déplacements possibles avec le commercial dans les entreprises,
- connaissances approfondies des opérations de banque,
- initiative,
- goût du contact clientèle,
- 2 à 3 ans d'expérience bancaire.

Envoyez lettre de candidature, C.V., photo et prétentions s/réf. 9887 à **VALENS CONSEIL**
BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

150

Culture

Un architecte japonais à l'IFA

Maki le butineur

L'Institut français d'architecture (IFA) présente l'œuvre de Fumihiko Maki, l'un des plus célèbres architectes japonais contemporains...

Depuis Kenzo Tange, le modernisme japonais se conjugue sur le mode, en fait l'inductible poncif, d'une alliance entre la « tradition » japonaise et du « meilleur » de la technique...

Sobre, l'architecture de Maki ne l'est pas. Même lorsqu'elle cherche à l'être, elle conserve une ivresse formelle qui en rend la lecture immédiate improbable...

semble à un opéra (3). Quelle sera la taille ressentie du futur gymnase de Tokyo, qui emprunte le même vocabulaire de carapace...

La recherche de l'exemplaire

Mais Maki ne glane pas seulement son inspiration dans la mer ni dans l'armement du Japon. Né en 1928 à Tokyo, diplômé en 1952...

Car il faudrait être extralucide pour trouver un point commun, hormis la tortue, entre les constructions de Maki. L'esprit unificateur de l'Occident, et pas seulement de l'Occident...

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, 75006 Paris. Du mardi au samedi, de 12 h 30 à 19 heures (entrée libre). Jusqu'au 6 juin.

SALLE PLEYEL ALBERT SARFATI présente Mercredi 3 juin 1987 à 20h30

WIENER SYMPHONIKER (ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE VIENNE)

Georges Prêtre R. Strauss Till Espegle R. Strauss Le Chevalier à la rose G. Mahler Symphonie n° 1 en ré mineur

Location Salle Pleyel Par tél. : 45 63 84 73 de 13h à 18h 45 61 06 30 de 9h à 18h Agences et FNAC

ORCHESTRE DE PARIS CYCLE WAGNER 28 AVRIL - 17 MAI 1987 Direction : Daniel Barenboim. Chœur de l'Orchestre de Paris. Chef du Chœur : Arthur Oldham. MARDI 28, MERCREDI 29 AVRIL - 20H30 SIEGFRIED-IDYLL - WESSENDONCK LIEDER LE CRÉPUSCULE DES DIEUX (extraits) Deborah Polaski, soprano. MARDI 12, JEUDI 14 MAI - 20H30 PARSIFAL, acte II (version concert) Waltraud Meier, mezzo-soprano Siegfried Jerusalem, ténor - Franz Mazura, basse. MERCREDI 13, SAMEDI 16 MAI - 20H30 PARSIFAL, acte III (version concert) Siegfried Jerusalem, ténor Donald McIntyre, baryton - Franz Mazura, basse. DIMANCHE 17 MAI - 14H30 PARSIFAL, actes II et III (version concert) même distribution. Dépliant disponible Salle Pleyel - Renseignements : 45.63.07.40

THÉÂTRE

La grève des personnels techniques se poursuit à la Comédie-Française, qui présente à la Porte-Saint-Martin les Femmes savantes dans une mise en scène nouvelle de Catherine Hiegel.

Ce n'est pas la première fois que les acteurs du Français prennent leurs cliques et leurs claques, vont



« Les Femmes savantes », de Molière Une crise d'ingratitude

œuvre conçue il y a trois cents ans et plus soit si vivante, si fraîche, si vigoureuse, si claire, si neuve, alors que des pièces écrites il y a trente ou dix ans sont usées déjà jusqu'à la corde.

c'est un genre comme un autre. Mais les Femmes savantes se présentent plutôt comme une vraie comédie, un portrait de société. Quoique Clitandre se lance dans une sortie sexiste, macho, et antisémitaire, contre les femmes qui étudient la philosophie et les sciences, et que Chryste se lance dans une sortie carrément poujadiste contre les femmes qui se permettent de lire autre chose que des recettes de cuisine, il pourrait être avancé, à la rigueur, que Molière a voulu faire le croquis, par là, de deux défilés mauvais coiffeurs, mais d'abord c'est dange-

rons ». Or Ménage avait été le seul écrivain subventionné à avoir le front de refuser d'écrire, en échange, un poème à la gloire du Bienfaiteur : « Les louanges ainsi achetées semblent suspectes et sont mal reçues des lecteurs. » Résultat : Ménage avait été aussitôt rayé de la liste des subventionnés. Molière, lui, continuait de toucher ses pensions. Sa caricature de toucher sa pension est une mauvaise action, une flagornerie. Mais l'essentiel de la pièce, pour les spectateurs, c'est ce sur quoi porte le titre, c'est le « femmes savantes ».

Catherine Ferras, Marie-Armelle Deguy, Catherine Samie

donner leurs spectacles ailleurs, laissant leurs ouvriers se dépatouiller sur le tas. Peut-être est-ce le seul moyen d'éviter la déconfiture. Mais c'est triste.

Aujourd'hui, c'est au Théâtre de la Porte-Saint-Martin que les comédiens du Français donnent une présentation nouvelle des Femmes savantes, de Molière. Très beau théâtre de l'ancien boulevard du Crime; le plateau de scène est plus grand que celui de la salle Richelieu, et c'est beau, un grand texte dans un grand espace.

Chaque fois que nous revoyons une pièce de Molière un tant soit peu bien conduite et bien jouée, nous sommes étonnés de ce qu'une

Pourquoi donc, mon Dieu, Molière n'est-il embarqué dans une charge réactionnaire contre des femmes capables, intelligentes, érudites, et qui avaient eu l'énergie, le courage de sortir de la purgée et de la peine dans quel les maintenant l'égoïsme, la mulerie, des hommes de ce temps?

Ces femmes, Molière savait leur existence, ou les connaissait en personne. Elles s'appelaient M^{me} de Combalet, la princesse de Condé, M^{me} de Sablé, M^{me} de Plessis-Bellièvre, etc. Molière savait pertinemment qu'elles avaient tenu un rôle décisif dans le développement des idées, et dans un progrès rapide de l'imagination créatrice. Il savait que M^{me} des Loges accueillait des protestants dans son hôtel animé par Malherbe et Guez de Balzac. Que M^{me} du Plessis-Guénégaud accueillait des jansénistes, rue de Nevers, dans sa maison fréquentée par Boileau, La Rochefoucauld; c'est chez elle que Pascal vint lire ses Provinciales, comme il alla exposer chez M^{me} d'Aiguillon ses idées sur le vide. Molière savait que Nison de Lenclos l'avait protégé au moment de Tartuffe, et que la première personne à qui il lisait ses manuscrits, tant il avait confiance en elle, était une femme, M^{me} Le Bel de Bussy, qui habitait pas loin de chez lui, près de l'église Saint-Roch.

reux, et Molière savait fort bien que le public prend les choses au premier degré, et d'autre part il y a des moments où Clitandre et Chryste ne s'expriment pas comme des défilés, et voilà pourquoi la pièce est à la fois vaseuse et déplaisante.

Une faute de grammaire

Notez que les trois femmes « savantes » de la pièce ne disent pas de bêtises, lorsqu'elles se réfèrent à des textes de Gassendi. Des cartes, etc. Certes, ça ne va pas loin, justes des titres de chapitre ou les mots que les lycéens notent sur leurs antiscabes, avant les examens. Mais ce ne sont pas des aneries. Mais que Philaminte, la « savante du chef », fiche dehors une servante, en un instant, en poussant des hurlements, parce qu'elle a fait, oralement, une faute de grammaire, c'est peut-être drôle, c'est peut-être une touche de comique, mais il n'en reste pas moins que le spectateur voit ce qu'il voit, entend ce qu'il entend et que Philaminte est perçue comme une femme injuste, méchante, brutale, et que tout se passe comme si il y avait corrélation entre la monstruosité de cette femme et le fait qu'elle est « savante ».

Donc non seulement ces femmes étaient remarquables par elles-mêmes, mais elles suscitaient et protégeaient la vie de l'esprit, et la simple gratitude devait retenir Molière de les mettre en scène sous un vilain jour.

Les Précieuses Ridicules, passe encore, à la rigueur, c'est une farce,

Certes Molière aborde d'autres propos, dans cette pièce. Par exemple, il caricature, sous le nom de Vadius, le philologue Gilles Ménage, qui était un homme éminent, intègre, et cette charge est accompagnée d'une sortie contre les subventions accordées par Louis XIV aux écrivains (« Au molinaire petit bruit de leurs productions, ils doivent voir chez eux voler les pen- »).

Michel Cournot. Théâtre de la Porte Saint-Martin, 20 h 30.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Table with 2 columns: Date and Concert Details. Includes Les Musiciens Amoureux, James Bowan, Les Arts Florissants, Julia Hamari, La Petite Bande, and Clemencic Consort.

CINÉMA

« Dernier été à Tanger », d'Alexandre Arcady

Un trop long mégot — qui se dégingne, une histoire de vengeance intertemporelle, avec des personnages fortement stéréotypés. Le fils raciste, vestige du colonialisme, les juifs religieux, les Arabes malins, les gangsters de père en fils, avec le fils de la dernière génération qui ne comprend rien, un fils de famille comme les autres, la pépée redoutable et néanmoins sympathique — elle tue pour venger son père, — la chanteuse alcoolique, le privé aux yeux bleus... Les bons sont naïfs, les méchants très méchants, mais ce n'est pas tout à fait de leur faute, ils ont été élevés comme ça, dans une société pas mal pourrie. Arcady aurait peut-être pu s'en sortir si sa mise en scène était plus vivace, plus personnelle, mieux rythmée, si les comédiens étaient exceptionnels. Mais, à part Anna Karina

Vertical advertisement on the right edge of the page, including 'POSITIONS', 'COMM', and 'MARGELLO MA'.

Handwritten Arabic text at the bottom right of the page.

Culture

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Mort et naissance

1 Mort de quelqu'un

C'est en novembre que j'ai vu pour ce que je n'imagine pas être la dernière fois Roger Cazes... M. Roger Cazes a été un grand homme...

privilegiés en fait : ils peuvent se rincer l'œil gratis avec les célébrités de passage... La famille Cazes nous a donné beaucoup de joie...

fil de Marcelin, qui en avait eu l'idée, venait tout juste d'avoir vingt-quatre ans... Il y avait chez Freusté une immense bonne volonté...

Ce que nous comprenions pas, ce que n'ont jamais compris, les détracteurs de cette brasserie qui répétaient que l'on allait à plus pour y être vu que pour y bien manger...

La mort se conduit souvent comme un tailleur de quartier à l'ancienne... Et l'on pouvait lui préférer à juste titre d'autres plats simples et carrés...

Roger Cazes et sa brasserie comme Sartre et ses « lourds camions » avaient des détracteurs acharnés du côté des petites bouches... Roger Cazes a été l'un des rares services militaires de mon existence...

Je l'avais apprécié à Nice en octobre 1983 lors d'un festival d'écrivains qui fut surtout un mérite d'être sans lendemain... Alors on cherche un produit à la fois commercial et suffisamment tainté de littérature...

Alors on cherche un produit à la fois commercial et suffisamment tainté de littérature... Ces auteurs-dames vivent dans la crainte de tuer leur poule aux œufs d'or...

2 Trois bonnes adresses

Les écrivains reconnaissent pour perpétuer sa mémoire qui fut longtemps la leur... depuis 1937 qui en vit la naissance, quand le

EXPOSITIONS

A la galerie Art 4 à la Défense

Les Indiens sur les sentiers de la création

La galerie Art 4, à la Défense, a pour ambition de mettre en valeur le patrimoine du monde...

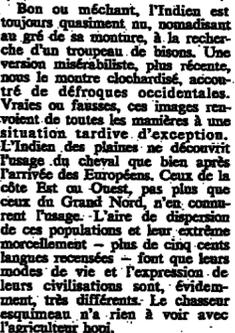
Quand il est question de l'art des Indiens d'Amérique, on pense presque toujours au Pérou ou au Mexique... Bon ou méchant, l'Indien est toujours quasiment nu...

Ils groupés par matière (vannerie, cuir, céramique, textile), par genre (bijoux, masques) ou par provenance (objets fabriqués avec des matériaux européens)...

Et dont l'exposition elle-même montre l'unicité : les belles céramiques hopis aux savantes compositions abstraites ou stylisées...

A trop mêler des choses d'inégales valeurs, élogieuses dans le temps de zones géographiques ou d'aires de civilisations différentes...

EMMANUEL DE ROUX



C'est la gageure de l'exposition présentée par l'EPAD sous le pavois de la Défense, dans sa galerie Art 4...

Communication

Deux présidents d'honneur pour TF 1

« Il n'y en a qu'une, c'est la Une. » Tolémisme unique qu'un président d'honneur lui suffit pas...

M. Cazenove, universitaire, diplomate, membre de l'Institut, personnalité éminente...

M. Cazenove a « appris par les journaux » l'attribution de ce titre à M. Bourges...

A. Rd.

Les socialistes et la télévision

M. Jack Lang ne veut pas « renationaliser » TF1

L'ancien ministre de la culture, M. Jack Lang, était le mardi 28 avril...

A cette occasion, M. Lang a exprimé son sentiment sur l'avenir du paysage audiovisuel français...

Si la gauche revenait aux affaires, l'ancien ministre estime qu'il faudrait prendre la décision impopulaire d'augmenter à nouveau la redevance...

Enfin, M. Lang a repris les propos du président de la République...

THEATRE DE POCHÉ Loc. 45 48 92 97 SUITE IRLANDAISE

Le film de JEAN SCHMIDT « LES CLOWNS DE DIEU »

CABARET UN TRIOMPHE! PROLONGATION "THREE HOURS PASS LIKE THREE MINUTES..."

MARCELLO MASTROIANNI L'APICULTEUR THEO ANGELOPOULOS

السنة الثالثة

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi...

Mardi 28 avril

TF 1
20.35 Feuilleton : Dallas. 21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 22.20 Magazine : Les sciences et la vie.
LA 5
20.30 Cinéma : Les Deux Missionnaires.
M 6
20.30 Cinéma : Les Jours d'éclat.

Mercredi 29 avril

TF 1
13.50 Feuilleton : Le veto (2e épisode). 14.45 Feuilleton : Cœur de flamme.
LA 5
14.00 Magazine : Oh ! Cinéma.
FR 3
14.00 Documentaire : Le récit des toiles.

Audience TV du 27 avril 1987 (BAROMETRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)
Table with columns: Horaire, Foyers ayant regardé la T.V. (en %), TF1, A2, FR3, CANAL+, LA 5, M6.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 avril à 0 heure et le dimanche 3 mai à 24 heures.
C'est un temps chaud, à caractère orageux, qui affectera le pays durant les deux prochains jours...

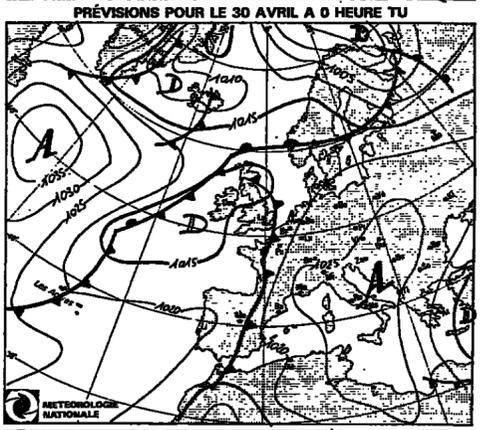
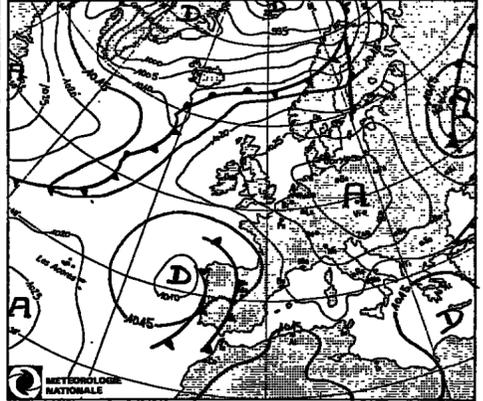
MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4473
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTEMENT
1. Auteur de travaux de copie.
II. Fait un four ou va dedans. Etape dans la carrière des lettres.
III. Donne du cachet au facteur de brillante. La Meuse à Venlo.
IV. Élément de rideau au bord des lits. - V. Rendre à « ma tante » une visite intéressée. Ne s'arrache pas sans douleur. - VI. Fille populaire. N'est jamais certain pour la jeunesse d'aujourd'hui. - VII. Forme d'avoir problématique. - VIII. Possessif. Parmi les chiffres et les lettres. Noté. - IX. Affluent du Danube. Homme de calculs. - X. Les grosses sont loin d'être des patates. - XI. Victime d'une mauvaise conseil- lère.

RESULTATS COMPLETS
MOTO SPORT
Table with columns: Ville, Temps, Marque.

SUR MINTEL
Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO



LEGENDE
ENSOLEILLÉ
ECLAIRCI PAR NUAGEUX
NUAGEUX COURTES
TRES NUAGEUX OU COUVERT
PLUIE OU BRUME
NEIGE
AVERSE
ORAGES
BRUME ET NEIGE ALTERNÉS
DEBUT DE DÉGEL

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Table with columns: Ville, Max, Min, Temps observé.

POLLINI
BRENDDEL
THE BOSS
JOB
Advertisement for clothing and shoes.

Presse

Les éditions suisses Ringier attaquent le marché français

Lancement d'« Emois »

Les éditions suisses Ringier ont lancé en France, le mardi 28 avril, le premier numéro d'un nouveau mensuel, Emois. Ce « mensuel culturel à vocation européenne », tiré à 75 000 exemplaires, vise le public des vingt-quatre ans intéressés par « tous les signes de notre époque », a indiqué M. Max Wiener, membre du directoire des éditions Ringier.

Culture au sens large, mode, technologies, événements européens, figurent dans les pages glacées largement illustrées de ce magazine haut de gamme dont le concurrent est davantage City, Passion ou Globe que Vogue. Vendu 30 francs, Emois vise d'abord un objectif de diffusion de 30 000 exemplaires en France et de 10 000 en Suisse, puis de 70 000 exemplaires pour les deux pays. Par la suite, la filiale française de Ringier, éditrice du titre, entend l'étendre à l'Allemagne de l'Ouest, à l'Espagne et à la Grande-Bretagne. Le lancement d'Emois en France bénéficie d'une campagne publicitaire orchestrée par l'agence Doyle-Dane-Bernbach (DDDB-Needham) de 4 millions de francs.

Imprimeur et éditeur, le groupe suisse Ringier édite une douzaine de titres, dont « L'Illustré » (110 000 exemplaires) et « Hébé » (30 000 exemplaires). Ce dernier est diffusé depuis deux mois à Paris.

M. Albert du Roy devient directeur de la rédaction de « l'Expansion »

M. Albert du Roy passe de l'« Evénement du jeudi », dont il était directeur de la rédaction, à l'« Expansion ». M. Jean-Louis Servan-Schreiber, président-fondateur du groupe Expansion, a, en effet, nommé lundi 27 avril, MM. Jean Boissonnat et Albert du Roy, respectivement directeur et directeur de la rédaction du bimensuel économique. Dans ses nouvelles fonctions, M. Boissonnat assumera la direction des rédactions des douze titres du groupe. De nouvelles responsabilités, précise un communiqué, qui « ne lui permettent plus d'assurer la direction effective de la rédaction de l'« Expansion » qu'il assumait jusqu'ici. Il a donc demandé à Albert du Roy de le remplacer ». Ce dernier « aura pour première tâche le lancement de la nouvelle formule » du magazine en septembre prochain.

Le communiqué précise d'autre part que le groupe Expansion et l'« Evénement du jeudi » confient à Albert du Roy « actuellement collaborateur d'Antenne 2 à l'« Heure de vérité », éditorialiste à RMC et chroniqueur au Parisien libéré - une mission d'étude sur les possibilités communes aux deux groupes de réaliser des projets audiovisuels ».

Rappelons que le groupe Expansion est actionnaire de TF1 aux côtés du groupe Bouygues.

Nathan prend le contrôle des Editions Retz. Les éditions Nathan, du groupe CEP Communication, ont pris le contrôle des Editions Retz un rachat, le lundi 27 avril, les parts de M. François Richeudeau, jusqu'ici président et actionnaire majoritaire. Les Editions Retz (20 millions de francs de chiffre d'affaires en 1986) sont spécialisées dans le secteur scolaire (manuels de lecture, livres pédagogiques), les sciences humaines ainsi que dans les techniques d'expression et de communication. Retz édite par ailleurs la revue trimestrielle Communication et langage.

FRANCOPHONIE

Les Immortels décorent le pape

Une délégation de l'Académie française, conduite par l'écrivain Maurice Druon, a, le lundi 27 avril au Vatican, remis la Grande Médaille d'or, la plus importante distinction accordée par l'Académie, à Jean-Paul II. La décision avait été prise à l'unanimité par les quarante académiciens pour rendre hommage « à l'emploi fréquent et excellent » que le pape fait du français.

L'Académie a en particulier été sensible à deux discours : celui prononcé à Paris, le 2 juin 1980, devant l'UNESCO sur les rapports entre la foi et la culture, et celui de Casalblanca, le 19 août 1985, où le pape s'était adressé à 80 000 jeunes rhusulmans, utilisant à encore le français pour « définir des convergences éthiques entre civilisations spirituelles différentes, sans qu'elles aient rien à voir de leur foi ». - (Corresp.)

Pour combler un déficit préoccupant

« Le Matin » à la recherche de nouveaux actionnaires

« Catastrophique » : l'adjectif qualifiant la situation financière du quotidien le Matin de Paris est sur toutes les lèvres. Le dimanche 26 avril, un conseil d'administration extraordinaire s'est réuni afin d'examiner les comptes du journal. Avec un déficit cumulé en 1986 de 62 millions de francs pour une chiffre d'affaires d'environ 130 millions de francs, le Matin est dans une situation préoccupante. Le début de l'année ne s'est pas révélé plus faste : la diffusion se situe aux alentours de 80 000 exemplaires - elle était encore comprise entre 80 000 et 100 000 exemplaires à la fin de l'année dernière - et la perte mensuelle, selon plusieurs journalistes, avoisinerait les 8 millions de francs.

Ouverture de la clause de cession

Un comité d'entreprise devait se réunir mardi. Il fera état de l'ouverture de la clause de cession pour les journalistes désireux de quitter le Matin de Paris. Théoriquement ouverte au lendemain de l'entrée de nouveaux actionnaires dans le capital du journal et de la nomination au poste de PDG de M. Daniel Hourii, qui succéda à la mi-mars à M. Jean-François Pertuis, elle a été retardée jusqu'à ces jours-ci (le Monde du 12 mai).

Ce laps de temps devait permettre à la direction d'élaborer un projet d'entreprise et d'annoncer, le cas échéant, le nom de nouveaux actionnaires. En effet, les proprié-

taires actuels du Matin ne souhaitent pas, semble-t-il, éponger seuls le déficit. Cette semaine sera donc consacrée à la recherche de nouveaux actionnaires qui permettront l'augmentation du capital du journal (de 42 à 82 millions de francs) annoncée depuis longtemps mais toujours pas réalisée. Cela ne suffira pas à remettre le Matin à flot. Une dizaine de journalistes décideraient de quitter le journal en bénéficiant de la clause de cession. Mais ces départs n'empêcheraient sans doute pas des licenciements. Les dirigeants du Matin restent discrets sur leurs intentions.

Seul M. Paul Quilès, président du holding qui cofinane le Matin de Paris, indique que « le journal ne peut pas vivre avec des pertes aussi importantes : son redressement passe par une modernisation et un plan de redressement vigoureux qui réduira les charges ». L'ancien ministre socialiste de la défense repousse cependant l'éventualité d'un dépôt de bilan : « Il faut un projet pour le Matin, nous nous y employons ».

Il reste que les difficultés financières, le départ d'un de ses directeurs de la rédaction - Philippe Labarde, qui rejoindra le 15 mai la Tribune de l'économie - et l'épuisement de sa rédaction rendent cette tâche incertaine.

Le prochain comité d'administration du Matin, le 4 mai, entendra notamment les résultats de l'audit de l'entreprise réalisé par le PDG, M. Daniel Hourii.

YVES-MARIE LABÉ.

Catastrophes

Le renflouement du Herald of Free Enterprise La longue et coûteuse recherche des causes de l'accident

BRUXELLES de notre correspondant

Zeebrugge, le lundi 27 avril, 12 h 30 : quarante jours après son naufrage tragique, le car-ferry britannique Herald of Free Enterprise est revenu au port, tiré par cinq remorqueurs-grues, reposant elle-même sur de larges plates-formes mobiles. Au moment précis où cette procession morbide s'arrêtait, une brume s'éleva comme pour cacher sous certains de journalistes présents sur la digue le dernier acte de ce drame. Derrière ce voile pudique, les autorités sanitaires et judiciaires purent monter à bord de l'épave, suivis par les hommes-grues, chargés en priorité de retrouver les cadavres restants. Il devrait y en avoir une vingtaine, qui s'ajoutent aux cent-soixante-seize victimes déjà dénombrées.

Dans quel état ? Personne n'osait le dire. Le souvenir de ce qui s'était passé dans la soirée du 6 mars était trop présent pour que les équipes de renflouement, essentiellement des Néerlandais et des Belges, manifestent une quelconque satisfaction. Cette tentative était pourtant leur troisième, les deux précédentes ayant échoué. La première, à cause de la cassure de deux câbles, pourtant imposants, devant servir à redresser le navire ; le deuxième vendredi, du fait de l'extrême mobilité de l'épave, qui empêchait les pompes, elles aussi nombreuses, et imposantes, de vider les millions de litres d'eau, de boue et de gravats qu'elle avait absorbés.

Dès 6 h 30, lundi, des centaines de spécialistes s'affairaient autour du Herald of Free Enterprise et réussirent, dans un premier temps, à le débarrasser d'une grande partie de cette eau, puis à le stabiliser vers le port. Plusieurs heures furent nécessaires pour parcourir moins d'un kilomètre, en dépit des vingt mille chevaux des remorqueurs.

La mission n'est pas encore terminée ; dans deux ou trois jours, une fois que les corps seront extraits du navire et que les charges à l'intérieur de celui-ci seront équilibrées, il faudra conduire l'épave dans un bassin du port de la Force navale belge. Là, les véhicules enchevêtrés et, sans doute encore, des cadavres seront sortis des ponts intérieurs. Les travaux de remise en état du ferry pourront alors commencer.

Une succession de négligences

Pour le moment, la Townsend Thoresen, propriétaire du ferry, a lancé des appels d'offres ; une dizaine de chantiers navals ont répondu mais, apparemment, la firme britannique n'a pas encore choisi lequel sera maître d'œuvre. A Zeebrugge, on estimait qu'il faudrait environ un an pour que l'Herald of Free Enterprise puisse reprendre la mer. Autre estimation : le coût du renflouement, qui a duré quarante jours, s'élevait à près de 300 millions de francs belges (45 millions de francs). Le bateau était assuré 1 milliard de francs belges (15 millions de francs), une

assurance « tous risques » qui couvrirait ainsi les erreurs humaines.

Car c'est, en fait, de cela qu'il s'agit. La plupart des voix concordent maintenant, et notamment celles des experts néerlandais, pour affirmer que la catastrophe est essentiellement due à une succession de négligences dont la plus grave aura été la non-fermeture des portes de la coque, ce qui laisserait s'échapper un quelconque heurt. La « boîte noire », en fait un enregistreur de vitesse du bateau, devrait aussi déterminer la responsabilité éventuelle du capitaine, qui n'a pour le moment fait aucune déclaration.

Les autorités auront aussi à déterminer la nature exacte des matières toxiques embarquées à bord de l'Herald et, surtout, sous quelle dénomination elles l'ont été. Selon certaines informations, le bateau transportait près de 15 kilos de produits toxiques : déchets de colorants, déchets de boue de cyanide énergétique. La Townsend Thoresen avait annoncé qu'elle porterait plainte contre certains transporteurs qui n'auraient pas précisé la nature exacte des produits se trouvant à bord de leurs camions, qu'il est bien entendu interdit de monter dans des bateaux ayant des passagers.

Une chose est sûre : les tribunaux vont avoir du pain sur la planche. En attendant, les ferries continuent leurs rotations. Lundi, alors que les opérations de renflouement baissaient leur plein, plusieurs bateaux de la Townsend Thoresen passaient tout près de l'épave du Herald of Free Enterprise. Ils avaient tous les portes fermées.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Le Carnet du Monde

Décès

- Jacqueline DESCOUT, nous a quittés dans sa soixante et onzième année, le lundi de Fêtes, dans le souffle de la Résurrection.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus grande intimité.

Une célébration religieuse aura lieu à l'église du Plateau, à la Duchère (Lyon-9^e), le lundi 4 mai, à 19 heures.

On nous prie d'annoncer le décès de :

Père Dominique DURARLE, dominicain, survenu le 25 avril 1987, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Ses funérailles seront célébrées le jeudi 30 avril 1987, à 10 h 15, en l'église conventuelle de Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13^e.

De la part Du Père provincial des dominicains de la province de France, Des dominicains des couvents de Strasbourg et de Paris-Saint-Jacques. De sa famille.

Mé le 23 septembre 1907, à Biviers (Isère), Dominique Dubarte a fait ses études à Grenoble, puis à la Sorbonne. Il est entré chez les dominicains en 1925 et a été ordonné prêtre le 25 juillet 1931. Professeur au Saclay, il est déporté pendant la guerre. Il devient directeur des Editions du Cerf, puis enseigne à la faculté de philosophie de l'Institut catholique de Paris, dont il est doyen de 1967 à 1972. Il a été prêtre du couvent dominicain de Strasbourg. Spécialiste de Hegel, le Père Dubarte avait collaboré avec des montaignistes et des scientismes comme Gaston Bachelard ou Louis Leprince-Ringuet. Il laisse une œuvre importante : Océan vers le monde, Humanisme scientifique et raison chrétienne, La Civilisation de l'Antiquité (1966), Pour un dialogue avec le marxisme (1966), Approche d'une théologie de la science (1967), Logos et formalisation du langage (1977).

- M^{me} Paul Imbs, Anne-Marie et René Obermuller et Anne, Françoise Imbs, Marie-Agnès Imbs, Elisabeth et Jean-François Reignier, Sophie et Nicolas, Les familles Imbs, Veruel, Mutel, Klee, Wilhelm Et toute la parenté ont le tristesse d'annoncer qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui, dans sa soixante-dix-neuvième année.

M. Paul IMBS, membre de l'Institut, directeur honoraire au CNRS.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 avril 1987, à 10 heures, en l'église Saint-Vincent-Saint-Fiacre à Nancy. L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale à Colmar. Les condoléances seront reçues avant la cérémonie religieuse, à partir de 9 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, des prières. 39 bis, boulevard de Scarponne. 54000 Nancy.

- M^{me} Christian Jousseau, son épouse, M^{me} et M^{lle} Louis Jousseau, ses enfants Et toute la famille ont la profonde douleur de faire part du décès de :

M. Christian JOUSSEAU, professeur au lycée Clemenceau de Reims, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques, survenu le 25 avril 1987, à Saint-Cloud, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Bar-le-Duc (Meuse), 7, rue Roland-Dorgelès, 51100 Reims.

Les obsèques de notre collaboratrice Françoise MAZZUCHELLI auront lieu le mercredi 29 avril.

La cérémonie religieuse, à 16 heures, en l'église des Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin, à Paris-12^e, sera suivie de l'inhumation au cimetière de Pantin, porte principale, 164, avenue Jean-Jaures, vers 16 h 45.

- Christine Montalbet, sa fille, Eric Montalbet, ses fils, Henri Montalbet, son père, Michèle et Gérard Lombal, sa sœur et son beau-frère, ont le douleur d'annoncer le décès accidentel de :

Jean MONTALBETTI, survenu le 19 avril 1987.

Une messe sera célébrée pour lui en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres Saint-Séverin, Paris-6^e, le mercredi 29 avril 1987, à 9 heures.

[Producteur à France-Culture, station à laquelle il avait collaboré durant trente ans, Jean Montalbet avait créé les séries et Les incertains de l'Histoire et « Un héros, une ville ». En 1980, il obtint, pour l'animation conduite à Albert Camus, le grand prix Paul Gilroy des médias de langue française. Editeur, Jean Montalbet avait dirigé plusieurs collections, dont « Paris près », lancée en 1972 chez Calmann-Lévy, et, plus récemment, chez Fayard, « L'Asie » et « L'Asie de la nuit », collection de l'édition de l'Asie. Le premier livre publié dans cette collection fut Georges Bernanos, le Grand Meauland de Georges Duhamel. En 1986, il fut nommé à la société Anecdote pour éditer des livres-cassette, les « audiotapes ».

Jean Montalbet était l'auteur d'un roman, La Bouche de la vérité, paru en 1972 aux Editions du Seuil. Le Monde avait publié de lui une nouvelle inédite, « Espérance de Meville » le 14-15 juin 1981.

- M. Jean-Charles Napp, M. et M^{me} Jean-Louis Napp et leurs enfants, M. et M^{me} Didier Lancia, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part de la mort de :

M^{me} Jean-Charles NAPP, née Christiane Bartholom, survenue le 22 avril 1987.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 27 avril, à Saint-Honoré d'Eylau.

- Le président de l'Œuvre de protection des enfants juifs, Les membres du conseil d'administration, La direction et le personnel de l'Œuvre ont le profond regret de faire part du décès de :

M^{me} Michel RAICH, née Fydoma, ancien administrateur de l'ŒPEJ, ayant pris une part active et exemplaire dans le sauvetage des enfants juifs sous l'Occupation, et rappellent la mémoire de sa sœur :

M^{me} S. OURMAN, assistante sociale honoraire de l'ŒPEJ.

- Liliane et Michel Trouplin, Anne Seguin, font part du décès de :

Michel TROUPLIN Jr, survenu à Paris à l'âge de vingt et un ans.

Un service religieux sera célébré, le jeudi 30 avril 1987, à 14 heures, en la chapelle du Père-Lachaise, Paris-20^e.

44, rue Pétion, 75011 Paris.

- M^{me} Jean-Marie Vigne, son épouse, M. et M^{me} Jacques Vigne, Claire, François, Antoine, Isabelle, ses enfants, M. Jacques Vigne, son père, M. et M^{me} Jacques Marsaudon, M. et M^{me} Claude Ganier, M. et M^{me} Philippe Masson, ses sœurs, beaux-frères et leurs enfants, M^{me} Joseph Fezeau, Les familles Fezeau, Navarre, Quidet et leurs enfants, Ses amis, soudainement et très douloureusement éprouvés par le retour à la Maison du Père de :

M. Jean-Marie VIGNE, croix de la valeur militaire, chevalier de l'Ordre du Mérite, survenu le 24 avril 1987, dans sa cinquante-troisième année,

invitant à partager leur peine, leurs prières et leur espoir.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 27 avril 1987, en l'église Notre-Dame de Marchenoir (Loir-et-Cher).

120, avenue de Wagram, 75017 Paris. Saint-Laurent-des-Bois (Loir-et-Cher).

Anniversaires - La célébration de la messe d'anniversaire pour :

Agnes BOULOUIS, aura lieu le lundi 4 mai, à 18 h 30, dans la crypte Saint-François-d'Assise, de l'église Saint-Sulpice.

- La société des Amis de Léon JOUBAUX, prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière,

dépôttera une gerbe sur sa tombe, au Père-Lachaise, à l'occasion du trentième anniversaire de sa disparition, le vendredi 1^{er} mai, à 12 h 30.

- Pour le premier anniversaire de la mort de notre cher époux et père, M. Jehi PRASQUIER, on se réunira le dimanche 3 mai 1987, à 12 h 30, au cimetière de Bagneux.

M. D. Prasquier, Docteur et M^{me} R. Prasquier, et leurs enfants.

Communications diverses

- Convergence et recherche, 3, cité Magenta, 75010 Paris, organise « Quarante-huit heures pour l'égalité des droits », le samedi 2 mai, de 10 heures à 20 heures, à l'amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), et le dimanche 3 mai, de 10 heures à 18 heures, à la faculté du Panthéon. (Participation : 30 F, 40 F ou 50 F. Tél. : 42-41-52-89.)

Commémorations

- On nous prie d'annoncer le double anniversaire du souvenir de :

Gaston DEFFERRE, qui aura lieu à Marseille, le lundi 11 mai, jour anniversaire de ses funérailles.

Halte du souvenir de 11 heures à 16 heures, sur la sépulture de Gaston Defferre, au cimetière Saint-Pierre. Prière eucharistique à 19 heures, en la basilique Saint-Victor.

Cet avis tient lieu d'invitation de la part de sa famille et de ses amis.

Soutenances de thèses

- Université René-Descartes-Paris-V. Sciences humaines-Sorbonne, le mardi 5 mai à 14 h 30, salle 224, galerie Claude-Bernard, scellier P. 1^e étage, 1, rue Victor-Coustan, 75005 Paris. M. Abderrahmane Si Moussi : « La destinée des fils de pérorés - martyrs de guerre » algériens. Etude comparative et différentielle de deux groupes d'orphelins et d'un groupe de non-orphelins ».

- Université Paris-III, le mardi 5 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris. M^{me} Martinez, épouse Mary Roselein : « Etude de l'insertion professionnelle des étudiants de Lettres et sciences humaines de la promotion 1977 des universités de Swansea (Pays de Galles) et de Bretagne occidentale (Brest) ».

- Université René-Descartes-Paris-V, le mercredi 6 mai, à 17 heures, salle 106, avenue Henri-Pierre, 28, rue Serpente, 75006 Paris. M. Mohamed-Riad Ben Rjab : « Les troubles psycholinguistiques dans la deuxième génération d'immigrés tunisiens d'âge préscolaire ».

- Université Bordeaux-III, le jeudi 7 mai, à 14 h 30, salle des actes, domaine universitaire de Talence, M. Noufou André : « Le roman indigéniste haïtien : esthétique et idéologie ».

Sports

Jean-Pierre Puthod chargé de mission à la Fédération française de ski

La réorganisation de la politique du haut niveau dans le ski « passe par la mise en place d'une direction technique nationale chargée de conduire les réformes », a déclaré M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports, à la suite des démissions du président de la Fédération française de ski (FFS), M. Jean Barthélemy, et des présidents des comités alpin et nordique, MM. Georges Coquillard et Marc Dole.

« Dans l'immédiat, j'ai décidé de confier à M. Jean-Pierre Puthod, la mission de définir une politique sportive qui puisse conduire nos équipes sur les podiums en 1992 », a précisé le secrétaire d'Etat qui souhaite qu'en terme de sa mission, l'ancien champion universitaire, âgé de trente-quatre ans, qui dirige une société d'informatique en Haute-Savoie, puisse mettre son programme à exécution en devenant le patron du ski de haut niveau. Cette prise de fonctions sera conditionnée par l'adhésion de la FFS à la politique sportive qui lui aura proposée.

Il semble que M. Bernard Chevalier, maire des Condaminés et président du Syndicat national des montebistes de ski, soit le mieux placé pour succéder à M. Barthélemy à la tête de la FFS.

● BOXE : réunion du Palais des Sports de Paris. - L'ancien médaillé olympique Christophe Tiozzo, qui faisait sa rentrée, le lundi 27 avril, au Palais des Sports de la porte de Versailles après une opération de l'appareil, a gagné son onzième combat professionnel consécutif, en battant par KO à la quatrième reprise le poids moyen américain Derrick Drake.

● OMNISPORTS : le Grand Prix de l'Académie des sports. - L'alpiniste italien Reinhold Messner, âgé de quarante-trois ans, qui a gravi en solitaire quatorze sommets de plus de 8 000 mètres, devait recevoir le mardi 28 avril le Grand Prix de l'Académie des sports.

J.-D. NASIO présente ses deux ouvrages Les Yeux de Latre Le concept d'objet a dans la théorie de J. Latre - Editions AUBIER L'Enfant du miroir avec F. Daloz Editions RIVAGES à la librairie LE DIVAN 37, rue Bonaparte, 75006 Paris mercredi 29 avril à partir de 18 heures

سكوانة الصالحين

سكزا عن الاموال

strophes

coûteuse recherche
s de l'accident

Sports

L'EXCELLENCE EN ACHAT D'ESPACE MEDIA? NOUS RELEVONS LE DÉFI.



Pierre Homsy.

Pour avoir d'excellents résultats en matière d'achat d'espace media, il faut bien connaître ce métier. Notre expérience en achat d'espace est reconnue de tous. Notre approche quantitative et qualitative permettra, à vous annonceur, de mieux rentabiliser votre investissement media.

Pourquoi un Audit extérieur?

HOMSY AUDIT est une innovation très importante en France. Elle consiste à mettre à votre disposition notre expérience et notre savoir-faire pour vous permettre de mieux faire travailler votre agence ou votre centrale d'achat. Rappelons que l'achat d'espace représente, à lui seul, 80% des dépenses publicitaires.

Faut-il uniquement juger le prix d'achat?

Il n'y a pas de "bon" ou de "mauvais" prix: seul compte le juste prix qui dépend d'un rapport qualité/prix objectif et non subjectif.

Un réseau d'affichage performant mérite un juste prix.

Un choix d'horaires radio très demandés mérite un plan radio avec un juste prix.

Un plan magazine, qui donne la priorité aux emplacements de qualité, en 4^e de couverture, 2^e de couverture,

mérite un juste prix.

Un plan T.V. avec de fortes contraintes de diffusion mérite un juste prix.

Un plan cinéma qui privilégie certaines salles mérite un juste prix.

Un plan presse quotidienne nationale s'achète différemment d'un plan presse quotidienne régionale.

De nombreux autres exemples, tenant compte des montants des budgets, et des périodes d'investissements, existent et influent sur le prix.

Comment connaître le juste prix?

Quel que soit votre problème, nous pouvons vous conseiller.

En fonction de vos objectifs marketing et media planning, nous vous conseillerons le meilleur rapport qualité/prix, donc le prix le moins cher selon ces objectifs.

Notre expérience de la publicité est complète et permet d'intégrer les stratégies et les contraintes de la création.

Devez-vous résilier votre contrat avec votre agence ou votre centrale pour travailler avec nous?

Absolument pas. Nous agissons comme un Cabinet d'Audit. Nos interventions sont confidentielles. Vous continuerez de travailler avec votre acheteur d'espace habituel, mais vous serez mieux informé et vous le ferez mieux travailler.

Comment sommes-nous rémunérés?

Nous sommes rémunérés sur les économies réalisées. Nous vous demandons 30% des économies réalisées grâce à notre intervention.

Si la recherche de l'excellence en matière d'achat d'espace est votre objectif, si cela correspond à votre souci de gestion, contactez directement Pierre Homsy: HOMSY AUDIT, 216 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél.: 45.44.38.67.

HOMSY AUDIT

GRUPE HOMSY DELAFOSSE ET ASSOCIÉS

UNE NOUVELLE MANIÈRE D'ACHETER L'ESPACE MEDIA

Economie

CONJONCTURE

Le président Reagan espère pouvoir lever « d'ici peu » les sanctions contre le Japon

Le président Ronald Reagan a déclaré, lundi 27 avril, qu'il espérait que les sanctions commerciales prises à l'encontre du Japon seraient levées « d'ici peu », et que cet épisode sera « considéré comme un petit incident » dans le développement des relations nippo-américaines.

Intervenant devant la Chambre de commerce américaine, le chef de l'exécutif a surtout insisté sur la nécessité de lutter contre le protectionnisme et a qualifié de « dangereux » un projet de loi que la Chambre des représentants doit examiner cette semaine, et qui prévoit des représailles contre les pays ayant de trop gros excédents vis-à-vis des Etats-Unis.

Pour M. Reagan, le recul du dollar a déjà contribué à réduire le déficit commercial américain, un mouvement qui reste à conforter par une meilleure compétitivité des entreprises américaines et des mesures de relance dans d'autres pays industriels. Il a, notamment, souligné que le Japon serait réduit de 10 % seulement si Tokyo mettait fin à ses « pratiques déloyales ». Il convient, enfin, selon l'hôte de la Maison Blanche, de réduire l'énorme déficit budgétaire américain, contrairement à ce que semble faire le Congrès.

Au même moment, le premier ministre japonais indiquait, à Tokyo, sa volonté de faire des efforts pour réduire le déficit commercial avec Washington, mais aussi sa décision de demander à nouveau aux Américains de faire leur part du chemin en faveur d'une meilleure stabilité mondiale en réduisant de façon efficace leur déficit budgétaire.

La CEE éprouve à l'égard du Japon des sentiments « de frustration, de mécontentement et d'inquiétude »

LUXEMBOURG
Communautés européennes
de notre correspondant

La Commission européenne propose aux ministres des affaires étrangères des Douze d'adopter, en mai, des mesures de défense commerciales à l'encontre du Japon. Ces mesures pourraient être de deux natures :

1) Relèvement des droits de douane sur un certain nombre de produits sensibles représentant un volume de commerce de 1 milliard d'ECU, soit 7 milliards de francs. La liste établie par les services bruxellois concerne les lecteurs de disques à laser, les magnétoscopes, les organes électroniques, les amplificateurs non professionnels, les fours à micro-ondes, les cassettes pour reproduction de disques compacts.

Ces hausses des droits de douane pourraient être décidées en application de l'article 2416 du GATT (l'accord qui régit le commerce international), afin de compenser les effets commerciaux qu'est supposé représenter pour les exportateurs japonais l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal ;

2) Fixation des contingents tarifaires à l'égard des importations de produits japonais qui viennent d'être frappés de mesures protectionnistes par les Etats-Unis. Il s'agit de postes de télévision en couleur, d'outillage à main, de magnétoscopes.

L'idée est d'éviter que les fabricants japonais, désormais empêchés de pénétrer sur le marché américain, ne détournent leurs livraisons vers la Communauté. Le droit de douane normal s'appliquerait pour le

Selon M. Willy De Clercq

volume de commerce traditionnel, mais il serait relevé de manière prohibitive dès lors que ce seuil serait atteint.

Ce souci de manifester davantage de fermeté à l'égard de Tokyo ressort des déclarations faites lundi à Luxembourg devant les ministres des affaires étrangères des Douze par M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, qui revenait du Japon où il avait participé à une réunion quadripartite (Etats-Unis, Japon, CEE, Canada) sur l'évolution du commerce international.

En marge de la quadripartite, M. De Clercq a eu des entretiens avec des ministres japonais : « Je n'ai pas pu faire autre chose qu'expliquer le sentiment de frustration, de mécontentement, d'inquiétude de la Communauté. Les excédents de la balance commerciale du Japon avec la CEE atteignent tous les mois de nouveaux records. En mars dernier, ils se sont élevés à 2,1 milliards de dollars. Nous sommes préoccupés par la perspective de détournement des exportations japonaises, des Etats-Unis vers la CEE. La Communauté demande au Japon, non pas des déclarations d'intention, mais des actions concrètes », a expliqué M. De Clercq.

Il a rappelé à ses interlocuteurs japonais les demandes insistantes et précises formulées par la CEE afin d'obtenir pour ses propres exportations un meilleur accès au marché nippon. S'il n'y a pas de résultats dans les semaines qui viennent, « la Commission fera des propositions concrètes au conseil », et celui-ci, qui délibérera lors de sa session de mai du dossier japonais, sera « un conseil pour décider », a ajouté M. De Clercq.

Il reste à savoir si les Douze suivront la Commission. « Il est très difficile de définir une stratégie commune à l'égard du Japon », commentait lundi un diplomate

Remous sur les marchés des changes où le dollar est remonté vivement

Après avoir fortement fléchi, lundi 27 avril, sur toutes les places financières, le dollar s'est nettement redressé, mardi 28 avril, notamment à Tokyo, où il a dépassé 140 yens, pour revenir à 139,60 yens à la veille, 137,25 yens, en dépit des interventions massives de la Banque du Japon (1 milliard de dollars). A Francfort, le billet vert est remonté à 1,750 DM contre 1,750 DM la veille, tandis qu'à Paris, on le retrouvait à 6 F contre 5,94 F lundi.

Une telle remontée a contribué à atténuer les pressions au sein du système monétaire européen, le cours du deutschemark à Paris revenant à 3,34 F, après une hausse subite à plus de 3,35 F, contre 3,375 F à la veille du week-end. A cette occasion, on ne peut pas vraiment dire que le franc ait été attaqué lundi : un petit accès de tension, simplement.

Enfin, le cours de l'once d'or, qui avait bondi de 462 dollars à plus de 476 dollars en début de semaine, a vivement reculé, revenant au moment à 443 dollars avant de remonter à 452 dollars.

L'origine du fort raffermissement du dollar, on trouve, essentiellement, une déclaration du porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, qui a éprouvé le besoin, lundi, de reprendre mot pour mot les propos tenus le vendredi précédent par M. James Baker, secrétaire au Trésor, suivant lesquels une nouvelle baisse du dollar serait « nuisible » (« harmful »). Cette précision paraissait nécessaire après un discours du président Reagan, qui tout en laissant entendre que la guerre commerciale avec le Japon pourrait prendre fin, était resté assez vague sur le niveau souhaitable du dollar.

Les déclarations de M. Reagan, conjuguées avec celles de son porte-parole et avec les interventions généralisées des banques centrales, ont pu stopper, dans l'immédiat, la chute du dollar, mais les opérateurs restent sceptiques, tablant toujours sur une baisse progressive du billet vert.

Il s'attendent, également, à une montée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale pourrait relever son taux d'escompte dans le courant du mois, à la fois pour lutter contre l'inflation et tenter de freiner le recul de la devise américaine. En même temps, la Banque du Japon, en dépit des déclarations de son président, serait susceptible d'abaisser encore le sien.

Les Bourses mondiales ont été affectées par les remous monétaires, surtout celui de Tokyo, où la chute des cours a atteint 5 % en deux jours, celle du lundi (4 %) ayant été la plus forte de l'histoire de la Bourse japonaise, en volume, sinon en pourcentage. Il est vrai que les valeurs nippones ont monté de plus de 53 % en six mois, en dépit des menaces qui pèsent sur l'économie du pays, et que leurs cours très gonflés étaient devenus très vulnérables, ce qui explique une forte correction technique.

FRANÇOIS RENARD.

Dépassant 3 milliards de francs Les bénéfices de la BNP ont augmenté de 51,7 % en 1986

Troisième et dernière des grandes banques à donner ses résultats, la Banque nationale de Paris, au premier rang français, a annoncé un bénéfice net consolidé de 3 015 milliards de francs (hors intérêts minoritaires d'épargne), en 51,7 % en 1986. Ce bond spectaculaire de 51,7 % sur 1985. Ce bond spectaculaire de 51,7 % sur 1985. Ce bond spectaculaire de 51,7 % sur 1985.

Quant au produit net bancaire, sa hausse est due, principalement, à la progression « très satisfaisante » des dépôts à vue non rémunérés et des ressources d'épargne, à la forte croissance des crédits aux particuliers et aux PME, qui compense la stagnation, ou même la diminution de ceux aux grandes entreprises et, enfin, à la part de plus en plus importante prise par les activités financières, opérations de Bourse et nouveaux produits. Les commissions prélevées à ce titre ont augmenté de 45 % et représentent, maintenant, 22 % du produit net bancaire. En conséquence, au niveau de la maison mère, le résultat d'exploitation a enregistré une croissance plus sensible (+25,9 %) qu'au niveau du groupe, de même que les résultats nets (+61,6 %).

Fait notable, les provisions pour créances douteuses et risques généraux ont légèrement diminué (-2 %) à 4 778 millions de francs. Comme elles ont augmenté de 11,1 % pour la maison mère à 4 359 millions de francs, c'est qu'elles ont régressé sur l'étranger, revenant de 915 millions de francs à 585 millions de francs. A cet égard, M. Claude Reinhart, directeur général adjoint, a précisé que le taux de provisionnement de la BNP sur ses « risques souverains » (40 milliards de francs sur les pays en voie de développement) atteignait maintenant 40 %, ce qui représente 17 milliards de francs de provisions sur un total de 30 milliards de francs. Ce taux de 40 % est atteint, également, par la Société générale, le

Crédit Lyonnais se contentant de 33 %. En Allemagne, la Deutsche Bank dépasse 50 %, ce chiffre étant très supérieur pour les banques suisses, tandis que les banques américaines sont beaucoup moins provisionnées, mais avec d'importants fonds propres, il est vrai. En matière de fonds propres et assimilés, la BNP voit les siens augmenter de 56,4 % en 1986, s'établissant à 28,9 milliards de francs, ce qui assure au groupe, suivant ses dirigeants, une couverture des risques « d'un niveau équivalent à celle des grandes banques internationales ».

Quant au produit net bancaire, sa hausse est due, principalement, à la progression « très satisfaisante » des dépôts à vue non rémunérés et des ressources d'épargne, à la forte croissance des crédits aux particuliers et aux PME, qui compense la stagnation, ou même la diminution de ceux aux grandes entreprises et, enfin, à la part de plus en plus importante prise par les activités financières, opérations de Bourse et nouveaux produits. Les commissions prélevées à ce titre ont augmenté de 45 % et représentent, maintenant, 22 % du produit net bancaire. En conséquence, au niveau de la maison mère, le résultat d'exploitation a enregistré une croissance plus sensible (+25,9 %) qu'au niveau du groupe, de même que les résultats nets (+61,6 %).

Amoquant une augmentation du dividende servi sur les certificats d'investissement émis en avril 1986 (16,50 F contre 15 F, avoir fiscal compris) et l'attribution d'un certificat gratuit pour dix anciens, M. Jacques Masson, qui parait au nom du président, M. René Thomassin, souffrant, a déclaré que la BNP avait « bien marché ». A ceux qui affirmait, il y a encore peu de temps, que les grandes banques françaises de dépôt seraient la « sidérurgie de demain », M. Masson répond que : « Les résultats de la BNP infirment ce propos ».

F. R.

Selon l'INSEE

Le manque de dynamisme industriel empêche la France de profiter des dévaluations

« Les importantes fluctuations du dollar depuis 1973 ont été rendues responsables d'une partie des problèmes de l'économie française », écrit l'INSEE dans une étude consacrée au franc et à la contrainte extérieure (1).

« Pendant les trois années qui suivent une baisse du dollar, les effets sont positifs. Celle-ci réduit en effet le service de la dette libellée en dollars. Le coût des importations en allégeant la facture énergétique (effet prix) et permet une augmentation du pouvoir d'achat du franc par rapport au dollar (effet revenu) ».

« Au bout de quatre ou cinq ans les forces récessives l'emportent, poursuit l'INSEE car la baisse du dollar rend les produits français moins compétitifs, tant sur les marchés extérieurs que sur le marché intérieur (effet substitution). Le raisonnement précédent peut être inversé. A court terme la hausse du dollar a des effets récessifs et inflationnistes sur l'économie française. Ce dernier en effet a été endigué sur la période 1982-1984 par une politique monétaire restrictive et un contrôle strict des prix et des salaires. Mais à moyen terme les gains de compétitivité-prix qui résultent de cette hausse du dollar ont un effet positif sur la balance commerciale de la croissance ».

« D'après ce raisonnement, l'économie française bénéficierait d'une conjonction exceptionnelle des effets positifs à court terme de la baisse du dollar depuis 1985, et des effets également positifs à moyen terme de la hausse du dollar sur la période 1979-1984. Toutefois, l'amélioration de la compétitivité-prix face à la zone dollar n'a pas permis de conquérir des parts de marché substantielles. Une offre peu dynamique, en raison de la faiblesse des investissements productifs depuis le premier choc pétrolier, en serait la cause principale ».

« Les performances d'un pays sur le marché mondial ne tiennent pas seulement à la compétitivité-prix, rappelle l'INSEE. La qualité des produits, leur adaptation à la demande internationale, l'efficacité du service après-vente ont aussi leur importance. Les divergences dans ces domaines font que les différents pays ne jouent pas le même rôle dans la fixation des prix mondiaux. Les Pays « faiseurs » de prix (price maker), du fait d'une bonne spécialisation de leur appareil productif, possèdent plusieurs pôles de compétitivité forts, c'est-à-dire des spécialités performantes. C'est le cas de la RFA avec la chimie, la machine-outil et l'automobile. (...) Les pays « preneurs » de prix (price taker), ne maîtrisent pas réellement de pôles de compétitivité. Ils sont généralement engagés sur des marchés très concurrentiels où la compétitivité-prix est déterminante (...) »

« Les variations de taux de change n'engendrent pas les mêmes effets dans des pays « price maker » ou « price taker ». Dans le premier cas, une réévaluation par exemple développe un cercle vertueux : baisse du prix des importations, maintien du volume des exportations malgré leur renchérissement et amélioration du solde de la balance commerciale ; ralentissement de l'inflation importée ; augmentation de la rentabilité, des investissements et des gains de productivité. Dans le deuxième cas, les effets sont différents : diminution des exportations, déficit commercial etc. On parlera alors de cercle vicieux ».

« La France, de par la situation de son commerce extérieur, serait plutôt un pays de type « price taker ». D'où l'importance donnée à la compétitivité-prix des exportations (...) »

(1) Voir Ecoflash, n° 17, qui est une nouvelle revue à l'usage pédagogique, publiée par l'INSEE.

Réussir en Turquie ?

TÜRKİYE HALK BANKASI

« La Banque Populaire de Turquie »

votre partenaire



Türkiye Halk Bankası est l'une des cinq banques les plus importantes de Turquie. A votre expérience et à votre dynamisme commercial, nous ajoutons notre compétence bancaire, un personnel qualifié, des bureaux de représentation, 630 agences en Turquie, plus de 400 correspondants et notre grande pratique du partenariat. Si votre ambition est de réussir en Turquie, contactez-nous. Nous pouvons réussir ensemble.



MEMBRE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DU CREDIT POPULAIRE

Türkiye Halk Bankası

Siège social :
1. İktis Sokak Sıhhiye - ANKARA
Tél. : (41) 305162-304210 (10 lignes)
Télex : 44226 Halk tr

Département international :
63. Atatürk Bulvarı - ANKARA
Tél. : (41) 335729
Télex : 44201 (3 lignes) Hbfo tr
Fax : (41) 331022
Succursale de LÉFKOSA (Nicosie)
PO Box 256
Lefkosa Northern Cyprus
Télex : 57241 Koh tr Tél. : (520) 76155

Bureau de représentation en RFA
5000 Köln 1, Hohenstaufenring 12, RFA
Télex : 8881024 Halk d Tél. : 0221/238521

Bureau de représentation en Hollande :
N.Z. Voorburgwal 169 1012 RK Amsterdam
HOLLANDE
Tél. : 020/27 87 87 Télex : 13210 thb nl

Bureaux de liaison :
● 8000 München 2, Goethe Str. 3/2 RFA
Télex : 52220 Halm d Tél. : 089/553392
● 1000 Berlin 30, Potsdamer Str. 117-119
RFA
Télex : 183503 Halkb d Tél. : 030/262474
● 7000 Stuttgart 1, Rotenhühlpfad 2/4 OG,
RFA
Télex : 72 3469 hbst d Tél. : 0711/292163
● 2000 Hamburg 1, Steindamm 60 RFA
Télex : 2174171 Hbbh d Tél. : 040/247398

Conseil économique

Le conseil économique a discuté lundi 27 avril de la situation de l'économie française et des perspectives de croissance. Les membres du conseil ont souligné les difficultés de la zone dollar et les effets de la dévaluation du franc.

M. Gabriel un responsable

M. Gabriel est considéré comme un responsable dans le monde économique français. Ses analyses et ses recommandations sont largement citées dans la presse et les milieux professionnels.

Les performances d'un pays sur le marché mondial ne tiennent pas seulement à la compétitivité-prix, rappelle l'INSEE. La qualité des produits, leur adaptation à la demande internationale, l'efficacité du service après-vente ont aussi leur importance.

Les pares de lois

Les parlementaires ont discuté de la nécessité de légiférer plus rapidement sur les questions économiques. L'absence de lois est considérée comme un frein à la croissance.

150

Journal de LISD

Economie

SOCIAL

Le Conseil économique et social élit son nouveau président

Les deux cent trente membres du Conseil économique et social (CES) devaient procéder, mardi 28 avril dans l'après-midi, à l'élection d'un nouveau président pour succéder à M. Gabriel Ventejol, qui a décidé de ne pas se représenter.

Cinq candidats étaient officiellement sur les rangs avant l'ouverture de l'assemblée plénière : M. Jean Mattéoli, soixante-quatre ans, ancien ministre du travail de M. Barre, adjoint de M. Chirac à la mairie de Paris ; M. Jean Menu, soixante-six ans, ancien président de la CGC ; M. Jean Magniadas, soixante ans, du groupe CGT ; M. Marcel Lalonde, quarante-six ans, secrétaire confédéral de FO, et M. René Teulade, cinquante-cinq ans, président de la Fédération nationale de la Mutualité française.

M. Emile Artigès de Casanova, président de la section des économistes régionaux et de l'aménagement du territoire au CES, dont le 27 avril, qu'il n'était pas candidat.

Le duel devait opposer in fine M. Mattéoli et Teulade, ce qui lui donne la dimension politique d'un affrontement droite-gauche. Mais des désistements et des revirements peuvent intervenir jusqu'au dernier moment. Le président doit avoir la majorité absolue aux deux premiers tours, la majorité relative étant suffisante au troisième.

M. Gabriel Ventejol : un respect unanime

M. Gabriel Ventejol devait abandonner le mardi 28 avril la présidence du Conseil économique et social, pour raisons de santé, en pouvant se flatter d'avoir suscité le respect unanime des membres de l'assemblée du palais d'Iéna.

Élu à la présidence du CES — dont il était vice-président depuis 1987 — une première fois le 18 octobre 1974 (en rassemblant 132 voix sur 188 votants contre 30 à un candidat de la CGT), M. Ventejol fut réélu en 1977, en 1979, en 1982 et une dernière fois en octobre 1984, pour un cinquième mandat de deux ans et demi, avec la soutien des quatre cinquièmes de l'assemblée.

Si M. Ventejol a réussi à se faire apprécier des socio-professionnels du palais d'Iéna, ce n'est pas en se faisant le chantre d'une idéologie ou le défenseur d'un clan. Venant de FO, où il avait été secrétaire confédéral de 1950 à 1974, le président du CES en avait apporté la meilleure part : un certain humanisme et une véritable tolérance l'amenant à respecter les différences dans l'assemblée qu'il présidait avec le raffet. Évitant de se cantonner au jeu des alliances traditionnelles de FO, il s'était donné une assise plus large. Dès lors, il était respecté par le patronat que par des organisations comme la CFDT ou même la CGT.

Son physique massif et son air serein lui donnaient tous les atouts de la force tranquille. M. Ventejol était à son poste le défenseur d'un certain pragmatisme, mais recherchait en permanence les indispensables compromis entre les divers intérêts socio-professionnels. Dans un article publié par le Monde du 12 décembre 1984, il avait défendu le rôle du Conseil économique et social, qui venait de subir une nouvelle réforme, en le décrivant comme « un instrument privilégié du dialogue social et de la concertation ». Pour autant, la gestion de M. Ventejol n'a pas toujours fait l'unanimité.



On lui reprochait parfois d'être trop discret face à des pouvoirs publics trop souvent encore indifférents.

Rien ne destinait M. Ventejol à une telle responsabilité. Né à Tulle le 18 février 1915, il obtint le cap de chef de chantier sur porcelaines de 1935 à 1939. Jeune résistant, il choisit Force ouvrière lors de la scission avec la CGT à la fin de 1947. Chargé du secteur économique au bureau confédéral, il travailla dans l'ombre du premier « patron » de FO, Robert Botheureau, et on vit un moment en lui un dauphin.

Mais, en 1963, M. André Bergeron fut préféré à M. Ventejol, à la suite d'un compromis entre les deux hommes, dit-on. Dès lors, les chances de promotion de M. Ventejol au sein de FO étaient d'autant plus limitées que M. Bergeron ne nourrissait guère de sympathie pour son camarade. Pourtant, avant que M. Ventejol ne prenne la décision de ne pas se représenter à la présidence du Conseil économique et social, M. Bergeron lui fit savoir qu'il lui laissait toute liberté pour se déterminer.

MICHEL NOBLECOURT.

Nouvelle aggravation du chômage en mars

L'extrême anémie de l'emploi

Pour le cinquième mois consécutif, la situation du chômage s'est aggravée en mars. Rapporté à la population active et calculé par l'INSEE, le taux de chômage est de 11,1 % contre 11 % à la fin février.

Publiés le 27 avril par le ministère des affaires sociales et de l'emploi, les statistiques établissent que 2 675 900 demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'ANPE à la fin du mois, en données corrigées des variations saisonnières, soit 21 400 de plus que le mois précédent (0,8 %).

En données brutes, le nombre des chômeurs est passé à 2 679 100, en baisse de 19 600, et de 0,7 % par rapport au mois de février.

En un an, et en données corrigées, l'augmentation aura été de 8,4 %. En mars 1986, la France comptait 208 200 chômeurs de moins...

Parallèlement, le plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes n'a pas eu les répercussions souhaitées, tant sur l'emploi que sur le chômage. Les exonérations de charges sociales pour les moins de vingt-cinq ans ont certes favorisé des embauches, mais au détriment de chômeurs ou de salariés plus âgés. Entré dans une seconde phase depuis le 31 janvier et moins généreux, le plan produit désormais des perturbations préoccupantes.

A peine plus de 68 000 jeunes en ont bénéficié en mars 1987, et le chômage des moins de vingt-cinq ans reprend. Il a progressé de 1,37 % en un mois en données corrigées. Quant aux dommages causés sur les classes d'âge plus anciennes, ils se poursuivent. En un an, le nombre des chômeurs de vingt-cinq ans à quarante-neuf ans a augmenté de 12,2 % ; celui des chômeuses du même âge de 20,6 %.

Effet positif pendant le second trimestre

Dans ce sombre tableau, une lueur d'espoir toutefois. Après les fortes progressions enregistrées entre la fin de l'année 1986 et le début de 1987, où l'augmentation avait été comprise entre 1 % et 1,6 % de décembre à février, le résultat obtenu en mars permet de faire apparaître une légère décelération. Les mesures prises récemment devraient avoir un effet positif, peut-être avant l'été, à coup sûr pendant le second semestre.

Pour l'heure, le gouvernement continue de supporter les conséquences de choix qu'il s'était imposés en arrivant au pouvoir. Par exemple, les licenciements économiques, facilités par les lois de juillet, puis de décembre, sont en augmentation (+19,4 % en un an). Mis en veilleuse avant d'être redécouverts, les stages pour les seize-dix-huit ans ou les dix-huit-vingt-cinq ans continuent de manquer, tout comme pèse le retard pris dans le renouvellement des stages pour les chômeurs de longue durée. La suspicion, un peu trop longtemps entretenue à l'égard du

Une tendance de fond

Ces mouvements ont, en outre, lieu à un moment où l'évolution du marché du travail est pour le moins hésitante. Les créations d'emplois ne viennent pas vraiment compenser une tendance démographique dont on sait qu'elle alourdit nécessairement le passif. L'augmentation de 0,3 % en 1986 des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles est trop faible pour cela et ce d'autant que l'on y a inclus les jeunes stagiaires en SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), présents dans l'entreprise pour un maximum de dix mois et rémunérés, au mieux, à 27 % du SMIC.

Surtout, un glissement de fond paraît se confirmer entre ceux qui connaissent le chômage pour longtemps, ou fréquemment, et ceux qui en sont épargnés ou s'en remettent vite. En

traitement social du chômage, a entraîné une détérioration qu'il est difficile de combler rapidement.

La précarité fait donc des ravages, alors même que les retours dans l'emploi semblent s'améliorer. Sur les 324 000 personnes qui ont quitté l'ANPE au cours du mois de mars, 168 644 l'ont fait en reprenant une activité (plus de 12,5 % en un mois, +15,9 % en un an).

Ainsi, la durée moyenne de chômage peut devenir considérable — 356 jours, soit 23 de plus que l'an passé — et pourtant près de 40 % des demandeurs d'emploi retrouvent un travail en moins de trois mois. Jusqu'à la prochaine fois.

Contradictoires en apparence, ces mouvements ne font que traduire l'extrême anémie de l'emploi et l'adaptation contrainte de la main-d'œuvre à ces règles. En un mois, l'ANPE a enregistré 37 100 propositions d'emploi, soit 3,6 % de moins qu'en février, et 14,5 % de plus qu'en mars 1986. Mais, à des niveaux aussi faibles, peut-on considérer ces variations comme significatives ? En tout état de cause, elles ne correspondent pas aux besoins.

ALAIN LEBEAUE.

Les vétérinaires espagnols observeront une grève de l'inspection des aliments d'origine animale à compter du 1^{er} mai. Cette décision, annoncée par le président du conseil des collèges de vétérinaires, le docteur Antonio Borregon, pourrait entraîner d'importantes perturbations dans le commerce alimentaire. Les vétérinaires réclament une augmentation de leur rétribution pour l'inspection des produits et d'avantage d'équipements pour cette activité.

Travail de nuit des femmes : les salariés partagés

Les salariés sont partagés sur le travail de nuit des femmes, une des dispositions les plus contestées du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail voté par le Sénat le mardi 21 avril (Le Monde du jeudi 23 avril) : selon un sondage Ipsos-Gestion sociale réalisé entre le 8 et le 11 avril auprès de quatre cent cinquante salariés, 49 % y sont « assez favorables » ou « très favorables », 46 % y sont hostiles. Il n'y a pratiquement pas de différences entre l'attitude des femmes et celle des hommes, et par âge les plus jeunes (dix-huit à trente-quatre ans) y semblent un peu plus favorables (50 % pour et 43 % contre) que les plus âgés (47 % pour et 50 % contre).

Toutefois, les salariés du secteur privé, les seuls concernés par le problème, sont nettement plus favorables (54 % contre 43 %), tandis que ceux du secteur public et nationalisé y sont nettement hostiles (58 % contre 34 %). De même, une majorité des ouvrières (51 %) sont favorables, même si c'est chez les cadres supérieurs qu'on trouve le plus d'opinions positives (59 % contre 39 %).

Levée du mot d'ordre de grève des contrôleurs aériens espagnols. — A la suite d'un accord conclu avec le ministère des transports sur les règlements internes, l'Association confédérale espagnole des contrôleurs aériens a totalement levé, le lundi 27 avril, son mot d'ordre de grève, qui devait porter sur neuf jours du mois de mai. Les contrôleurs aériens protestaient contre leur manque de participation à l'élaboration des règlements internes. Toutefois, le transport aérien continue d'être perturbé en raison d'une grève du zèle décidée pour une durée indéterminée par les personnels des compagnies Iberia (Internationale) et Aviaco (Intérieur). Ce mouvement est destiné à protester contre le blocage des négociations sur la convention collective de 1987. La direction d'Iberia et Aviaco proposent une hausse de salaire de 5 %, alors que les syndicats demandent 7 %.

« Les parcs de loisirs sont notre mort » estiment les forains de la Foire du Trône

En dépit de la foule des Parisiens qui, poussés par le beau temps, se pressent à la Foire du Trône, les forains installés sur la pelouse de Reuilly (Bois de Vincennes) affichent un pessimisme unanime et sans nuances : « Les parcs récréatifs, c'est notre mort ».

A la veille de l'ouverture du parc de loisirs de Mirapolis (Cergy-Pontoise), la profession réaffirme les craintes formulées en mars lors de la signature du contrat d'Eurodisneyland. Il est vrai que ces loisirs familiaux toucheront doublement les forains : d'une part, dans un premier temps, les Français risquent de boudier les forains, devant l'attrait de cette nouveauté. D'autre part, les parcs offrent pour un prix d'entrée forfaitaire des attractions multiples. La formule séduisante sans doute les parents qui font leurs comptes en fin de journée après avoir répondu aux sollicitations onéreuses de leurs rejetons.

Les manèges, grands et petits, seront les premiers touchés. Mais les stands moins concurrents s'estiment également lésés. Aux caisses des baraqués de tir, de loteries, de train fantôme, le discours est le même : « Les gens vont se ruiner dans les parcs, ils fréquenteront donc moins les foires. Nous aussi serons touchés », affirme-t-on ici et là.

En première ligne des mécontents, on trouve les derniers-nés de la technologie : toboggan, slalom, chutes d'eau... « Il n'y a pas de parcs sans descente de rapides en bateau. Or là-bas tout aura une

autre dimension », affirme M. Jacques Fleur, propriétaire d'une mini-« chute du Niagara » et secrétaire général de l'Association des forains de la Foire du Trône.

Aux craintes s'ajoutent parfois un discours revendicatif : les forains ne bénéficient pas des mêmes avantages économiques et fiscaux que les parcs, favorisés par les pouvoirs publics, conscients que les loisirs seront créateurs d'emplois (trente mille postes se sont-ils pas annoncés à Eurodisneyland ?).

« Lorsqu'un parc s'ouvre, je suis d'accord, c'est la loi de la concurrence, affirme, entre deux parades, M. Xavier Lapère, propriétaire d'un toboggan de 56,50 mètres. Mais proteste quand je constate que les forains ne sont pas logés à la même enseigne. Les parcs sont traités comme des fonds de commerce. Ils s'installent définitivement sur un site. Nous devons faire une demande chaque année aux maires, qui risquent de la refuser. Les forains peuvent faire état d'un scif foncier qui leur permet d'obtenir des prêts. Nous n'avons que de la ferraille à offrir en garantie. Nous ne pouvons donc pas ouvrir plusieurs boutiques ».

Enfin, les forains demandent à bénéficier comme les parcs de loisirs de la baisse du taux de TVA de 18 % à 7 %. Tout le monde doit pouvoir profiter de ce pactole qu'est « l'allongement du temps de loisirs ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LES GRANDS DE LA TRÉSORERIE NE VOIENT PLUS QUE PAR PROGIFINANCE-SOFI.

PROGIFINANCE, crée au sein du groupe Edmond de Rothschild pour offrir à nos clients un service de gestion de trésorerie. Ce mariage unique entre nos grands de la trésorerie de nos cash-managements, efficacité, rapidité, adaptabilité, facilité de traitement font de la gamme ANTINEA le nec plus ultra des progiciels de gestion financière. Avec plus de 600 logiciels.

PROGIFINANCE
Groupe Edmond de Rothschild

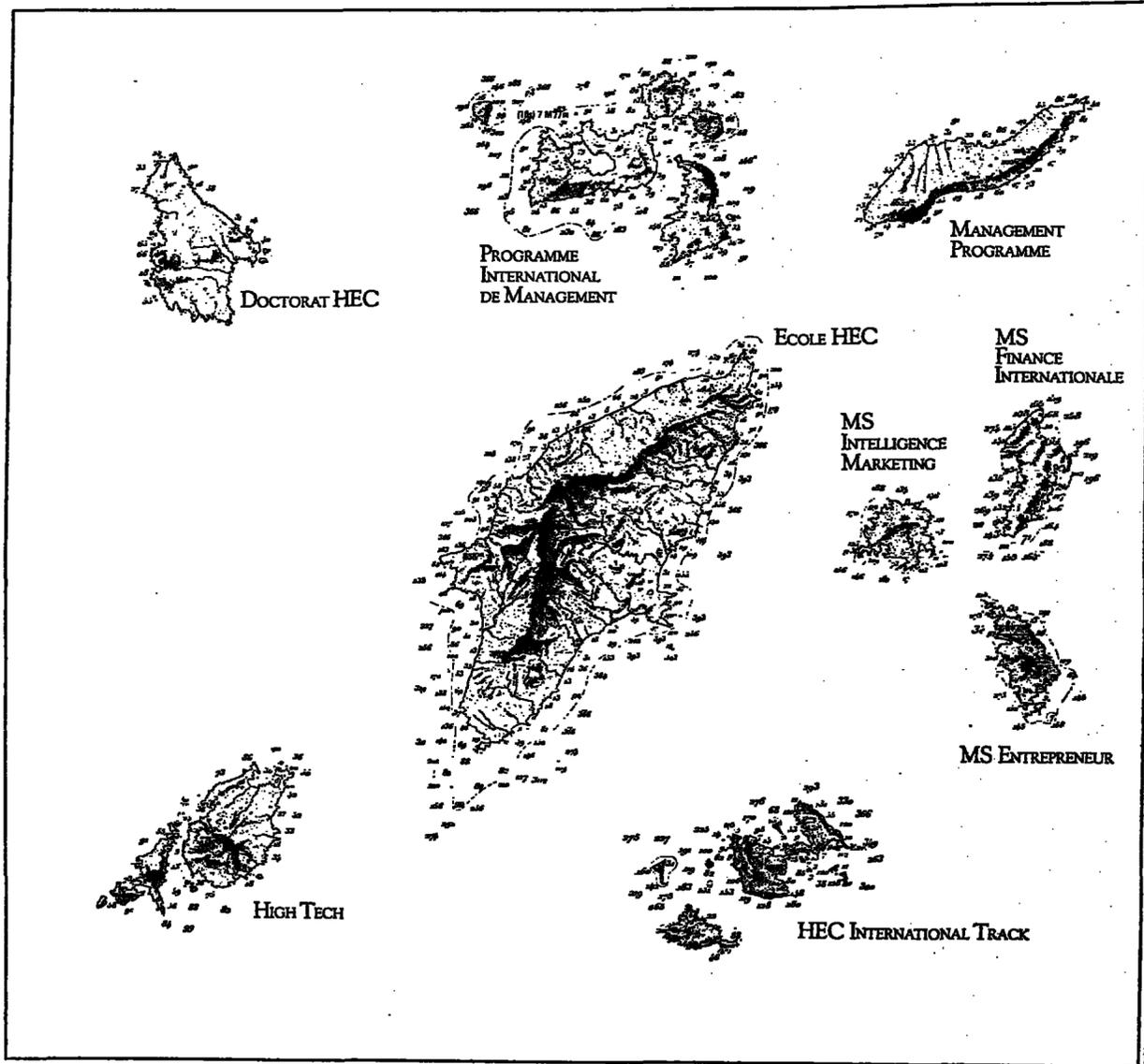
ciels déjà installés, PROGIFINANCE-SOFI accède à une place de leader du cash-management. Gestion ? Aide à la décision ? Télématique ? Changez d'optique, adoptez vous aussi une trésorerie d'avancé. Venez nous voir : 43, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS. Tél. : (1) 42 66 26 86.

circuits sur les marchés des changes où le dollar est remonté vivement

à bénéfices de la BNP en 1986

entente de 51.7

ARCHIPEL HEC TERRES PORTEUSES.



L'Archipel HEC c'est l'Ecole HEC, l'Institution. C'est aussi tout un ensemble de programmes et de formations spécialisés.

Le HEC Management Programme. Destiné à des cadres actifs, ce programme de formation et de réflexion de 4 semaines est centré sur la compétitivité internationale de l'entreprise.

Le programme doctoral. Est axé plus particulièrement vers l'enseignement, et permet à l'école de conforter son leader-ship en matière de recherche académique.

Les Mastères Spécialisés : les MS. Cycles annuels d'enseignement de 3^e cycle, dispensés en Finance Internationale, Intelligence Marketing et "Entrepreneur", ces MS s'adressent à des ingénieurs, diplômés universitaires ou jeunes cadres de formation scientifique.

Le PIM : Programme International de Management. Ce réseau d'échange mondial d'élèves et d'enseignants associe 14 universités d'Europe, d'Amérique et du Japon.

Le programme "High Tech". Permet à une sélection d'élèves de l'école d'acquies à l'étranger une formation scientifique de haut niveau pour connaître, comprendre et savoir utiliser les technologies de pointe.

Le HIT : HEC International Track. Dispense pendant deux ans à des étudiants anglophones, pour moitié français, pour moitié étrangers, un enseignement axé sur les questions internationales.

HEC. 1 rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas.
Téléphone: 39.56.70.00.



LES 28 ET 29 AVRIL, LES CARREFOURS HEC
RÉUNISSENT SUR LE CAMPUS 60 GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES ET INTERNATIONALES.
L'OCCASION POUR TOUS D'EXPLORER L'ARCHIPEL HEC.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

L'Algérie
ses exportations
vers les États-Unis

TESTS
RECONSTRUCTION
Société OSP
tél. 45 63 12 00

LOGEMENT
MISE A PRI
tél. 45 63 12 00

PARTEMENTS
MISE A PRI
tél. 45 63 12 00

PARTEMENTS
MISE A PRI
tél. 45 63 12 00

PROPRIETE
MISE A PRI
tél. 45 63 12 00

تحت إشراف وزارة الإسكان

150

Economie

ENERGIE

Adoptant une politique commerciale plus souple

L'Algérie va reprendre ses exportations de gaz vers les Etats-Unis

SKIKDA Correspondance

Les Algériens aiment les symboles. Ils ont choisi l'occasion du deux millième chargement de gaz naturel liquefié (GNL) à Skikda (centre industriel situé à 600 kilomètres à l'est d'Alger) pour annoncer la signature d'un contrat aux termes duquel la firme américaine Trunkline va importer aux Etats-Unis 4,5 milliards de mètres cubes par an de gaz algérien sur vingt ans. Les emplacements doivent commencer en 1988 et atteindre leur rythme de croisière à partir de 1990.

Ce contrat constitue un tournant pour la compagnie nationale algérienne, la SONATRACH. D'abord, il lui permet de reprendre pied sur le marché gazier américain (de loin le plus important du monde), dont elle avait été évincée à la suite de la dénonciation de ses contrats ces dernières années par les sociétés El Paso, Distrigas Boston et Panhandle. Ces contrats portaient sur 16 milliards de mètres cubes par an de GNL algérien.

L'accord annoncé à Skikda constitue une maigre consolation au vu des volumes perdus outre-Atlantique, bien qu'il représente l'équivalent de ce que la Belgique et l'Espagne réunies importent aujourd'hui comme gaz algérien. Il va cependant permettre à la SONATRACH d'augmenter de 40 % ses exportations de GNL, qui ont atteint près de 12 milliards de mètres cubes par an en 1986, auxquels il faut ajouter 8,5 milliards de mètres cubes exportés par gazoduc, principalement vers l'Italie (près de 12 milliards de mètres cubes actuellement).

Ensuite - et c'est là son originalité - il ne s'agit pas d'un accord classique d'exportation, puisque la SONATRACH est également présente côté acheteurs, possédant 11,7 % du capital de Panhandle.

société mère de Trunkline. En règlement du contentieux né de la rupture, en 1983, de son contrat initial, la société algérienne avait, en effet, reçu comme compensation, en août 1986, un paquet de 6 millions d'actions de Panhandle (ainsi qu'une somme de 200 millions de dollars), qui en ont fait le principal actionnaire individuel de la firme américaine. Les deux parties sont alors convenues de commercialiser ensemble du gaz algérien aux Etats-Unis. L'accord annoncé à Skikda est le premier résultat de cet arrangement, mais il y en aura d'autres, assure-t-on aussi bien de source algérienne qu'américaine.

M. Mustapha Faïd, directeur de la division de commercialisation du gaz de la SONATRACH, nous a déclaré que sa société est déterminée à développer une politique de vente très offensive pour reprendre la part du marché international de GNL qu'elle considère lui revenir. La capacité des usines de liquéfaction de gaz de l'Algérie étant de 31 milliards de mètres cubes, la SONATRACH devrait donc conquérir un marché supplémentaire d'une quinzaine de milliards de mètres cubes (presque le double de ce que Gaz de France lui a acheté en 1986) pour l'utiliser à plein.

Rompant avec une politique commerciale qualifiée jusqu'ici de très rigide par ses partenaires, Alger veut maintenant s'adapter aux conditions de tous les marchés potentiels de gaz, y compris les plus lointains, comme celui du Japon, où de premiers contacts semblent avoir été récemment pris. Naguère considéré comme inaccessible, le débouché nippon a occupé une large place dans les débats d'un séminaire gazier, qui s'est tenu le 27 avril à Skikda, en présence de tous les partenaires commerciaux de la SONATRACH.

PIERRE TERZIAN.

TRANSPORTS

Lufthansa et Air France s'associeraient pour créer un réseau de réservation électronique à l'échelle mondiale

Dans le cadre de la bataille commerciale qui oppose les compagnies aériennes européennes à leurs concurrentes américaines, Lufthansa et Air France décideront, dans le courant du mois de mai, de créer une réservation électronique de taille mondiale, selon toute vraisemblance, avec SAS et Iberia.

Pour l'instant, les compagnies européennes disposent de systèmes informatisés peu performants qui permettent de réserver seulement des places sur leurs avions selon des procédures plutôt lentes et compliquées. American et United Airlines, elles, ont mis au point deux systèmes, Sabre et Apollo, qui ont séduit 60 % des agences de voyages d'entre-Atlantique en raison de leurs qualités.

En tapant sur son clavier, l'opérateur fait apparaître les vols disponibles sur une destination et effectue la réservation requise, mais il peut aussi réserver une chambre d'hôtel ou une voiture. La compagnie aérienne peut mettre dans la mémoire de l'ordinateur les goûts de son voyageur (non fumeur, localisation dans l'avion) et ainsi satisfaire celui-ci. Enfin, Sabre ou Apollo offrent aux agents de voyage, de tenir leur comptabilité quotidienne et leurs statistiques.

Les inconvénients de ces systèmes où figurent les compagnies européennes sont nombreux: ils leur coûtent cher (2 dollars par réservation); ils permettent à American et à United de tout connaître de leurs concurrents; ils désavantagent ceux-ci: « Si vous consultez Sabre sur les vols quotidiens entre New-

York et Berlin à 17 h 30, raconte M. Heinz Ruhman, président de Lufthansa, ce système vous donne les vols de Panam sans vous dire que vous changez d'avion à Francfort, et il ne dit rien sur les vols de notre compagnie... »

Pour tourner ces difficultés, les Européens avaient trois solutions: construire chacun leur propre réseau de réservation, créer un système commun à une vingtaine de compagnies ou s'entendre à quelques-uns sur un système aussi efficace que ceux de leurs concurrents américains.

Un atout déterminant face aux compagnies américaines

Si l'on en croit M. Ruhman, c'est cette dernière solution qui devrait être retenue. « Nous savons techniquement faire un tel système, mais le coût de 150 à 200 millions de dollars excède les capacités financières de chacune de nos compagnies. » La nouvelle société qui gèrera la réservation pourrait regrouper quatre ou cinq partenaires qui auront à choisir entre les ordinateurs d'IBM et ceux d'Unisys (Sperry et Burroughs).

Selon M. Ruhman, la réservation électronique européenne représentera un atout déterminant pour empêcher les compagnies américaines de monopoliser les agences de voyages et donc la clientèle du Vieux Continent.

ALAIN FAUJAS.

REPÈRES

Téléphone

24 millions de lignes en France

La France a rattrapé son retard dans le téléphone: elle vient de dépasser le saut des 24 millions de lignes, ce qui constitue un quasi-triplement en dix ans. 53,2 % des ménages sont désormais équipés, soit un niveau équivalent de celui des Etats-Unis ou de la RFA et supérieur à celui de la Grande-Bretagne ou du Japon.

Fait notable, 56 % du réseau téléphonique français est numérisé, soit le taux le plus élevé du monde. La progression du téléphone français en dix ans est spectaculaire: en 1977, 8,4 millions de lignes étaient installées, et la densité téléphonique s'établissait à 15,8 lignes pour cent habitants, contre 42,1 lignes aujourd'hui.

Désormais, le programme se ralentit: alors qu'il y a cinq ans, deux millions de lignes avaient été installées dans l'année, on s'est arrêté à 900 000 unités en 1986.

RATP

Un excédent malgré un trafic stagnant

Le trafic de la RATP a pratiquement stagné en 1986. La progression de 0,8 % recouvre un recul du métro (- 1,9 %), une légère hausse du RER (+ 0,8 %) et une augmentation sensible de la fréquentation des bus (+ 2,3 % à Paris et + 2,8 % en banlieue). Ces résultats s'expliquent par la diminution de la fréquentation touristique et par l'insécurité due au terrorisme, qui ont fait perdre 13 millions de voyages, soit 0,6 % du trafic.

Toutefois, la régie se félicite d'avoir pu dégager, dans ce contexte, un excédent d'exploitation de 71,4 millions de francs sur un budget total de 14 905 millions de francs. En 1985, le budget avait engendré un déficit d'exploitation de 77 millions de francs. L'excédent de 1986 a été obtenu grâce à des économies et à des réductions de dépenses, notamment de 50 millions de francs dans le domaine du carburant. Rappelons que la subvention versée à la RATP par l'Etat et les départements a atteint 6 074 millions de francs (+ 10,8 %).

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse: suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

OFFICERS MINISTERIELS VENTES PAR ADJUDICATION Rubrique OSP 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE s/saisie immobilière. Pal. de Just. BOBIGNY, le mardi 12 mai 87, 13 h 30 EN UN LOT APPART. de 2 p. princ. au 4^e ét., n° D, 14, rue Gabriel-Péri à SAINT-DENIS (93) M. px 25000 F. S'adr. M. M. AYOUB, av., 124, bd Malesherbes, PARIS-17^e, T. 46-22-47-02. M. J. PIETUSZYNSKI, av., 26, r. Scandiacq, PANTIN, T. 48-43-15-32.

Vente sur licit. Pal. Just. Créteil (94), Jeudi 14 mai 1987 à 9 h 30 MAISON D'HABITATION à ALFORTVILLE (94140) 3 pièces jardin - 9, rue Emile-Courty - Mise à prix 80000 F LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION - S'adr. M. Th. MAGLO, avoc., 4, allée Toison-d'Or à CRÉTÉIL (94000). Tél. 43-67-18-90.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 14 MAI 1987 à 14 heures LOGEMENT à PARIS-18^e au rez-de-chaussée, bâtiment sur cour, compr. 3 pièces, cuis., jouissance de la moitié d'une courtoise. Rue Joseph-Dumas, n° 2. MISE A PRIX: 100 000 F S'adresser à M^e Bernard MALINVAUD, avoc., 1 bis, rue de l'Assommoir, PARIS-16^e, tél. 47-23-73-70. - M^e H. GOURDAIN, syndic, 174, boulevard Saint-Germain à PARIS, et tous avocats près T.G.L. de PARIS.

Vente sur saisie Palais Justice PARIS, jeudi 7 mai 1987 à 14 heures APPARTEMENT D'ANGLE à PARIS-10^e 32, RUE DE LANCRY et 54, RUE ALBERT-THOMAS - 5 pièces au 6^e étage MISE A PRIX: 700 000 F S'adr. SCP d'avocats DESCLOZEUX, MAZIERES, HERBERT, 7, bd Raspail, PARIS-7^e, tél. 45-49-72-96. Pour visiter, sur place le 4 mai de 14 heures à 16 heures.

Vente sur saisie Pal. Just. Bobigny (93), Mardi 5 mai à 13 h 30. En 6 LOTS 6 APPARTEMENTS aux LILAS (93260) 5, RUE DU CENTRE - 1^{er} et 2^e ét: un rez-de-cha. 2 APPART. 2 pièces et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 3^e et 4^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 5^e et 6^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 7^e et 8^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 9^e et 10^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 11^e et 12^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 13^e et 14^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 15^e et 16^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 17^e et 18^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 19^e et 20^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 21^e et 22^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 23^e et 24^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 25^e et 26^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 27^e et 28^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 29^e et 30^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 31^e et 32^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 33^e et 34^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 35^e et 36^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 37^e et 38^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 39^e et 40^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 41^e et 42^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 43^e et 44^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 45^e et 46^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 47^e et 48^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 49^e et 50^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 51^e et 52^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 53^e et 54^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 55^e et 56^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 57^e et 58^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 59^e et 60^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 61^e et 62^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 63^e et 64^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 65^e et 66^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 67^e et 68^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 69^e et 70^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 71^e et 72^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 73^e et 74^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 75^e et 76^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 77^e et 78^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 79^e et 80^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 81^e et 82^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 83^e et 84^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 85^e et 86^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 87^e et 88^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 89^e et 90^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 91^e et 92^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 93^e et 94^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 95^e et 96^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 97^e et 98^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 99^e et 100^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 101^e et 102^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 103^e et 104^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 105^e et 106^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 107^e et 108^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 109^e et 110^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 111^e et 112^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 113^e et 114^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 115^e et 116^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 117^e et 118^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 119^e et 120^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 121^e et 122^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 123^e et 124^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 125^e et 126^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 127^e et 128^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 129^e et 130^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 131^e et 132^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 133^e et 134^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 135^e et 136^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 137^e et 138^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 139^e et 140^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 141^e et 142^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 143^e et 144^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 145^e et 146^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 147^e et 148^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 149^e et 150^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 151^e et 152^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 153^e et 154^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 155^e et 156^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 157^e et 158^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 159^e et 160^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 161^e et 162^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 163^e et 164^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 165^e et 166^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 167^e et 168^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 169^e et 170^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 171^e et 172^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 173^e et 174^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 175^e et 176^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 177^e et 178^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 179^e et 180^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 181^e et 182^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 183^e et 184^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 185^e et 186^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 187^e et 188^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 189^e et 190^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 191^e et 192^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 193^e et 194^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 195^e et 196^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 197^e et 198^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 199^e et 200^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 201^e et 202^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 203^e et 204^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 205^e et 206^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 207^e et 208^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 209^e et 210^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 211^e et 212^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 213^e et 214^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 215^e et 216^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 217^e et 218^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 219^e et 220^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 221^e et 222^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 223^e et 224^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 225^e et 226^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 227^e et 228^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 229^e et 230^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 231^e et 232^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 233^e et 234^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 235^e et 236^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 237^e et 238^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 239^e et 240^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 241^e et 242^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 243^e et 244^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 245^e et 246^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 247^e et 248^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 249^e et 250^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 251^e et 252^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 253^e et 254^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 255^e et 256^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 257^e et 258^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 259^e et 260^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 261^e et 262^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 263^e et 264^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 265^e et 266^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 267^e et 268^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 269^e et 270^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 271^e et 272^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 273^e et 274^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 275^e et 276^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 277^e et 278^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 279^e et 280^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 281^e et 282^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 283^e et 284^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 285^e et 286^e ét: un rez-de-cha. et 1^{er} par avec cuis + balcon d'un JARDIN PRIVATIF (champs); 287^e et 288^e ét: un rez-de-cha. et 1

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Marchés financiers

CICA
(Société commerciale et industrielle de la côte d'Afrique)
Groupe CFAO

Le conseil d'administration, dans sa séance du 22 avril 1987, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986.

Le bénéfice net de la société mère, après tous amortissements, provisions et impôts, s'élevait à 15 581 838 F, en augmentation de 26 % sur celui de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe CICA atteint 1 765 246 336 F pour l'année 1986, en progression de 34,4 %.

La marge brute d'autofinancement consolidé s'établit à 71 677 590 F contre 66 107 931 F l'exercice précédent.

Le bénéfice net consolidé se chiffre à 51 288 791 F contre 38 168 303 F en 1985.

Le conseil a décidé de convoquer au siège social à Marseille, pour le 18 juin 1987 à 11 heures, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires auxquels il sera proposé un dividende net de 35 francs assorti d'un avoir fiscal de 17,50 francs, ce qui correspondra à une augmentation de la masse distribuée de 45,83 %, compte tenu du nombre plus important d'actions rémunérées.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION EN HAUSSE DE 20 %

Comptes consolidés du Groupe CRÉDIT LYONNAIS pour 1986

millions de Francs			
	1985	1986	Évolution en %
Total du bilan	842 734	852 552	+ 1,2
Crédits à la clientèle	345 257	360 366	+ 4,2
Fonds propres	10 925	16 683	+ 52,8
Et assimilés (Titres Participatifs et TSD)	3 500	3 500	- (1)
Provisions	22 419	26 860	+ 19,8
- dont provisions risques pays	8 104	12 114	- (2)
- taux de couverture des engagements sur pays fortement endettés	22%	33%	- (3)
Total Fonds propres et assimilés + provisions	10,6%	13,1%	-
Crédits à la clientèle			
Produit d'exploitation	24 163	26 438	+ 9,4
- dont commissions nettes	4 306	5 231	+ 21,4
Résultat brut d'exploitation	7 496	9 041	+ 20,6 (3)
Dotations nettes aux provisions	5 263	6 210	+ 18
- dont risques pays	3 287	4 034	- (2)
Bénéfice net, part du Groupe	1 204	1 821	+ 51,3

(1) Chiffre porté à 5 500 le 5/1/87.
(2) Le chiffre 1985 se rapporte au CRÉDIT LYONNAIS Société mère.
(3) 36 % à fin mars 1987.
(4) Pourcentage porté à 13,6 le 5/1/87.
(5) La quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence n'est pas comprise dans ce chiffre (156 millions F en 1986).

En 1986, le Groupe CRÉDIT LYONNAIS a réalisé de nouveaux progrès dans les métiers traditionnels de la banque commerciale en développant ses opérations tant avec sa clientèle de particuliers qu'avec celle des entreprises. Il s'est résolument orienté vers les métiers de la banque financière où il occupe déjà en France une place de premier plan. Les moyens importants dont il dispose pour son développement ont été encore considérablement renforcés en 1986.



CRÉDIT LYONNAIS - Communication, 19 bd des Italiens - 75002 Paris

répondra à toute demande d'information.

LE POUVOIR DE DIRE OUI.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

PARIS, 27 avril ↓

En baisse sensible

La faiblesse du dollar a jeté lundi le trouble sur les marchés financiers. Après New York, vendredi Dow Jones et Tokyo lundi matin, la Bourse de Paris a également accusé le coup.

En baisse de 0,5 % à la petite séance du matin, les valeurs françaises ont perdu 1,25 % à l'intercours.

La course commerciale que se livrent Américains et Japonais, et qui ne semble pas en voie de règlement, préoccupe de plus en plus les meilleurs investisseurs. Ces derniers doutent à présent des capacités de l'économie américaine malgré une croissance plus rapide que prévu au premier trimestre. Au contraire, ils s'attendent à un net ralentissement pour le second trimestre.

La forte hausse de l'or refait d'ailleurs ces préoccupations. Le métal jaune retrouve les valeurs des investisseurs. A Londres, lundi, il a pris 14 dollars, pour retrouver le niveau des 478 dollars. A Paris, le lingot a gagné 1 850 F à 90 650 F et le napoleon 13 F à 551 F.

La baisse des taux d'intérêt a, par ailleurs, entraîné une baisse sur le Marché et le marché obligataire.

Dans ce contexte, les valeurs françaises ont perdu pied. Même celles qui, il y a encore peu de temps, jouaient les vedettes à la corbeille, comme Peugeot, CSF ou Michelin.

Les écarts à la baisse ont quelquefois été sévères : le Compoteur des entrepreneurs a cédé 7,3 %, Radiotactique 6 %, Provocat 5,5 %, Metra, qui annonce pourtant d'excellents résultats pour 1987, 5 %. Focal de plus de 4 % de Raffinage, BSN et Sommar-Allibert.

La Compagnie du Midi s'a, par contre, été recherchée, gagnant 4,8 % à 1 620 F. L'emprunt 4,5 % 1979 a encore gagné 3 % à 1 892 F.

Au compartiment des valeurs étrangères, chute des américaines et des allemandes. Les mines d'or étaient soutenues, sans plus.

NEW-YORK, 27 avril ↓

Repli

Wall Street a connu lundi une séance de baisse, dans un marché très actif où 222,7 millions de titres ont été échangés, contre 177,95 millions à la séance précédente. En clôture, l'indice Dow Jones terminait en repli de 4,33 points, à 2 730,54, après avoir un moment perdu jusqu'à 40 points. Si le dollar, sévèrement attaqué, ne s'était pas remis en fin de période, l'effondrement aurait sans doute été plus lourd.

Le marché a réagi positivement à l'annonce concernant l'activité d'IBM. Son président a, en effet, indiqué que les livraisons au premier trimestre 1987 du computer Giant dépassaient les attentes de l'an passé à pareille époque. Parmi les valeurs les plus échauffées figuraient Southern Co., IBM et Sunshine Mining.

Les mines d'or étaient très soutenues, en raison de la fermeté des métaux précieux. L'espoir de voir le billet vert stopper son recul incitait les investisseurs, en fin de séance, à limiter les dégâts.

VALEURS	Cours de 24 avril	Cours de 27 avril
Alcoa	48 3/4	46 7/8
A.T.I.	24 1/8	24 1/2
Bush	47 3/8	46 3/4
Camp	26 3/4	26 3/4
Du Pont de Nemours	112 1/4	110 3/4
Eastman Kodak	70	72 1/2
Exxon	40 1/4	40 1/2
Ford	62 3/8	60 7/8
General Electric	102 3/4	102 3/8
IBM	89 3/8	86 5/8
Johnson & Johnson	57	58 1/2
LL&L	101 3/4	104 1/2
LI	34 1/8	32 1/2
Mobil Oil	47 1/2	47 1/4
Philips	66 7/8	67 1/2
Schlumberger	40	40 1/8
Texas	21 1/8	21
U.S. Steel	60 7/8	60 1/2
Union Carbide	37 1/8	37 1/8
U.S. Corp.	28 1/2	28 1/8
Windsor	68 3/4	68 1/2
Yanco	28 1/4	28 1/4

CHANGES

Dollar : 6 F ↑

Le dollar s'est nettement renforcé mardi 28 avril, à la suite des interventions des banques centrales et des déclarations rassurantes des officiels américains. A Paris, le cours du dollar américain, qui était tombé lundi à plus de 3,35 F, est revenu à 3,34 F.

FRANCFORT : 27 avril 28 avril
Dollar (en DM) .. 178 .. 178

TOKYO : 27 avril 28 avril
Dollar (en yen) .. 138 .. 138,60

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (28 avril) .. 7,13/16 %
New-York (27 avril) .. 6 5/8-6 7/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

	24 avril	27 avril
Valeurs françaises ..	112,2	110,2
Valeurs étrangères ..	115,6	114,4

*% des agents de change (base 100 = 31 déc. 1985)

Indice général .. 454,7 .. 452,3

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	24 avril	27 avril
Industrielles ..	2285,37	2238,54

LONDRES (indice Financial Times)

	24 avril	27 avril
Industrielles ..	1 398,90	1 365,2
Mines d'or ..	444,80	463,6
Fonds d'Etat ..	51,62	51,44

TOKYO

	27 avril	28 avril
Nikkei (Dow Jones) ..	23 872,4	23
Indice général ..	2 698,92	

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 avril
Nombre de contrats : 32 855

COURS	Jan 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier ..	106,2	106,25	106,25	106,05
Précédent ..	106,25	106,95	106,90	106,75

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CHAMPAGNE PIPER-HEIDSIECK : HAUSSE DE 48 % DU BÉNÉFICE. Le groupe des champagnes Piper-Heidsieck a dégagé un bénéfice net consolidé de 23,6 millions de francs en 1986, contre 15,9 millions de francs en 1985, soit une progression de 48 %. Le conseil propose un dividende net de 12 F, contre 7 F en 1985.

PROGRESSION DU RÉSULTAT DE DOCKS DE FRANCE. Le groupe de distribution Dock de France (Hypermarchés à l'enseigne Suma et Mammoth) a réalisé, en 1986, un bénéfice de 152,2 millions de francs, contre 133,8 millions de francs en 1985, soit une hausse de 16 %. Le chiffre d'affaires s'est établi à 18,33 milliards de francs, contre 17,8 milliards en 1985. Le conseil propose un dividende net de 47 F par action, contre 43 F en 1985. Le montant distribué est en hausse de 14 %, sur un an, compte tenu des conversions d'obligations intervenues durant l'exercice.

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	AL.T.O.	AL.T.E.P.	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELECTIONNÉES	AEDIFICANDI	L.U.A.P. INVESTISSEMENTS
Orientation	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60 % minimum actions françaises (CEA & Monopoli)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 31 MARS 1987						
- Nombre d'actions en circulation	7 477 700	3 361 853	1 058 529	1 432 970	4 686 879	3 025 424
- Actif net total (en millions de F) réparti comme suit :	1 329,10	681,81	505,49	963,39	2 952,06	1 195,58
a) France :						
- obligations classiques et indexées	93,2 %	55,6 %	27,9 %	35,7 %	44,8 %	29,7 %
- obligations convertibles	0,3 %	1,4 %	2,2 %	1,6 %	0,7 %	0,7 %
- actions	néant	néant	62,4 %	36,5 %	44,7 %	19,1 %
b) Etranger : actions et obligations	néant	39,9 %	néant	22,3 %	7,4 %	48,1 %
c) Disponibilités	6,5 %	3,1 %	7,5 %	3,9 %	2,4 %	2,4 %
- Valeur liquidative de l'action (en F)	177,74	202,81	477,54	602,52	629,86	395,18
PERFORMANCES AU 31 MARS 1987						
(dividende net réinvesti lors du détachement)						
- sur une période de 5 ans (depuis le 31/03/82)	+128,5 %	+ 92, - %	+335,7 %	+227,5 %	+305,3 %	+152,8 %
- sur une période de 10 ans (depuis le 31/03/77)	+294, - %	+313,9 %	-	+507,7 %	+709, - %	+439,6 %

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS
45 Boulevard Haussmann 75009 PARIS (Tél. 42.66.90.10) et dans ses diverses agences

inter-1 livres

RÉSIDENTS HORS FRANCE MÉTROPOLITAINE

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent, en toutes devises convertibles.

- DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
- REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
- Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS. Téléphone : 45-88-44-45

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	- les	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -
S.E.-U.	5,980	5,928	+ 50	+ 65	+ 95	+ 125
S.ca.	4,777	4,728	- 29	- 5	- 62	- 24
Yen (100) ..	4,297	4,269	+ 135	+ 152	+ 279	+ 387
DM	3,339	3,335	+ 101	+ 118	+ 221	+ 248
Franc	2,505	2,505	+ 88	+ 79	+ 126	+ 145
R.R. (100) ..	14,077	14,043	+ 80	+ 153	+ 276	+ 314
E.S.	4,872	4,821	+ 132	+ 151	+ 179	+ 314
L.(1000) ..	4,625	4,607	- 31	- 38	- 185	- 322
F.	5,928	5,907	- 10	- 24	- 318	- 251

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/8	6 5/8	6 7/8	6 9/8	7	7 1/8	7 3/8
S.E.-U.	3 3/8	3 5/8	3 7/8	3 7/8	3 3/4	3 7/8	3 7/8
DM	7 1/4	7 5/8	7 1/8	7 3/8	5 3/4	5 3/8	5 1/4
FR (100) ..	1 1/4	1 3/4	3 9/16	3 11/16	3 1/2	3 7/16	5 7/16
E.S.	3 3/8	3 3/4	3 3/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
L.(1000) ..	10 1/8	10 3/8	10 3/8	10 1/2	10	10	10
F.	7 13/16	8 1/16	8 1/16	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

100 de 150

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 27 AVRIL Cours relevés à 17 h 32

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and various stock indices. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Second marché'.

Comptant (sélection) Second marché (sélection)

Table of selected stocks and bonds, including 'Obligations' and 'Étrangères'.

SICAV (sélection) 27/4

Table of SICAV (mutual funds) with columns for Valeurs, Emission, and Rachet.

Droits et bons Cote des changes Marché libre de l'or

Table of exchange rates, gold prices, and other market data.

MINITEL section with text: 'La gestion en direct de votre portefeuille personnel 36.15 Tapes LEMONDE pour BOURSE'.

Le Monde

ÉTRANGER 2 L'embarras des Européens face aux propositions de M. Gorbatchev. 4 Algérie : le voyage du président Chadli Bendjedid en Mauritanie.	POLITIQUE 8 L'extrême droite s'enracine à Marseille. 9 En Nouvelle-Calédonie, un gendarme tué par un jeune Canaque.	SOCIÉTÉ 10 L'affaire du Carrefour du développement. — L'exposition de l'horrible de M. Charles Pasqua. 12 La campagne nationale contre le SIDA. 36 Sports. — Le renforcement du Herald of Free Enterprise.	CULTURE 32 Théâtre : les Femmes savantes, de Molière. 33 Exposition : « Les Indiens d'Amérique du Nord », à la galerie Art 4 à la Défense. — « Digressions », par Bernard Frank. 33 Communication. 36 Presse.	ÉCONOMIE 38 La CEE et le Japon. 39 Le Conseil économique et social élit son nouveau président. — Extrême — anémie — de l'emploi. 41 L'Algérie va-t-elle à nouveau exporter du gaz aux États-Unis. 42-43 Marchés financiers.	SERVICES Radio-télévision 35 Annonces classées 16 à 31 Carnet 36 Loto sportif 35 Météorologie 35 Mots croisés 35 Spectacles 34	MINITEL • Nouvelle carte scolaire : choisissez l'école de votre enfant Lyc. • Le dollar entraîne le franc dans sa chute JOUR. • Jeu : gagnez l'histoire au jour le jour HIS. Sports, Actualité, International, Bourse, Immobilier, Télématik. 36-15 Tapes LEMONDE
---	--	--	---	---	--	---

La mort de Robert Favre Le Bret Le Festival de Cannes comme passion

Robert Favre Le Bret, président d'honneur du Festival de Cannes, est mort dans la nuit du jeudi 27 au mardi 28 avril, en Suisse. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Comment dissocier l'indissociable ? Robert Favre Le Bret n'était pas seulement la permanence du Festival de Cannes, il en était l'essence. Il avait fait naître, il avait vu grandir, et durant quatre décennies, avec une passion inaltérable et une habileté inégalée, il en avait géré les crises, exalté les succès, provoqué les progrès.

Il aurait pu, il aurait dû être diplomate. Même ses collègues étaient stratégiques et son charme opératif, invariablement. Aussi bien pour convaincre un grand metteur en scène réticent de venir à Cannes se mesurer aux meilleurs, que pour

apaiser les nombreuses turbulences provoquées par le palmarès...

A l'image des costumes anglais d'une extrême élégance qu'il affectionnait, il arborait une grande douceur de sentiments. Il était court, finement. Et cela exprimait tout. Nous le suivrons aujourd'hui sur cette route si peu fréquentée de la discrétion et dirons simplement qu'il n'est pas convenable que le destin ait privé Robert Favre Le Bret d'assister à ce 40^e Festival qui s'apprete à renouer avec le faste

INÉ à Paris, le 25 août 1904, d'origine suisse, Robert Favre Le Bret prépare les concours des affaires étrangères. Ne l'ayant pas réussi, il entre à l'Institut, puis à l'Assemblée nationale. D'abord rédacteur parlementaire, il s'intéresse aux spectacles et crée au Temps la première rubrique de tourisme. Quelques années plus tard, il est chargé de la propagande artistique et culturelle au commissariat au tourisme.

En 1946, l'historien Philippe Erlanger lui demande de prendre en charge le secrétariat général du Festival de Cannes. L'année suivante, Robert Favre Le Bret qui assure des fonctions administratives à l'Opéra, est nommé délégué général. Il devient le grand maître de Festival, contrôle l'organisation, le financement, la prospection et le choix des films, les relations avec les ambassadeurs et les ministères, l'accueil des invités et des journalistes, les fêtes...

dont il fut l'initiateur et le défenseur.

« Qu'on le veuille ou non », déclarait-il au Monde en 1977, « dans festival, il y a fête ». En foulant dans dix jours le tapis rouge qui, pour la première fois revêtira les marches du nouveau Palais, la profession tout entière saluera Robert Favre Le Bret, ambassadeur du cinéma mondial. Un extraordinaire ambassadeur.

DANIÈLE HEYMANN.

Le festival devient rapidement la manifestation la plus importante pour la vie du cinéma, car il fait équilibre l'impact artistique des films et leur valeur commerciale. En 1972, M. Maurice Flourès, président de l'Association française du Festival international du film de Cannes meurt. Robert Favre Le Bret lui succède et c'est Maurice Besay qui devient délégué général, puis en juillet 1977, Gilles Jacob est nommé à son tour.

En 1983, Jack Lang, ministre de la Culture annonce que les films français seront sélectionnés par une commission dont les membres sont nommés non plus par lui, mais par le président du festival, c'est-à-dire par Robert Favre Le Bret, qui, l'année suivante décide de se retirer et propose à l'Association du festival comme successeur, Pierre Viot, directeur du Centre national de la cinématographie élu à l'unanimité. Robert Favre Le Bret devient président honoraire.]

TCHAD Le dispositif Epervier prochainement allégé

Le ministère de la défense envisage de réduire le dispositif militaire français Epervier au Tchad, compte tenu de l'évolution de la situation dans le nord du pays, désormais plus favorable aux forces régulières du président Hissène Habré. M. André Girard estime en effet que la situation s'est stabilisée et qu'il n'y a donc aucune raison de laisser des troupes inutiles au Tchad, sans pour autant parler d'un retrait du plan Epervier.

Il y a quelques semaines, ce dispositif réussissait l'ordre de deux mille trois cents hommes, autour, principalement, d'une force de frappe d'avions et d'hélicoptères, venus pour la plupart du territoire voisin de la République centrafricaine.

Devant l'évolution de la situation militaire sur le terrain, qui a conduit à la déroute des forces libyennes dans le nord du Tchad, le ministre français de la défense considère qu'il convient de « réajuster vers le bas » le dispositif actuel, dont le besoin se fait moindre. Néanmoins, les travaux continuent à Abéché, où est aménagée une piste d'aviation, complémentaire de celle de N'Djamena, pour l'atterrissage des avions français. Cette piste, dans le nord-est du pays, sera opérationnelle dans quelques semaines et devrait permettre d'étendre la zone d'action éventuelle des appareils de combat et de transport français.

Sur le vif Métro in vivo

Ils sont marrants à la RATP ! Vous savez à quoi ils perdent leur temps et notre argent ? A nous étudier in vivo, nous les rats du métro. Ils ont observé notre façon de vivre un trajet (scilicet, d'embarquer les couloirs de peris trot, d'attendre dans un escalier et un sous un vidéo-clip et de bouler dans les virages. Ils ont même envoyé des enquêteurs à notre poursuite (re-sic). Vous ne me croyez pas ? Vous avez tort. J'ai vu ça dans Libé. J'ai vérifié, c'est exact. Ils nous ont disséqués, étagés et classés entre quatre types d'usagers qui vont faire l'objet d'un énorme rapport.

Bon, alors, que je vous explique. D'abord il y a l'Arpenteur. Un minutieux, un maniaque, il se déplace en suivant des repères, il calcule, il observe. C'est le mec qui est capable de vous dire qui conduit la rame, un homme ou une femme. Ensuite le Somnambule et le Flâneur. Ca, ça, bon, vous les connaissez. Ils se laissent porter par le courant ou tomber sur un banc. Ils n'avancent pas, ils déambulent, ils tournent, ils ne savent pas, ils se pausent, ils traînent devant les éventaires d'ours en peluche ou de montres-bracelets, ils bloquent le passage, bref, ils occupent le professionnel... Ca, c'est moi.

Moi, je suis le Rambo du métro. Si, par exemple, j'attrape un extrême, une rame par la queue à Hôtel-de-Ville, alors que la sortie à Pont-de-Neuilly est en tête, qu'est-ce que je fais ? Je descends à chaque station et je galoche le long du quai pour remonter, de compartiment en compartiment, mon handicap. Jogging et siélon dans l'immense labyrinthe de nœuds-bondes correspondances genre Châtelet ou Opéra. Faut pas muerre quand la cloche caoutchoutée des portières et des portières me stoppe net dans mon élan.

Parfois que je leur pompe l'air à la RATP. Les pressés qui ne font que passer, ça les agace, ça les humilie. Ils veulent qu'on s'installe à demeure dans ce qu'ils appellent une aire de vie déjà peuplée de tout plein de marchands, de clochards, de dealers, de marchands, de musiciens ambulants au Centre, au Centre, au Centre, de profs de gym ! Pourquoi ? Pour... arrêter. Nous autres les dératés du sous-sol, nous fournis de la fonte aux pieds et nous oblige à faire du body-building à même le quai, entre deux trains.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 avril
Sans tendance + 0,09

La Bourse de Paris a gagné 0,09 % en séance du matin, le 28 avril. Parmi les plus fortes hausses figurèrent Croquet (+ 4,14 %), Mollinet (+ 2,54 %), Géophysique (+ 2,25 %), Darty (+ 2,19 %). En repli, on notait UCB (- 5,3 %), Via Banque (- 3,62 %), Sanco (- 2,3 %), DMC (- 2,07 %).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	632	630	630
Agence France	2280	2280	2275
Al Ligand (L.)	713	719	714
Bancaria (Caf)	787	780	780
Banque	2040	2040	2040
Bouygues	1310	1315	1320
B.S.N.	6020	6020	6040
Carrefour	3815	3850	3850
Chausson S.A.	1640	1640	1640
Club Méditerranée	675	688	685
Euro (G&L)	1508	1504	1517
E.U.F. Agatane	338	340	341 50
Emile	2250	2250	2250
Lafarge-Capex	1890	1890	1715
Lyonn. des Eaux	1835	1817	1834
Médoc	3800	3800	3800
Midi Cal	1610	1608	1600
Midi-Pyrénées	2361	2346	2347
Mutuelle	1101	1109	1108
Orléans (C)	4385	4385	4386
Parrot-Ducard	1140	1140	1135
Peugeot S.A.	1813	1805	1813
Suez	488	486	484
Suez Canal	985	978	970
Suez Part	770	768	770
Télédiffusion	3320	3300	3300
Thomson-C.S.F.	1720	1718	1718
Total-C.F.P.	520	520	520
T.R.T.	2489	2488	2488
Vallo	628	625	620

Les paradoxes de la crise italienne Le gouvernement de M. Fanfani espère... ne pas obtenir la confiance

ROME
de notre correspondant

La Chambre des députés italienne devait se prononcer, le mardi 28 avril, sur la confiance au gouvernement de M. Amintore Fanfani. Ce gouvernement, composé uniquement de membres de la Démocratie chrétienne et de quelques personnalités indépendantes, est minoritaire et ne devrait donc pas obtenir la confiance, ce que d'ailleurs — paradoxalement — il souhaite. Le président Cossiga pourrait ainsi prononcer la dissolution des Chambres et convoquer des élections législatives anticipées pour mettre fin à la crise ouverte à Rome depuis huit semaines.

Mais — encore un paradoxe — certains adversaires de la Démocratie chrétienne s'appretent à voter la confiance à M. Fanfani, afin qu'il n'ait aucune excuse pour ne pas organiser, le 14 juin, les référendums sur la justice et sur le nucléaire, dont son parti ne veut pas.

D'autre part, le Parti républicain (P.R.I.), membre de la coalition dissoute le 3 mars par la démission de M. Craxi, a tenu son congrès les 25 et 26 avril, à Florence. Il avait obtenu 51,1 % des voix aux législatives de 1983, mais il constitue une formation-charnière et a participé depuis 1945, aux côtés de la Démocratie chrétienne, à vingt et un gouvernements sur quarante-six.

Le mot d'ordre d'« équilibre » par rapport à la DC et au P.S., qui a été retenu par le congrès de Florence, a donc attiré l'attention de la classe politique. « Équilibre », cela veut dire, certes, que le P.R.I. entend pas être mêlé à la querelle surgie entre la DC et le P.S. qui a agencé la crise actuelle. Mais cela signifie aussi, d'un point de vue dynamique, que l'éloignement par rapport à la Démocratie chrétienne est plus clairement affirmé.

Simple propos préélectoraux marquant le désir de toutes les formations laïques de ne pas être confondues avec tel des partis majeurs, DC, PC ou PS ? De fait, le P.R.I. semble bien décidé à tout faire, une fois connus les résultats des prochaines législatives, pour que se reforme l'« alliance à cinq », qu'il avait lui-même inaugurée en 1981 et qui s'est poursuivie près de quatre années sous la présidence de M. Craxi. Il a d'autant moins le choix que, en son propre sein, coexistent une « aile » toujours davantage portée vers la DC (symbolisée par son secrétaire adjoint, le jeune et brillant Giorgio La Malfa, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre) et une autre, majoritaire, mais composite, davantage portée vers les « racines de gauche du parti ».

JEAN-PIERRE CLERIC.

Réunis en conférence à Lisbonne Les juges constitutionnels européens confrontent leurs expériences

Le chef de l'Etat portugais, M. Mario Soares, a ouvert solennellement, le lundi 27 avril à Lisbonne, les travaux de la septième conférence des cours constitutionnelles européennes. Ce rassemblement devait réunir jusqu'à mercredi les responsables d'une vingtaine de tribunaux constitutionnels ou organismes assimilés, dont le conseil constitutionnel français et des Cours suprêmes à vocation plus restreinte ou plus diversifiée.

LISBONNE
de notre envoyé spécial

M. Soares a rendu hommage au « prestige » des tribunaux constitutionnels, auxquels il attribue la fonction de « pierre angulaire des sociétés modernes », en précisant : « S'il est certains présages de mauvais augure qui surgissent, sans le soutien et l'entente des justes constitutionnelles étant donnée la proximité qui existe en ce domaine entre le politique et le juridique, la vérité est qu'il importe de dire clairement que la supériorité évidente d'un Etat démocratique réside dans la possibilité de donner à un organe indépendant le droit de surveiller le respect de sa loi fondamentale. »

A ces critiques, connues en France en raison des remous momentanés provoqués par telle ou telle décision du Conseil constitutionnel, la droite ou la gauche étant au pouvoir, font écho les réflexions des représentants d'autres cours constitutionnelles. Ainsi M. Wolfgang Zeidler, président du tribunal constitutionnel de la République fédérale d'Allemagne, note-t-il que certains types de

contrôle sont, en RFA, fréquemment exercés par « l'opposition politique au Parlement ou le gouvernement d'un Land dirigé par un parti de l'opposition ». S'ensuivent des attaques selon lesquelles « ne seraient en réalité soumis à la cour que les litiges politiques de ceux qui ont été battus au Parlement ».

Autre motif pour le Conseil constitutionnel français — représenté à Lisbonne par son président, M. Robert Badinter, l'un de ses membres, le doyen Georges Vedel, et son secrétaire général, M. Bruno Genevois : de ne pas se sentir isolé : la profonde similitude des techniques juridiques utilisées dans certains cas par des cours constitutionnelles voisines pour une partie de leurs décisions. Qu'il s'agisse de l'appréciation de conformité « sous réserve d'interprétation » ou de l'interprétation dite « neutrale », qui empêche, en les explicitant, de possibles usages anticonstitutionnels d'une loi ou de certaines de ses dispositions, l'Italie ou la République fédérale d'Allemagne ont, par exemple, recours à des procédés analogues dans leurs propres activités.

Ces constatations estiment-elles l'originalité du Conseil constitutionnel français ? Elles ca modifient seulement les contours. Car son histoire propre demeure, ainsi que les fondements nouveaux mais originaux de chaque cas d'espèce nationale de ce que M. Soares a appelé « le juridique et la politique ».

MICHEL KAJMAN.

Le numéro de « Monde » daté 28 avril 1987 a été tiré à 516 586 exemplaires

EN BREF

● ARGENTINE : l'association Solidarité avec les mères de la Place de Mal d'Argentine appelle à une manifestation, le jeudi 30 avril, devant l'ambassade d'Argentine à Paris pour célébrer le dixième anniversaire du premier rassemblement des mères de disparus à Buenos Aires. Plusieurs organisations humanitaires se sont jointes à cet appel.

● BRÉSIL : Nomination du nouveau ministre des finances. — M. Tasso Jovine, gouverneur de l'Etat de Ceara (nord du Brésil), a été pressenti par le président José Sarney pour remplacer M. Furnari, démissionnaire, comme ministre des finances. La nomination de M. Jovine, qui a accepté cette proposition, devait être rendue officielle le mardi 28 avril. — (AFP.)

● Patrick Sébastien à la 5. — Après Marie-France Brière, Patrick Sébastien, Stéphane Colliero, c'est Patrick Sébastien qui quittera TF 1, et rejoint la 5 de MM. Berlusconi et Hersant. Le contrat, qui a été signé le lundi 27 avril, engage l'artiste pour une durée de trois ans. Son show s'appellera « Parandole » — et sera diffusé tous les samedis soirs à 20 h 30.

LIQUIDATION TOTALE
AVANT TRAVAUX
DES STOCKS DE PRÊT-À-PORTER MASCULIN
DE GRANDES MARQUES SIGNÉES
STEPHANE MEN'S discount de luxe
130, bd Saint-Germain - Métro et parking ODÉON
du mardi au samedi de 12 heures à 19 h 30

ABTS QUI DIT MIEUX ?
Moniteur couleur H.R.
Table traçante A3
Progiciel : édition
schémas électroniques,
roulage,
emplacement des boîtiers.
Direction commerciale :
ANS - 42 33 38 59
Souris Logitech
Possibilité
Crédit total
PRIX : 76585 F HT*
* Dans la limite des stocks disponibles
ANS - 57, 80 R. ROLLAND 92126 MONTEUIL

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
PANTALONS
MESURE
A partir de 700 F
COSTUMES
MESURE
A partir de 2150 F
NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
LUXUEUXES draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARBESSUS SUR MESURE
UNIFORMES ET INGENIERES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
De mardi au samedi de 10 h à 19 h.

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE
CHOISSENT LES - 35 %
D'INTERNATIONAL COMPUTER
LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.
Un Macintosh Plus
14.990 F TTC*
Offre exclusivement réservée aux
établissements d'enseignement
et aux enseignants
**INTERNATIONAL
COMPUTER**
La micro sans frontières
* 26, rue du Renard Paris 4^e 42 72 26 26
* 61, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.